

LUDWIG VON MISES
LE GOUVERNEMENT OMNIPOTENT

Écrits de Ludwig von Mises.

Édition. Leonardo DE VIO.
Conception. Benoît MALBRANQUE.

Parus précédemment :
NATION, ÉTAT ET ÉCONOMIE.
LE SOCIALISME.
LE CALCUL ÉCONOMIQUE EN RÉGIME
SOCIALISTE.

À paraître en 2025 :
LE CHAOS DU PLANISME
LA BUREAUCRATIE.
LE GOUVERNEMENT OMNIPOTENT.
LE LIBÉRALISME.
L'ACTION HUMAINE.
L'INTERVENTIONNISME.
THÉORIE ET HISTOIRE.
LA MENTALITÉ ANTICAPITALISTE.
*LES FONDEMENTS ULTIMES DE LA
SCIENCE ÉCONOMIQUE.
MÉMOIRES (SOUVENIRS D'EUROPE).
POLITIQUE ÉCONOMIQUE. RÉFLEXIONS POUR
AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN.
*MONNAIE, MÉTHODE ET MARCHÉ.
PLANIFIER LA LIBERTÉ ET AUTRES ESSAIS.
*THÉORIE DE LA MONNAIE ET DES
MOYENS DE CIRCULATION.

Les titres précédés d'un astérisque signalent
les traductions inédites de l'Institut Coppel.

*Ces ouvrages ont été conçus et relus par une équipe de bénévoles.
Merci de nous signaler toute faute à l'adresse suivante : icoppet@gmail.com*

LUDWIG VON MISES

LE GOUVERNEMENT OMNIPOTENT

DE L'ÉTAT TOTALITAIRE
À LA GUERRE MONDIALE

(1944)

Traduit par M. de Hulster

Préface par Leonardo de Vio

Paris, 2025
Institut Coppet

PRÉFACE

La vie de Ludwig von Mises (1881-1973) a été, comme celle de nombreux de ses contemporains, marquée par un événement dramatique : l'avènement du national-socialisme en Autriche à partir de 1933. D'origine juive et de convictions libérales assumées, Mises dut, avec sa femme Margit, entreprendre un long périple qui les conduisit d'abord à Genève, puis à New York, afin d'échapper à une persécution certaine dans son pays natal. L'objet de cette préface nous permet de nous arrêter sur la période genevoise de Mises, car c'est à cette époque de sa vie que, consacrant ses efforts à l'analyse des problèmes internationaux, il publie *Le Gouvernement Omnipotent : de l'État totalitaire à la guerre mondiale* (1944).

En mars 1934, Mises reçut une offre du Graduate Institute of International Studies à Genève pour devenir professeur invité de relations économiques internationales. Après la Première Guerre mondiale, Genève était devenue une ville importante en matière de relations internationales, en raison de la neutralité maintenue par la Suisse. De plus, le Bureau international du travail (1919) et la Société des Nations (1920) y avaient installé leurs sièges. D'un point de vue académique, sous l'impulsion de William E. Rappard — qui participa à la première réunion de la Société du Mont Pèlerin en 1947 — et de Paul Mantoux, de nombreux penseurs de renom vinrent s'installer à l'Institut, tels que les économistes Eugène Borel et Mack Eastman, les juristes Hans Wehberg, Paul Guggenheim et Hans Kelsen, ainsi que les historiens Carl Burckhardt, Guglielmo Ferrero et Maurice Bourquin. En somme, le paysage intellectuel y était prestigieux.

À l'Institut, les professeurs pouvaient choisir les matières qu'ils souhaitaient enseigner, en y ajoutant occasionnellement des cours introductifs pour des non-spécialistes. Mises choisit de s'occuper des systèmes monétaires internationaux ainsi que des relations économiques internationales, et donc du libre-échange entre les nations. Parallèlement, il travailla à la publication de son traité d'économie, *Nationalökonomie*, première version allemande de l'ouvrage qui deviendra par la suite *L'Action Humaine*. De surcroît, Mises travaillait sur un manuscrit visant à fournir une explication économique (ou « praxéologique ») de la montée du nazisme, portant pour titre temporaire, en 1940, *La route du peuple allemand vers le National-Socialisme*. Ce travail, qui développait de manière plus détaillée ses thèses défendues dans *Nation, État et Économie* (1919), devait devenir l'ouvrage que nous publions ici.

La thèse centrale du *Gouvernement Omnipotent* repose sur l'idée que le nationalisme protectionniste cultivé par les nations européennes a créé une incitation à la guerre. En effet, pour Mises, le protectionnisme favorise les intérêts de certains citoyens au détriment de tous les autres sujets des États qui adoptent ces mesures. De la même manière, ces politiques protectionnistes affectent les citoyens étrangers, qui, par conséquent, sont incités à favoriser la guerre pour renverser le gouvernement en question. Ainsi, dans cet ouvrage, Mises n'étudie pas tant les conséquences néfastes des politiques interventionnistes sur le bien-être économique, que leurs effets politiques en général. S'appuyant sur une analyse historique, il retrace les origines du déclin du libéralisme et de la montée du nationalisme en Allemagne. Ce faisant, il écarte les explications fallacieuses de ce phénomène tout en offrant une défense de la culture allemande. En somme, convaincu du pouvoir des idées, Mises nous guide à travers les mutations intellectuelles du XIX^e et du début du XX^e siècle, pour en découvrir les origines : d'abord de l'étatisme, puis, selon lui, inévitablement, du nationalisme.

Dans la conclusion de son commentaire sur l'ouvrage, Alberto Mingardi écrit : « Le *Gouvernement Omnipotent* peut être considéré par certains comme une tentative excessivement economiciste de comprendre le totalitarisme. Certes, les nazis ne se résumaient pas à leur système de contrôle des prix. Mais c'est justement pour cette raison que le livre est si fascinant à lire. La brutalité, la haine et la fierté qu'éprouvent certains groupes politiques à l'égard de l'agression sont ramenées à une compréhension erronée du monde, alimentée par leur rejet du libéralisme. Le *Gouvernement omnipotent* est un témoignage du pouvoir de la pensée économique et de la capacité analytique de Ludwig von Mises. »¹

On peut comparer avec fruit la thèse de Mises avec celle avancée par Karl Polanyi dans son ouvrage *La Grande Transformation* (1944). Ces deux ouvrages posent une même question : par quels mécanismes pouvons-nous expliquer la montée des nationalismes et des totalitarismes en Europe ?

La thèse centrale de *La Grande Transformation* est que « l'utopie libérale » — à savoir les tentatives d'instaurer, au XIX^e siècle, un marché autorégulateur détaché des institutions sociales et politiques — aurait provoqué la désintégration du tissu social. Loin d'être un fait naturel, comme certains économistes l'ont soutenu, le laissez-faire serait selon Polanyi une construction politique, conséquence

¹ Alberto Mingardi, « Etatism and Totalitarianism: The Legacy of Mises's *Omnipotent Government* », *Econlib*, 7 juin 2021.

notamment de la marchandisation de la terre, du travail et de la monnaie. La société commerciale aurait ainsi « désencastré » les logiques économiques du tout social, plaçant les individus dans une situation de souffrance et d'insécurité qui a conduit à l'émergence de « contre-mouvements » protecteurs : montée des syndicats, revendications de protection sociale, protectionnisme, nationalisme, et, finalement, totalitarisme. C'est donc le libéralisme lui-même qui, en détruisant les liens sociaux ayant jusque-là structuré la société, aurait engendré en son sein les forces mêmes de sa propre disparition.

À rebours, aux yeux de Mises, le nationalisme, conséquence des politiques étatiques, naît non pas de la faillite du système libéral — lequel est à ses yeux non pas un fait naturel mais bien le fait social par excellence — mais du rejet des idées libérales du XIX^e siècle et, en particulier, de l'idée selon laquelle, pour citer Montesquieu, le commerce adoucit les mœurs. Pour parler par comparaison, on peut dire que la passion « calme » de l'intérêt personnel compense, lorsque le cadre institutionnel le permet, les passions « violentes » que sont la jalousie, l'appropriation brutale et la spoliation. Mises affirme que ce sont les intérêts particuliers qui ont conduit à l'effondrement du système libéral. Pour lui, ce n'est pas l'excès de libéralisme qui engendre l'illibéralisme, mais au contraire l'excès d'interventionnisme et l'incompréhension des bénéfices de la coopération sociale sous la division du travail.

Nous ne pouvons pas résoudre ici cette controverse, mais il convient d'en dire encore deux mots, puisque cette divergence d'interprétation n'est pas seulement d'intérêt historique : elle résonne avec les débats contemporains. Il est souvent soutenu — bien que la taille et le champ d'intervention de l'État ne cessent de croître — que les populismes actuels seraient la conséquence du « néolibéralisme » des années 1990, lequel se serait effondré lors de la crise financière de 2008. L'interprétation de Mises — à la fois sur l'ascension historique des totalitarismes du siècle passé et sur les logiques plus récentes de l'essor de l'illibéralisme — nous montre une voie diamétralement opposée. Il suggère une lecture différente qui mérite d'être prise en considération : loin d'être le produit d'un « ultra-libéralisme » ambiant, les dynamiques politiques récentes ne seraient-elles pas, au contraire, la conséquence d'un interventionnisme dont les défaillances appellent toujours davantage de nouvelles mesures politiques, contraignant les États à « protéger » et à « favoriser » certains groupes aux dépens de tous les autres ?

Leonardo de Vio
Institut Coppet

LE GOUVERNEMENT OMNIPOTENT

PRÉFACE

En traitant les problèmes de politique sociale et économique, les sciences sociales ne considèrent qu'une question : savoir si les mesures proposées sont de nature à provoquer les effets cherchés par leurs auteurs ou si elles aboutissent à un état de choses qui — du point de vue de leurs défenseurs — est beaucoup plus indésirable que l'état précédent qu'elles se proposaient de modifier. L'économiste ne substitue pas son propre jugement à celui de ses concitoyens au sujet du caractère désirable des fins ultimes. Il se demande simplement si les fins recherchées par les nations, les gouvernements, les partis politiques et l'action des groupes peuvent en fait être atteintes par les méthodes effectivement choisies pour les réaliser.

À coup sûr, c'est une tâche ingrate. La plupart des gens ne tolèrent aucune critique de leurs principes sociaux et économiques. Ils ne comprennent pas que les objections soulevées portent seulement sur des méthodes impropres et ne s'attaquent pas aux fins dernières visées par leurs efforts. Ils ne sont pas disposés à admettre qu'ils pourraient atteindre plus facilement leurs fins en suivant l'avis des économistes qu'en les négligeant. Ils traitent d'ennemi de leur nation, de leur race ou de leur groupe quiconque ose critiquer les politiques qui ont leur préférence.

Ce dogmatisme obstiné et néfaste est l'une des causes qui sont à l'origine de la situation mondiale actuelle. Un économiste qui affirme que des taux de salaire minimum ne constituent pas un moyen approprié pour élever le niveau de vie des salariés ne cherche ni à harceler la main-d'œuvre ni à nuire aux ouvriers. Au contraire, en proposant des méthodes mieux étudiées pour augmenter le bien-être des salariés, il contribue autant qu'il le peut au véritable avènement de leur prospérité.

Souligner les avantages que chacun tire de l'action du capitalisme n'équivaut pas à défendre les intérêts des capitalistes. Un économiste qui depuis quarante ou cinquante ans défend le maintien du système de la propriété privée et de l'entreprise libre ne combat pas pour les intérêts égoïstes de classe de ceux qui étaient alors riches. Il veut que la liberté soit laissée aux inconnus parmi ses contempo-

rains sans le sou qui ont eu l'ingéniosité de créer toutes ces industries nouvelles qui rendent la vie de l'homme moyen beaucoup plus agréable aujourd'hui. Beaucoup de pionniers de ces transformations industrielles sont devenus riches, il est vrai. Mais ils ont acquis leurs richesses en fournissant au public des automobiles, des avions, des postes de radio, des frigidaires, le cinéma parlant et toute une série d'innovations moins spectaculaires, mais aussi utiles. Ces nouveaux produits n'étaient certainement pas une réalisation des bureaux, ni des bureaucrates. Pas un seul perfectionnement technique ne peut être porté au crédit des Soviétiques. Le mieux que les Russes aient pu faire a été de copier quelques-uns des perfectionnements réalisés par les capitalistes qu'ils continuent à dénigrer. L'humanité n'a pas encore atteint le niveau de la perfection technique. Il y a encore place pour des progrès ultérieurs et une amélioration des niveaux de vie. En dépit de toutes les assertions contraires, l'esprit créateur et inventif subsiste ; mais il ne fleurit que là où la liberté économique existe.

Un économiste, qui démontre qu'une nation (appelons-la Thulé) va à l'encontre de ses intérêts essentiels dans la conduite de sa politique de commerce extérieur et dans son attitude à l'égard des groupes de sa minorité intérieure, n'est pas un ennemi de Thulé ni de son peuple.

Il est vain de couvrir d'injures les critiques des politiques inappropriées et de jeter la suspicion sur leurs motifs. On peut étouffer ainsi la voix de la vérité, mais on ne peut rendre appropriées des politiques qui ne le sont pas.

Les défenseurs du contrôle totalitaire appellent négativement l'attitude de leurs adversaires. Ils prétendent que, tandis qu'ils demandent l'amélioration des conditions non satisfaisantes, leurs adversaires ont l'intention de laisser durer le mal. C'est juger toutes les questions sociales du point de vue du bureaucrate à l'esprit étroit. Seuls des bureaucrates peuvent préciser que la création de nouveaux services, la promulgation de nouveaux décrets, l'augmentation du nombre des fonctionnaires peuvent seules être considérées comme des mesures positives et profitables, tandis que tout le reste n'est que passivité et quietisme.

Le programme de la liberté économique n'est pas négatif. Son but absolu est l'établissement et le maintien du système d'économie de marché basé sur la propriété privée des moyens de production et l'entreprise libre. Son but est la libre concurrence et la souveraineté du consommateur. Conséquence logique de ces prémisses, les véritables libéraux sont opposés à tous les efforts faits pour substituer un contrôle étatique à l'action d'une libre économie de marché. Laissez

faire, laissez passer ne signifie pas : laissez durer les maux. Au contraire, ces mots signifient : ne pas intervenir dans le jeu du marché parce qu'une telle intervention restreindra nécessairement la production et appauvrira la population. Ils signifient de plus : ne pas abolir ni paralyser le système capitaliste, qui, en dépit de tous les obstacles placés par ces gouvernements et les politiciens, a élevé le niveau de vie des masses, d'une façon sans précédent.

La liberté n'est pas, comme les précurseurs allemands du nazisme l'ont affirmé, un idéal négatif. La présentation d'un concept sous une forme affirmative ou interrogative n'est qu'une question de pure forme. *La liberté du besoin* équivaut à l'expression *lutter pour un état de choses où la population soit mieux approvisionnée en ce qui lui est nécessaire*. *La liberté de parole* équivaut à *un état de choses sans lequel chacun peut dire ce qu'il veut*.

À la base de toutes les doctrines totalitaires se trouve la croyance que les gouvernants sont plus sages et d'un esprit plus élevé que leurs sujets, qu'ils savent donc mieux ce qui est profitable à leurs sujets que leurs sujets eux-mêmes. Werner Sombart, jadis champion fanatique du marxisme puis champion non moins fanatique du nazisme, eut l'audace d'affirmer que le Führer recevait ses ordres de Dieu et que l'institution du Führer était une révélation permanente¹. Quiconque l'admet doit naturellement arrêter de poser des questions sur l'opportunité de la toute puissance étatique.

Ceux qui ne sont pas d'accord avec cette justification théorique de la dictature réclament pour eux-mêmes le droit de discuter librement les problèmes en cause. Ils n'écrivent pas état avec un É majuscule. Ils ne reculent pas devant l'analyse des notions métaphysiques de l'hégélianisme et du marxisme. Ils réduisent toute cette phraséologie sonore à une simple question : Ces moyens proposés sont-ils convenables pour atteindre les fins poursuivies ? En répondant à cette question, ils espèrent rendre service à la grande majorité de leurs compatriotes.

Ludwig von Mises

New York, janvier 1944.

¹ *Deutscher Sozialismus* (Charlottenburg, 1934), trad. française. *Le socialisme allemand* (Payot, 1938), Paris.

Témoignage de reconnaissance

Je suis reconnaissant à la Fondation Rockefeller et au National Bureau of Economic Research de l'appui qui m'a permis d'entreprendre cette étude. M. Henry Hazlitt m'a beaucoup aidé de ses critiques et de ses suggestions et en publiant le manuscrit, M. Arthur Godman m'a conseillé dans les questions de langue et de style. M. Eugène Davidson de la Yale University Press m'a assisté de bien des façons. La responsabilité de toutes les opinions exprimées me revient naturellement de façon exclusive.

INTRODUCTION

I

Le point essentiel du programme du parti national-socialiste est la conquête d'un *Lebensraum* pour les Allemands, c'est-à-dire d'un territoire assez grand et assez riche en ressources naturelles pour qu'ils puissent vivre en économie autarcique et atteindre un niveau qui ne soit pas inférieur à celui de n'importe quelle autre nation. Il est évident que ce programme qui défie et menace toutes les autres nations, ne peut être réalisé sans l'établissement d'une hégémonie allemande sur le monde.

Le signe distinctif du nazisme n'est ni le socialisme, ni le totalitarisme, ni le nationalisme. Actuellement, dans tous les pays, les *progressistes* brûlent de substituer le socialisme au capitalisme. Tout en combattant les agresseurs allemands, Grande-Bretagne et États-Unis adoptèrent peu à peu le type allemand du socialisme. Dans les deux pays l'opinion publique est absolument convaincue qu'un contrôle étatique généralisé sur l'activité économique est inévitable en temps de guerre et beaucoup d'hommes politiques éminents, suivis par des millions d'électeurs, sont fermement résolus à conserver après la guerre le socialisme comme nouvel ordre social permanent. La dictature et l'oppression des dissidents par la violence ne sont plus des traits particuliers au nazisme. C'est là le mode de gouvernement des Soviétiques et comme tel, défendu dans le monde entier par de nombreux sympathisants de la Russie contemporaine. Le nationalisme — conséquence de l'intervention de l'état dans la vie économique, comme on le montrera dans ce livre — commande à notre époque la politique étrangère de toutes les nations. Ce qui caractérise les nazis est la nature spéciale de leur nationalisme, la lutte pour l'espace vital.

L'objectif du nazisme ne diffère pas en principe des buts des premiers nationalistes allemands dont le groupe le plus radical, dans les trente ans précédant la première guerre mondiale, se qualifiait lui-même de *pangermaniste*. C'est cette ambition qui a poussé l'empereur d'Allemagne dans la première guerre mondiale et qui — vingt-six ans plus tard — a engendré la seconde guerre mondiale.

On ne peut faire remonter le programme de l'espace vital aux premières idéologies allemandes, ni aux précédents historiques des cinq cents dernières années. L'Allemagne a eu ses chauvinistes comme toutes les autres nations en ont eu. Mais chauvinisme n'est pas nationalisme. Le chauvinisme est une évaluation exagérée des

réalisations et des qualités de sa propre nation et le dénigrement des autres nations ; par lui-même il n'entraîne aucune action. Le nationalisme, par contre, est le plan d'une action politique et militaire et l'essai de le réaliser. L'histoire allemande, comme l'histoire des autres nations, est l'histoire de princes avides de conquêtes ; mais ces empereurs, rois et ducs voulaient acquérir pour eux-mêmes et pour leur descendance richesse et pouvoir et non un espace vital pour leur nation. Le nationalisme agressif allemand est un phénomène des soixante dernières années. Son origine est dans les conditions économiques modernes et dans les politiques économiques.

Le nationalisme ne doit pas être confondu non plus avec la lutte pour un gouvernement populaire, le droit pour la nation de disposer d'elle-même et l'autonomie politique. Quand les libéraux allemands du dix-neuvième siècle voulaient substituer un gouvernement démocratique pour toute la nation allemande à la domination tyrannique d'une trentaine de princes, ils ne nourrissaient pas de desseins hostiles à l'égard des autres nations. Ils voulaient se libérer du despotisme et établir un gouvernement parlementaire. Ils n'étaient pas avides de conquêtes ni d'expansion territoriale. Ils n'avaient pas l'intention d'incorporer dans l'état allemand de leurs rêves les territoires polonais et italiens que leurs princes avaient conquis ; au contraire, ils sympathisaient avec les aspirations des libéraux polonais et italiens qui désiraient fonder des démocraties polonaise et italienne indépendantes. Ils désiraient ardemment promouvoir le bien-être de la nation allemande, mais ils ne croyaient pas que l'oppression des nations étrangères et des vexations imposées aux étrangers étaient la meilleure manière de servir leur nation.

Le nationalisme ne s'identifie pas non plus avec le patriotisme. Le patriotisme est l'ardent désir de voir sa nation dans le bien-être, la prospérité et la liberté. Le nationalisme est l'une des différentes méthodes proposées pour atteindre ces fins. Mais les libéraux soutiennent que les moyens recommandés par le nationalisme sont inappropriés et que leur application non seulement ne permettrait pas d'atteindre les fins cherchées mais aboutirait au contraire à entraîner la nation dans un désastre inévitable. Les libéraux sont, eux aussi, patriotes, mais leurs opinions touchant la meilleure façon d'assurer la prospérité et la grandeur de la nation diffèrent radicalement de celles des nationalistes. Ils sont partisans du libre-échange, de la division internationale du travail, de la bonne volonté et de la paix entre les nations, non dans l'intérêt de l'étranger mais pour le bonheur de leur nation.

Le but du nationalisme est d'assurer le bien-être de toute la nation ou de quelques groupes de ses citoyens en infligeant des

dommages aux étrangers. Dans le domaine économique, la méthode préférée du nationalisme est la discrimination dirigée contre les étrangers. Les marchandises étrangères sont exclues du marché national ou n'y sont admises qu'après le paiement d'un droit d'importation. La main-d'œuvre étrangère est exclue de la concurrence sur le marché national du travail. Le capital étranger est passible de confiscation. Ce nationalisme économique aboutit nécessairement à la guerre chaque fois que les victimes croient être assez fortes pour supprimer par une action violente et armée les mesures nuisibles à leur prospérité.

La politique d'une nation forme un tout. Politique extérieure et politique intérieure sont étroitement liées, elles ne forment qu'un système et se conditionnent réciproquement. Le nationalisme économique est le corollaire des politiques intérieures actuelles d'intervention étatique dans la vie économique et de planification nationale, de même que le libre-échange était le complément de la liberté économique intérieure. Le protectionnisme peut exister dans un pays où le commerce intérieur est libre, mais là où il n'y a pas de liberté intérieure du commerce le protectionnisme est indispensable. La compétence d'un gouvernement national est limitée au territoire soumis à sa souveraineté. Il n'a pas le pouvoir d'intervenir directement sur les conditions extérieures à ce territoire. Avec le libre-échange, la concurrence étrangère pourrait, même sur une courte période, contrecarrer les fins cherchées par les différentes mesures d'intervention gouvernementale dans l'économie nationale. Quand le marché intérieur n'est pas dans une certaine mesure isolé des marchés extérieurs, il ne peut être question de contrôle étatique. Plus une nation s'avance vers la réglementation administrative et l'enrégimentement et plus elle est poussée vers l'isolement économique. La division internationale du travail devient suspecte parce qu'elle gêne le plein usage de la souveraineté nationale. La tendance à l'autarcie est essentiellement une tendance des politiques économiques intérieures ; elle résulte de l'effort fait pour rendre l'état tout puissant dans la vie économique.

Dans un monde fondé sur le libre-échange et la démocratie il n'y a pas d'encouragement à la guerre et à la conquête. Dans un tel monde il est sans importance que la souveraineté d'une nation s'étende sur un territoire plus ou moins grand. Ses citoyens ne peuvent tirer aucun avantage de l'annexion d'une province. De cette façon les problèmes territoriaux peuvent être traités sans préjugé ni passion ; il n'en coûte pas de faire droit aux revendications des autres peuples à disposer d'eux-mêmes. La Grande-Bretagne libre-échangiste a librement accordé le statut de dominion, c'est-à-dire

une autonomie virtuelle et l'indépendance politique, aux établissements britanniques d'outre-mer et cédé les îles Ioniennes à la Grèce. La Suède ne s'est pas risquée à une action militaire pour empêcher la rupture du lien unissant la Norvège à la Suède ; la maison royale des Bernadotte perdit sa couronne norvégienne ; mais cela n'avait aucune conséquence matérielle pour le citoyen suédois que son roi soit également souverain de Norvège ou non. À l'époque du libéralisme on pouvait croire que les plébiscites et les décisions des tribunaux internationaux pourraient régler pacifiquement tous les différends entre les nations. Ce qui était nécessaire à la sauvegarde de la paix, c'était le renversement des gouvernements antilibéraux. Quelques guerres et révolutions étaient encore considérées comme inévitables afin d'éliminer les derniers tyrans et de détruire les quelques obstacles au commerce qui existaient encore. Et si ce but était jamais atteint, il n'y aurait plus de causes de guerre. L'humanité pourrait consacrer tous ses efforts à la réalisation d'un bien-être général.

Mais tandis que les humanitaires s'abandonnaient à la peinture des bienfaits de cette utopie libérale, ils ne se rendaient pas compte que de nouvelles idéologies étaient en train de supplanter le libéralisme et de créer un ordre nouveau. Cet ordre faisait surgir des antagonismes qui ne pouvaient être aplanis par aucune solution pacifique. Ils ne l'ont pas vu, parce qu'ils regardaient ces mentalités et politiques nouvelles comme la continuation et la réalisation des principes essentiels du libéralisme. L'antilibéralisme s'est emparé de l'esprit populaire sous le masque du vrai et authentique libéralisme. Aujourd'hui, des personnes se donnant comme libérales soutiennent des programmes totalement opposés aux principes et aux doctrines du vieux libéralisme. Ils critiquent la propriété privée des moyens de production et l'économie de marché et sont partisans enthousiastes des méthodes totalitaires de direction économique. Ils luttent pour l'omnipotence de l'état et saluent chaque mesure qui accroît le pouvoir de l'administration et des organes étatiques. Ils condamnent comme un réactionnaire et un royaliste de l'économie quiconque ne partage pas leur goût de l'enrégimentement.

Ces personnes qui se nomment libérales et progressives sont convaincues en toute bonne foi qu'elles sont vraiment démocrates. Mais leur conception de la démocratie est juste l'opposé de celle du dix-neuvième siècle. Elles confondent démocratie et socialisme. Non seulement elles ne voient pas que socialisme et démocratie sont incompatibles, mais elles croient que seul le socialisme est la vraie démocratie. Victimes de cette erreur, elles considèrent le système soviétique comme une variété de gouvernement populaire.

Les gouvernements et parlements européens se sont efforcés, depuis plus de soixante ans, de gêner le jeu du marché, d'intervenir dans la vie économique et de paralyser le capitalisme. Ils ont gaie-ment ignoré les avertissements des économistes. Ils ont dressé des barrières douanières ; ils ont encouragé l'expansion de crédit et une politique d'argent facile ; ils ont eu recours au contrôle des prix, aux salaires minima et aux procédés subsidiaires. Ils ont transformé la fiscalité en confiscation et expropriation ; ils ont proclamé que les dépenses imprudentes étaient le meilleur moyen d'accroître richesse et bien-être. Mais quand les conséquences inévitables de telles politiques, depuis longtemps prédites par les économistes, devinrent de plus en plus évidentes, l'opinion publique ne porta pas son blâme sur ces politiques chéries, elle accusa le capitalisme. Aux yeux du public, ce ne sont pas les politiques anticapitalistes mais le capitalisme qui est la cause profonde de la dépression économique, du chômage, de l'inflation et de la hausse des prix, du monopole et du gaspillage, du malaise social et de la guerre.

L'erreur fatale, qui a contrecarré tous les efforts pour sauver la paix, était précisément que l'on ne saisissait pas le fait que ce n'est qu'à l'intérieur d'un monde de capitalisme pur, parfait, libre de toute entrave, qu'il n'existe aucun facteur d'encouragement à l'agression et à la conquête. Le Président Wilson était guidé par l'idée que seuls les gouvernements autocratiques sont belliqueux, tandis que les démocraties ne peuvent tirer aucun profit de la conquête et sont donc attachées à la paix. Ce que le Président Wilson et les fondateurs de la Société des Nations n'ont pas vu, était que cela ne valait que dans un système de propriété privée des moyens de production, d'entreprise libre et de pure économie de marché. Là où il n'y a pas de liberté économique, la situation est entièrement différente. Dans notre monde d'étatisme où chaque nation est avide d'isolement et de progrès vers l'autarcie, il est entièrement faux d'affirmer que personne ne peut tirer profit de ses conquêtes. Dans cet âge de barrières douanières, de restrictions d'immigration, de contrôle des changes et d'expropriation du capital étranger, il y a beaucoup de stimulants poussant à la guerre et à la conquête. Presque chaque citoyen a un intérêt matériel à la neutralisation des mesures par lesquelles des gouvernements étrangers peuvent le léser. C'est pourquoi presque chaque citoyen brûle de voir son pays fort et puissant, parce qu'il attend un avantage personnel de sa force militaire. L'agrandissement du territoire soumis à la souveraineté de son gouvernement signifie au moins la délivrance des maux qu'un gouvernement étranger lui infligeait.

Pour le moment, nous pouvons nous abstenir de traiter le problème de savoir si une démocratie peut survivre avec un système d'intervention étatique dans la vie économique ou avec le socialisme. En tout cas, il n'y a aucun doute qu'avec l'étatisme, les simples citoyens eux-mêmes envisagent l'agression, pourvu que les perspectives militaires de succès soient favorables. Les petites nations ne peuvent éviter d'être les victimes du nationalisme économique des autres nations ; mais les grandes nations placent leur confiance dans la valeur de leurs armées. Actuellement l'esprit d'agression ne résulte pas de l'avidité des princes ou d'oligarchies de Junkers ; c'est une politique de groupes d'intérêts dont la marque distinctive est dans les méthodes appliquées, mais non dans les stimulants et les motifs. Les travailleurs allemands, italiens et japonais luttent pour un niveau de vie plus élevé en combattant contre le nationalisme économique des autres nations. Ils se trompent gravement ; les moyens choisis ne sont pas adaptés aux fins cherchées. Mais leurs erreurs sont dans la logique des doctrines de guerre de classe et de révolution sociale si largement acceptées aujourd'hui. L'impérialisme de l'axe n'est pas une politique qui a pour origine les visées d'une classe supérieure. Si nous appliquions les faux concepts du marxisme populaire, nous devrions le qualifier d'impérialisme du travail. En paraphrasant la fameuse citation du général Clausewitz, on pourrait dire : ce n'est que la continuation de la politique intérieure par d'autres moyens, c'est la guerre intérieure de classes transférée dans la sphère des relations internationales.

Depuis plus de soixante ans, toutes les nations européennes se sont empressées d'augmenter les pouvoirs de leurs gouvernements, d'étendre le domaine de la contrainte et de la coercition étatiques, de soumettre à l'État toutes les activités et tous les efforts de l'homme. Et pourtant les pacifistes ont répété sans cesse qu'il importe peu à l'individu que son pays soit grand ou petit, puissant ou faible. Ils ont vanté les bienfaits de la paix, tandis que dans le monde entier, des millions de personnes mettaient tous leurs espoirs sans l'agression et la conquête. Ils n'ont pas vu que le seul moyen de faire durer la paix était de supprimer les causes profondes de la guerre. Il est vrai que les pacifistes ont fait quelques timides essais contre le nationalisme économique. Mais ils n'ont jamais attaqué sa cause ultime, l'étatisme — la tendance de l'État à intervenir dans la vie économique — et ainsi leurs efforts étaient condamnés à l'échec.

Naturellement, les pacifistes aspiraient à une autorité mondiale supranationale qui pourrait régler pacifiquement tous les conflits entre les différentes nations et faire exécuter ses décisions par une force de police supranationale. Mais la condition préalable d'une

solution satisfaisante du problème brûlant des relations internationales n'est ni un nouvel organisme, avec encore des comités, des secrétaires, des commissaires, des rapports et des réglementations, ni un nouveau corps d'exécuteurs armés, mais la suppression radicale des mentalités et des politiques intérieures qui doivent entraîner des conflits. L'échec lamentable de l'expérience genevoise était dû au fait que, par suite des préjugés et superstitions bureaucratiques de l'étatisme, on ne s'est pas rendu compte que des bureaux et des fonctionnaires ne peuvent résoudre aucun problème. Qu'il y ait ou non une autorité supranationale avec un parlement international, cela est de moindre importance. Le besoin réel est l'abandon des politiques nuisibles aux intérêts des autres nations. Aucune autorité internationale ne peut préserver la paix si les guerres économiques continuent. Dans notre âge de division internationale du travail, le libre-échange est la condition préalable de tout arrangement amical entre les nations. Et le libre-échange est impossible dans un monde fondé sur l'étatisme.

Les dictateurs nous offrent une autre solution. Ils projettent un *Ordre nouveau*, un système d'hégémonie mondiale d'une nation ou d'un groupe de nations, appuyée et conservée par la puissance d'armées victorieuses. Un petit nombre de privilégiés dominera l'immense majorité des races *inférieures*. Ce nouvel ordre est un très vieux concept. Tous les conquérants y ont aspiré ; Gengis Khan et Napoléon ont été les précurseurs du Führer. L'histoire témoigne de l'échec de bien des efforts pour imposer la paix par la guerre, la coopération par la contrainte, l'unanimité par l'assassinat des dissidents. Hitler n'a pas mieux réussi. Un ordre durable ne peut être établi par des baïonnettes. Une minorité ne peut gouverner qu'avec le consentement des gouvernés ; la rébellion des opprimés la renversera tôt ou tard, même si elle réussit à se maintenir un temps. Mais les nazis n'ont même pas eu la chance de réussir un court moment. Leur assaut a été brisé.

II

La crise actuelle de la civilisation a son foyer en Allemagne. Depuis plus d'un demi-siècle, le Reich a été le perturbateur de la paix. La tâche principale de la diplomatie européenne dans les trente dernières années qui ont précédé la première guerre mondiale, a été de tenir l'Allemagne en échec grâce à des combinaisons et des adresses variées. Mais sans l'esprit agressif de l'Allemagne, ni la volonté de puissance du tsar, ni les antagonismes et les rivalités des diverses nations de l'Europe du Sud-Est n'auraient sérieusement

troublé la paix mondiale. Quand les conseils d'apaisement échouèrent en 1914, les forces de l'enfer se déchaînèrent.

Les fruits de la victoire des Alliés furent perdus par suite des insuffisances des traités de paix, des erreurs des politiques d'après-guerre et de la montée du nationalisme économique. Dans le tourbillon des années d'entre les deux guerres, alors que chaque nation s'empressait d'infliger les plus grandes vexations aux autres nations, l'Allemagne était libre de préparer un assaut plus terrible. Mais pour les nazis, ni l'Italie ni le Japon n'auraient été un sujet de lutte contre les Nations Unies. La dernière guerre est une guerre allemande comme la première guerre mondiale.

Il est impossible de concevoir les principaux points en litige de cette guerre, la plus terrible de celles qui aient été jamais soutenues, sans comprendre les principaux faits de l'histoire allemande. Il y a cent ans, les Allemands étaient tout différents de ce qu'ils sont aujourd'hui. À cette époque il n'était pas de leur ambition de surpasser les Huns et de dépasser Attila. Les étoiles qui les guidaient étaient Schiller et Goethe, Herder et Kant, Mozart et Beethoven. Leur leit-motiv était liberté, non conquête et oppression. Les étapes du processus qui a transformé la nation jadis dépeinte par les observateurs étrangers comme celles des poètes et des penseurs en celle des bandes sauvages des troupes d'assaut hitlériennes doivent être connues par quiconque veut se faire une opinion sur les affaires et problèmes politiques du monde actuel. Comprendre les ressorts et les tendances de l'agressivité nazie est de la plus haute importance pour la conduite politique et militaire de la guerre et pour façonner un ordre durable dans l'après-guerre. Beaucoup de fautes auraient pu être évitées et beaucoup de sacrifices épargnés grâce à une connaissance meilleure et plus approfondie de l'essence et des forces du nationalisme allemand.

Le but du présent livre est de décrire les grands traits des changements et événements qui ont entraîné la situation actuelle de l'Allemagne et de l'Europe. Il cherche à corriger beaucoup d'erreurs populaires nées de légendes défigurant gravement les faits historiques et de doctrines dénaturant l'évolution et les politiques économiques. Il traite aussi bien d'histoire que de questions fondamentales de sociologie et d'économie. Il essaie de ne négliger aucun point de vue dont l'éclaircissement est nécessaire pour une complète description du problème nazi mondial.

III

Dans l'histoire des deux cents dernières années nous pouvons discerner deux tendances idéologiques distinctes. Il y avait d'abord la tendance vers la liberté, les droits de l'homme, et le libre arbitre. Cet individualisme aboutit à la chute du gouvernement autocratique, à l'avènement de la démocratie, à l'évolution du capitalisme, aux perfectionnements techniques et à une hausse sans précédent des niveaux de vie. Il substitua les lumières aux vieilles superstitions, les méthodes de recherche scientifique aux préjugés invétérés. Ce fut une période de grandes réalisations artistiques et littéraires, l'âge des musiciens immortels, des peintres, des écrivains, des philosophes. Esclavage, servage, torture, inquisition et autres vestiges du moyen âge disparurent.

Dans la seconde partie de cette période, l'individualisme céda la place à une autre tendance, la tendance vers la toute puissance de l'état. Les hommes semblent maintenant désireux d'attribuer tous les pouvoirs aux gouvernements, c'est-à-dire, à l'appareil de contrainte et de coercition sociale. Ils aspirent au totalitarisme, c'est-à-dire à une condition dans laquelle toutes les affaires humaines sont dirigées par des gouvernements. Ils saluent chaque progrès vers une intervention étatique plus poussée comme un progrès vers un monde plus parfait ; ils croient que les gouvernements transformeront la terre en un paradis. Il est caractéristique que de nos jours, dans un pays des plus totalitaires, même l'organisation des loisirs des citoyens soit considérée comme une tâche du gouvernement. En Italie le *dopo-lavoro* et en Allemagne la *Freizeitgestaltung* étaient les domaines réguliers et légitimes d'intervention étatique. Les hommes sont tellement imbus des principes de l'idolâtrie étatique qu'ils ne voient pas le caractère paradoxal des loisirs réglementés.

Traiter tous les problèmes de l'*étatolâtrie* ou de l'*étatisme* n'est pas la tâche de ce livre. Sa portée est limitée à l'étude des conséquences de l'étatisme sur les relations internationales. Dans notre âge de division du travail, le totalitarisme dans le cadre de gouvernements nationaux souverains contient une contradiction interne. Des considérations économiques poussent tout gouvernement totalitaire vers la domination mondiale. Le gouvernement soviétique est par l'acte de sa fondation non un gouvernement national mais un gouvernement universel, seulement empêché par des conditions malheureuses d'exercer son pouvoir dans tous les pays. Son nom officiel ne contient aucune référence à la Russie. C'était le but de Lénine d'en faire le noyau d'un gouvernement mondial ; dans tous les pays il y a des partis qui ne sont fidèles qu'aux Soviets, aux yeux desquels les

gouvernements nationaux ne sont que des usurpateurs. Ce n'est pas de la faute des Bolcheviks si ces plans ambitieux n'ont pas réussi et si la révolution mondiale attendue ne s'est pas produite. Les nazis n'ont pas changé la dénomination officielle de leur pays, le Reich allemand. Mais leurs champions littéraires considéraient le Reich comme le seul gouvernement légitime et leurs chefs politiques aspiraient ouvertement à l'hégémonie mondiale. Les chefs intellectuels du Japon ont été élevés dans des universités européennes dans l'esprit de l'étatisme, et de retour chez eux, ils ont fait revivre le vieux principe que leur divin Empereur, le fils du ciel a un titre absolu à gouverner tous les peuples. Même le Duce, malgré l'incapacité militaire de son pays, proclamait son intention de reconstruire l'ancien empire romain. Les phalangistes espagnols parlaient de la restauration du domaine de Philippe II.

Dans une telle atmosphère il n'y a plus place pour la coopération pacifique des nations. L'épreuve que l'humanité traverse de nos jours ne résulte pas du jeu de forces naturelles incontrôlables. C'est plutôt le résultat inévitable de l'action des doctrines et des politiques admises par des millions de nos contemporains.

Cependant ce serait une erreur funeste d'affirmer qu'un retour au libéralisme abandonné depuis quelques dizaines d'années par les nations civilisées pourrait remédier à ces maux et ouvrir la voie à la coopération pacifique des nations et à la prospérité. Si les Européens et les peuples de souche européenne dans les autres parties du monde n'avaient pas cédé à l'étatisme, s'ils ne s'étaient pas engagés dans de vastes plans d'intervention économique, nos récents désastres politiques, sociaux et économiques auraient pu être évités. Les hommes vivraient aujourd'hui dans des conditions plus satisfaisantes et n'appliqueraient pas leur habileté et leurs capacités intellectuelles à une mutuelle extermination. Mais ces années d'antagonisme et de conflit ont laissé une impression profonde dans l'esprit des hommes qui ne peut disparaître facilement. Elles ont marqué les âmes, elles ont désagréé l'esprit de coopération humaine et ont engendré des haines qui ne peuvent disparaître qu'avec les siècles. Dans les conditions actuelles, l'adoption d'une politique de laissez-faire et de laissez passer complets de la part des nations civilisées de l'Occident équivaldrait à la reddition inconditionnelle aux nations totalitaires. Prenez par exemple l'exemple des barrières de migrations. L'ouverture sans restriction des portes des Amériques, de l'Australie, de l'Europe occidentale aux immigrants équivaldrait aujourd'hui à ouvrir les portes aux avant-gardes des armées allemande, italienne et japonaise.

Il n'y a pas d'autre système qui puisse sauvegarder la coordination harmonieuse des effets pacifiques des individus et des nations que le système communément qualifié aujourd'hui de manchestérianisme.

Nous pouvons espérer — quoique ces espoirs soient assez faibles — que les peuples du monde démocratique occidental seront prêts à reconnaître ce fait et à abandonner leurs tendances totalitaires présentes. Mais il n'y a pas de doute que l'immense majorité des hommes est beaucoup plus attirée par des idéaux militaristes que par ceux du libéralisme. Le plus que nous puissions espérer dans l'avenir immédiat est la séparation du monde en deux sections : l'Occident libéral, démocratique et capitaliste avec le quart de la population mondiale totale et l'Orient totalitaire et militariste avec la plus grande partie de la terre et de la population. Une telle situation forcera l'Occident à des politiques de défense qui généreront beaucoup ses efforts pour rendre la vie plus civilisée et les conditions économiques plus prospères.

Cette image peut se révéler elle-même trop optimiste. Aucun signe ne permet de dire que les peuples occidentaux soient prêts à abandonner leurs politiques d'étatisme. Même alors ils ne pourront abandonner leur rivalité économique mutuelle, leur nationalisme économique, ni établir des relations pacifiques entre leurs pays respectifs. Nous en serons là où le monde se trouvait entre les deux guerres. Le résultat sera une troisième guerre, plus terrible et plus désastreuse que les précédentes.

Dans la dernière partie du livre seront discutées les conditions qui pourraient préserver au moins pour ces démocraties occidentales un certain degré de sécurité politique et économique. Son but est de découvrir si l'on peut imaginer quelque plan qui puisse assurer une paix durable en cette ère d'omnipotence de l'État.

IV

Le dogmatisme borné et intransigeant de notre époque est le principal obstacle à la fois à tout essai d'étude impartiale des problèmes sociaux, politiques et économiques de notre époque et à tous les efforts déployés pour substituer des politiques plus satisfaisantes que celles qui ont abouti à la crise actuelle de la civilisation. Un nouveau genre de superstition s'est emparé de l'esprit public, le culte de l'État. Le peuple demande l'emploi de méthodes de coercition, de contrainte, de violence et de menace. Malheur à qui ne plis pas le genou devant les nouvelles idoles.

Le cas est évident dans la Russie et l'Allemagne contemporaines. On ne peut écarter ce fait en traitant les Russes et les Allemands de barbares et en disant que pareilles choses n'arriveront pas aux nations plus civilisées de l'Occident. Les partis de gauche et de droite sont partout excessivement soupçonneux à l'égard de la liberté de pensée. Il est extrêmement caractéristique que dans ces années de lutte désespérée contre l'agression nazie, un auteur britannique distingué et favorable aux Soviétiques ait l'audace de défendre la cause de l'inquisition. T. G. Crowther dit : *L'inquisition est bienfaisante pour la science quand elle protège une classe en voie d'ascension*¹. *Car le danger ou la valeur d'une inquisition dépend de ce qu'elle est utilisée en faveur d'une classe gouvernante réactionnaire ou d'une classe progressiste*². Mais qui est progressiste et qui est réactionnaire ? Il y a sur ce point une remarquable différence entre Harold Laski et Alfred Rosenberg.

Il est vrai qu'en dehors de la Russie et de l'Allemagne d'Hitler les dissidents ne risquent pas encore le peloton d'exécution ou la mort lente dans un camp de concentration³. Mais peu nombreux sont les gens qui sont encore prêts à accorder sérieusement leur attention aux vues dissidentes. Si quelqu'un essaie de poser des questions sur les doctrines de l'étatisme ou du nationalisme, presque personne n'ose examiner ses arguments. L'hérétique est ridiculisé, injurié, ignoré. On en est venu à considérer comme insolent ou outrageant de critiquer les vues des groupes puissants d'intérêts ou des partis politiques ou de mettre en doute les effets bienfaisants de la toute puissance étatique. L'opinion publique a adopté un ensemble de dogmes que l'on a de moins en moins de liberté pour attaquer. Au nom du progrès et de la liberté, progrès et liberté sont mis hors la loi.

Toute doctrine qui, pour sa protection, a recours au pouvoir de police ou à d'autres méthodes de violence ou de menace, révèle sa faiblesse interne. Si nous n'avions pas d'autre moyen pour juger

¹ Crowther, *Social Relations of Science* (London, 1941), p. 333.

² Idem., p. 331.

³ Le fascisme est aussi un système totalitaire d'opposition impitoyable. Cependant, il y a quelques légères différences entre fascisme d'une part, et nazisme et bolchevisme d'autre part. Le philosophe et historien Benedetto Croce a vécu à Naples, soigneusement surveillé par la police, mais libre d'écrire et publier maints livres pleins d'esprit démocratique et d'amour de la liberté. Le professeur Antonio Graziadei, un communiste ex-membre du Parlement italien, s'est tenu fermement à ses idées communistes. Néanmoins il a vécu en Italie, il a écrit et publié (dans les maisons d'édition italiennes les plus connues) des livres d'orthodoxie marxiste. Il y a encore d'autres cas de ce genre. De tels faits exceptionnels n'altèrent pas les traits caractéristiques du fascisme ; mais l'historien n'a pas le droit de les ignorer.

les doctrines nazies, le simple fait qu'elles cherchaient abri derrière la Gestapo serait preuve suffisante contre elles. Des doctrines qui peuvent subir l'épreuve de la logique et de la raison peuvent le faire sans persécuter les sceptiques.

Cette guerre n'a pas été provoquée par le seul nazisme. L'échec de toutes les autres nations à arrêter à temps la montée du nazisme et à dresser une barrière contre une nouvelle agression allemande n'a pas moins contribué à provoquer le désastre que l'évolution intérieure de l'Allemagne. Les ambitions des nazis ne constituaient pas un secret. Les nazis eux-mêmes les proclamaient en d'innombrables livres et pamphlets et à chaque édition de leurs nombreux journaux et périodiques. Personne ne peut reprocher aux nazis d'avoir machiné clandestinement leurs complots. Celui qui a des oreilles pour entendre et des yeux pour voir ne pouvait pas faire autrement que de tout savoir sur leurs aspirations.

La responsabilité de la situation actuelle repose sur les doctrines et les partis qui ont dominé le cours de la politique dans les dernières décades. Accuser le nazisme est une étrange façon de disculper les coupables. Certes, les nazis et leurs alliés sont de méchantes gens, mais ce devrait être le premier objectif des politiques de protéger les nations contre les dangers venant de l'attitude hostile des méchantes gens. S'il n'y avait pas de méchantes gens, il n'y aurait pas besoin de gouvernement. Si ceux qui sont aux postes de direction du gouvernement ne réussissent pas à prévenir le désastre, ils donnent la preuve de leur insuffisance.

Dans les vingt-cinq dernières années, il n'y avait qu'un problème politique : empêcher la catastrophe de cette guerre. Mais les hommes politiques furent ou frappés d'aveuglement, ou incapables de faire quelque chose pour éviter le désastre imminent.

Les partis de gauche sont dans la situation heureuse de gens qui ont eu une révélation leur disant ce qui est bon et ce qui est mauvais. Ils savent que la propriété privée est la source de tous les maux et que le contrôle public des moyens de production transformera la terre en un paradis. Ils se lavent les mains de toute responsabilité ; cette guerre *impérialiste* est simplement une conséquence du capitalisme comme toutes les guerres. Mais si nous passons en revue es activités politiques des partis socialistes et communistes dans les démocraties occidentales, nous pouvons aisément découvrir qu'ils faisaient ce qu'ils pouvaient pour encourager les plans nazis d'agression. Ils ont répandu la doctrine que désarmement et neutralité étaient les meilleurs moyens d'arrêter les nazis et les puissances de l'Axe. Ils n'avaient pas l'intention d'aider les nazis, mais s'ils l'avaient eue, ils n'auraient pas agi différemment.

Les idéaux de la gauche sont totalement réalisés en Russie soviétique. C'est le marxisme suprême ; seuls les prolétaires du gouvernement. Mais la Russie soviétique a échoué encore plus lamentablement que toute autre nation à empêcher cette guerre. Les Russes savaient très bien que les nazis brûlaient de conquérir l'Ukraine. Néanmoins, ils se conduisirent comme Hitler voulait qu'ils se conduisent. Leur politique contribua grandement à l'ascension du nazisme en Allemagne, à son réarmement et finalement au déclenchement de la guerre. Ils n'ont pas l'excuse d'avoir été suspects aux nations capitalistes. Une politique nuisible à sa propre cause est sans excuse. Personne ne peut nier que l'accord d'août 1939 ait entraîné le désastre de la Russie. Staline aurait beaucoup mieux servi son pays en collaborant avec la Grande-Bretagne qu'en faisant un compromis avec les nazis.

La même chose est vraie de la conduite de tous les autres pays européens. On peut difficilement imaginer une politique plus imbécile que celle de la Pologne quand elle a annexé en 1938 une partie de la Tchécoslovaquie ou de la Belgique quand, en 1938, elle a rompu les liens de l'alliance qui l'unissait à la France. Le destin des Polonais, des Tchèques, des Norvégiens, des Hollandais, des Belges, des Grecs, des Yougoslaves mérite une profonde pitié. Mais personne ne peut s'empêcher d'affirmer qu'ils ont aidé à faire leur malheur. Cette seconde guerre mondiale n'aurait jamais éclaté si les nazis s'étaient attendus à rencontrer le premier jour des hostilités un front uni et convenablement armé de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie, des États-Unis et, de toutes les petites démocraties européennes placées sous une unité de commandement.

Une enquête sur les causes profondes de l'avènement du nazisme doit montrer non seulement comment les conditions intérieures de l'Allemagne ont suscité le nazisme mais aussi pourquoi toutes les autres nations n'ont pas réussi à se protéger contre ses ravages. Du point de vue des Britanniques, des Polonais et des Autrichiens, la principale question n'est pas : qu'y avait-il de mauvais dans le nazisme ? mais : qu'y a-t-il de mauvais dans nos propres politiques à l'égard de la menace nazie ? En présence du problème de la tuberculose les docteurs ne demandent pas : qu'y a-t-il de mauvais dans les microbes ? mais : qu'y a-t-il de défectueux dans nos méthodes pour prévenir la propagation de la maladie.

La vie consiste à s'adapter aux conditions actuelles et à considérer les choses comment elles sont réellement en non comme on voudrait qu'elles soient. Cela serait beaucoup plus agréable s'il n'y avait de microbes, ni de dangereux barbares. Mais celui qui veut

réussir doit fixer son regard sur la réalité et ne pas s'abandonner aux rêves de ses désirs.

Il n'y a aucun espoir de revenir à des conditions plus satisfaisantes si l'on ne comprend pas que l'on a complètement échoué dans la tâche principale des politiques contemporaines. Toutes les doctrines politiques, sociales et économiques de l'heure présente tous les partis et tous les groupes d'intérêts qui les appliquent sont condamnés par une sentence sans appel de l'histoire. Rien ne peut être espéré de l'avenir si les hommes ne se rendent pas compte qu'ils sont sur le mauvais chemin.

Ce n'est pas un signe d'hostilité vis-à-vis d'aucune action que de prouver que sa politique était tout à fait mauvaise et qu'elle a abouti à un échec désastreux. Ce n'est un signe d'hostilité vis-à-vis des membres d'aucune classe, groupes d'intérêts ou organisation que de montrer où ils se sont trompés et comment ils ont contribué à la lamentable situation actuelle. La principale tâche de la science sociale contemporaine est de défier le tabou derrière lequel les doctrines établies cherchent à protéger de la critique leurs sophismes et leurs erreurs. Celui qui, en présence de la terrible catastrophe dont on ne peut apercevoir complètement les conséquences, croit toujours qu'il y a quelques doctrines, institutions ou politiques à l'abri de la critique, n'a pas saisi la signification des présages.

Que l'exemple de l'Allemagne soit pour nous un avertissement. La *Kultur* allemande était condamnée le jour de 1870 où l'un des savants allemands les plus éminents — Émile du Bois-Reymond — pouvait proclamer publiquement sans soulever de contradiction que l'Université de Berlin était *la garde du corps intellectuelle de la maison des Hohenzollern*. Quand les universités deviennent des gardes du corps et que les érudits brûlent de se ranger dans un *front des savants*, les portes sont ouvertes à l'irruption de la barbarie. Il est vain de combattre le totalitarisme en adoptant les méthodes totalitaires. La liberté ne peut être conquise que par des hommes attachés indéfectiblement aux principes de liberté. La première condition d'un ordre social meilleur est le retour à une totale liberté de pensée et de parole.

V

Quiconque veut comprendre la situation actuelle des affaires politiques doit étudier l'histoire. Il doit connaître les forces qui ont donné naissance à nos problèmes et à nos conflits. La connaissance de l'histoire est indispensable à ceux qui veulent construire un monde meilleur.

Malheureusement, les nationalistes abordent l'histoire avec une autre disposition d'esprit. Pour eux, le passé n'est pas une source de renseignements d'instruction, mais un arsenal d'armes pour la conduite de la guerre. Ils recherchent les faits qui peuvent être utilisés comme prétextes et comme excuses à leurs tendances d'agression et d'oppression. Si les documents disponibles ne fournissent pas ces faits, ils ne se privent pas de défigurer la vérité et de falsifier des documents.

Au début du XIX^e siècle, un Tchéque fabriqua un manuscrit afin de prouver que ses ancêtres du Moyen Âge avaient déjà atteint un haut degré de civilisation et produit des œuvres littéraires de qualité. Pendant des dizaines d'années des érudits tchèques affirmèrent avec fanatisme l'authenticité de ce poème et pendant longtemps, les programmes des lycées d'État Tchèques et Autrichiens firent de sa lecture et de son interprétation le principal thème d'enseignement de la littérature tchèque. Cinquante ans plus tard, un Allemand fabriqua la chronique d'Ura Linda afin de prouver que les *Nordiques* avaient créé une civilisation plus ancienne et meilleure que celle de tout autre peuple. Il y a des professeurs nazis qui ne se sont pas disposés à admettre que cette chronique est le faux maladroît d'un défricheur incompetent et stupide. Mais en admettant pour les besoins du raisonnement que ces deux documents soient authentiques, que pourraient-ils prouver en faveur des aspirations nationalistes ? Est-ce qu'ils appuient la revendication des Tchèques à refuser l'autonomie à plusieurs millions d'Allemands et de Slovaques ou la prétention des Allemands à refuser l'autonomie à tous les Tchèques ?

Il y a par exemple la querelle ridicule autour du point de savoir si Nicolas Copernic était polonais ou allemand. Les documents dont nous disposons ne résolvent pas le problème. Il est en tout cas certain que Copernic reçut son instruction dans des écoles et des universités dont la seule langue était le latin, qu'il ne connaissait pas d'autres livres mathématiques ou astronomiques que ceux écrits en latin ou en grec et que lui-même n'écrivait ses traités qu'en latin. Mais en admettant pour les besoins du raisonnement qu'il était vraiment fils de parents de langue allemande, cela justifierait-il le traitement infligé par les Allemands aux Polonais ? Cela disculpe-t-il les instituteurs allemands qui, dans la première décade de notre siècle, fouettaient les jeunes enfants dont les parents s'opposaient à la substitution du catéchisme allemand au catéchisme polonais dans les écoles des provinces polonaises de Prusse ? Est-ce que cela donnait le droit aux nazis d'assassiner les femmes et les enfants de Pologne ?

Il est futile de fournir des raisons historiques ou géographiques à l'appui d'ambitions politiques qui ne peuvent résister à la critique des principes démocratiques. Un gouvernement démocratique peut sauvegarder la paix et la coopération internationale parce qu'il ne vise pas à l'oppression des autres peuples. Si certains peuples prétendent que l'histoire ou la géographie leur donne le droit de soumettre à leur joug d'autres races, nations ou peuples, il ne peut plus y avoir de paix.

Il est incroyable de voir combien ces idées pernicieuses d'hégémonie, de domination et d'oppression sont profondément enracinées même chez nos contemporains les plus distingués. M. Salvador de Madariaga est l'un des hommes qui a le plus l'esprit international. C'est un érudit, un homme d'État et il connaît parfaitement les langues et littératures anglaises et françaises. C'est un démocrate, un progressiste et un partisan enthousiaste de la Société des Nations et de tous les efforts pour rendre la paix durable. Pourtant ses opinions sur les problèmes politiques de son propre pays sont animées par un esprit de nationalisme intransigeant. Il condamne les demandes d'indépendance des Basques et des Catalans et défend l'hégémonie des Castillans pour des raisons raciales, historiques, géographiques, linguistiques, religieuses et économiques. Cela pourrait se justifier si M. de Madariaga repoussait les revendications de ces groupes linguistiques pour le motif qu'il est impossible de tracer des frontières supprimant toute discussion et que leur indépendance n'éliminerait donc pas les causes de conflits mais les perpétuerait ; ou s'il était favorable à la transformation de l'état espagnol d'hégémonie castillane en un état où chaque groupe linguistique jouirait de la liberté d'user de sa langue propre. Il n'est pas partisan de la substitution d'un gouvernement supranational des trois groupes linguistiques Castillan, Catalan et Basque à l'état espagnol dominé par la Castille. Son idéal espagnol est la suprématie castillane. Il ne veut pas que *l'Espagne perde l'œuvre des siècles en une génération*¹. Cependant cette œuvre n'était pas une réalisation des peuples en cause ; elle était le résultat de mariages dynastiques. On peut à juste titre objecter aux revendications catalanes qu'au XII^e siècle, le comte de Barcelone a épousé la fille du roi d'Aragon et qu'au XV^e siècle, le roi d'Aragon a épousé la reine de Castille.

M. de Madariaga va même plus loin et refuse aux Portugais le droit à l'autonomie et à former un état. Car *le Portugais est un Espagnol qui a le dos à la Castille et les yeux vers l'Atlantique*². Alors pourquoi

¹ Madariaga, Spain (London, 1942), p. 176.

² Idem, p. 185.

l'Espagne n'absorberait-elle pas aussi le Portugal ? À cela M. de Madariaga donne une étrange réponse : *La Castille ne pouvait à la fois se marier à l'est et à l'ouest ; peut-être Isabelle étant une femme après tout... préféra les yeux de Ferdinand à ceux d'Alphonse car l'histoire est aussi faite de ces choses*¹.

M. de Madariaga cite à bon droit un éminent auteur espagnol, Angel Canivet, selon lequel l'union de l'Espagne et du Portugal doit résulter *de leur libre volonté*². Mais le malheur est que les Portugais n'aspirent pas à la suzeraineté castillane et espagnole.

Encore plus étonnantes sont les vues de M. de Madariaga sur les affaires coloniales et étrangères de l'Espagne. Parlant des colonies américaines, il observe que la monarchie espagnole les organisa *conformément à son principe directeur, la fraternité de tous les hommes*³. Cependant Bolivar, San Martin et Morelos n'aimaient pas cette sorte particulière de fraternité. Alors M. de Madariaga essaie de justifier les aspirations espagnoles sur le Maroc en faisant allusion à *la position de l'Espagne que l'histoire, la géographie et la destinée inhérente semblent évidemment suggérer*⁴. Pour un lecteur impartial, il y a peu de différence entre une telle destinée inhérente et les forces mystiques auxquelles MM. Hitler, Mussolini et Staline se réfèrent en annexant les petits pays. Si une *destinée inhérente* justifie les ambitions espagnoles sur le Maroc, ne justifie-t-elle pas de la même façon les appétits des Russes sur les Pays Baltes, le Caucase et la Géorgie, les revendications allemandes à l'égard de la Bohême et de la Hollande, le titre de l'Italie à la suprématie italienne.

Nous ne pouvons chasser le passé de nos mémoires ; mais ce n'est pas le devoir de l'histoire d'engendrer de nouveaux conflits en faisant revivre des haines mortes depuis longtemps ou en cherchant dans les archives les prétextes de nouveaux conflits. Nous n'avons pas à venger les crimes commis il y a des siècles par des rois ou des conquérants ; nous avons à construire un ordre mondial nouveau et meilleur. Il est sans rapport avec les problèmes de notre époque de savoir si les antagonismes immémoriaux entre les Russes et les Polonais ont pris naissance à la suite d'une agression russe ou polonaise ou si les atrocités commises dans le Palatinat par les mercenaires de Louis XIV étaient plus abominables que celles commises aujourd'hui par les nazis. Nous devons empêcher une fois pour toutes le retour de pareilles violences. Cet objectif peut élever la

¹ Idem, p. 187.

² Idem, p. 197.

³ Idem, p. 49.

⁴ Idem, p. 200.

dernière guerre à la dignité de l'entreprise la plus noble de l'humanité. L'anéantissement impitoyable du nazisme est le premier pas vers la liberté et la paix.

Ni la destinée, ni l'histoire, ni la géographie, ni l'anthropologie, ne doivent nous empêcher de choisir les méthodes d'organisation politique qui peuvent assurer une paix durable la coopération internationale et la prospérité économique.

Première partie

L'effondrement du libéralisme allemand

I. Le libéralisme allemand

1. *L'ancien régime et le libéralisme*

C'est une erreur fondamentale de croire que le nazisme est une renaissance ou une continuation des politiques et des mentalités de l'*ancien régime* ou une manifestation de l'*esprit prussien*. Rien dans le nazisme ne suit le fil des idées et des institutions de la vieille histoire allemande. Ni le nazisme, ni le pangermanisme dont le nazisme descend et dont il représente l'évolution logique, ne tirent leur origine du prussianisme de Frédéric Guillaume I^{er} ou de Frédéric II dit le Grand. Pangermanisme et nazisme n'ont jamais eu l'intention de reprendre la politique des électeurs de Brandebourg et des quatre premiers rois de Prusse. Ils ont quelquefois décrit comme le but de leurs efforts le retour au paradis perdu de la vieille Prusse ; mais ce n'était que de la propagande à l'usage d'un public qui a le culte des héros du passé. Le programme du nazisme ne vise pas à la restauration du passé mais à la création de quelque chose de nouveau et de sans précédent.

Le vieil État prussien de la maison des Hohenzollern a été complètement détruit par les Français sur les champs de bataille d'Iéna et d'Auerstaedt (1806). L'armée prussienne a capitulé à Prenzlau et Ratkau, les garnisons des forteresses et citadelles les plus importantes se sont rendues sans tirer un coup de feu. Le roi chercha refuge auprès du Tsar, dont seule la médiation put préserver le royaume. Mais le vieil État prussien était intérieurement brisé bien avant sa défaite militaire ; il était depuis longtemps décomposé et vermoulu quand Napoléon lui donna le coup de grâce. Car l'idéologie sur laquelle il était basé avait perdu tout son pouvoir ; elle avait été désagrégée par l'assaut des idées nouvelles du libéralisme.

Comme tous les autres princes et ducs qui avaient établi leur règne souverain sur les débris du Saint Empire romain germanique, les Hohenzollern considéraient aussi leur territoire comme la propriété de leur famille, dont ils essayaient d'agrandir les frontières par la violence, la ruse et des pactes de famille. La population habitant à l'intérieur de leurs possessions était composée de sujets qui devaient

obéir aux ordres. Ils étaient les dépendances du sol, la propriété du seigneur, qui avait le droit de les traiter *ad libitum*. Leur bonheur et leur bien-être n'entraient pas en ligne de compte.

Évidemment le roi s'intéressait au bien-être matériel de ses sujets ; mais cet intérêt n'était pas fondé sur la croyance que le but du gouvernement civil était de rendre les peuples prospères. De telles idées auraient semblé absurdes en Allemagne au XVIII^e siècle. Le roi cherchait à augmenter la richesse de la paysannerie et des citadins parce que leurs revenus étaient la source dont provenait son revenu. Il ne s'intéressait pas au sujet mais au contribuable. Il voulait tirer de l'administration du pays les moyens d'accroître son pouvoir et sa splendeur. Les princes allemands enviaient les richesses de l'Europe occidentale, qui fournissaient aux rois de France et de Grande-Bretagne les fonds nécessaires à l'entretien d'armées et de marines puissantes. Ils encourageaient le commerce, les échanges, les mines et l'agriculture afin d'élever les revenus publics. Cependant les sujets étaient simplement des pions dans le jeu des seigneurs.

Mais l'attitude de ces sujets changea considérablement à la fin du XVIII^e siècle. D'Europe occidentale, des idées nouvelles commencèrent à pénétrer en Allemagne. Le peuple, habitué à obéir aveuglément à l'autorité de droit divin des princes, entendit pour la première fois les mots liberté, droit de disposer de soi-même, droits de l'homme, parlement, constitution. Les Allemands apprenaient à saisir la signification de mots d'ordre dangereux.

Aucun Allemand n'a en rien contribué à l'élaboration du grand système de la pensée libérale, qui a transformé la structure de la société et remplacé le règne des rois et des maîtresses royales par le gouvernement du peuple. Les philosophes, économistes et sociologues qui l'ont développé pensaient et écrivaient en anglais ou en français. Au XVIII^e siècle, ces Allemands ne réussirent même pas à faire des traductions lisibles de ces auteurs anglais, écossais ou français. Ce que la philosophie idéaliste allemande a produit dans ce domaine est pauvre en vérité, comparé à la pensée contemporaine anglaise et française. Mais les intellectuels allemands saluaient avec enthousiasme les idées occidentales de liberté et de droits de l'homme. La littérature classique allemande en est imbuë et les grands compositeurs allemands mettaient en musique des vers chantant les louanges de la liberté. Les poèmes, les pièces et les autres écrits de Frédéric Schiller sont du début à la fin un hymne à la liberté. Chaque mot de Schiller était un coup porté au vieux système politique de l'Allemagne ; ses œuvres étaient accueillies avec ferveur par presque tous les Allemands qui lisaient des livres

ou fréquentaient le théâtre. Ces intellectuels n'étaient évidemment qu'une minorité. Livres et théâtres étaient choses méconnues des masses. C'étaient les pauvres serfs des provinces de l'est, c'étaient les habitants des pays catholiques qui ne parvenaient que lentement à se libérer de l'emprise étroite de la contre-réforme. Même dans les régions occidentales plus avancées et dans les villes, il y avait encore beaucoup d'illettrés. Ces masses ne s'intéressaient à aucune controverse politique ; elles obéissaient aveuglément, parce qu'elles vivaient dans la crainte de la punition en enfer, dont l'église les menaçait et dans la peur encore plus grande de la police. Elles étaient en dehors de la civilisation et de la vie culturelle allemandes ; elles ne connaissaient que leur dialecte régional, et pouvaient à peine converser avec un homme qui ne parlait que l'allemand littéraire ou un autre dialecte. Mais le nombre de ces arriérés allait toujours en décroissant. Prospérité économique et instruction se répandaient d'année en année. Des individus de plus en plus nombreux atteignaient un niveau de vie qui leur permettait de se soucier d'autre chose que du vivre et du couvert et d'employer leurs loisirs à quelque chose de plus relevé que la boisson. Quiconque vit de la misère et se joint à la communauté des hommes civilisés devient un libéral. À part le petit groupe des princes et de leur suite aristocratique, tout individu intéressé par les discussions politiques était libéral. À cette époque il n'y avait en Allemagne que des libéraux ou des indifférents ; mais les rangs des indifférents s'éclaircissaient continuellement tandis que les rangs des libéraux devenaient plus serrés.

Tous les intellectuels sympathisaient avec la Révolution française. Ils méprisaient le terrorisme des Jacobins mais approuvaient vivement ce grand bouleversement. Ils virent en Napoléon l'homme qui sauvegarderait et compléterait ces réformes et — comme Beethoven — se détournèrent de lui aussitôt qu'il trahit la liberté et se fit empereur.

Jamais auparavant aucun mouvement spirituel ne s'était emparé de tout le peuple allemand et jamais auparavant il n'avait été uni dans ses sentiments et ses idées. En fait le peuple, qui parlait allemand et qui était sujet des princes d'Empire, des prélats, des comtes et des patriciens urbains, devint une nation, la nation allemande, par l'adhésion aux idées nouvelles venant de l'Ouest. À ce moment seulement naquit ce qui n'avait jamais existé auparavant : une opinion publique allemande, un public allemand, une littérature allemande, une patrie allemande. Les Allemands commencèrent alors à comprendre la signification des anciens auteurs qu'ils avaient lus à l'école. Ils conçurent alors l'histoire de leur nation comme quelque chose de plus que la lutte des princes pour la terre et les

revenus. Les sujets de plusieurs centaines de petits seigneurs devinrent allemands par l'acceptation des idées occidentales.

L'esprit nouveau secoua les fondations sur lesquelles les princes ont construit leurs trônes : la loyauté traditionnelle et la soumission des sujets qui étaient prêts à accepter le règne despotique d'un groupe de familles privilégiées. Les Allemands rêvaient à ce moment d'un État allemand avec gouvernement parlementaire et droits de l'homme. Ils ne se souciaient pas des États allemands existants. Ces Allemands qui se qualifiaient eux-mêmes de *patriotes*, le nouveau terme importé de France, méprisaient ces sièges de gouvernement et d'abus despotiques. Ils détestaient les tyrans. Et ils détestaient plus encore la Prusse parce qu'elle apparaissait comme la menace la plus forte, et donc la plus dangereuse, pour la liberté allemande.

Le mythe prussien, que les historiens prussiens du XIX^e siècle façonnèrent avec un audacieux mépris des faits, voudrait nous faire croire que Frédéric II était considéré par ses contemporains comme leur représentant : le champion de la grandeur de l'Allemagne, protagoniste de l'ascension de l'Allemagne vers l'unité et la puissance, le héros national. Rien ne peut être plus éloigné de la réalité. Les campagnes militaires du roi soldat étaient aux yeux de ses contemporains des luttes pour accroître les possessions de la maison de Brandebourg, qui ne concernaient que la dynastie. Ils admiraient ses talents stratégiques mais ils détestaient les brutalités du système prussien. Quiconque louait Frédéric à l'intérieur des frontières de son royaume le faisait par nécessité, pour échapper à la colère d'un prince qui tirait une vengeance sévère de tout adversaire. Quand on le louait en dehors de la Prusse, c'était pour déguiser les critiques contre ses propres seigneurs. Les sujets des petits princes trouvaient dans cette ironie le moyen le moins dangereux de dénigrer leurs petits Nérons ou Borgia. Ils glorifiaient ses succès militaires mais s'estimaient heureux parce qu'ils n'étaient pas à la merci de ses caprices et de ses cruautés. Ils n'approuvaient Frédéric que dans la mesure où il combattait leurs propres tyrans.

À la fin du XVIII^e siècle l'opinion publique en Allemagne était aussi unanimement opposée à l'ancien régime qu'elle l'était en France à la veille de la Révolution. Le peuple allemand voyait avec indifférence l'annexion de la rive gauche du Rhin, les défaites de l'Autriche et de la Prusse, la dissolution du saint Empire et la création de la Confédération du Rhin. Ils saluaient les réformes imposées aux gouvernements de leurs États par l'ascendant des idées françaises. Ils admiraient Napoléon comme général et homme d'état exactement comme ils avaient admiré auparavant Frédéric de Prusse. Les Allemands ne commencèrent à détester les Français

— comme les sujets français de l'Empereur — que lorsqu'ils en arrivèrent à être fatigués de guerres interminables et coûteuses. Quand la Grande Armée fut défaite en Russie, le peuple ne s'intéressa aux campagnes qui mirent fin à la carrière de Napoléon que parce qu'il espérait que sa chute conduirait à la création d'un gouvernement parlementaire. Les événements ultérieurs dissipèrent cette illusion, l'esprit révolutionnaire se développa lentement, et conduisit à la révolution de 1848.

On a affirmé qu'on pouvait trouver les origines du nationalisme actuel et du nazisme dans les écrits des romantiques, dans les pièces de Heinrich von Kleist et dans les chansons politiques qui accompagnèrent la lutte finale contre Napoléon. Cela est aussi une erreur. Les œuvres factices des romantiques, les sentiments perversis des pièces de Kleist, et la poésie patriotique des guerres de libération n'eut pas une influence appréciable sur le public ; et les essais philosophiques et sociologiques des auteurs qui recommandaient un retour aux institutions médiévales étaient considérés comme abstrus. On ne s'intéressait pas au Moyen Âge mais aux activités parlementaires occidentales. On lisait les livres de Goethe et de Schiller, mais non ceux des romantiques, on allait aux pièces de Schiller mais non à celles de Kleist. Schiller devint le poète préféré de la nation ; dans son amour enthousiaste de la liberté les Allemands trouvèrent leur idéal politique. La célébration du centenaire de Schiller fut la démonstration politique la plus impressionnante qui eut jamais lieu en Allemagne. La nation allemande était unie dans son adhésion aux idées de Schiller, aux idées libérales.

Tous les efforts faits pour faire désertier aux Allemands la cause de la liberté échouèrent. Les enseignements de ses adversaires n'eurent aucun effet. C'est en vain que la police de Metternich combattit la montée du libéralisme.

Ce n'est que dans les dernières années du XIX^e siècle que l'emprise des idées libérales fut ébranlée, ce qui fut l'œuvre des doctrines de l'étatisme. L'étatisme — nous aurons à la traiter plus tard — est un système d'idées socio-politiques qui n'avaient pas de contrepartie dans l'histoire et qui n'étaient pas liées aux anciennes façons de penser quoiqu'il puisse avec quelque justification être appelé néo-mercantilisme, eu égard au caractère technique des politiques qu'il recommande.

2. La faiblesse du libéralisme allemand

Vers le milieu du XIX^e siècle les Allemands s'intéressant aux questions politiques étaient unis dans leur adhésion au libéralisme.

Pourtant la nation allemande ne réussit pas à secouer le joug de l'absolutisme et à établir la démocratie et un gouvernement parlementaire. Quelle en fut la raison ?

Comparons d'abord les conditions de l'Allemagne avec celles de l'Italie qui était dans une situation analogue. L'Italie aussi était d'esprit libéral, mais les libéraux italiens étaient impuissants. L'armée autrichienne était assez forte pour écraser tout soulèvement révolutionnaire. Une armée étrangère tint le libéralisme italien en échec, d'autres armées étrangères libérèrent l'Italie de ce contrôle. À Solferino, à Königgrätz et sur les rives de la Marne, les Français, les Prussiens, et les Anglais livrèrent des batailles qui rendirent l'Italie indépendante des Habsbourgs.

De même que le libéralisme italien ne pouvait se mesurer à l'armée autrichienne, de même le libéralisme allemand était incapable de lutter avec les armées de l'Autriche et de la Prusse. L'armée autrichienne était surtout composée de soldats non allemands. L'armée prussienne avait évidemment surtout des hommes de langue allemande dans ses rangs ; les Polonais, les autres Slaves et les Lithuaniens n'étaient qu'une minorité ; mais un grand nombre de ces hommes parlant un des dialectes allemands étaient recrutés dans les couches de la société qui ne s'étaient pas encore éveillées à la politique. Ils provenaient des provinces de l'est et de la rive occidentale de l'Elbe. Ils étaient pour la plupart illettrés et peu familiarisés avec la mentalité des intellectuels et des citoyens. Ils n'avaient jamais entendu parler des idées nouvelles ; ils avaient grandi avec l'habitude d'obéir au Junker qui exerçait le pouvoir exécutif et judiciaire dans leur village, à qui ils devaient impôts et corvée (travail légal non payé) et que la loi considérait comme leur souverain légitime. Ces serfs virtuels n'étaient pas capables de désobéir à un ordre de tirer sur le peuple. Le chef suprême de l'armée prussienne pouvait avoir confiance en eux. Ces hommes et les Polonais formaient les détachements qui écrasèrent la révolution prussienne de 1848.

Telles étaient les conditions qui empêchèrent les libéraux allemands de mettre leurs actions en accord avec leurs paroles. Ils étaient forcés d'attendre jusqu'à ce que les progrès de la prospérité et de l'instruction amènent ces populations arriérées dans les rangs du libéralisme. Ils étaient donc convaincus que la victoire du libéralisme devait venir. Le temps travaillait pour eux ; mais hélas ! les événements trahirent leur attente. C'était le destin de l'Allemagne qu'avant la réalisation de ce triomphe du libéralisme, le libéralisme et les idées libérales soient renversées — non seulement en Allemagne mais partout — par d'autres idées, qui pénétrèrent de nouveau en Allemagne venant de l'Ouest. Le libéralisme allemand n'avait pas

encore rempli sa tâche quand il fut défait par l'étatisme, le nationalisme et le socialisme.

3. *L'armée prussienne*

L'armée prussienne qui se battit dans les batailles de Leipzig et de Waterloo était très différente de l'armée que Frédéric Guillaume Ier avait organisée et que Frédéric II avait commandée pendant trois grandes guerres. Cette vieille armée prussienne avait été brisée et détruite dans la campagne de 1806 et n'avait jamais revécu.

L'armée prussienne du XVIII^e siècle était composée d'hommes précipités dans le service, brutalement dressés au fouet et rassemblés par une discipline barbare. Ils étaient surtout des étrangers. Les rois préféraient des étrangers à leurs propres sujets. Ils croyaient que leurs sujets pouvaient être plus utiles au pays en travaillant et en payant des impôts qu'en servant dans l'armée. En 1742, Frédéric se fixa comme règle que l'infanterie devrait se composer de deux tiers d'étrangers et d'un tiers de Prussiens. Déserteurs des armées étrangères, prisonniers de guerre, criminels, vagabonds, trimardeurs et individus, que les racoleurs avaient enlevés par la ruse ou la violence, formaient la plus grande partie des régiments. Les soldats étaient prêts à profiter de toute occasion pour s'enfuir. C'est pourquoi prévenir la désertion était le principal souci de la conduite des affaires militaires. Frédéric II commence son traité principal de stratégie, ses Principes Généraux sur la Conduite de la Guerre, par l'exposition de quatorze règles sur la manière d'empêcher la désertion. Les considérations tactiques et même stratégiques devaient être subordonnées au souci de prévenir la désertion. Les troupes ne pouvaient être employées qu'en ordre serré. On ne pouvait envoyer des patrouilles. La poursuite stratégique d'un ennemi défait était impossible. Les marches et attaques de nuit, les bivouacs près des forêts étaient strictement évités. Les soldats avaient l'ordre de se surveiller constamment l'un l'autre en temps de paix comme en temps de guerre. Les civils étaient contraints, sous la menace des peines les plus lourdes, de barrer la route aux déserteurs, de les saisir et de les livrer à l'armée.

Les officiers pourvus du brevet d'officier étaient en principe des nobles dans cette armée. Parmi eux, il y avait aussi beaucoup d'étrangers ; mais le plus grand nombre appartenait à la classe prussienne des Junkers. Frédéric II répète sans cesse dans ses écrits que les roturiers ne sont pas aptes à recevoir le brevet d'officier, parce que leur esprit est orienté vers le profit et non vers l'honneur. Quoique la carrière militaire fût très profitable, puisque le comman-

dant d'une compagnie touchait un revenu relativement élevé, une grande partie de l'aristocratie terrienne s'opposait à ce que ses fils entrassent dans la carrière des armes. Les rois avaient l'habitude d'envoyer leurs policiers enlever les fils des propriétaires nobles pour les placer dans leurs écoles militaires. L'instruction donnée dans ces écoles dépassait à peine celle d'une école primaire. Les hommes dotés d'une instruction plus poussés étaient très rares dans les rangs des officiers prussiens¹.

Une telle armée ne pouvait combattre et — avec un commandement capable — vaincre qu'aussi longtemps qu'elle rencontrait des armées de structure analogue. Elle se dispersa comme des fétus de paille quand elle eut à combattre les forces de Napoléon.

Les armées de la Révolution française et du Premier Empire étaient recrutées dans le peuple. C'étaient des armées d'hommes libres et non des rebus de racleurs. Leurs chefs ne craignaient pas la désertion. C'est pourquoi ils pouvaient abandonner les tactiques traditionnelles des mouvements en avant en lignes déployées et de feux de salves non ajustés. Ils pouvaient adopter une nouvelle méthode de combat, c'est-à-dire combattre en files et en escarmouches. La nouvelle structure de l'armée entraîna une nouvelle tactique, puis une nouvelle stratégie contre lesquelles la vieille armée prussienne se révéla impuissante.

L'exemple français servit de modèle pour l'organisation de l'armée prussienne dans les années 1808- 1813. Elle était basée sur le principe du service obligatoire pour tous les hommes physiquement aptes. La nouvelle armée supporta l'épreuve des guerres 1813-1815. En conséquence, son organisation demeura sans changement pendant un demi-siècle. Comment cette armée aurait-elle combattu dans une autre guerre contre un agresseur étranger ? nous ne le saurons jamais ; cette épreuve lui fut épargnée. Mais une chose est hors de doute et fut prouvée par les événements de la Révolution de 1848 : on ne pouvait compter que sur une partie de l'armée dans une lutte contre le peuple, l'*adversaire intérieur* du gouvernement et une guerre impopulaire d'agression ne pouvait être tentée avec ces soldats.

Dans la répression de la Révolution de 1848, seuls les régiments de la garde royale, dont les hommes étaient choisis pour leur fidélité au roi, la cavalerie et les régiments recrutés dans les provinces orientales, avaient pu être considérés comme absolument sûrs. L'armée recrutée dans l'ouest, la milice (Landwehr) et les réservistes de beaucoup des régiments de l'est étaient plus ou moins gagnés par les idées libérales.

¹ Delbrück, *Geschichte der Kriegskunst* (Berlin, 1920), Partie IV, p. 273, 348 sq.

Les hommes de la garde et de la cavalerie devaient faire trois années de service actif, contre deux dans les autres corps de l'armée. À cause de cela, les généraux concluaient que deux années étaient un délai trop court pour transformer un civil en un soldat absolument loyal à son roi. Ce qu'il fallait pour sauvegarder le système politique de la Prusse, avec son absolutisme royal exercé par les Junkers, était une armée prête à combattre — sans poser de questions — contre quiconque était désigné à son attaque par ses chefs. Cette armée — l'armée de Sa Majesté et non une armée du Parlement ou du peuple — aurait eu pour devoir de réprimer tout mouvement révolutionnaire à l'intérieur de la Prusse ou des États plus petits de la Confédération germanique ou de repousser des invasions possibles venant de l'ouest qui pourraient forcer les princes allemands d'accorder des constitutions et d'autres concessions à leurs sujets. Dans l'Europe de 1850, où l'empereur des Français et le premier ministre britannique, Lord Palmerston, affichaient ouvertement leurs sympathies pour les mouvements populaires menaçant les intérêts des rois et des aristocrates, l'armée de la maison des Hohenzollern était le *rocher de bronze* au milieu de la marée montante du libéralisme. Rendre cette armée sûre et invincible ne signifiait pas seulement protéger les Hohenzollern et leurs partisans aristocratiques ; c'était plus encore sauver la civilisation de la menace de la révolution et de l'anarchie. Telle était la philosophie de Frédéric Jules Stahl et des Hégéliens de droite, telles étaient les idées des historiens prussiens de l'école historique *Kleindeutsche*, telle était la mentalité du parti militaire à la cour du roi Frédéric Guillaume IV. Le roi était évidemment d'une nervosité malade et chaque jour le rapprochait de la complète incapacité mentale ; mais les généraux, conduits par le général von Roon et soutenus par le prince Guillaume, frère du roi et son héritier présomptif au trône, étaient pleinement lucides et poursuivaient leur but avec ténacité.

Le succès partiel de la révolution avait abouti à l'institution d'un Parlement prussien. Mais ses prérogatives étaient si réduites qu'il ne pouvait empêcher le commandant en chef de prendre les mesures qui semblaient indispensables à ce dernier pour faire de l'armée un instrument plus sûr entre les mains de ses chefs.

Les experts étaient absolument convaincus que deux ans de service actif suffisaient pour la formation militaire de l'infanterie. Non pour des raisons de technique militaire, mais par suite de considérations purement politiques le roi prolongea le service actif pour l'infanterie de ligne de deux ans à deux ans et demi en 1852 et à trois ans en 1856. Cette mesure réduisait beaucoup les chances de succès d'un retour du mouvement révolutionnaire. Le parti militaire était

dès lors confiant que, dans l'avenir *immédiat*, avec la garde royale et les hommes faisaient leur service actif dans les régiments de ligne, ils seraient assez forts pour vaincre des rebelles mal armés. Forts de cette assurance ils décidèrent d'aller plus loin et de réformer complètement l'organisation de l'armée.

Le but de cette réforme était de rendre l'armée à la fois plus forte et plus loyale envers le roi. Le nombre des bataillons d'infanterie serait presque doublé, l'artillerie augmentée de 25 % et beaucoup de nouveaux régiments de cavalerie seraient formés. Le nombre des recrues annuelles serait porté de 40 000 à 63 000 et les effectifs officiels accrus proportionnellement. D'autre part, la milice serait transformée en une réserve de l'armée active. Les hommes plus âgés seraient exemptés de service dans la milice, parce qu'ils n'étaient pas absolument sûrs. Les hauts grades de la milice seraient confiés à des officiers de métier dotés du brevet d'officier¹.

Consciente de la force que la prolongation du service actif leur avait déjà donnée et sûre du pouvoir, pour le moment, réprimer une tentative révolutionnaire, la cour exécuta la réforme sans consulter le Parlement. Entre-temps, la folie du roi était devenue si évidente que le prince Guillaume dut être institué prince régent ; le pouvoir royal était maintenant entre les mains d'un partisan docile de la clique aristocratique et de la brutalité militaire. En 1859, pendant la guerre entre l'Autriche et la France, l'armée prussienne avait été mobilisée comme mesure de précaution et pour préserver la neutralité. La démobilisation fut faite de telle façon que les principaux buts de la réforme furent atteints. Au printemps de 1860, tous les régiments nouvellement prévus étaient créés. Ce n'est qu'à ce moment que le cabinet présenta le projet de réforme au Parlement et lui demanda de voter les dépenses correspondantes².

La lutte contre le projet de l'armée fut le dernier acte politique du libéralisme allemand.

4. *Le conflit constitutionnel en Prusse*

Les progressistes, comme les libéraux appelaient leur parti dans la chambre basse prussienne (chambre des députés), firent une opposition acharnée à la réforme. La Chambre émit des votes répétés contre le projet et contre le budget. Le roi — Frédéric-Guillaume IV

¹ Ziekursch, *Politische Geschichte des neuen deutschen Kaiserreichs* (Frankfort, 1925-1930), t. I, p. 29 sq.

² Sybel, *Die Begründung des deutschen Reiches unter Wilhelm I* (2^e éd. Munich, 1889), t. II, p. 375 ; Ziekursch, *op. cit.*, t. I, p. 42.

était mort et Guillaume I^{er} lui avait succédé — dissout le Parlement, mais les électeurs réélurent une majorité de progressistes. Le roi et ses ministres ne pouvaient briser l'opposition du corps législatif ; mais ils tenaient à leur plan et l'exécutèrent sans approbation constitutionnelle, ni consentement parlementaire. Ils conduisirent la nouvelle armée en deux campagnes et défirent le Danemark en 1864 et l'Autriche en 1866. Ce n'est qu'après l'annexion du royaume de Hanovre, des possessions de l'élection de Hesse, des duchés de Nassau, Schleswig, et Holstein, et de la cité libre de Francfort, après l'établissement de l'hégémonie prussienne sur tous les États d'Allemagne du Nord et la conclusion de conventions militaires avec les États de l'Allemagne du Sud, par lesquelles ils se rendaient aussi aux Hohenzollern, que le parlement prussien donna son accord. Le parti progressiste se divisa et quelques-uns de ses anciens membres soutinrent le gouvernement. Ainsi le roi obtint une majorité. La Chambre accorda l'immunité et la conduite inconstitutionnelle du gouvernement et sanctionna rétroactivement toutes les mesures et dépenses adoptées depuis six ans. Le grand conflit constitutionnel se termina en un plein succès pour le roi et en une défaite complète pour le libéralisme.

Quand une délégation de la Chambre des députés apporta au roi la réponse accommodante du Parlement au discours royal prononcé lors de l'ouverture de la nouvelle session, il déclara avec hauteur que cela avait été son devoir d'agir comme il l'avait fait dans les dernières années et qu'à l'avenir, il agirait de même si des conditions analogues se reproduisaient. Mais plus d'une fois au cours du conflit il avait désespéré. En 1862, il avait perdu tout espoir de vaincre la résistance du peuple et était prêt à abdiquer. Le général von Roon le pressa de faire un dernier essai en nommant Bismarck premier ministre. Bismarck accourut de Paris où il représentait la Prusse à la cour de Napoléon III. Il trouva le roi *exténué, déprimé, découragé*. Quand Bismarck essaya de lui expliquer son point de vue sur la situation politique, Guillaume l'interrompt en disant : *Je sais exactement comment cela tournera. Ici, à droite, sur cette place de l'Opéra sur laquelle donnent ces fenêtres, on vous décapitera d'abord et moi aussi un peu plus tard*. Ce fut un dur travail pour Bismarck de redonner du courage au Hohenzollern tremblant. Mais finalement Bismarck rapporte : *Mes paroles en appelaient à son honneur militaire et il se vit dans la situation d'un officier qui doit défendre son poste jusqu'à la mort*¹.

¹ Bismarck, *Gedanken und Erinnerungen* (nouv. éd. Stuttgart, 1922), t. I, p. 235.

La reine, les princes royaux et beaucoup de généraux étaient encore plus effrayés que le roi. En Angleterre, la reine Victoria passait des nuits blanches en pensant à la position de sa fille aînée, mariée au prince héritier de Prusse. Le palais royal de Berlin était hanté par les fantômes de Louis XVI et de Marie-Antoinette.

Pendant toutes ces craintes n'étaient pas fondées. Les progressistes ne risquèrent pas une nouvelle révolution et ils auraient été battus s'ils l'avaient fait.

Ces libéraux allemands déçus de 1860, ces hommes d'habitudes studieuses, ces lecteurs de traités philosophiques, ces amateurs de musique et de poésie comprenaient très bien pourquoi la révolution de 1848 avait échoué. Ils savaient qu'ils ne pouvaient établir un gouvernement populaire dans une nation où des millions d'individus étaient enchaînés par les liens de la superstition, de la rusticité et de l'analphabétisme. Le problème politique était essentiellement un problème d'instruction. Le succès final du libéralisme et de la démocratie ne faisait pas de doute. L'orientation vers le gouvernement parlementaire était irrésistible ; mais la victoire du libéralisme ne pouvait se réaliser que lorsque les couches de la population d'où le roi tirait ses soldats dévoués seraient éclairées et transformées par cela même en défenseurs des idées libérales. Alors le roi serait forcé de s'incliner, et le Parlement conquerrait la suprématie sans effusion de sang.

Les libéraux étaient résolus à épargner si possible au peuple allemand les horreurs de la révolution et de la guerre civile. Ils comptaient obtenir dans un avenir pas trop éloigné le contrôle complet de la Prusse. Ils n'avaient qu'à attendre.

5. Le programme de la « Petite Allemagne »

Dans le conflit constitutionnel, les progressistes prussiens ne combattaient pas pour la destruction ou l'affaiblissement de l'armée prussienne. Ils se rendaient compte que les circonstances imposaient à l'Allemagne la possession d'une armée forte pour la défense de son indépendance. Ils voulaient séparer l'armée du roi et la transformer en un instrument de protection de la liberté allemande. La raison du conflit était de savoir si ce serait le roi ou le parlement qui contrôlerait l'armée.

Le but du libéralisme allemand était le remplacement de la scandaleuse administration des trente et quelques États allemands par un gouvernement militaire libéral. La plupart des ces libéraux pensaient que cet État allemand futur ne devait pas comprendre l'Autriche. L'Autriche était très différente des autres pays de langue allemande ;

elle avait ses problèmes particuliers qui n'intéressaient pas le reste de la nation. Les libéraux ne pouvaient s'empêcher de voir dans l'Autriche l'obstacle le plus dangereux pour la liberté allemande. La cour d'Autriche était dominée par les Jésuites, son gouvernement avait conclu un concordat avec Pie IX, le pape qui combattait ardemment toutes les idées modernes ; mais l'empereur d'Autriche n'était pas prêt à renoncer volontairement à la position que pendant plus de quatre cents ans sa maison avait occupée en Allemagne. Les libéraux voulaient une armée prussienne forte parce qu'ils craignaient l'hégémonie autrichienne, une nouvelle contre-réforme et le rétablissement du système réactionnaire du défunt prince de Metternich. Ils aspiraient à un gouvernement militaire pour tous les Allemands en dehors de l'Autriche (et de la Prusse). C'est pourquoi ils se nommaient eux-mêmes Petits Allemands (*Kleindeutsche*) par opposition aux Grands Allemands (*Grossdeutsche*, qui voulaient inclure les régions de l'Autriche qui avaient jadis appartenu au Saint-Empire).

Mais il y a encore d'autres considérations de politique étrangère pour recommander un accroissement de l'armée prussienne. À cette époque la France était gouvernée par un aventurier qui croyait ne pouvoir conserver son trône que par des victoires militaires nouvelles. Dans la première décade de son règne il avait déjà tenté deux guerres sanglantes. Maintenant le tour de l'Allemagne semblait venu. Il y avait peu de doute que Napoléon III caressait l'idée d'annexer la rive gauche du Rhin. Qui d'autre que l'armée prussienne pouvait protéger l'Allemagne ?

Il y avait encore un problème, le Schleswig-Holstein. Les citoyens du Holstein, du Lauenbourg et du Schleswig méridional étaient violemment opposés au gouvernement du Danemark. Les libéraux allemands se souciaient peu des arguments sophistiqués des juristes et des diplomates sur les revendications des divers prétendants à la succession des duchés de l'Elbe. Ils ne croyaient pas à la doctrine selon laquelle celui qui doit gouverner un pays doit être désigné suivant les dispositions de la loi féodale et de pactes de familles séculaires. Ils soutenaient le principe occidental du droit d'une nation à disposer d'elle-même. Le peuple de ces duchés répugnait à accepter la souveraineté d'un homme dont le seul titre était d'avoir épousé une princesse titulaire d'une revendication contestée sur le Schleswig et qui n'avait aucun droit dans la succession du Holstein ; il aspirait à l'autonomie à l'intérieur de la Confédération Germanique. Ce fait seul semblait important aux yeux des libéraux. Pourquoi serait-il refusé à ces Allemands ce qu'avaient les Britanniques, les Français, les Belges et les Italiens ? Mais comme le roi de

Danemark n'était pas prêt à renoncer à ses prétentions, la question ne pouvait être résolue sans recourir aux armes.

Ce serait une erreur de juger tous ces problèmes du point de vue des événements ultérieurs. Bismarck ne libéra le Schleswig-Holstein du joug de ses oppresseurs danois qu'afin de l'annexer à la Prusse ; et il n'annexa pas seulement le Schleswig méridional, mais aussi le Schleswig du Nord, dont la population désirait rester dans le royaume du Danemark. Napoléon III n'attaqua pas l'Allemagne ; ce fut Bismarck qui suscita la guerre contre la France. Personne ne prévoyait cette conséquence vers 1860. À cette époque, tout le monde en Europe et en Amérique tenait l'empereur des Français pour le pire fauteur de guerre et agresseur. Les sympathies rencontrées à l'étranger par l'aspiration de l'Allemagne vers l'unité étaient en grande partie dues à la conviction qu'une Allemagne unie ferait contrepoids à la France et assurerait ainsi la paix en Europe.

Les Petits Allemands furent aussi égarés par leurs préjugés religieux. Comme la plupart des libéraux, ils considéraient le protestantisme comme la première étape de l'obscurantisme aux lumières. Ils craignaient l'Autriche parce qu'elle était catholique. Ils préféraient la Prusse, parce que la majorité de sa population était protestante. En dépit de toute expérience, ils espéraient que la Prusse était plus ouverte que l'Autriche aux idées libérales. Dans ces années critiques, la situation politique en Autriche n'était à coup sûr pas satisfaisante. Mais les événements ultérieurs ont prouvé que le protestantisme n'est pas une meilleure sauvegarde de la liberté que le catholicisme. L'idéal du libéralisme est la séparation complète de l'Église et de l'État, et la tolérance, sans aucune différence entre les Églises.

Mais cette erreur aussi ne se limitait pas à l'Allemagne. Les libéraux français se trompèrent au point de saluer tout d'abord la victoire de la Prusse à Königrätz. Ce n'est qu'à la réflexion qu'ils se rendirent compte que la défaite de l'Autriche signifiait aussi la condamnation de la France et ils poussèrent — trop tard — le cri de bataille *Revanche pour Sadowa*.

Königrätz fut en tout cas une défaite écrasante pour le libéralisme allemand. Les libéraux avaient conscience d'avoir perdu une campagne. Ils étaient néanmoins pleins d'espoir. Ils étaient fermement résolus à entamer la lutte dans le nouveau parlement d'Allemagne du Nord. Cette lutte devait se terminer, ils le sentaient, par la victoire du libéralisme et la défaire de l'absolutisme. Le moment où le roi ne pourrait plus utiliser *son* armée contre le peuple semblait se rapprocher chaque jour.

6. *L'épisode de Lassalle*

Il serait possible de traiter le conflit institutionnel prussien sans même mentionner le nom de Ferdinand Lassalle. L'intervention de Lassalle n'influença pas le cours des événements ; mais elle annonçait quelque chose de nouveau ; c'était la naissance des forces qui étaient destinées à marquer le destin de l'Allemagne et de la civilisation occidentale.

Pendant que les progressistes prussiens étaient occupés à leur lutte pour la liberté, Lassalle les attaqua avec acharnement et passion. Il essayait de pousser les travailleurs à retirer leurs sympathies aux progressistes. Il proclamait l'évangile de la guerre de classes. Il considérait que les progressistes, en tant que représentants de la bourgeoisie, étaient les ennemis mortels du monde du travail. « Vous ne devriez pas combattre l'État, mais les classes exploitantes. L'État est votre ami ; naturellement pas l'État gouverné par M. de Bismarck, mais l'État contrôlé par moi, Lassalle ».

Lassalle n'était pas payé par Bismarck, comme certains l'ont soupçonné. Personne ne pouvait corrompre Lassalle. Après sa mort seulement certains de ses anciens amis ont accepté de l'argent du gouvernement. Mais Bismarck et Lassalle attaquaient tous les deux les progressistes, ils devinrent virtuellement alliés. Lassalle voyait souvent Bismarck. Ils avaient l'habitude de se voir secrètement ; ce n'est que bien des années plus tard que le secret de ces relations fut révélé. Il est vain de discuter si une coopération ouverte et durable entre ces deux hommes ambitieux aurait été instituée si Lassalle n'était pas mort d'une blessure reçue en duel peu après ces entrevues (31 août 1864). Tous deux aspiraient au pouvoir suprême en Allemagne. Ni Bismarck ni Lassalle n'étaient prêts à renoncer à prétendre à la première place.

Bismarck et ses amis militaires et aristocratiques avaient une haine si profonde des libéraux qu'ils auraient été prêts à aider les socialistes à acquérir le contrôle du pays si eux-mêmes s'étaient montrés trop faibles pour conserver le pouvoir. Mais ils étaient pour le moment assez forts pour tenir les progressistes en échec. Ils n'avaient pas besoin du soutien de Lassalle.

Il n'est pas vrai que Lassalle ait donné à Bismarck l'idée que le socialisme révolutionnaire fût un allié puissant dans la lutte contre le libéralisme. Bismarck croyait depuis longtemps que les basses classes étaient plus royalistes que les classes moyennes¹. De plus, comme ministre de Prusse à Paris, il avait eu l'occasion d'observer l'œuvre

¹ Ziekursch, *op. cit.*, t. I, p. 107.

du césarisme. Sa prédilection pour un suffrage général et égalitaire fut peut-être renforcée après ses conversations avec Lassalle ; mais pour le moment il n'avait pas besoin du soutien de Lassalle, dont le parti était encore trop petit pour être important. À la mort de Lassalle, l'Allgemeine Deutsche Arbeitverein n'avait pas plus de 4 000 adhérents¹.

¹ Oucken, *Lassalle* (Stuttgart, 1904), p. 393.

II. Le triomphe du militarisme

1. L'arme prussienne et le nouvel empire allemand

Tard dans l'après-midi du 1er septembre 1870, le roi Guillaume I^{er}, entouré par un pompeux état-major de princes et de généraux, contemplait d'une colline au sud de la Meuse la bataille qui se déroulait, quand un officier apporta la nouvelle que la capitulation de Napoléon III et de toute son armée était imminente. Alors Moltke se tourna vers le comte Falkenberg, qui était comme lui membre de Parlement d'Allemagne du Nord, et fit cette remarque : « Parfait, mon cher collègue, ce qui arrive aujourd'hui règle pour longtemps nos problèmes militaires. » Et Bismarck serra la main aux plus élevés des princes allemands, à l'héritier du trône de Wurtemberg et dit : « Ce jour sauvegarde et affermit les princes allemands et les principes du conservatisme¹. » À cette minute de victoire écrasante, telles étaient les premières réactions des deux plus grands hommes d'État prussiens. Ils triomphaient parce qu'ils avaient battu le libéralisme. Ils ne se souciaient pas le moins du monde des slogans de la propagande officielle : victoire sur l'ennemi héréditaire, sauvegarde des frontières nationales, mission historique de la maison de Hohenzollern et de la Prusse, unification de l'Allemagne, l'Allemagne au premier rang dans le monde. Les princes l'avaient emporté sur leur propre peuple ; cela seul leur semblait important.

Dans le nouveau Reich allemand, l'empereur — non en tant qu'empereur mais en tant que roi de Prusse — avait plein contrôle sur l'armée prussienne. Des arrangements spéciaux entre la Prusse — et non le Reich — et vingt-trois des vingt-quatre autres États membres du Reich avaient été conclus, ils incorporaient les forces armées de ces états dans l'armée prussienne. Seule l'armée du roi de Bavière conservait une certaine indépendance limitée au temps de paix, mais en cas de guerre, elle était également soumise au contrôle absolu de l'empereur. Les dispositions concernant le recrutement et la durée du service militaire actif devaient être arrêtées par le Reichstag ; l'approbation du Parlement était de plus requise pour l'octroi du budget de l'armée : mais le Parlement n'avait aucune influence sur la direction des affaires militaires. L'armée était l'armée du roi de Prusse, et non celle du peuple ou du Parlement. L'empereur et roi était chef suprême de l'armée et commandant en

¹ Ziekursch, *Politische Geschichte des neuen Kaiserreiches*, t. I, p. 298.

chef. Le chef du grand état-major général était le premier collaborateur du Kaiser pour la conduite des opérations. L'armée était une institution placée non à l'intérieur, mais au-dessus de l'appareil d'administration civile. Chaque commandant militaire avait le droit et le devoir d'intervenir chaque fois qu'il avait l'impression que le fonctionnement des administrations non militaires n'était pas satisfaisant. Il n'avait à rendre compte de cette intervention qu'à l'empereur. Une fois, en 1913, un tel cas d'intervention militaire, qui s'était produit à Zabern, conduisit à un violent éclat au Parlement ; mais le Parlement n'était pas compétent en la matière et l'armée triompha.

Le dévouement de cette armée était hors de question. Personne ne pouvait douter que toutes les parties de ses forces pouvaient être utilisées pour étouffer rebellions et révolutions. La simple suggestion qu'un détachement pouvait refuser d'obéir à un ordre ou que des hommes des réserves convoqués pour le service actif pouvaient ne pas répondre, aurait été considéré comme une absurdité. La nation allemande avait changé d'une façon très remarquable. Nous étudierons ultérieurement l'essence et la cause de cette grande transformation. Le problème politique principal des années 1850 et 1860, le problème de savoir si l'on pouvait compter sur les soldats, avait disparu. Tous les soldats allemands étaient maintenant loyaux sans condition au chef suprême de l'armée. L'armée était un instrument en qui le Kaiser pouvait avoir confiance. Des personnes pleines de tact étaient assez habiles pour ne pas souligner de façon trop explicite que cette armée était prête à être utilisée contre un adversaire intérieur possible ; mais Guillaume II n'était pas habitué à des réserves de ce genre. Il disait ouvertement à ses recrues que c'était leur devoir de tirer sur leurs pères, mères, frères et sœurs, s'il leur en donnait l'ordre. De tels discours étaient critiqués dans la presse libérale ; mais les libéraux étaient impuissants. La fidélité des soldats était absolue, elle ne dépendait pas de la durée du service actif. L'armée proposa elle-même en 1892 que l'infanterie ne fasse plus que deux ans de service. Dans la discussion du projet au Parlement et dans la presse, il n'était plus question du dévouement politique des soldats. Chacun savait que l'armée était maintenant, sans que la durée du service intervienne, *non politique et non partisane*, c'est-à-dire un instrument docile et maniable aux mains de l'empereur.

Le gouvernement et le Reichstag étaient en conflit continuuel au sujet des affaires militaires ; mais des considérations d'utilisation des forces armées pour la défense du despotisme à peine déguisé de l'empereur ne jouaient absolument aucun rôle. L'armée était si forte et si sûre qu'une tentative révolutionnaire pouvait être écrasée

en quelques heures. Personne dans ce Reich ne voulait prendre l'initiative d'une révolution ; l'esprit de résistance et de rébellion s'était effacé. Le Reichstag aurait été prêt à consentir à toute dépense pour l'armée proposée par le gouvernement si le problème de trouver les fonds nécessaires n'avait pas été difficile à résoudre. En fin de compte, armée et marine obtenaient toujours les crédits demandés par l'état-major général. Pour l'accroissement des forces armées, les considérations financières étaient un obstacle moins grand que la pénurie d'hommes considérés par les généraux comme pouvant recevoir des brevets pour le service actif. Avec le développement des forces armées, il était depuis longtemps devenu impossible de ne donner des brevets qu'à des nobles. Le nombre des officiers n'appartenant pas à l'aristocratie augmentait sans cesse ; mais les généraux ne voulaient admettre dans les rangs des officiers de carrière que des roturiers appartenant à de *bonnes et riches familles*. Des candidats de ce type n'existaient qu'en nombre limité. La plupart des fils de la haute bourgeoisie préféraient d'autres situations. Ils ne désiraient pas devenir officiers de carrière pour être traités avec dédain par leurs collègues de la noblesse.

Le Reichstag et la presse libérale critiquaient aussi de temps à autre du point de vue technique la politique militaire du gouvernement. L'état-major général était violemment opposé à une telle intervention civile. Ils refusaient à quiconque ne faisait pas partie de l'armée la compréhension des problèmes militaires. Hans Delbrück lui-même, l'éminent historien de la guerre et auteur de traités excellents sur la stratégie, n'était à leurs yeux qu'un profane. Des officiers à la retraite, qui collaboraient à la presse d'opposition, étaient appelés partisans de mauvaise foi. L'opinion publique reconnut enfin la prétention de l'état-major général à l'infailibilité et les critiques se turent. Les événements de la première guerre mondiale prouvèrent évidemment que ces critiques avaient une meilleure intelligence des méthodes militaires que les spécialistes du grand état-major.

2. Le militarisme allemand

Le système politique du nouvel empire allemand a été qualifié de militarisme. Le trait caractéristique du militarisme n'est pas le fait qu'une nation ait une armée ou une marine puissante, c'est le rôle considérable assigné à l'armée dans la structure politique. Même en temps de paix, l'armée est le pouvoir suprême ; c'est le facteur prédominant de la vie politique. Les sujets doivent obéir au gouvernement comme les soldats doivent obéir à leurs supérieurs.

À l'intérieur d'une communauté militaire il n'y a pas de liberté, il n'y a qu'obéissance et discipline¹.

L'importance des forces armées n'est pas par elle-même un facteur déterminant. Quelques pays d'Amérique latine sont militaristes quoique leur armée soit petite, mal équipée et incapable de défendre le pays contre une invasion étrangère. Par contre, la France et la Grande-Bretagne n'étaient pas militaristes à la fin du XIX^e siècle quoique leurs armements militaires et navals fussent très importants.

Le militarisme ne doit pas être confondu avec le despotisme imposé par une armée étrangère. Le gouvernement autrichien en Italie, soutenu par des régiments autrichiens composés de non-Italiens, et le gouvernement du tsar en Pologne, maintenu par des soldats russes, étaient de ces systèmes de despotisme. On a déjà dit que vers 1850 et 1860 les conditions étaient analogues en Prusse ; mais la situation était différente dans l'empire allemand fondé sur les batailles de Königgrätz et de Sedan. Cet empire n'employait pas de soldats étrangers. Il n'était pas maintenu par des baïonnettes, mais par le consentement presque unanime de ses sujets. La nation approuvait le système et les soldats étaient donc également loyaux. Le peuple acceptait la direction de l'*État* parce qu'un tel système lui semblait juste, commode et utile. Il y avait évidemment quelques opposants, mais ils étaient peu nombreux et impuissants. Quiconque veut connaître la mentalité politique des sujets de Guillaume II peut lire les nouvelles du baron Ompteda, de Rudolf Herzog, Walter Bloem et auteurs similaires. C'était le genre d'ouvrages que le peuple aimait lire. Quelques-unes de ces œuvres se sont vendues à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires.

Le défaut de ce système était sa direction monarchique. Les successeurs de Frédéric II n'étaient pas à la hauteur de leur tâche. Guillaume I^{er} a trouvé en Bismarck un chancelier habile. Bismarck était un homme d'esprit élevé et de bonne éducation, un causeur brillant et un excellent styliste. Diplomate habile, il dépassait sous tous les rapports la plus grande partie de la noblesse allemande. Mais ses vues étaient limitées. Il avait une connaissance familière de la vie rurale, des méthodes agricoles, primitives des Junkers prussiens, des conditions patriarcales des provinces orientales de Prusse et de la vie des cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg. À Paris il rencontra la société de la cour de Napoléon III ; il n'avait aucune idée des tendances intellectuelles françaises. Il savait peu de choses sur le commerce et l'industrie de l'Allemagne, sur la mentalité des hommes d'affaires et des gens de métier. Il se tenait à l'égard des

¹ Herbert Spencer, *The Principles of Sociology* (New York, 1897), t. III, p. 588.

savants, des érudits et des artistes. Son credo politique était la vieille loyauté d'un vassal du roi. En septembre 1849, il disait à sa femme : *Ne critiquez pas le roi ; nous sommes tous les deux responsables de cette faute. Même s'il se trompe ou s'il fait des fautes nous ne devons pas parler de lui autrement que comme de nos parents, puisque nous avons juré fidélité et obéissance à lui et à sa maison.* Une telle opinion convient à un chambellan du roi mais elle ne convient pas au premier ministre tout puissant d'un grand empire. Bismarck prévoyait les maux dont la personnalité de Guillaume II menaçait la nation ; il était bien placé pour connaître le caractère du jeune prince ; mais prisonnier de sa conception de la loyauté et de l'obéissance, il ne put rien faire pour prévenir le désastre.

On a été injuste envers Guillaume II. Il a été inférieur à sa tâche, mais il n'a pas été pire que la moyenne de ses contemporains. Ce n'est pas de sa faute si le principe monarchique de succession faisait de lui un empereur et un roi et si, comme Empereur d'Allemagne et roi de Prusse, il devait être un autocrate. C'était l'échec du système et non de l'homme. Si Guillaume II avait été roi de Grande-Bretagne, il ne lui aurait pas été possible de commettre les erreurs graves qu'il ne pouvait pas éviter comme roi de Prusse. C'était la faiblesse du système si les parasites qu'il nommait généraux et ministres étaient incompetents. Vous pouvez dire que ce n'était pas de chance, car Bismarck et le vieux Moltke étaient aussi des courtisans. Quoique le glorieux maréchal ait servi dans l'armée comme jeune officier, une grande partie de sa carrière s'est passée au service de la cour ; entre autres il fut, pendant de nombreuses années, au service d'un prince royal qui vivait malade et retiré à Rome et y mourut. Guillaume II avait beaucoup de faiblesses humaines ; mais c'était précisément les qualités qui le discréditaient auprès des gens sages, qui le rendaient populaires à la majorité de la population. Sa grossière ignorance des questions politiques le rendait sympathique à ses sujets, qui étaient aussi ignorants que lui et partageaient ses préjugés et ses illusions.

Dans un État moderne, la monarchie héréditaire ne peut fonctionner de façon satisfaisante qu'avec la démocratie parlementaire. L'absolutisme — et plus encore l'absolutisme masqué par un fantôme de constitution et un parlement sans pouvoir — exige chez le chef des qualités qu'aucun mortel ne peut jamais réunir. Guillaume II échoua comme Nicolas II et avant eux les Bourbons. L'absolutisme n'était pas aboli, il s'effondrait simplement.

Le brusque déclin de l'autocratie n'était pas seulement dû au fait que les monarques manquaient de capacité intellectuelle. Le gouvernement autocratique d'une grande nation moderne accable son chef

d'une somme de travail dépassant les possibilités de tout homme. Au XVIII^e siècle, Frédéric-Guillaume I^{er} et Frédéric II pouvaient encore expédier les affaires administratives en quelques heures de travail quotidien. Il leur restait encore assez de loisirs pour leurs manies et leurs plaisirs. Leurs successeurs étaient non seulement moins doués, mais ils étaient aussi moins diligents. À partir de Frédéric-Guillaume II, ce n'était plus le roi qui gouvernait, mais ses favoris. Le roi était entouré par une cour d'hommes et de dames avides d'intrigues. Celui qui réussissait le mieux dans les révoltes et les complots avait le contrôle du gouvernement jusqu'à ce qu'un autre courtisan le remplaçât.

La coterie était également maîtresse dans l'armée. Frédéric-Guillaume I^{er} l'avait organisée lui-même. Son fils l'avait commandée en personne dans de grandes campagnes. Là aussi, leurs successeurs se révélèrent incapables. Ils étaient de médiocres organisateurs et des généraux incompetents. Le chef du grand état-major, qui n'était en principe que le collaborateur du roi, devint virtuellement le commandant en chef. Pendant longtemps on ne remarqua pas le changement. Aussi tardivement que jusqu'à la guerre de 1866, beaucoup de généraux haut placés n'avaient pas encore conscience du fait que les ordres auxquels ils devaient obéir n'émanaient pas du roi, mais du général de Moltke.

Frédéric II devait pour une grande part ses succès militaires au fait que les armées autrichiennes, françaises et russes qu'il combattait n'étaient pas commandées par leurs souverains, mais par des généraux. Frédéric concentrait dans ses mains toute la puissance militaire, politique et économique de son royaume, évidemment relativement petit. Lui seul commandait. Les commandants d'armées de ses adversaires n'avaient que des pouvoirs limités. Leur position était rendue difficile par le fait que leurs devoirs les tenaient éloignés de la cour de leurs souverains. Pendant qu'ils étaient avec leurs armées en campagne, leurs rivaux continuaient à intriguer à la cour. Frédéric pouvait risquer des opérations osées dont l'issue était incertaine, il n'avait de comptes à rendre à personne qu'à lui-même. Les généraux ennemis vivaient toujours dans la crainte de la disgrâce de leur monarchie. Ils aspiraient à partager la responsabilité afin de se disculper en cas d'échec. Ils pouvaient convoquer leurs généraux subordonnés en un conseil de guerre dont les décisions leurs servaient de justification. Quand ils recevaient des ordres précis du souverain, qui étaient suggérés à ce dernier soit par un conseil de guerre délibérant loin du théâtre des opérations soit par un ou plusieurs intrigants paresseux, ils se sentaient à l'aise. Ils exécutaient l'ordre même s'ils étaient convaincus qu'il n'était pas opportun.

Frédéric était pleinement conscient de l'avantage offert par la concentration en un seul chef d'une responsabilité entière. Il ne convoquait jamais un conseil de guerre et interdisait toujours à ses généraux d'en convoquer, quelquefois même sous peine de mort. Il disait que dans un conseil de guerre, le parti le plus timide prédomine toujours. Un conseil de guerre est plein d'anxiété parce qu'il est trop près des réalités¹. Cette doctrine devint, comme toutes les opinions du roi Frédéric, un dogme pour l'armée prussienne. La colère envahissait le vieux Moltke quand quelqu'un disait que le roi Guillaume avait convoqué un conseil de guerre dans ses campagnes. Le roi, déclarait-il, aurait écouté les propositions de son chef d'état-major, puis décidé ; cela s'était toujours passé comme cela.

En pratique, ce principe aboutissait à donner le commandement absolu au chef du grand état-major, que naturellement le roi nommait. Ce n'est pas Guillaume I^{er}, mais Helmuth von Moltke qui conduisit les armées dans les campagnes de 1866 et de 1870-1871. Guillaume avait coutume de dire qu'en cas de guerre il commanderait en personne ses armées et qu'il n'avait besoin d'un chef d'état-major qu'en temps de paix ; mais quand la première guerre mondiale éclata, cette fanfaronnade était oubliée. Le neveu d'Helmuth von Moltke, courtisan, sans connaissance ni capacité militaire, timide et irrésolu, malade et nerveux, adepte de la douteuse théosophie de Rudolf Steiner, conduisit l'armée allemande dans la débâche de la Marne ; puis il s'effondra. Le ministre de la guerre, Eric von Falkenhayn spontanément boucha le trou et par apathie, le Kaiser donna son accord. Très tôt, Ludendorff commença à comploter contre Falkenhayn. Des machinations habilement organisées forcèrent en 1916 l'Empereur à remplacer Falkenhayn par Hindenburg ; mais le commandant en chef effectif était alors Ludendorff qui, en principe, n'était que le premier collaborateur d'Hindenburg.

La nation allemande, trompée par les doctrines militaristes, ne se rendit pas compte que c'était le système qui était la cause de l'échec. Les Allemands dirent généralement : c'est *l'homme* qui nous a manqué. Si seulement Schlieffen n'était pas mort si tôt. Une légende se forma alors autour de la personnalité de l'ancien chef d'état-major. Son plan raisonnable avait été stupidement mis à exécution par son successeur incompetent. Si seulement les deux corps d'armée que Moltke avait inutilement envoyés à la frontière de Russie, avaient été mis à pied d'œuvre à la Marne ! Naturellement le Reichstag fut aussi considéré comme responsable. On ne parlait pas du fait que le Parlement n'avait jamais offert de résistance sérieuse

¹ Delbrück, *Geschichte der Kriegskunst*, t. IV, p. 434 sq.

aux propositions gouvernementales concernant les crédits militaires. Le lieutenant colonel Hentsch, en particulier, fut pris comme bouc émissaire. On affirma que cet officier avait enfreint ses pouvoirs, peut-être était-ce un traître ? Mais si Hentsch était réellement responsable de l'ordre de retraite, il devrait être considéré comme l'homme qui a sauvé l'armée allemande de la destruction par encerclement de son aile droite. La fable selon laquelle sans l'intervention de Hentsch les Allemands auraient été vainqueurs à la Marne peut être aisément écartée.

Il n'y a pas de doute que les chefs de l'armée et de la marine allemandes n'étaient pas à la hauteur de leur tâche ; mais les insuffisances des généraux et amiraux — comme celles des ministres et des diplomates — doivent être attribuées au système. Un système qui place des incapables à sa tête est un mauvais système. On ne peut pas dire si Schlieffen aurait eu plus de succès ; il n'eut jamais l'occasion de commander des troupes en opérations, il mourut avant la guerre ; mais on peut affirmer une chose : les *armées parlementaires* de France et de Grande-Bretagne eurent à cette époque des chefs qui les conduisirent à la victoire. L'armée du roi de Prusse n'eut pas cette chance.

En accord avec les doctrines du militarisme, le chef du grand état-major se considérait comme le premier serviteur de l'Empereur et roi et il exigeait la subordination du chancelier. Ces prétentions avaient déjà conduit à des conflits entre Bismarck et Moltke. Bismarck demandait que le commandant en chef adapte sa conduite aux considérations de politique étrangère ; Moltke rejeta catégoriquement ces prétentions. Le conflit resta sans solution. Dans la première guerre mondiale le commandant en chef devint aussi tout puissant. Le chancelier fut en effet rétrogradé à un rang inférieur. Le Kaiser ne conserva que des fonctions représentatives et sociales ; Hindenburg, son chef d'état-major, n'était qu'un homme de paille. Ludendorff, le premier quartier-maître général, devint virtuellement dictateur omnipotent. Il aurait conservé cette position toute sa vie si Foch ne l'avait pas battu.

Cette évolution montre clairement le caractère impraticable de l'absolutisme héréditaire. L'absolutisme monarchique conduit au gouvernement d'un maire du palais, d'un shogun ou d'un duc.

3. Les libéraux et le militarisme

La Chambre basse du Parlement de Prusse, l'Abgeordnetenhaus, était fondée sur le suffrage universel. Les citoyens de chaque circonscription étaient répartis en trois classes ; chacune d'elles choisit

sait le même nombre d'électeurs pour l'assemblée finale qui élisait les représentants au Parlement de la circonscription. La première classe était composée des résidents adultes mâles qui payaient les impôts les plus élevés et dont l'ensemble payait le tiers du montant total des impôts collectés dans le district ; la seconde classe, de ceux qui ensemble payaient le deuxième tiers, et la troisième classe, de ceux qui ensemble payaient le troisième tiers. Ainsi les citoyens riches avaient un droit de vote plus fort que les pauvres. Les classes moyennes prédominaient dans le vote. Cette discrimination ne fut pas appliquée pour le Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord, puis plus tard pour celui du Reich. Chaque adulte mâle élisait directement le représentant de la circonscription ; le suffrage n'était pas seulement universel, mais égal et direct. De cette façon, les couches pauvres de la nation acquirent une plus grande influence politique. Le but de Bismarck et de Lassalle était d'affaiblir, par ce système électoral, la puissance du parti libéral. Les libéraux se rendaient bien compte que la nouvelle méthode de vote affaiblirait pendant quelque temps leur position parlementaire ; mais ils ne s'en souciaient pas. Ils savaient que la victoire du libéralisme ne pourrait résulter que d'un effort de toute la nation. Ce qui était important n'était pas d'avoir à la Chambre une majorité de libéraux, mais d'avoir une majorité libérale dans le peuple, et donc dans l'armée. Dans l'Abgeordnetenhaus de Prusse, les progressistes étaient plus nombreux que les partisans du gouvernement ; le libéralisme était néanmoins impuissant, puisque le roi pouvait toujours compter sur la fidélité de la plus grande partie de l'armée. Il fallait amener dans les rangs du libéralisme ces masses arriérées et ignorantes dont l'indifférence politique était la sauvegarde de l'absolutisme. Alors seulement ce serait l'aube du gouvernement populaire et de la démocratie.

C'est pourquoi les libéraux ne craignaient pas que le nouveau système électoral ne recule ou ne mette sérieusement en danger leur inexorable victoire finale. L'avenir immédiat n'était pas très encourageant, mais les perspectives lointaines étaient excellentes. Il n'y avait qu'à regarder la France. Dans ce pays aussi, un autocrate avait fondé son despotisme sur la loyauté de l'armée et sur le suffrage universel et égal ; mais maintenant le César était renversé et la démocratie avait triomphé.

Les libéraux ne craignaient pas beaucoup les socialistes. Les socialistes avaient obtenu quelques succès ; mais on pouvait prévoir que des travailleurs raisonnables découvriraient vite le caractère impraticable des utopies socialistes. Pourquoi les salariés, dont le niveau de vie s'améliorait chaque jour, se laisseraient-ils tromper par

des démagogues qui — comme des rumeurs l'insinuaient — étaient à la solde de Bismarck ?

Ce n'est que plus tard que les libéraux s'aperçurent qu'un changement s'opérait dans la mentalité de la nation. Depuis plusieurs années ils croyaient que ce n'était qu'un revirement temporaire, un court incident de réactionnaire, condamné à disparaître bientôt. Pour eux tout défenseur des nouvelles idéologies était ou un égaré ou un renégat ; mais le nombre de ces apostats augmentait. La jeunesse n'allait plus au parti libéral. Les vieux défenseurs du libéralisme se faisaient vieux. À chaque nouvelle campagne électorale, leurs rangs s'éclaircissaient ; tous les ans, le système réactionnaire, qu'ils haïssaient, devenait plus puissant. Quelques fidèles restaient attachés aux idées libérales et démocratiques, combattant courageusement les assauts conjugués de la droite et de la gauche ; mais c'était une équipe sans espoir. Parmi les individus nés après la bataille de Königsgrätz, presque personne n'adhérait au parti libéral. Les libéraux disparaissaient. La nouvelle génération ne comprenait même pas la signification du mot.

4. L'explication courante du succès du militarisme

Dans le monde entier, la victoire écrasante du militarisme allemand a été interprétée d'après les légendes créées par la propagande des sociaux démocrates allemands. Les socialistes affirment que la bourgeoisie allemande a abandonné les principes de la liberté et a ainsi trahi le *peuple*. À partir du matérialisme historique marxiste, des théories absurdes furent inventées sur l'essence et le développement de l'impérialisme. Le capitalisme, disent-ils, aboutit nécessairement au militarisme, à l'impérialisme, à des guerres sanglantes, au fascisme et au nazisme. La finance et les grandes sociétés ont amené la civilisation au bord de la destruction ; le marxisme a le devoir de sauver l'humanité.

De telles interprétations ne résolvent pas le problème. En vérité, elles essaient intentionnellement de le faire perdre de vue. En 1860, il y avait en Allemagne, parmi les esprits politiques, quelques défenseurs de l'absolutisme dynastique, du militarisme et du gouvernement autoritaire qui s'opposaient violemment au passage du libéralisme, à la démocratie et au gouvernement populaire. Cette minorité se composait surtout des princes et de leurs courtisans, de la noblesse, des officiers de carrière de haut rang et de quelques fonctionnaires. Mais la grande majorité de la bourgeoisie, des intellectuels, et des membres des couches plus pauvres de la population qui s'intéressaient aux choses politiques, était nettement libérale et

aspirait au gouvernement parlementaire selon le modèle britannique. Les libéraux croyaient que l'éducation politique ferait de rapides progrès ; ils étaient convaincus que tout citoyen qui abandonnait l'indifférence politique et se familiarisait avec les questions politiques soutiendrait leur position sur les questions constitutionnelles. Ils se rendaient bien compte que quelques-uns des néophytes de la politique ne se joindraient pas à eux. On pouvait s'attendre à ce que ces catholiques, les Polonais, les Danois, les Alsaciens, forment leurs propres partis ; mais ces partis ne soutiendraient pas les prétentions royales. Les catholiques et les non Allemands devaient favoriser le parlementarisme dans un État en prédominance protestant et allemand.

L'accès à la politique du pays tout entier alla plus vite que les libéraux ne l'avaient prévu. À la fin des années 1870, le peuple tout entier s'inspirait d'intérêts et même de passions politiques et prenait par avec ardeur aux activités politiques ; mais les conséquences furent radicalement différentes de celles prévues par les libéraux. Le Reichstag ne s'attaqua pas sérieusement à un absolutisme à peine déguisé ; il ne posait pas la question constitutionnelle ; il ne se livrait qu'à un bavardage inutile. Plus encore : les soldats recrutés maintenant dans une nation s'intéressant à la politique devenaient si complètement dévoués que tout doute concernant leur disposition à combattre pour l'absolutisme contre un adversaire intérieur était considéré comme une absurdité.

Les questions demandant une réponse ne sont pas : Pourquoi les banquiers, les riches entrepreneurs et capitalistes ont-ils abandonné le libéralisme ? Pourquoi les professeurs docteurs et juristes n'ont-ils pas dressé des barricades ? Nous devons plutôt demander : Pourquoi la nation allemande a-t-elle renvoyé au Reichstag des membres qui n'avaient pas aboli l'absolutisme ? Pourquoi l'armée, formée pour une grande partie d'hommes votant pour les socialistes ou les catholiques, était-elle absolument loyale à ses chefs ? Pourquoi les partis antilibéraux, au premier rang desquels les sociaux démocrates, pouvaient-ils recueillir des millions de votes tandis que les groupes restés fidèles aux principes du libéralisme perdaient toujours davantage l'appui du peuple ? Pourquoi des millions d'électeurs socialistes qui s'adonnaient au bavardage révolutionnaire, consentaient-ils au gouvernement des princes et des cours ?

Dire que les grandes entreprises avaient quelques raisons de soutenir l'absolutisme des Hohenzollern ou que les marchands et armateurs hanséatiques voyaient favorablement l'accroissement de la marine n'est pas une réponse satisfaisante à ces questions. La grande majorité de la nation allemande consistait en salariés, arti-

sans, boutiquiers et petits agriculteurs. Ces hommes déterminaient le résultat des élections ; leurs représentants siégeaient au Parlement, et garnissaient les rangs de l'armée. Les essais pour expliquer le changement dans la mentalité du peuple allemand en démontrant que les intérêts de classe de la bourgeoisie riche l'ont forcé à devenir réactionnaire sont des non sens ; ils sont aussi puérils que la légende des *merchants de canon*¹ ou aussi truqués que les théories marxistes sur l'impérialisme.

¹ La doctrine « Panzerplatten » soutenait que le militarisme allemand et la tendance à accroître les forces armées étaient dues aux machinations des industries lourdes avides d'augmenter leurs profits. Voir p. 195-196.

Deuxième partie

Le nationalisme

III. Étatisme

1. La nouvelle mentalité

L'événement le plus important dans l'histoire des cent dernières années est le remplacement du libéralisme par l'étatisme. L'étatisme revêt deux formes : socialisme et interventionnisme. Les deux ont un but commun : subordonner complètement l'individu à l'État, appareil social et de coercition.

L'étatisme, comme le libéralisme à l'origine, vient d'Europe et ne s'introduisit que plus tard en Allemagne. On a affirmé que des racines autochtones allemandes de l'étatisme pouvaient être trouvées dans l'utopie socialiste de Fichte, les enseignements sociologiques de Schelling et de Hegel. Cependant, les dissertations de ces philosophes étaient si étrangères aux problèmes et aux tâches de la politique sociale et économique qu'elles ne pouvaient avoir une influence directe dans le domaine politique. Quel usage une politique pratique pouvait-elle tirer de l'affirmation de Hegel : *L'État est la réalité en acte de l'idée morale, l'esprit moral comme volonté substantielle révélée, claire à soi-même, qui se connaît et se pense et accomplit ce qu'elle sait et parce qu'elle sait ; ou de cette phrase : L'État comme réalité en acte de la volonté substantielle, réalité qu'elle reçoit dans la conscience particulière de soi universalisée est le rationnel en soi et pour soi*¹.

L'étatisme assigne à l'État le devoir de guider les citoyens et de les tenir en tutelle. Il aspire à restreindre la liberté d'action individuelle. Il cherche à façonner sa destinée et à réserver toute initiative au seul État. Il arriva en Allemagne venant de l'ouest². Saint-Simon, Owen, Fourier, Pecqueur, Sismondi, Auguste Comte en ont posé les fondations. Lorentz von Stein fut le premier auteur à fournir aux Allemands des renseignements étendus sur les nouvelles doctrines. La parution en 1842 de la première édition de son livre, *Socialisme et communisme dans la France actuelle*, fut l'événement le plus important du socialisme allemand prémarxiste. Les éléments d'intervention

¹ Hegel, *Philosophie du Droit*, Gallimard, 3^e édition, p. 190.

² Hayek, « The Counter Revolution of Sciences », *Economica*, t. VIII, pp. 9-36, 119-150, 281-320.

étatique dans la vie économique, la législation sociale et le syndicalisme¹ parvinrent aussi en Allemagne en provenance de l'ouest. En Amérique, Frédéric List se familiarisa avec les idées protectionnistes d'Alexandre Hamilton.

Le libéralisme avait appris aux intellectuels allemands à assimiler les idées occidentales avec une crainte révérencielle. À ce moment, ils pensèrent que le libéralisme était déjà dépassé ; l'intervention étatique dans la vie économique avait remplacé la vieille orthodoxie libérale ; elle aboutirait inexorablement au socialisme. Celui qui ne voulait pas paraître rétrograde devait devenir *social*, c'est-à-dire ou interventionniste ou socialiste. Les idées nouvelles mettent quelques temps à percer ; des années doivent passer avant qu'elles atteignent les larges couches d'intellectuels. Le *Système national d'économie politique* de List fut publié en 1841, quelques mois avant le livre de Stern. En 1847, Marx et Engels publièrent le manifeste communiste. Vers 1865, le prestige du libéralisme commença à disparaître. Rapidement les cours universitaires d'économie, de philosophie, d'histoire et de droit tournèrent le libéralisme en caricature. Les spécialistes des sciences sociales se surpassèrent en critiques émotives du libre-échange et du laissez-faire britanniques ; les philosophes s'acharnèrent sur l'éthique utilitariste à l'usage des *courtiers en valeurs*, le caractère superficiel des lumières et le côté négatif de la notion de liberté ; les juristes démontrèrent le paradoxe des institutions démocratiques et parlementaires ; et les historiens traitèrent du déclin moral et politique de la France et de la Grande-Bretagne. D'autre part, on apprenait aux étudiants à admirer le *royaume social des Hohenzollern* de Frédéric-Guillaume I^{er}, le socialisme noble à la Guillaume I^{er}, le grand Kaiser de la sécurité sociale et de la législation du travail. Les sociaux démocrates méprisaient la *ploutocratie* occidentale et la *pseudo-liberté* et ridiculisaient les enseignements de *l'économie bourgeoise*.

L'ennuyeuse pédanterie des professeurs et la déclamation orgueilleuse des sociaux démocrates ne pouvaient impressionner les personnes douées de sens critique. D'Angleterre pénétrèrent les idées de Carlyle, de Ruskin et des Fabien et de France, le solidarisme. Les églises de toutes croyances se joignirent au chœur. Nouvelles et pièces de théâtre répandirent la nouvelle doctrine de l'État. Shaw et Wells, Spielhagen et Gerhart Hauptmann et d'autres écrivains moins doués contribuèrent à la popularité de l'étatisme.

¹ Adolf Weber (*Der Kampf zwischen Kapital und Arbeit*, 3^e et 4^e éd., Tübingen, 1921, p. 68), dit très justement en traitant du syndicalisme allemand : *Forme et esprit... venaient de l'étranger*.

2. L'État

L'État est essentiellement un appareil de contrainte et de coercition. Le trait caractéristique de ses activités est de contraindre les citoyens par l'usage ou la menace de la force à se conduire autrement qu'ils ne voudraient.

Mais tout appareil de contrainte et de coercition n'est pas appelé État. Ce n'est que lorsqu'il est assez puissant pour maintenir son existence, au moins quelque temps, par ses seules forces qu'il est communément appelé un État. Une bande de brigands qui, en raison de la faiblesse relative de ses forces, n'a aucune chance de résister victorieusement à une autre organisation, n'a pas le droit de s'appeler un État. Un État brisera ou tolérera un gang. Dans le premier cas, le gang n'est pas un État parce que son indépendance ne dure qu'un court moment ; dans le second cas, ce n'est pas un État parce qu'il ne repose pas sur sa propre puissance. Les bandes qui faisaient des pogroms dans la Russie impériale ne constituaient pas un État parce qu'elles ne pouvaient tuer ou piller que grâce à la complicité du gouvernement.

Cette restriction de la notion d'État conduit directement aux concepts du territoire et de la souveraineté de l'État. Reposer sur sa propre puissance implique qu'il y a un espace sur la surface de la terre où le fonctionnement de l'appareil n'est pas restreint par l'intervention d'une autre organisation ; cet espace est le territoire étatique. La souveraineté (*suprema potestas*, pouvoir suprême) signifie que l'organisation repose sur son propre fondement. Un État sans territoire est un concept vide. Un État sans souveraineté est une contradiction dans les termes.

L'ensemble complexe des règles selon lesquelles les membres du gouvernement emploient contrainte et coercition s'appelle loi. Toutefois, le trait caractéristique de l'État n'est pas l'existence de ces règles en tant que telles, mais l'emploi ou la menace de la violence. Un État dont les chefs ne reconnaissent qu'une règle, celle de faire ce qui sur le moment leur semble le plus convenable, est un État sans loi. Que ces tyrans soient ou non *bienséants* ne fait aucune différence.

Le mot loi est également utilisé dans un second sens. Nous appelons loi internationale l'ensemble des accords que les États souverains ont conclu de façon expresse ou tacite concernant leurs relations mutuelles. Cependant il n'est pas essentiel, pour qu'une organisation ait la qualité d'État, que d'autres États reconnaissent son existence par la conclusion de tels accords. L'essentiel est le fait de la souveraineté à l'intérieur d'un territoire, pas les formalités.

Les personnes qui ont la direction de la machinerie étatique peuvent assumer d'autres fonctions, devoirs, ou activités. Le gouvernement peut posséder ou gérer des écoles, des chemins de fer, des hôpitaux, des asiles d'orphelins. De telles activités ne sont qu'accidentelles dans la conception de l'État. Quelles que soient les autres fonctions qu'il peut assumer, l'État est toujours caractérisé par la contrainte et la coercition qu'il exerce.

Avec la nature humaine telle qu'elle est, l'État est une institution nécessaire et indispensable. Convenablement administrée, l'État est le fondement de la société, de la coopération entre les hommes et de la civilisation. C'est l'instrument le plus bienfaisant et le plus utile dans les efforts des hommes pour promouvoir le bonheur et le bien-être. Mais c'est seulement un instrument et un moyen, non la fin ultime. Ce n'est pas Dieu. C'est simplement un appareil de contrainte et de coercition, c'est le pouvoir de police.

Il a été nécessaire de s'attarder sur ces truismes parce que les mythologies et métaphysiques de l'étatisme ont réussi à les voiler de mystère. L'État est une institution humaine et non un être surnaturel. Celui qui prononce le mot *État*, pense coercition et contrainte. Celui qui dit : Il devrait y avoir une loi sur cette question, pense : les forces du gouvernement devraient forcer les gens à faire ce qu'ils ne veulent pas faire ou à ne pas faire ce qu'ils veulent faire. Celui qui dit : cette loi devrait être mieux respectée, pense : la police devrait forcer le public à obéir à cette loi. Celui qui dit : l'État est un dieu, défie les armes et la prison. Le culte de l'État est le culte de la force. Il n'y a pas de menace plus dangereuse pour la civilisation qu'un gouvernement d'hommes incompetents, corrompus ou viles. Les pires maux que l'humanité a jamais endurés étaient infligés par de mauvais gouvernements. L'État peut-être et a souvent été au cours de l'histoire la principale source de malheur et de désastre.

L'appareil de contrainte et de coercition est toujours aux mains d'hommes mortels. Il est parfois arrivé que les gouvernements aient surpassé leurs contemporains et leurs concitoyens à la fois en compétence et en équité. Mais l'histoire nous fournit de nombreux exemples du contraire. La thèse de l'étatisme selon laquelle les membres du gouvernement et ses collaborateurs sont plus intelligents que la population et savent mieux que l'individu ce qui lui est utile est une pure sottise. Les *Führers* et les *Duces* ne sont ni des dieux, ni des représentants de Dieu.

Les traits caractéristiques essentiels de l'État et du gouvernement ne dépendent pas de leur structure particulière, ni de leur constitution. Ces traits sont présents à la fois dans les gouvernements despotiques et démocratiques. La démocratie n'est pas non plus

divine. Nous traiterons ultérieurement des avantages tirés par la société d'un gouvernement démocratique. Mais aussi grands que soient ces avantages, il ne faut jamais oublier que ces majorités sont aussi exposées que les rois et les dictateurs à l'erreur et à l'injustice. Qu'un fait semble vrai à la majorité ne prouve pas sa véracité. Qu'une politique semble opportune à la majorité ne prouve pas son opportunité. Les individus formant une majorité ne sont pas des dieux et leurs conclusions réunies ne sont pas nécessairement divines.

3. Les doctrines politiques et sociales du libéralisme

Il y a une école de penseurs qui enseigne que la coopération sociale entre les hommes peut être réalisée sans contrainte ni coercition. L'anarchisme croit à la possibilité d'établir un ordre social dans lequel tous les hommes reconnaîtraient les avantages découlant de la coopération et où tous seraient prêts à faire volontairement tout ce qu'exige le maintien de la société et à s'abstenir volontairement de ce qui est nuisible à la société. Mais les anarchistes oublient deux faits : Il y a des individus dont les capacités mentales sont si limitées qu'ils ne peuvent comprendre tous les avantages que la société leur apporte. Et il y a des individus dont la chair est si faible qu'ils ne peuvent résister à la tentation d'obtenir un avantage personnel par une action nuisible à la société. Une Société anarchiste serait à la merci de chaque individu. Nous pouvons admettre que tout adulte sain jouit de la faculté de réaliser l'utilité d'une coopération sociale et d'agir en conséquence. Cependant il est hors de doute qu'il y a des mineurs, des vieillards et des fous. Nous pouvons admettre que quiconque agit contre la société devrait être considéré comme malade mentalement et devant être soigné. Mais tant que tous ne sont pas guéris et tant qu'il y a des mineurs et des vieillards, des dispositions doivent être prises pour qu'ils ne détruisent pas la société.

Le libéralisme diffère radicalement de l'anarchie. Il n'a rien de commun avec les illusions absurdes des anarchistes. Nous devons donc souligner ce point parce que les étatistes essaient quelquefois de découvrir une similitude. Le libéralisme n'est pas assez fou pour vouloir la suppression de l'État. Les libéraux reconnaissent pleinement qu'aucune coopération sociale ni aucune civilisation ne peuvent exister sans un certain degré de contrainte et de coercition. C'est la tâche du gouvernement de protéger le système social contre les attaques de ceux dont les plans d'action sont nuisibles à sa conservation et à son fonctionnement.

La leçon essentielle du libéralisme est que la coopération sociale et la division du travail ne peuvent être réalisées que dans un système de propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire dans une société de marché ou capitalisme. Tous les autres principes du libéralisme — démocratie, liberté individuelle, liberté de parole et de la presse, tolérance religieuse, paix entre les nations — sont des conséquences de ce postulat fondamental. Ils ne peuvent être appliqués que dans une société fondée sur la propriété privée.

Partant de ce point de vue, le libéralisme assigne à l'État la tâche de protéger la vie, la santé, la liberté ou la propriété de ses sujets contre toute agression violente ou perfide.

Le fait que le libéralisme veut la propriété privée des moyens de production implique le rejet de la propriété collective des moyens de production, c'est-à-dire du socialisme. C'est pourquoi le libéralisme s'oppose à la socialisation des moyens de production. Il est illogique de dire, comme beaucoup d'étatistes, que le libéralisme a de l'hostilité ou de la haine pour l'État, parce qu'il s'oppose au transfert à l'État de la propriété des chemins de fer ou des filatures de coton. Quand un homme dit que l'acide sulfurique ne fait pas une bonne lotion pour les mains, il ne manifeste pas d'hostilité contre l'acide sulfurique comme tel ; il donne simplement son opinion sur la limitation de son usage.

Ce n'est pas la tâche de cette étude de déterminer si le programme du libéralisme ou du socialisme est plus adéquat pour atteindre les buts communs à tous les efforts politiques et sociaux, c'est-à-dire la réalisation du bonheur et du bien-être de l'homme. Nous ne faisons que décrire le rôle joué par le libéralisme ou l'antilibéralisme — qu'il soit socialiste ou interventionniste — dans l'évolution qui a conduit à l'établissement du totalitarisme. C'est pourquoi nous pouvons nous limiter à une brève description des grandes lignes du programme social et politique du libéralisme et de son fonctionnement.

Dans un ordre économique fondé sur la propriété privée des moyens de production, le marché est au centre du système. L'action du mécanisme du marché force les capitalistes et les entrepreneurs à produire de façon à satisfaire les besoins des consommateurs aussi bien et aussi bon marché que la quantité et la qualité des ressources, la main-d'œuvre disponible et l'état des connaissances techniques le permettent. S'ils ne sont pas à la hauteur de leur tâche, s'ils produisent des biens de mauvaise qualité ou trop chers, ou s'il s ne produisent pas les marchandises dont la demande est la plus urgente, ils subissent des pertes. À moins qu'ils ne modifient leurs méthodes de façon à mieux satisfaire les besoins des consommateurs, ils seront

finally classés de leur situation de capitalistes ou d'entrepreneurs. D'autres personnes sachant mieux servir le consommateur les remplaceront. Dans une économie de marché, le mécanisme des prix assure la suprématie des consommateurs. Par les prix qu'ils paient et par le chiffre de leurs achats, ils déterminent à la fois la quantité et la qualité de la production. Ils déterminent directement les prix des biens de consommation et par là même fixent indirectement les prix de tous les facteurs matériels de la production ou les salaires de la main-d'œuvre employée.

Dans une société de marché, chacun sert ses concitoyens et est servi par eux. C'est un système d'échanges mutuels de services et de marchandises, de dons et de prestations réciproques. Dans ce mécanisme qui tourne sans fin, les entrepreneurs et les capitalistes doivent adapter leurs investissements et leurs méthodes de production. Le marché choisit les entrepreneurs et les capitalistes et les remplace aussitôt que des défaillances se révèlent. Le marché est une démocratie où chaque centime a un droit de vote et où le suffrage est journalier.

En dehors du marché, il y a l'appareil social de contrainte et de coercition et ses détenteurs, le gouvernement. État et gouvernement ont le devoir de maintenir la paix intérieure et extérieure. Car ce n'est que dans la paix que le système économique peut atteindre ses fins, la satisfaction la plus complète des besoins et désirs de l'homme.

Mais qui doit commander l'appareil de contrainte et de coercition ? En d'autres termes qui doit gouverner ? C'est une des vues fondamentales de la pensée libérale que le gouvernement est fondé sur l'opinion, et qu'il ne peut donc pas subsister à la longue si les hommes qui le composent et les méthodes qu'ils appliquent ne sont pas acceptés par la majorité des gouvernés. Si la conduite des affaires politiques ne leur convient pas, les citoyens réussiront finalement à renverser le gouvernement par la violence et à remplacer les gouvernants par des hommes qui leur semblent plus compétents. Les gouvernants sont toujours une minorité. Ils ne peuvent rester en fonction si la majorité est décidée à les remplacer. Révolution et guerre civile sont le remède ultime d'un gouvernement impopulaire. Dans l'intérêt de la paix intérieure, le libéralisme est partisan d'un gouvernement démocratique. C'est pourquoi la démocratie n'est pas une institution révolutionnaire, c'est au contraire le vrai moyen d'éviter des révolutions. La démocratie est un système assurant l'adaptation pacifique du gouvernement à la volonté de la majorité. Quand les hommes en fonction et leurs méthodes ne plairont plus à la majorité de la nation, ils seront — à la prochaine élection — éliminés et rem-

placés par d'autres hommes et un autre système. La démocratie aspire à sauvegarder la paix intérieure entre les citoyens.

Le but du libéralisme est la coopération pacifique de tous les hommes. Quand la propriété privée des moyens de production existe partout et quand les lois, les tribunaux et l'administration traitent étrangers et citoyens sur un pied d'égalité, il est de peu d'importance de savoir où passe la frontière d'un pays. Personne ne peut profiter de la conquête, mais beaucoup peuvent subir des pertes dans la lutte. Les guerres ne paient plus ; il n'y a plus de motif d'agression. La population de tout territoire est libre de déterminer à quel état elle désire appartenir ou si elle préfère fonder elle-même un état. Toutes les nations peuvent coexister pacifiquement parce qu'aucune nation n'est intéressée à la dimension de son état.

Évidemment, c'est là un plaidoyer froid et dénué de passion pour la paix et la démocratie. C'est le résultat d'une philosophie utilitaire. Aussi éloigné de la mythologie mystique du droit divin des rois que de la métaphysique du droit naturel ou des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Il est fondé sur des considérations d'utilité commune. Liberté, démocratie, paix et propriété privée semblent bienfaisantes parce que ce sont les meilleurs moyens d'atteindre le bonheur et le bien-être humains. Le libéralisme peut assurer à l'homme une vie à l'abri de la crainte et du besoin, c'est tout.

Vers le milieu du XIX^e siècle, les libéraux étaient convaincus qu'ils étaient à la veille de la réalisation de leurs plans. C'était une illusion.

4. *Le socialisme*

Le socialisme aspire à un système social fondé sur la propriété publique des moyens de production. Dans une communauté socialiste toutes les ressources matérielles sont possédées et gérées par l'État. Cela implique que le gouvernement est le seul employeur et que personne ne peut consommer plus que le gouvernement ne le permet. Le terme *socialisme d'État* est un pléonasme ; toujours le socialisme est nécessairement socialiste d'État. De nos jours, le planisme est un synonyme populaire de socialisme. Jusqu'en 1917, communisme et socialisme étaient généralement employés comme synonymes. Le document fondamental du socialisme marxiste que tous les partis socialistes unis dans les différentes Associations Internationales de Travailleurs considéraient et considèrent toujours comme l'évangile éternel et inaltérable du socialisme est intitulé *Manifeste communiste*. Depuis l'ascension du bolchevisme russe, beaucoup de personnes font une différence entre communisme et

socialisme ; mais cette différenciation ne se réfère qu'à des tactiques politiques. Actuellement, communistes et socialistes ne sont en désaccord que sur les méthodes à appliquer pour parvenir aux fins qui leur sont communes.

Les socialistes marxistes allemands appellent leur parti social-démocrate. On croyait le socialisme compatible avec un gouvernement démocratique, et même que le programme de la démocratie ne pourrait être pleinement réalisé qu'à l'intérieur d'une communauté socialiste. En Europe occidentale et en Amérique, cette opinion est encore courante. En dépit de toutes les expériences fournies par les événements depuis 1917, beaucoup s'en tiennent obstinément à cette croyance que vraie démocratie et vrai socialisme sont identiques. La Russie, terre classique de l'oppression dictatoriale, est considérée comme démocratique, parce qu'elle est socialiste.

Cependant l'amour des marxistes pour les institutions démocratiques ne fut qu'un stratagème, un pieux mensonge pour tromper les masses¹. Dans une communauté socialiste il n'y a plus de place pour la liberté. Il ne peut y avoir de liberté de la presse, quand le gouvernement est propriétaire de toutes les imprimeries. Il ne peut y avoir libre choix d'une profession ou d'un commerce quand le gouvernement est le seul employeur et quand il assigne à chacun la tâche qu'il doit accomplir. Il ne peut y avoir de liberté de s'établir là où l'on veut quand le gouvernement a le pouvoir de fixer à chacun sa place. Il ne peut y avoir aucune liberté réelle de la recherche scientifique quand le gouvernement est propriétaire de toutes les bibliothèques, archives et laboratoires et qu'il a le droit d'envoyer quiconque à un endroit où il ne peut continuer ses recherches. Il ne peut y avoir de liberté dans l'art et la littérature quand le gouvernement décide qui seront les créateurs. Il ne peut y avoir ni liberté de conscience ni liberté de parole quand le gouvernement a le pouvoir d'envoyer tout opposant dans un climat nuisible à sa santé ou de lui assigner des tâches au-dessus de ses forces en ruinant ainsi sa santé et son intelligence. Dans une communauté socialiste, le citoyen individuel ne peut avoir plus de liberté qu'un soldat dans l'armée ou un pensionnaire d'orphelinat.

Mais, objectent les socialistes, la communauté socialiste diffère sur ce point essentiel de telles institutions : les habitants ont le droit de choisir le gouvernement. Ils oublient cependant que le droit de vote devient un simulacre dans un État socialiste. Les citoyens n'ont d'autres sources d'information que celles fournies par le gouvernement. La presse, la radio et les salles de réunion sont aux mains de

¹ Boukharine, *Programm of the Communists (Bolshevistes)*, p. 29.

l'administration. Nous n'avons qu'à jeter un regard sur la Russie ou l'Allemagne pour découvrir le véritable sens des élections et des plébiscites sous un régime socialiste.

La conduite de la vie économique par un gouvernement socialiste ne peut être gênée par le vote d'institutions parlementaires ou par le contrôle des citoyens. Les entreprises économiques et les investissements sont arrêtés pour de longues périodes. Ils demandent de nombreuses années pour leur préparation et leur réalisation ; leurs fruits mûrissent tard. Si une loi pénale a été promulguée en mai, elle peut être abolie sans dommage en octobre. Si un ministre des affaires étrangères a été nommé, il peut être renvoyé au bout de quelques mois. Mais des investissements industriels une fois engagés, il est nécessaire de continuer les travaux jusqu'à ce qu'ils soient terminés et d'exploiter l'usine tant que cela semble profitable. La modification du plan original serait un gaspillage. Cela implique nécessairement que le personnel du gouvernement ne puisse être aisément changé. Ceux qui ont fait le plan doivent l'exécuter. Ultérieurement, ils doivent gérer les usines construites, parce que d'autres ne peuvent prendre la responsabilité d'une direction satisfaisante. Un peuple qui accepte une seule fois les fameux plans de quatre ou cinq ans abandonne virtuellement son droit de changer de système et de personnel gouvernemental non seulement pendant la durée des quatre ou cinq ans, mais aussi pour les années suivantes, pendant lesquelles les investissements prévus doivent être utilisés. En conséquence, un gouvernement socialiste doit rester en fonction un temps indéfini. Il n'est plus le réalisateur de la volonté nationale ; il ne peut être renvoyé sans pertes sensibles si son action ne convient plus au peuple. Il a des pouvoirs irrévocables. Il devient une autorité au-dessus du peuple ; il a un droit propre à penser et à agir pour la communauté et ne tolère pas d'intervention *dans ses affaires* de la part de profanes¹.

Dans une société capitaliste, l'entrepreneur dépend du marché et des consommateurs. Il doit obéir aux ordres que les consommateurs lui transmettent en achetant ou en s'abstenant et le mandat dont ils l'ont chargé peut être révoqué à tout moment. Chaque entrepreneur et chaque propriétaire de moyens de production doit chaque jour justifier sa fonction sociale par sa soumission aux besoins des consommateurs.

La direction d'une économie socialiste n'est pas placée dans la nécessité de s'adapter au jeu du marché. Elle a un monopole absolu. Elle ne dépend pas des besoins des consommateurs. Elle décide elle-

¹ Hayek, *Freedom and Economic System* (Chicago, 1939), p. 10 sq.

même ce qu'il faut faire. Elle ne sert pas les consommateurs comme les entrepreneurs. Elle les ravitaille comme un père son enfant ou le directeur d'une école ses étudiants. C'est une autorité accordant des faveurs et non un entrepreneur empressé à attirer les consommateurs. Le commerçant remercie le consommateur de recommander sa boutique et lui demande de revenir. Mais les socialistes disent : soyez reconnaissants envers Hitler, rendez grâce à Staline ; soyez attentifs et soumis, alors le grand homme sera également gentil avec vous plus tard.

Le principal moyen de contrôle démocratique de l'administration est le budget. Pas un fonctionnaire ne peut être nommé, pas un crayon acheté si le Parlement n'a pas accordé un crédit. Le gouvernement doit rendre compte de tout centime dépensé. Il est illégal de dépasser les crédits ou de les dépenser pour d'autres fins que celles fixées par le Parlement. De telles restrictions sont impraticables pour la direction d'usines, de mines, d'exploitations agricoles et de systèmes de transport. Leurs dépenses doivent être adaptées aux conditions changeantes du moment. Vous ne pouvez déterminer à l'avance combien il faut dépenser pour désherber des champs ou pour enlever la neige sur les voies de chemin de fer. Cela doit être décidé sur place selon les circonstances. Le contrôle du budget par les représentants du peuple, l'arme la plus efficace d'un gouvernement démocratique, disparaît dans un État socialiste.

Ainsi le socialisme conduit nécessairement à la dissolution de la démocratie. La souveraineté des consommateurs et la démocratie de marché sont les traits caractéristiques du système capitaliste. Leur corollaire dans le domaine politique est la souveraineté du peuple et le contrôle démocratique du gouvernement. Pareto, Georges Sorel, Lénine, Hitler et Mussolini avaient raison de dénoncer la démocratie comme une méthode capitaliste. Chaque pas conduisant du capitalisme au planisme est nécessairement un pas vers l'absolutisme et la dictature.

Les défenseurs du socialisme, qui ne sont pas assez subtils pour s'en rendre compte, nous disent que liberté et démocratie sont sans valeur pour les masses. Le peuple, disent-ils, veut le vivre et le couvert : il est prêt à renoncer à la liberté et au droit de disposer de lui-même pour obtenir un pain meilleur et plus abondant en s'en remettant à une autorité paternelle compétente. À ceci, les vieux libéraux avaient coutume de répondre que le socialisme n'améliorerait pas, mais au contraire abaisserait le niveau de vie des masses, car le socialisme est un système de production moins efficace que le capitalisme ; mais cette réplique ne réduisait pas au silence les champions du socialisme. En admettant, répondaient beaucoup d'entre eux, que

le socialisme ne puisse donner la richesse à tous, mais une production plus faible, les masses seraient néanmoins plus heureuses, parce qu'elles partageraient leurs soucis avec tous leurs concitoyens et qu'il n'y aurait plus de classes riches pour exciter l'envie des pauvres. Les travailleurs affamés et en haillons de la Russie soviétique, nous disent-ils, sont mille fois heureux que les travailleurs occidentaux qui vivent dans le luxe par comparaison au niveau russe ; l'égalité dans la pauvreté est un état plus satisfaisant qu'un bien-être où des individus peuvent exhiber un luxe supérieur à celui de l'homme moyen.

De tels débats sont vains parce qu'ils n'atteignent pas le cœur de la question. Il est inutile de discuter les avantages allégués d'une direction socialiste. Un socialisme intégral est simplement impraticable, ce n'est pas du tout un système de production ; il aboutit au chaos et aux désillusions.

Le problème fondamental du socialisme est le problème du calcul économique. Dans un système de division du travail, la production, et donc la coopération sociale, exigent des méthodes de computation des frais exigés par les différentes méthodes pensables et capables d'atteindre des fins. Dans une société capitaliste, les prix de marchés sont les unités de calcul. Mais dans un système où tous les facteurs de production sont appropriés par l'État, il n'y a pas de marché et par conséquent ces facteurs n'ont pas de prix. Ainsi le calcul devient impossible pour les dirigeants d'une communauté socialiste. Ils ne peuvent savoir si leurs projets et leurs réalisations sont raisonnables ou non. Ils n'ont aucun moyen de découvrir laquelle des différentes méthodes de production envisagées est la plus avantageuse. Ils ne peuvent trouver une authentique base de comparaison entre les quantités des divers facteurs de production et des divers services ; ainsi, ils ne peuvent comparer les dépenses nécessaires avec la production prévue. De telles comparaisons nécessitent une unité commune et il n'y a pas d'autre unité possible que celle donnée par le système des prix de marché. Les dirigeants socialistes ne peuvent savoir si la construction d'une nouvelle voie de chemin de fer est plus avantageuse que la construction d'une nouvelle route. Et une fois décidé la construction d'une voie ferrée, ils ne peuvent savoir lequel des tracés possibles elle doit emprunter. Dans un système de propriété privée, on utilise des calculs monétaires pour résoudre de tels problèmes ; mais semblables calculs sont impossibles en comparant diverses catégories de dépenses et de revenu en nature. Il est impossible de réduire à une unité commune les quantités de diverses espèces de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, fer, charbon, matériaux de construction de différents types, machines et tout ce que la construction, l'entretien et l'utilisation de

voies ferrées nécessitent. Mais sans une telle unité commune, il est impossible de soumettre ces plans à des calculs économiques. Le planisme exige que tous les biens et services dont nous devons tenir compte puissent être réduits en monnaie. La direction d'une communauté socialiste serait dans la situation d'un capitaine de navire qui devrait traverser l'océan avec les étoiles masquées par le brouillard et sans l'aide d'un compas ou de tout autre instrument de navigation.

Le socialisme comme mode universel de production est impraticable parce qu'il est impossible de faire des calculs économiques dans un système économique socialiste. Pour l'humanité, le choix n'est pas entre deux systèmes économiques. Il est entre le capitalisme et le chaos.

5. Le socialisme en Russie et en Allemagne

Les tentatives des bolcheviks russes et des nazis allemands pour faire passer le programme socialiste dans la réalité n'ont pas rencontré le problème du calcul économique existant dans le socialisme. Ces deux systèmes socialistes ont fonctionné dans un monde dont la plus grande partie était fidèle à l'économie de marché. Les gouvernants de ces États socialistes basent les calculs nécessaires à leurs décisions sur les prix pratiqués à l'étranger. Sans l'aide de ces prix, leurs actions n'auraient ni but ni plan. Ce n'est que dans la mesure où ils se réfèrent à ce système de prix qu'ils peuvent faire des calculs, tenir une comptabilité et préparer leurs plans. En ayant ce fait présent à l'esprit, nous pouvons admettre la déclaration de divers écrivains et politiciens socialistes selon laquelle le socialisme dans un ou quelques pays n'est pas encore le vrai socialisme. Évidemment, ces hommes attachent un sens tout à fait différent à ces affirmations. Ils essaient de dire que le bienfait intégral du socialisme ne peut être obtenu que dans une communauté socialiste s'étendant au monde entier. Le reste d'entre nous, au contraire, doit reconnaître que le socialisme provoquerait un chaos complet précisément s'il était appliqué dans la plus grande partie du monde.

Les systèmes socialistes allemand et russe ont en commun le fait que le gouvernement a le contrôle complet des moyens de production. Il décide ce qui sera produit et comment. Il alloue à chaque individu, pour sa consommation, une part des biens de consommation. Ces systèmes n'auraient pas été appelés socialistes s'il en était autrement.

Mais il y a une différence entre les deux systèmes, quoiqu'elle ne concerne pas les traits essentiels du socialisme.

Le type russe du socialisme est purement bureaucratique. Toutes les entreprises économiques sont des services publics, au même titre que l'administration de l'armée ou le service postal. Chaque usine, boutique ou ferme a les mêmes relations avec l'organisation centrale qu'un bureau de poste avec les services du ministre des Postes.

Le type allemand diffère du type russe en ce que (en apparence et nominalement) il conserve la propriété privée des moyens de production et maintient les prix ordinaires, les salaires et les marchés. Cependant il n'y a plus d'entrepreneurs mais seulement des directeurs (*Betriebsführer*). Ces directeurs achètent et vendent, paient les ouvriers, contractent des dettes, paient intérêts et amortissement. Il n'y a pas de marché du travail, les salaires sont fixés par le gouvernement. Le gouvernement indique aux directeurs ce qu'ils doivent produire et comment, à quels prix et à qui ils doivent acheter, à quels prix et à qui ils doivent vendre. Le gouvernement décrète à qui et dans quelles conditions les capitalistes doivent prêter leurs fonds et où et moyennant quel salaire les ouvriers doivent travailler. L'échange de marché n'est qu'un simulacre. Tous les prix, salaires et intérêts sont fixés par le pouvoir central. Ce n'est qu'en apparence qu'il y a des prix, des salaires et des intérêts ; en réalité il y a simplement fixation de relations de quantités par des ordres de l'État. C'est le gouvernement, et non les consommateurs, qui dirige la production. C'est du socialisme masqué par du capitalisme. Quelques étiquettes de l'économie de marché capitaliste sont conservées, mais elles signifient quelque chose de tout à fait différent de ce qu'elles signifient dans une véritable économie de marché.

Dans chaque économie, la copie du modèle n'est si rigide qu'elle ne permette quelques concessions à un autre modèle. En Allemagne il y avait aussi des usines et des entreprises directement dirigées par des fonctionnaires ; il y avait surtout le système des routes nationales, les mines de charbon du gouvernement et les lignes nationales de télégraphe et de téléphone. La plupart de ces institutions sont des vestiges de la nationalisation réalisée par des gouvernements antérieurs sous le régime du militarisme allemand. En Russie, d'autre part, des entreprises et des fermes indépendantes semblent subsister, mais ces exceptions ne changent pas les caractéristiques générales des deux systèmes.

Ce n'est pas un accident que la Russie ait adopté le type bureaucratique et l'Allemagne le type *Zwangswirtschaft*. La Russie est le plus grand pays du monde et a une population faible. A l'intérieur de ses frontières, elle possède les ressources les plus vastes. Elle est beaucoup mieux dotée par la nature que n'importe quel autre pays. Elle peut sans trop grand dommage pour le bien-être de sa population,

renoncer au commerce extérieur et vivre en économie fermée ; mais sans les obstacles que le tsar avait d'abord mis à la production capitaliste et sans les insuffisances ultérieures du système bolchevik les Russes, même sans commerce extérieur, auraient pu jouir depuis longtemps du niveau de vie le plus élevé du monde. Dans un tel pays, l'application d'un système bureaucratique de production n'est pas impossible, pourvu que la direction ait la possibilité d'utiliser pour le calcul économique les prix fixés sur les marchés des pays capitalistes étrangers et d'utiliser les techniques mises au point par l'entreprise capitaliste de l'étranger. Dans ces conditions le socialisme n'aboutit pas au chaos complet, mais seulement à la pauvreté extrême. En Ukraine, il y a quelques années, dans le pays le plus fertile d'Europe, plusieurs millions de personnes mouraient littéralement de faim.

Dans un pays à prédominance industrielle, les conditions sont différentes. Le trait caractéristique d'un tel pays est que sa population doit vivre pour une grande part de denrées alimentaires et de matières premières importées¹. Ces importations doivent être payées par l'exportation de produits manufacturés, qui sont principalement fabriqués à l'aide de matières premières d'importation. Sa force vitale réside dans ses usines et dans son commerce extérieur. Compromettre le rendement de sa production industrielle équivaut à mettre en péril la base de sa subsistance. Si les usines produisent de la mauvaise qualité ou trop cher, elles ne peuvent soutenir la concurrence des marchés étrangers où elles doivent surpasser les produits d'origine étrangère. Si les exportations s'arrêtent, les importations de vivres et d'autres matières essentielles s'arrêtent de façon correspondante ; la nation perd sa principale source de subsistance.

Mais l'Allemagne est un pays à prédominance industrielle. Tout se passa très bien dans les années précédant la première guerre mondiale ; ses entrepreneurs augmentaient constamment leurs exportations. Il n'y avait pas d'autre pays en Europe où le niveau de vie des masses s'améliorait plus vite que dans l'Allemagne impériale. Il ne pouvait être question pour le socialisme allemand d'imiter le modèle russe. Cette tentative aurait immédiatement détruit l'appareil de commerce extérieur allemand, ce qui aurait soudain plongé dans

¹ Les États-Unis, quoique pays à industrie très efficace et très importante, n'est pas un pays à *prédominance* industrielle, car ils jouissent d'un équilibre entre leurs industries croissantes et leur production de denrées alimentaires et de matières premières. Par contre l'Autriche, dont l'industrie est faible comparée à celle des États-Unis, est à *prédominance* industrielle parce qu'elle dépend dans une grande mesure de l'importation de vivres et de matières premières et doit exporter presque la moitié de sa production industrielle.

la misère une nation gâtée par les bienfaits du capitalisme. Des bureaucrates ne peuvent soutenir la concurrence des marchés étrangers ; ils ne prospèrent que parce qu'ils sont protégés par l'État, avec sa contrainte et sa coercition. Les socialistes allemands furent forcés de recourir aux méthodes qu'ils appelèrent le socialisme allemand. Ces méthodes sont, il est vrai, beaucoup moins efficaces que celles de la propriété privée ; mais elles sont beaucoup plus efficaces que le système bureaucratique des Soviets.

Ce système allemand a un avantage supplémentaire. Les capitalistes allemands et les Betriebsführer, les anciens entrepreneurs, ne croyaient pas à l'éternité du régime nazi. Ils étaient au contraire convaincus que le système hitlérien s'effondrerait un jour et qu'ils seraient alors rétablis dans la propriété des usines qu'ils possédaient avant le nazisme. Ils se souvenaient qu'au cours de la première guerre mondiale, le programme d'Hindenburg les avait aussi virtuellement dépossédés et qu'avec la fin du régime impérial, ils avaient été rétablis *de facto* dans leurs droits. Ils croyaient que cela se reproduirait. C'est pourquoi ils prenaient soin de la gestion des usines dont ils étaient nominalement propriétaires et qu'ils dirigeaient. Ils firent de leur mieux pour éviter le gaspillage et conserver le capital investi. Ce n'est que grâce à ces intérêts égoïstes des Betriebsführer que le socialisme allemand a assuré une production convenable d'armements, d'avions et de navires.

Le socialisme serait tout à fait impraticable, appliqué comme système mondial de production et serait privé de la possibilité de faire des calculs économiques. Limité à un ou quelques pays entourés d'une économie capitaliste mondiale, ce n'est qu'un système inefficace. De ces deux types pratiques, le socialisme allemand est moins inefficace que le socialisme russe.

6. *L'interventionnisme*

Toutes les civilisations ont jusqu'à présent été fondées sur la propriété privée des moyens de production. Dans le passé, civilisation et propriété privée ont été étroitement liées. Si l'histoire pouvait nous apprendre quelque chose, ce serait bien que la propriété privée est inextricablement liée à la civilisation.

Les gouvernements ont toujours regardé de travers la propriété privée, les gouvernements ne sont jamais libéraux par penchant. Il est dans la nature des hommes maniant l'appareil de contrainte et de coercition de surestimer leur puissance d'action et de s'efforcer de soumettre à leur influence immédiate tous les domaines de la vie humaine. L'étatisme est la déformation professionnelle des gouver-

nants, des guerriers et des fonctionnaires. Les gouvernements ne deviennent libéraux que quand ils y sont forcés par les citoyens.

Depuis des temps immémoriaux, les gouvernements ont essayé d'intervenir dans le jeu du mécanisme du marché. Leurs efforts n'ont jamais atteint les fins visées. On attribue souvent ces échecs à l'inefficacité des mesures appliquées et à la faiblesse de leur exécution. Ce qu'il fallait, pense-t-on, était plus d'énergie et de brutalité : leur succès aurait alors été assuré. Ce n'est que depuis le XVIII^e siècle que les hommes ont commencé à comprendre que l'interventionnisme était nécessairement condamné à l'échec. Les économistes classiques ont démontré que chaque constellation du marché avait sa structure de prix correspondante. Prix, salaires, intérêts sont le résultat du jeu combiné de la demande et de l'offre. Les forces agissantes du marché tendent à rétablir cet état — naturel — lorsqu'il est troublé. Les décrets du gouvernement, au lieu d'atteindre les fins particulières recherchées, ne tendent qu'à fausser le fonctionnement du marché et à mettre en péril la satisfaction des besoins du consommateur.

Au mépris de la science économique, la doctrine très populaire de l'interventionnisme moderne affirme qu'il existe un système de coopération économique admissible comme forme permanente de l'organisation économique, qui n'est ni le capitalisme ni le socialisme. Ce troisième système est conçu comme un ordre fondé sur la propriété privée des moyens de production, dans lequel le gouvernement intervient cependant en édictant des ordres et des prohibitions concernant l'exercice des droits de propriété. On prétend que ce système d'interventionnisme est aussi loin du socialisme que du capitalisme, qu'il offre une troisième solution au problème de l'organisation sociale, qu'il est à moitié chemin entre socialisme et capitalisme ; qu'en conservant les avantages des deux, il évite les inconvénients inhérents à chacun. Telles sont les prétentions de l'interventionnisme, telles qu'elles sont présentées par la vieille école allemande de l'étatisme, par les institutionnalistes américains et par beaucoup d'autres groupes dans d'autres pays. L'interventionnisme est pratiqué — excepté par les pays socialistes comme la Russie et l'Allemagne nazie — par tous les gouvernements contemporains. Les exemples les plus marquants de politiques interventionnistes sont la *Sozialpolitik* de l'Allemagne impériale et la politique du New Deal de l'Amérique actuelle.

Les marxistes ne soutiennent pas l'interventionnisme. Ils reconnaissent l'exactitude des enseignements des économistes concernant la duperie des mesures interventionnistes. Pour autant que les doctrinaires marxistes ont recommandé l'interventionnisme, ils ne l'ont

fait que parce qu'ils le considéraient comme un instrument devant paralyser et détruire l'économie capitaliste : ils espéraient accélérer ainsi la venue du socialisme ; mais les marxistes orthodoxes méprisent l'interventionnisme en tant que réformisme paresseux, nuisible aux intérêts des prolétaires. Ils n'attendent pas la réalisation du socialisme d'un arrêt de l'évolution du capitalisme ; au contraire, ils croient que seul un plein développement des forces productives du capitalisme peut aboutir au socialisme. Les marxistes logiques s'abstiennent d'intervenir en quoi que ce soit dans ce qui leur semble être l'évolution *naturelle* du capitalisme ; mais la logique est une qualité rare chez les marxistes. Aussi la plupart des partis marxistes et des syndicats dirigés par des marxistes sont-ils des partisans enthousiastes de l'interventionnisme.

Un mélange de principes capitalistes et marxistes n'est pas admissible. Si dans une société basée sur la propriété privée des moyens de production, il y a quelques moyens de production appropriés et gérés par l'État, cela ne prouve rien en faveur d'un tel système hybride combinant socialisme et capitalisme. Les entreprises dont la propriété et la gestion appartiennent à l'État ou à des municipalités, ne changent pas les traits essentiels d'une économie de marché. Comme acheteuses de matières premières, d'équipement et de main-d'œuvre et comme vendeuses de biens et de services, elles doivent d'inclure dans la structure de l'économie de marché. Elles sont soumises aux lois déterminant la production en fonction des besoins des consommateurs. Elles doivent chercher les profits ou tout au moins éviter les pertes. Quand le gouvernement essaye d'éliminer ou d'atténuer cette dépendance en couvrant les pertes de ses usines et de ses exploitations commerciales à l'aide de deniers publics, le seul résultat est de faire passer la dépendance sur un autre plan. Les ressources nécessaires à la couverture des pertes doivent être obtenues par les impôts ; mais cette taxation a un effet sur le marché. C'est l'action du mécanisme du marché et non le gouvernement collectant ses impôts, qui décide qui supportera l'incidence de ces impôts et quelles seront leurs conséquences sur la production et la consommation. Le marché, et non le gouvernement, détermine le fonctionnement de ces entreprises à gestion étatique.

L'interventionnisme ne doit pas être confondu non plus avec le type allemand du socialisme. Le trait essentiel de l'interventionnisme est qu'il ne vise pas la suppression totale du marché ; il ne cherche pas à réduire la propriété privée à un simulacre, ni à astreindre les entrepreneurs au statut de directeurs. Le gouvernement interventionniste ne veut pas se débarrasser de l'entreprise privée ; il veut seulement réglementer son fonctionnement pas des mesures

d'intervention isolées. De telles mesures ne sont pas conçues comme des rouages formant un système complet d'ordres et de prohibitions destiné à contrôler tout l'appareil de production et de distribution ; elles ne cherchent pas à replacer l'entreprise privée et l'économie de marché par un planisme socialiste.

Pour saisir le sens et les effets de l'interventionnisme, il suffit d'étudier le fonctionnement des deux types les plus importants d'intervention : intervention par restriction et intervention par contrôle des prix.

L'intervention par restriction cherche directement à détourner la production des canaux par le marché et les consommateurs. Le gouvernement interdit la fabrication de certains biens ou l'utilisation de certaines méthodes de production ou décourage l'emploi de telles méthodes par l'imposition de taxes ou de pénalités. Il supprime aussi quelques-uns des biens disponibles pour la satisfaction des besoins humains. Les exemples les plus connus sont les droits d'importation et autres barrières commerciales. Toutes ces mesures appauvrissent le peuple dans son ensemble et ne l'enrichissent pas. Elles empêchent des hommes d'employer leurs connaissances et leur habileté, leur travail et leurs ressources matérielles, d'une façon aussi efficace que possible. Dans un marché libre, des forces sont en œuvre qui tendent à utiliser tous les moyens de production de manière à obtenir la plus haute satisfaction des besoins humains. L'intervention du gouvernement provoque un emploi différent des ressources et par là même, diminue l'approvisionnement.

Nous n'avons pas à nous demander ici si certaines mesures restrictives, en dépit de la baisse consécutive de la production, ne pourraient se justifier par des avantages dans d'autres domaines. Nous n'avons pas à discuter le problème de savoir si l'inconvénient d'élever le prix du pain par des droits d'importation sur le blé l'emporte sur l'augmentation du revenu des fermiers nationaux. Il suffit à notre cause qu'on se rende compte que des mesures restrictives ne peuvent être considérées comme des mesures accroissant richesse et bien-être, mais qu'au contraire elles se traduisent par des dépenses. Comme les subventions versées par le gouvernement sur le produit des impôts payés par les citoyens, ce ne sont pas des mesures de politique de production, mais des mesures de dépenses, ce ne sont pas les éléments d'un système de création de richesse, mais une méthode pour la consommer.

Le but du contrôle des prix est de fixer des prix, des salaires et des intérêts différents de ceux déterminés par le marché. Considérons d'abord le cas des prix maxima dans lequel le gouvernement essaie d'imposer des prix inférieurs aux prix du marché.

Les prix qui s'établissent sur un marché libre correspondent à un équilibre de la demande et de l'offre. Quiconque accepte de payer le prix du marché peut acheter autant qu'il veut. Quiconque accepte de vendre au prix du marché peut vendre autant qu'il peut. Si, sans un accroissement correspondant des quantités de biens disponibles pour la vente, le gouvernement décrète qu'achats et ventes doivent se faire à un prix inférieur, rendant ainsi illégal le fait de demander ou de payer le prix potentiel du marché, cet équilibre ne peut se maintenir. Avec un approvisionnement identique, il y a maintenant davantage d'acheteurs virtuels, à savoir ceux qui ne pourraient payer le prix supérieur du marché, mais qui peuvent acheter au prix officiel. Il y a maintenant des acheteurs virtuels qui ne peuvent acheter, quoiqu'ils soient prêts à payer le prix fixé par le gouvernement ou même un prix supérieur. Le prix n'est qu'un moyen de sélectionner les acheteurs virtuels qui peuvent acheter et ceux qui ne peuvent pas acheter. Un principe de sélection différent est entré en jeu. Ceux qui arrivent les premiers peuvent acheter, les autres sont hors de course. La conséquence visible de cet état de choses est la vue de ménagères et d'enfants faisant de longues queues devant les épiceries, spectacle familier à quiconque a visité l'Europe dans cet âge de contrôle des prix. Si le gouvernement veut éviter que seulement ceux qui arrivent les premiers (ou qui sont les amis personnels du commerçant) puissent acheter tandis que les autres s'en retournent les mains vides, il doit réglementer la distribution des stocks disponibles. Il doit introduire un système de rationnement.

Mais non seulement les plafonds de prix ne réussissent pas à accroître l'approvisionnement, ils le diminuent. Ainsi ils n'atteignent pas les fins recherchées par les autorités. Ils aboutissent au contraire à un état de choses qui, du point de vue du gouvernement et de l'opinion publique, est encore moins désirable que l'état antérieur, qu'ils se proposaient de modifier. Si le gouvernement veut permettre au pauvre de donner davantage de lait à ses enfants, il doit acheter le lait au prix du marché et le revendre à perte aux parents pauvres. La perte peut être couverte par l'impôt ; mais si le gouvernement se contente de fixer le prix du lait à un niveau inférieur à celui du marché, le résultat sera le contraire de ce qu'il veut. Les producteurs marginaux, ceux qui ont les coûts les plus élevés, s'arrêteront, afin d'éviter des pertes, de produire et de vendre du lait. Ils emploieront leurs vaches et leurs talents à d'autres fins plus profitables, et produiront par exemple du fromage, du beurre ou de la viande. Il y aura moins de lait disponible pour la consommation au lieu qu'il y en ait davantage. Le gouvernement doit alors choisir entre les deux termes d'une alternative : ou s'abstenir de contrôler le prix du lait et abroger

ses décrets, ou ajouter une seconde mesure à la première. Dans ce dernier cas, il doit fixer les prix des facteurs de production nécessaires à la production du lait à un niveau tel que les producteurs marginaux ne subissent plus de pertes et ne réduisent plus leur production ; mais alors le même problème se répète sur un plan plus lointain, il se produit un arrêt de l'approvisionnement des facteurs de production nécessaires à la production du lait et le gouvernement est de nouveau au point de départ en face de l'échec de son intervention. S'il s'entête à poursuivre ses plans, il doit aller plus loin. Il doit fixer les prix des facteurs de production nécessaires à la production des facteurs de production nécessaires à la production de lait. Le gouvernement est ainsi contraint d'aller de plus en plus loin, en fixant les prix de tous les biens de consommation, humains (c'est-à-dire travail) et matériels, et en forçant chaque entrepreneur et chaque ouvrier à continuer à travailler à ces prix et à ces salaires. Aucune branche d'industrie ne peut être exceptée de cette fixation générale des prix et des salaires et de cet ordre général de produire les quantités prescrites par le gouvernement. Si quelques branches étaient laissées libres, le résultat serait un transfert vers elles de capital et de main-d'œuvre accompagné d'une baisse correspondante de la production et des biens taxés. Cependant ce sont précisément ces biens que le gouvernement considère comme spécialement importants pour satisfaire le besoin des masses¹.

Mais quand cet état de contrôle généralisé de la vie économique est atteint, l'économie de marché a été remplacée par le type allemand du planisme socialiste. La direction étatique du bureau de protection contrôle absolument toutes les activités économiques et décide comment les moyens de production — hommes et ressources matérielles — doivent être utilisés.

Les mesures isolées de fixation des prix ne peuvent atteindre les fins recherchées ; elles produisent en fait des effets contraires à ceux voulus par le gouvernement. Si, afin d'éliminer ces conséquences inexorables et malencontreuses, le gouvernement va de plus en plus loin, il finit par transformer le système de capitalisme et d'entreprise libre en système socialiste.

Beaucoup de partisans américains et britanniques du contrôle des prix sont fascinés par le prétendu succès du contrôle nazi des prix. Ils croient que l'expérience allemande a prouvé la viabilité du

¹ Pour les deux situations dans lesquelles des mesures de contrôle des prix peuvent être efficacement utilisées dans un domaine étroitement limité, voir *Nationalökonomie* de Mises, p. 674-675 [ou *L'Action humaine* (XXX, 2) qui en est la version ultérieure. Note de Hervé de Quengo].

contrôle des prix dans un système d'économie de marché. Vous n'avez qu'à être aussi énergique, impétueux et brutal que les nazis et vous réussirez. Ces hommes, qui veulent combattre le nazisme en adoptant ses méthodes, ne voient pas que ce que les nazis ont réalisé a été l'institution d'un système de socialisme, et non une réforme des conditions d'une économie de marché.

Entre une économie de marché et le socialisme, il n'y a pas de troisième système. L'humanité doit choisir entre ces deux systèmes, à moins que le chaos soit considéré comme une alternative¹.

Il en est de même quand le gouvernement a recours aux prix minima. Pratiquement l'exemple le plus important de fixation des prix à un niveau plus élevé que ceux s'établissant sur le marché libre est le cas des salaires minima. Dans quelques pays, des taux minima de salaires sont directement décrétés par le gouvernement. Les gouvernements des autres pays n'interviennent qu'indirectement dans les salaires. Ils laissent carte blanche aux syndicats en leur abandonnant l'usage de la contrainte et de la coercition contre employeurs et employés dissidents. S'il en était autrement, les grèves n'atteindraient pas les fins recherchées. La grève ne réussirait pas à contraindre l'employeur à accorder des salaires supérieurs à ceux fixés par le marché libre, s'il était libre de remplacer les grévistes. Actuellement l'essence de la politique des syndicats est l'application de la menace ou de la violence sous la protection bienveillante du gouvernement. C'est pourquoi les syndicats représentent une partie essentielle de l'appareil étatique de contrainte et de coercition. Le fait qu'ils fixent des taux minima de salaires équivaut à une intervention du gouvernement établissant des salaires minima.

Les syndicats ont réussi à forcer les entrepreneurs à accorder des salaires plus élevés ; mais le résultat de leurs efforts n'a pas été ce qu'on leur attribuait précédemment. Les salaires majorés artificiellement provoquent le chômage permanent d'une partie considérable de la main-d'œuvre virtuelle. Avec ces taux élevés, les emplois marginaux de travail ne sont plus profitables. Les entrepreneurs sont contraints de réduire la production et la demande se ralentit sur le marché du travail. Les syndicats se soucient rarement de ce résultat inévitable de leurs activités ; le destin de ceux qui ne sont pas membres de leur association ne les concerne pas. Il en est différemment pour le gouvernement qui cherche à accroître le bien-être de toute la population et ne veut pas seulement donner des avantages aux membres des syndicats, mais aussi à ceux qui ont perdu leurs

¹ Nous passons sur le fait que par suite de l'impossibilité du calcul économique, le socialisme doit aussi aboutir au chaos.

places. Le gouvernement veut élever le revenu de tous les travailleurs ; il est contraire à ses intentions qu'un grand nombre d'entre eux ne puissent trouver un emploi.

Les effets néfastes des salaires minima sont devenus de plus en plus évidents avec les progrès du syndicalisme. Aussi longtemps qu'une partie seulement de la main-d'œuvre, pour la plupart des ouvriers qualifiés, était syndiquée, la hausse des salaires obtenue par les syndicats ne provoquait pas de chômage mais une offre accrue dans les branches d'activités où il n'y a pas de syndicats agissants ou pas de syndicat du tout. Les travailleurs qui perdaient leur emploi comme conséquence de la politique syndicale allaient sur le marché des branches libres et forçaient les salaires à baisser dans ces branches. Le corollaire de la hausse de salaires des travailleurs organisés fut une baisse des salaires des travailleurs inorganisés. Mais avec l'extension du syndicalisme, les conditions ont changé. Les travailleurs perdant maintenant leur emploi dans une branche d'industrie ont du mal pour trouver un emploi dans d'autres branches : ce sont eux les victimes.

Le chômage se produit même en l'absence de toute intervention gouvernementale ou syndicale ; mais dans un marché libre, il y a une tendance dominante à faire disparaître le chômage. Le fait que les chômeurs cherchent des emplois doit aboutir à la fixation des salaires à un niveau qui permette aux entrepreneurs d'employer tous ceux aspirant à travailler et à gagner des salaires. Mais si des taux minima de salaires empêchent un ajustement des salaires aux conditions de l'offre et de la demande, le chômage tend à devenir un phénomène de masse permanent.

Il n'existe qu'un seul moyen de faire monter le salaire du marché pour tous ceux qui désirent travailler, c'est un accroissement de la somme des biens capitaux disponibles, ce qui permet d'améliorer les méthodes techniques de production et par là même d'augmenter la productivité marginale du travail. C'est un fait regrettable qu'une grande guerre, en détruisant une partie du stock des biens capitaux, provoque nécessairement une baisse temporaire du taux des salaires réels, quand la pénurie de main-d'œuvre due à la mobilisation de millions d'hommes est surmontée. C'est précisément parce que les libéraux sont pleinement conscients de cette conséquence indésirable qu'ils considèrent la guerre comme un désastre non seulement politique, mais aussi économique.

Les dépenses publiques ne sont pas un moyen approprié de supprimer le chômage. Si le gouvernement finance ses dépenses par des prélèvements fiscaux ou par emprunt dans le public, il ampute le pouvoir d'investir et de dépenser des citoyens privés dans la même

mesure qu'il augmente sa propre capacité de dépenser. Si le gouvernement finance ses dépenses par des méthodes inflationnistes (émission d'un papier-monnaie supplémentaire ou emprunt aux banques commerciales), il entraîne une hausse générale des prix. Si alors les *taux des salaires nominaux* ne s'élèvent pas du tout ou pas dans la même proportion que les prix de marchandises, le chômage massif peut disparaître ; mais il disparaît précisément parce que les *taux des salaires réels* ont baissé.

Le progrès technique augmente la productivité de l'effort humain. La même quantité de capital et de travail produit plus maintenant qu'auparavant. Un surplus de capital et de main-d'œuvre devient disponible pour l'extension d'industries déjà existantes ou pour la création de nouvelles usines. Un *chômage technologique* peut se produire comme phénomène transitoire ; mais très rapidement les chômeurs trouveront de nouveaux emplois soit dans les nouvelles industries, soit dans les anciennes en voie d'expansion. Plusieurs millions de travailleurs sont aujourd'hui employés dans des industries créées dans les dernières décades. Et les travailleurs eux-mêmes sont les principaux acheteurs des produits de ces nouvelles industries.

Il n'y a qu'un seul remède au chômage durable des masses, c'est l'abandon de la politique d'élévation des salaires par des décrets du gouvernement ou par l'usage de la menace ou de la violence.

Ceux qui défendent l'interventionnisme parce qu'ils veulent saboter le capitalisme et parvenir en fin de compte au socialisme sont du moins logiques. Ils savent ce qu'ils veulent ; mais ceux qui ne désirent pas remplacer la propriété privée par la *Zwangswirtschaft* allemande ou le bolchevisme russe commettent une grave erreur en recommandant le contrôle des prix et la contrainte syndicale.

Les défenseurs les plus prudents et les plus subtils de l'interventionnisme sont assez habiles pour reconnaître qu'à la longue, l'intervention de l'État dans la vie économique ne réussit pas à atteindre les fins cherchées ; mais ils affirment que ce qui est nécessaire est une action immédiate, une politique à court terme. L'interventionnisme est bon parce que ses effets immédiats sont bienfaisants, quelque désastreuses que puissent être ses conséquences plus lointaines. Ne vous souciez pas du lendemain, seul compte aujourd'hui. Devant cette attitude il faut souligner deux points : 1° aujourd'hui, après des années et des décades de politiques interventionnistes, nous sommes déjà en présence des conséquences à longue échéance résultant de l'interventionnisme ; 2° L'intervention dans les salaires doit échouer même à court terme, si elle n'est pas accompagnée de mesures correspondantes de protectionnisme.

7. Étatisme et protectionnisme

L'étatisme — interventionnisme ou socialisme — est une politique nationale. Les gouvernements nationaux des divers pays l'ont adopté. Leur préoccupation est de savoir s'il favorise les intérêts de leurs propres nations. Ils ne se soucient pas du sort ou du bonheur des étrangers. Ils sont libres de tout scrupule qui les empêcherait d'infliger un dommage à des étrangers.

Nous avons déjà indiqué comment les politiques étatistes nuisaient au bien-être de toute la nation, même aux groupes ou aux classes qu'elles cherchent à avantager. Pour le but que nous nous proposons, il est encore plus important de souligner qu'aucun système national d'étatisme ne peut fonctionner dans un monde de libre échange. Étatisme et libre échange sont incompatibles dans les relations internationales, non seulement à long terme mais aussi à court terme. L'étatisme doit s'accompagner de mesures coupant les liens réunissant le marché intérieur aux marchés étrangers. Le protectionnisme moderne, avec sa tendance à rendre chaque pays aussi autonome que possible au point de vue économique, est inextricablement lié avec l'interventionnisme et sa tendance inhérente à tourner en socialisme. Le nationalisme économique est la conséquence inévitable de l'étatisme.

Dans le passé, des doctrines et des considérations variées ont poussé les gouvernements dans la voie du protectionnisme. Les économistes ont montré que tous ces arguments étaient fallacieux. Quiconque est suffisamment au courant de la théorie économique n'ose plus défendre aujourd'hui ces erreurs depuis longtemps démasquées. Ils jouent encore un rôle important dans les discussions populaires, ils forment le thème préféré des fulminations démagogiques ; mais ils n'ont rien à faire avec le protectionnisme actuel. Le protectionnisme actuel est le corollaire nécessaire de la vie politique nationale d'intervention étatique dans la vie économique. L'interventionnisme engendre le nationalisme économique, il donne ainsi naissance aux antagonismes qui provoquent la guerre. Un abandon du nationalisme économique n'est pas possible si les nations continuent leurs interventions économiques. Le libre échange dans les relations internationales exige le libre échange intérieur. Cela est fondamental pour la compréhension des relations internationales contemporaines.

Il est évident que toutes les mesures interventionnistes tendant à une hausse des prix intérieurs au profit des producteurs nationaux, et toutes les mesures dont l'effet immédiat est une hausse des coûts de production intérieurs seraient déjoués si les produits étrangers

n'étaient pas exclus de la concurrence sur le marché intérieur, ou pénalisés s'ils sont importés. Quand, toutes choses étant égales, la législation sociale réussit à abrégier les heures de travail ou à imposer d'une autre façon à l'employeur des charges supplémentaires au bénéfice des employés, l'effet immédiat est une hausse des coûts de production. La concurrence étrangère est dans des conditions plus favorables qu'auparavant à la fois sur les marchés intérieurs et extérieurs.

La reconnaissance de ce fait a depuis longtemps donné naissance à l'idée d'égaliser la législation sociale dans les différents pays. Ces plans ont pris une forme plus définitive depuis la conférence internationale réunie par le gouvernement allemand en 1890. En 1919, ils conduisirent finalement à la création du Bureau International du Travail de Genève. Les résultats obtenus furent assez faibles. La seule façon efficace d'égaliser les conditions de travail dans le monde entier aurait été la liberté de migration ; mais c'est précisément cela que les travailleurs syndiqués des pays les mieux pourvus et relativement surpeuplés combattent par tous les moyens possibles.

Les travailleurs des pays où les conditions naturelles de travail sont plus favorables et la population relativement faible bénéficient des avantages d'une productivité marginale plus élevée du travail. Ils touchent des salaires plus élevés et ont un plus haut standard de vie. Ils aspirent à protéger cette position avantageuse en interdisant ou en restreignant l'immigration¹. D'autre part, ils dénoncent comme *dumping* la concurrence des biens produits à l'extérieur par des travailleurs étrangers moins bien payés et ils demandent à être protégés contre l'importation de ces biens.

Les pays relativement surpeuplés — c'est-à-dire dans lesquels la productivité marginale du travail est inférieure à celle des autres pays — n'ont qu'un moyen de concurrencer les pays plus favorisés : salaires plus bas et niveau de vie plus bas. Les taux de salaires sont plus bas en Pologne et en Hongrie qu'en Suède ou au Canada parce que les ressources naturelles sont moins abondantes et la population relativement plus dense. Ce fait ne peut être supprimé par un accord international ou par l'intervention d'un Bureau international du

¹ Beaucoup d'Américains ne savent pas que, dans les années qui ont séparé les deux guerres, presque toutes les nations européennes ont eu recours à des lois très strictes contre l'immigration. Ces lois étaient plus rigides que les lois américaines, puisque la plupart ne prévoyaient pas de quotas d'immigration. Chaque nation cherchait à protéger son niveau des salaires — niveau bas comparé aux conditions américaines — contre l'immigration des hommes venant d'autres pays où les salaires étaient encore plus bas. Le résultat fut une haine naturelle et — en face d'un danger commun qui menaçait — la désunion.

travail. Le niveau de vie moyen est plus bas au Japon qu'aux États-Unis parce que la même quantité de travail est moins productive au Japon qu'aux États-Unis.

Étant donné ces conditions, le but des accords internationaux concernant la législation sociale et les politiques syndicales ne peut être l'égalisation des salaires, heures de travail ou autres mesures *favorables au travail*. Leur seul but pourrait être de coordonner ces questions afin qu'il n'en résulte aucun changement dans les conditions de la concurrence. Si, par exemple, des lois américaines ou la politique des syndicats provoquaient une hausse de 5% sur le coût de la construction, il serait nécessaire d'établir combien cela accroîtrait le coût de production des diverses branches d'industrie où Amérique et Japon sont en concurrence ou pourraient être en concurrence si la relation des coûts de production changeait. Il serait alors nécessaire de chercher quelle sorte de mesure pourrait grever la production japonaise de façon à ce qu'aucun changement ne se produise dans la puissance de concurrence des deux nations. Il est évident que de tels calculs seraient extrêmement difficiles. Les experts seraient en désaccord sur les méthodes à employer et sur les résultats probables ; mais même si ce n'était pas le cas, on ne pourrait arriver à un accord, car il est contraire aux intérêts des travailleurs japonais d'adopter de telles mesures de compensation. Il serait plus avantageux pour eux de développer leurs exportations au détriment des exportations américaines ; de cette façon, la demande de travail augmenterait et la condition des travailleurs japonais s'améliorerait effectivement. Guidé par cette idée, le Japon serait prêt à minimiser la hausse des coûts de production résultant des mesures américaines et répugnerait à adopter des mesures compensatoires. Il est chimérique de s'attendre à ce que des accords internationaux sur les politiques sociales et économiques puissent être substitués au protectionnisme.

Nous devons nous rendre compte que, pratiquement, toute nouvelle mesure favorable au travail, imposée aux employeurs, aboutit à une hausse des coûts de production et par là à un changement des conditions de la concurrence. S'il n'y avait le protectionnisme, de telles mesures échoueraient immédiatement dans la poursuite des fins recherchées. Elles n'aboutiraient qu'à la réduction de la production nationale et par conséquent, à un accroissement du chômage. Les chômeurs ne pourraient trouver du travail qu'à des taux inférieurs de salaires ; s'ils n'étaient pas prêts à accepter cette solution, ils resteraient chômeurs. Même les personnes à l'esprit étroit se rendraient compte que les lois économiques sont inexorables et que l'intervention étatique dans la vie économique ne peut atteindre les

fins recherchées, qu'elle doit aboutir à une situation qui — du point de vue du gouvernement et des défenseurs de sa politique — est encore moins désirable que les conditions qu'elle se proposait de modifier.

Des mesures de protection ne peuvent évidemment supprimer les conséquences inévitables de l'interventionnisme qui ne peut changer les conditions qu'en apparence et ne peut que cacher la véritable situation. Son but est la hausse des prix nationaux. Les prix plus élevés compensent la hausse des coûts de production. Le travailleur ne subit pas une amputation de son salaire nominal, mais il doit payer plus cher les marchandises qu'il veut acheter. Le problème semble réglé pour autant qu'on ne considère que le marché intérieur.

Mais cela nous conduit à un nouveau problème : le monopole.

8. Nationalisme économique et prix nationaux de monopole

Le but du tarif protecteur est d'annuler les conséquences malencontreuses de la hausse des coûts intérieurs de production provoquée par l'intervention étatique. Le dessein est de préserver la capacité de concurrence des industries nationales en dépit de la hausse des coûts de production.

Cependant, la seule imposition d'un droit d'importation ne peut atteindre cette fin que dans le cas de marchandises dont la production nationale est inférieure à la consommation intérieure. Avec des industries produisant plus qu'il n'est nécessaire pour la consommation intérieure un tarif serait à lui seul inutile, à moins d'être appuyé par un monopole.

Dans un pays européen industriel, par exemple, l'Allemagne, un droit d'importation sur le blé élève le prix intérieur au niveau du prix du marché mondial, plus le droit d'importation. Quoique la hausse du prix intérieur du blé provoque d'une part un développement de la production intérieure et d'autre part une restriction de la consommation intérieure, des importations sont encore nécessaires pour satisfaire la demande intérieure. Comme les coûts du producteur marginal de blé comprennent à la fois le prix mondial et le prix d'importation, le prix intérieur s'élève à ce niveau.

Il en est différemment des marchandises que l'Allemagne produit en quantités telles qu'une partie peut être exportée. Un droit allemand d'importation sur les produits manufacturés que l'Allemagne produit non seulement pour son marché intérieur mais aussi pour l'exportation, serait, au moins en ce qui concerne le commerce d'exportation, une mesure inutile pour compenser une hausse des

coûts intérieurs de protection. Il est vrai que cela empêcherait les industriels étrangers de vendre sur le marché allemand ; mais le commerce d'exportation continuerait nécessairement à être gêné par la hausse des coûts de production. D'autre part, la concurrence entre producteurs nationaux sur le marché intérieur éliminerait les usines allemandes dans lesquelles la production ne paie plus avec la hausse des coûts dus à l'intervention de l'État. Avec le nouvel équilibre, le prix intérieur atteindrait le niveau du prix mondial, plus une partie du droit d'importation. La consommation intérieure serait alors plus faible qu'avant la hausse des coûts de production et l'imposition de droits d'importation. La baisse de la consommation intérieure et la chute des exportations signifient la réduction de la production avec, comme conséquence, le chômage et une pression accrue sur le marché du travail aboutissant à une baisse du taux des salaires. L'échec de la Sozialpolitik devient manifeste¹.

Mais il y a encore une autre façon d'en sortir. Le fait que le droit d'importation ait isolé le marché intérieur donne aux producteurs nationaux l'occasion d'établir un monopole. Ils peuvent former un cartel et imposer aux consommateurs nationaux un prix de monopole s'élevant à un niveau à peine inférieur au prix mondial, plus le droit d'importation. Grâce aux bénéfices réalisés sur le marché intérieur, ils peuvent vendre à l'étranger à des prix plus bas. La production continue. L'échec de la Sozialpolitik est habilement caché aux yeux d'un public ignorant ; mais les consommateurs nationaux doivent payer plus cher. Ce que le travailleur gagne par la hausse des salaires et la législation sociale pèse sur sa capacité d'acheter.

Mais le gouvernement et les dirigeants syndicaux ont atteint leur but. Ils peuvent alors proclamer que les entrepreneurs avaient tort de prédire que des salaires plus élevés et davantage de lois sociales supprimeraient leurs profits et paralyserait la production.

Les mythes marxistes ont réussi à entourer le problème du monopole d'un vain bavardage. Suivant les doctrines marxistes de l'impérialisme, une tendance prédomine dans une société de marché libre vers l'institution des monopoles. Suivant ces doctrines, un monopole est un mal provenant du jeu des forces en action sur un marché libre. C'est aux yeux des réformistes le prix des inconvénients du laissez-faire ; son existence est la meilleure justification de

¹ Nous n'avons pas à considérer le cas de droits d'importation si faibles que seulement un petit nombre ou aucune industrie nationale ne peut continuer la production pour le marché intérieur. Dans ce cas, les concurrents étrangers pourraient envahir le marché national et les prix atteindraient le niveau du prix mondial, plus l'intégralité du droit d'importation. L'échec du tarif serait encore plus manifeste.

l'interventionnisme ; le premier objectif de l'intervention dans la vie économique doit être de le combattre. Une des conséquences les plus graves du monopole est qu'il engendre impérialisme et guerre.

Il y a, il est vrai, des exemples où un monopole — un monopole mondial — de quelques produits pourrait être établi sans l'appui de la contrainte et coercition de l'État. Le fait que les ressources naturelles pour la production du mercure, par exemple, sont très rares, peut donner naissance à un monopole, même en l'absence de tout encouragement gouvernemental. Il y a encore des cas dans lesquels le prix élevé des transports rend possible la création de monopoles locaux pour des marchandises pondéreuses, par exemple pour quelques matériaux de construction dans des endroits mal situés. Mais ce n'est pas le problème auquel pensent la plupart des personnes qui discutent du monopole. Presque tous les monopoles qui sont attaqués par l'opinion publique, et contre lesquels les gouvernements prétendent lutter, sont l'œuvre du gouvernement. Ce sont des monopoles nationaux créés avec la protection des droits d'importation ; ils s'effondreraient avec un régime de libre-échange.

La façon dont on traite généralement la question du monopole est tout à fait mensongère et malhonnête ; on ne saurait employer d'autre expression pour la caractériser. Le but du gouvernement est d'élever le prix intérieur des marchandises considérées au-dessus du niveau international, afin de sauvegarder à court terme l'effet de sa politique sociale. Les usines très développées de Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Allemagne n'auraient besoin d'aucune protection contre la concurrence étrangère si la politique de leurs gouvernements n'était pas d'élever les coûts intérieurs de la production ; mais ces politiques tarifaires, comme on l'a montré dans l'exemple précédent, ne peuvent agir que si un cartel impose des prix de monopole sur le marché intérieur. En l'absence d'un tel cartel national, la production baisserait car les producteurs étrangers auraient l'avantage de produire meilleur marché que ceux astreints à la nouvelle mesure sociale. Un syndicalisme très développé, appuyé par ce qu'on appelle en général une *législation sociale progressiste*, serait frustré même à court terme si les prix intérieurs n'étaient pas maintenus à un niveau supérieur au niveau mondial et si les exportateurs (à condition que les exportations puissent se poursuivre) ne pouvaient compenser les prix inférieurs à l'exportation par les prix de monopole imposés au marché intérieur. Là où le coût intérieur de production est élevé par une intervention étatique ou par la contrainte exercée par les syndicats, le commerce d'exportation a besoin d'être subventionné. Les subventions peuvent être ouvertement accordées par le gouvernement, ou elles peuvent être déguisées par un mono-

pole. Dans ce second cas, les consommateurs nationaux font les frais des subventions sous la forme de prix majorés pour les marchandises vendues meilleur marché à l'étranger par le monopole. Si le gouvernement était vraiment sincère dans son attitude contre les monopoles, il pourrait trouver un remède très simple. L'abrogation du droit d'importation supprimerait d'un seul coup le danger de monopole mais les gouvernements et leurs amis s'empressent d'élever les prix intérieurs, et leur lutte contre le monopole n'est qu'un simulacre.

Il est facile de démontrer l'exactitude de l'affirmation selon laquelle le but du gouvernement est d'élever les prix ; il suffit de se référer aux conditions dans lesquelles l'imposition d'un droit d'importation n'aboutit pas à la création d'un cartel de monopole. Les producteurs américains de blé, de coton et d'autres produits agricoles ne peuvent former un cartel pour des raisons techniques. C'est pourquoi l'administration a mis au point un système pour élever les prix grâce à une réduction de la production et par le retrait du marché de stocks importants au moyen d'achats et de prêts de l'État. Les fins atteintes par cette politique sont un substitut d'un cartel agricole impossible et d'un monopole agricole.

Les efforts de divers gouvernements pour créer des cartels internationaux ne sont pas moins frappants. Si le tarif protecteur aboutit à la formation d'un cartel national, une cartellisation internationale peut souvent être réalisée par accords entre les cartels nationaux. De tels accords sont souvent très bien servis par une autre activité étatique favorable aux monopoles, les brevets et autres privilèges accordés aux inventions nouvelles. Cependant, là où des obstacles techniques s'opposent à la création de cartels nationaux — comme c'est presque toujours le cas pour la production agricole — aucun de ces accords internationaux ne peut s'établir. Alors les gouvernements interviennent de nouveau. L'histoire de l'entre-deux guerres est celle de l'intervention étatique pour encourager le monopole et la restriction par des accords internationaux. Il y eut des plans pour des pools du blé, des restrictions sur le caoutchouc et sur l'étain et ainsi de suite¹. Évidemment la plupart s'effondrèrent très rapidement.

Telle est la véritable histoire du monopole moderne. Ce n'est pas une conséquence du capitalisme libre, ni une tendance inhérente à l'évolution capitaliste, comme les marxistes voudraient nous le faire croire. C'est au contraire le résultat des politiques gouvernementales visant à une réforme de l'économie de marché.

¹ G.-L. Schwartz, « Back to free Enterprise », *Nineteenth Century and After*, CXXXI (1942), p. 130.

9. L'autarcie

L'interventionnisme veut un contrôle étatique des conditions du marché. Comme la souveraineté de l'État national est limitée au territoire soumis à sa suprématie et n'a aucune compétence hors de ses frontières, il considère toutes les espèces de relations internationales comme un sérieux obstacle à sa politique. Le but ultime de sa politique de commerce extérieur est de se suffire à lui-même. La tendance avouée de cette politique est évidemment de réduire autant que possible les importations ; mais comme les exportations n'ont d'autre but que de payer les importations elles diminuent de façon concomitante.

L'évolution vers une autarcie économique est encore plus nette dans le cas de gouvernements socialistes. Dans une communauté socialiste, la production pour la consommation intérieure n'est plus dirigée par les goûts et les désirs des consommateurs. La direction du bureau central de la production fournit le consommateur intérieur suivant ses propres idées sur ce qui le sert le mieux ; *il prend soin du peuple*, mais il n'est plus au *service* du consommateur. Il en est toutefois différemment de la production pour l'exportation ; les acheteurs étrangers ne sont pas soumis aux autorités de l'état socialiste. Ils doivent être servis, et leurs caprices et leurs fantaisies doivent entrer en ligne de compte. Le gouvernement socialiste est souverain dans le ravitaillement des consommateurs nationaux, mais dans ses relations de commerce extérieur, il rencontre la souveraineté du consommateur étranger. Sur les marchés étrangers, il doit soutenir la concurrence d'autres producteurs produisant de meilleures marchandises à un prix moins élevé. Nous avons déjà mentionné comment la dépendance des importations étrangères, donc des exportations, influençait toute la structure du socialisme allemand¹.

Selon Marx, le but essentiel du mode de production socialiste est l'élimination du marché. Aussi longtemps qu'une communauté socialiste est forcée de vendre une partie de sa production à l'étranger — que ce soit à des gouvernements socialistes étrangers ou à des commerçants étrangers — elle continue à produire pour un marché et est soumise aux lois de l'économie de marché. Un système socialiste est défectueux tant qu'il ne se suffit pas économiquement à lui-même.

La division internationale du travail est un système de production plus efficace que l'autarcie économique de chaque nation. La même quantité de travail et de facteurs matériels de production

¹ Voir ci-dessus, p. 91.

donne une production plus grande. Ce surplus de production bénéficie à tous les intéressés. Protectionnisme et autarcie aboutissent toujours à transférer la production des centres où les conditions sont plus favorables — c'est-à-dire où le produit est le plus élevé pour les mêmes facteurs de production — aux centres où elles sont moins favorables. Les ressources les plus productives restent inutilisées tandis que les moins productives sont employées. L'effet est une baisse générale de la productivité de l'effort humain et par conséquent, une baisse du niveau de vie dans le monde entier.

Les conséquences économiques des politiques protectionnistes et de la tendance vers l'autarcie sont les mêmes dans tous les pays ; mais il y a des différences qualitatives et quantitatives. Les résultats sociaux et politiques sont différents pour les pays industriels relativement surpeuplés et pour les pays agricoles relativement peu peuplés. Dans les pays à prédominance industrielle, les prix des denrées alimentaires les plus nécessaires montent. Cela a une action plus forte et plus rapide sur le bien-être des masses que la hausse correspondante du prix des produits manufacturés dans les pays à prédominance agricole. Par contre, les travailleurs des pays industrialisés sont dans une meilleure posture pour faire entendre leurs doléances que les agriculteurs et les journaliers dans les pays agricoles. Les hommes d'État et les économistes des pays à prédominance industrielle prennent peur. Ils se rendent compte que les conditions naturelles sont en train de faire échec aux efforts de leurs pays pour remplacer les importations de denrées alimentaires et de matières premières par une production nationale. Ils comprennent que les pays industriels d'Europe ne peuvent ni nourrir ni habiller leur population à l'aide de leur seule production nationale. Ils prévoient que la tendance vers une protection renforcée, un plus grand isolement de chaque pays et finalement d'autarcie, provoqueront une terrible baisse du niveau de vie, sinon la famine. Ils cherchent donc des remèdes.

Le nationalisme agressif de l'Allemagne est poussé par ces considérations. Depuis plus de soixante ans, les nationalistes allemands ont décrit les conséquences que les politiques protectionnistes des autres nations devraient éventuellement avoir pour l'Allemagne. L'Allemagne, soulignaient-ils, ne peut vivre sans importer nourriture et matières premières. Comment paiera-t-elle ces importations quand, un jour, les nations produisant ces matières, auront réussi à développer leurs industries nationales et interdiront l'accès des exportations allemandes ? Il n'y a qu'un remède, ils le disaient eux-mêmes : nous devons conquérir plus d'espace vital, plus de *Lebensraum*.

Les nationalistes allemands ont pleinement conscience que beaucoup d'autres nations, par exemple la Belgique, sont dans la même situation défavorable ; mais il y a selon eux une différence très importante : ce sont des petites nations qui sont sans espoir. L'Allemagne est assez forte pour conquérir un plus grand territoire. Et heureusement pour l'Allemagne, disaient-ils hier, il y a deux autres nations puissantes dans la même situation que l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Ce sont les alliés naturels de l'Allemagne dans ces guerres de *have-nots* contre *haves*.

L'Allemagne n'aspire pas à l'autarcie pour faire la guerre. Elle aspire à la guerre parce qu'elle veut l'autarcie, parce qu'elle veut vivre en se suffisant économiquement à elle-même.

10. Le protectionnisme allemand

Le second empire allemand fondé à Versailles en 1871 n'était pas seulement une nation puissante ; il était aussi — en dépit de la dépression amorcée en 1873 — très prospère économiquement. Ses installations industrielles étaient extrêmement heureuses — à l'étranger et chez lui — dans la concurrence aux produits étrangers. Quelques mécontents trouvaient des défauts aux produits allemands qui, selon eux, étaient bon marché mais de qualité inférieure ; mais la grosse demande étrangère portait précisément sur de tels articles bon marché. Les masses attachent plus d'importance au prix qu'à la bonne qualité. Quiconque veut augmenter ses ventes, doit baisser ses prix.

Dans l'optimisme des années 1870, tout le monde était absolument convaincu que l'Europe était au début d'une période de paix et de prospérité. Il n'y aurait plus de guerre ; les barrières commerciales étaient condamnées à disparaître ; les hommes seraient plus désireux de construire et de produire que de détruire et de s'entre-tuer. Évidemment, les hommes prévoyants ne pouvaient ignorer le fait que la prééminence culturelle de l'Europe disparaîtrait lentement. Les conditions naturelles de production étaient plus favorables dans les pays d'outre-mer. Le capitalisme était sur le point de développer les ressources des nations arriérées. Quelques branches de production ne seraient pas capables de soutenir la concurrence des pays nouveaux. Production agricole et activité minière baisseraient en Europe ; les Européens achèteraient ces biens en exportant ses produits manufacturés ; mais on ne se tourmentait pas. L'intensification de la division internationale du travail n'était pas un désastre à leurs yeux, mais au contraire une source de meilleur approvisionnement. Le libre échange devait rendre toutes les nations plus florissantes.

Les libéraux allemands défendaient le libre échange, l'étalon-or et la liberté de la vie économique. L'industrie allemande n'avait pas besoin de protection, elle s'imposait triomphalement sur le marché mondial. C'eut été un non-sens que de mettre en avant l'argument des industries naissantes : l'industrie allemande avait atteint l'âge de la maturité.

Évidemment, il y avait encore beaucoup de pays aspirant à pénaliser les importations. Cependant la déduction de l'argument de libre échange dû à Ricardo était irréfutable. Même si tous les autres pays s'en tenaient à la protection, une nation servirait mieux ses intérêts par le libre échange. Les libéraux défendent le libre échange non dans l'intérêt des étrangers, mais dans celui de leur propre nation. Il y avait le grand exemple fourni par la Grande-Bretagne et par d'autres nations plus petites comme la Suisse. Ces pays vivaient très bien avec le libre échange. L'Allemagne devait-elle adopter leur politique ? Ou doit-elle imiter des nations à demi barbares comme la Russie ?

L'Allemagne choisit cette seconde voie. Cette décision fut un tournant de l'histoire moderne. Beaucoup d'erreurs sont commises au sujet du protectionnisme moderne de l'Allemagne.

Il est important de reconnaître d'abord que les enseignements de Frédéric List n'ont rien à voir avec le protectionnisme allemand moderne. List ne défendait pas les tarifs pour les produits agricoles. Il demandait la protection des industries naissantes et par là sous-estimait la capacité de concurrence de l'industrie allemande contemporaine. Même au début des années 1840, la production allemande était déjà beaucoup plus forte que List croyait. Trente ou quarante ans plus tard, elle était considérable sur le continent européen et pouvait soutenir avec beaucoup de succès la concurrence du marché mondial. Les doctrines de List jouèrent un rôle important dans l'évolution du protectionnisme en Europe orientale et en Amérique latine. Mais les défenseurs allemands du protectionnisme n'étaient pas fondés à invoquer List. Il ne rejetait pas absolument le libre échange ; il ne soutenait la production des industries que durant une période transitoire et il n'a jamais proposé la protection pour l'agriculture. List se serait violemment opposé à la tendance allemande du commerce extérieur des dernières soixante-cinq années.

Dans la littérature, le champion le plus représentatif du protectionnisme allemand fut Adolf Wagner. L'essence de son enseignement est celle-ci : tous les pays ayant une production excédentaire de denrées alimentaires et de matières premières cherchent à développer leur industrie intérieure et à barrer l'accès des produits manufacturés étrangers ; le monde est sur la voie de l'autarcie de

chaque nation. Dans un tel monde, quel sera le sort des nations qui ne peuvent ni nourrir ni vêtir leurs citoyens à l'aide de denrées et de matières premières nationales ? Elles sont condamnées à la famine.

Adolf Wagner n'était pas un esprit pénétrant, c'était un économiste médiocre ; il en est de même pour ses partisans. Mais ils n'étaient pas obtus au point de ne pas reconnaître que la protection n'est pas une panacée contre les dangers qu'ils décrivent. Le remède qu'ils recommandaient était la conquête de plus d'espace, la guerre. Ils demandaient une protection pour l'agriculture allemande afin d'encourager la production sur le sol pauvre du pays, parce qu'ils voulaient rendre à l'Allemagne des sources de ravitaillement extérieures en vue de la guerre imminente. Les droits d'importation sur les denrées alimentaires n'étaient à leurs yeux qu'un remède passager, une mesure pour une période de transition. Le vrai remède était la guerre et la conquête.

Cependant, il serait faux d'affirmer que ce qui a poussé l'Allemagne dans la voie du protectionnisme était le penchant à faire la guerre. Wagner, Schmöller et les autres socialistes universitaires, dans leurs conférences et leurs séminaires, ont longtemps prêché l'évangile de la conquête ; mais avant la fin du dix-neuvième siècle, ils n'osèrent répandre ces vues par écrit. Des considérations de guerre économique ne pouvaient en outre justifier la protection que pour l'agriculture ; elles ne s'appliquaient pas au cas de la protection d'industries en développement. L'argument militaire de la préparation à la guerre ne jouait pas un rôle important dans la protection de la production industrielle allemande.

Le principal motif des tarifs sur les produits industriels était la *Sozialpolitik*. La politique sociale élevait les coûts intérieurs de production et il était nécessaire de sauvegarder ses effets éphémères. Les prix intérieurs devaient s'élever au-dessus du niveau mondial afin d'échapper au dilemme ou d'abaisser les salaires nominaux ou de réduire les exportations et d'accroître le chômage. Chaque nouveau progrès de la *Sozialpolitik*, et chaque grève réussie modifiaient les conditions au détriment des entreprises allemandes et leur rendaient plus difficile la lutte contre les concurrents étrangers sur les marchés intérieurs et extérieurs. La *Sozialpolitik* tant vantée n'était possible que dans une économie protégée par des tarifs.

L'Allemagne développa aussi son système caractéristique de cartels. Les cartels imposèrent des prix élevés aux consommateurs nationaux pour vendre bon marché à l'extérieur. Ce que le travailleur gagnait par la législation sociale et les salaires syndicaux était absorbé par des prix majorés. Le gouvernement et les dirigeants syndicaux se vantaient du succès apparent de leur politique : les

travailleurs recevaient des salaires *nominaux* plus élevés ; mais les salaires *réels* ne montaient pas davantage que la productivité marginale du travail.

Cependant, seul un petit nombre d'observateurs y vit clair. Quelques économistes essayèrent de justifier le protectionnisme industriel comme une mesure destinée à sauvegarder les fruits de la *Sozialpolitik* et du syndicalisme ; ils défendaient un *protectionnisme social* (*der soziale Schutzzoll*). Ils ne reconnurent pas que tout le processus démontrait l'inutilité du gouvernement coercitif et de l'intervention syndicale dans les conditions du travail. La plus grande partie de l'opinion publique ne soupçonnait pas du tout que *Sozialpolitik* et protection étaient étroitement liées. La tendance aux cartels et au monopole était à leurs yeux une des nombreuses conséquences désastreuses du capitalisme. On accusait violemment l'avidité des capitalistes et les marxistes l'interprétèrent comme la concentration du capital que Marx avait prédite. Ils ignorèrent à dessein le fait que ce n'était pas une conséquence de la libre évolution du capitalisme, mais le résultat de l'intervention étatique, des tarifs et — dans le cas de quelques branches comme la potasse et le charbon — de la contrainte directe du gouvernement. Quelques-uns des socialistes universitaires les moins subtils (Lujas Brentano, par exemple) poussèrent l'inconséquence jusqu'à défendre en même temps le libre échange et une politique sociale plus radicale.

Dans les trente ans qui ont précédé la première guerre mondiale, l'Allemagne pouvait surpasser tous les autres pays d'Europe en politique sociale parce qu'elle s'était engagée davantage dans le protectionnisme et la cartellisation.

Quand plus tard, au cours de la dépression de 1879 et des années suivantes, les chiffres du chômage montaient rapidement parce que les syndicats ne voulaient pas accepter une réduction des salaires du temps de prospérité, les tarifs modérément protectionnistes se transformèrent en politiques hyper- protectionnistes du système des contingentements, de la dévaluation monétaire et du contrôle des changes. À cette époque, l'Allemagne n'était plus à la tête des politiques sociales : d'autres pays l'avaient dépassée. La Grande-Bretagne, jadis champion du libre échange, adoptait l'idée germanique de protection sociale. Tous les autres pays firent de même. L'hyper-protectionnisme d'aujourd'hui est le corollaire de la *Sozialpolitik*.

Il ne peut y avoir aucun doute que depuis presque soixante ans l'Allemagne a donné l'exemple en Europe à la fois de la *Sozialpolitik* et du protectionnisme ; mais les problèmes en cause ne sont pas des problèmes seulement allemands.

Les pays les plus avancés d'Europe ont des ressources nationales réduites, ils sont relativement surpeuplés. Ils sont très mal placés au regard de la tendance actuelle à l'autarcie, aux barrières contre les migrations, à l'expropriation des investissements à l'étranger. L'isolement signifie pour eux une grosse diminution des niveaux de vie. Après cette guerre la Grande-Bretagne — ses actifs à l'étranger disparus — se trouve dans la même situation que l'Allemagne. Il en est de même de l'Italie, de la Belgique, de la Suisse. La France est peut-être mieux placée à cause de son faible taux de natalité ; mais même les pays plus petits, à prédominance agricole, de l'Europe orientale sont dans une situation critique. Comment paieront-ils les importations de coton, de café, des différents produits minéraux et autres ? Leur sol est beaucoup plus pauvre que celui du Canada ou de la « wheat belt » américaine ; leurs produits ne peuvent soutenir la concurrence sur le marché international.

Aussi le problème n'est pas un problème allemand, c'est un problème européen. Ce n'est un problème allemand que dans la mesure où les Allemands ont essayé — en vain — de le résoudre par la guerre et la conquête.

IV. Étatisme et nationalisme

1. Le principe de nationalité

Au début du XIX^e siècle, le vocabulaire politique de citoyens du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ne faisait pas de différence entre les concepts d'État, de peuple et de nation. Les conquêtes qui étendaient le royaume et qui amenait des pays et leurs habitants sous sa soumission, ne changeaient pas la dimension de l'État et de la nation. Ces régions annexées, de même que les établissements outre-mer de sujets britanniques, restaient en dehors de l'État et de la nation, c'étaient la propriété de la couronne sous le contrôle du parlement. La nation et le peuple se composaient des citoyens des trois royaumes d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. L'Angleterre et l'Écosse avaient formé une union en 1707 ; en 1801 l'Irlande s'était jointe à cette union. Il n'y avait aucune intention d'incorporer à cet ensemble les citoyens établis de l'autre côté de la mer en Amérique du Nord. Chaque colonie avait son propre parlement et son propre gouvernement local. Quand le Parlement de Westminster chercha à inclure dans sa juridiction les colonies de Nouvelle-Angleterre et celles situées plus au sud, il provoqua le conflit qui aboutit à l'indépendance américaine. Dans la Déclaration d'Indépendance, les treize colonies se nomment elles-mêmes un peuple différent du peuple représenté au Parlement de Westminster. Les colonies individuelles ayant proclamé leur droit à l'indépendance formèrent une union politique et donnèrent ainsi à la nouvelle nation engendrée par le nature et par l'histoire, une organisation politique adéquate.

Même au temps du conflit avec l'Amérique, les libéraux britanniques sympathisaient avec les buts des colons. Au cours du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne a pleinement reconnu le droit des blancs établis dans les possessions d'outre-mer d'établir des gouvernements autonomes. Les citoyens des dominions ne sont pas citoyens de la nation britannique. Ils forment des nations indépendantes, avec tous les droits reconnus aux peuples civilisés. Aucun effort n'a été fait pour agrandir le territoire dont les membres sont envoyés au Parlement de Westminster. Si l'autonomie est accordée à une partie de l'empire, cette partie devient un État avec sa propre constitution. L'étendue du territoire dont les citoyens sont représentés au Parlement à Londres ne s'est pas étendue depuis 1801 ; elle fut diminuée par la fondation de l'État libre d'Irlande.

Pour les révolutionnaires français, les termes État, nation et peuple étaient également identiques. La France était pour eux le pays défini par les frontières historiques. Des enclaves étrangères (comme l'Avignon des papes et les possessions des princes allemands) faisaient partie de la France selon le droit naturel et devaient donc être réunies. Les guerres victorieuses de la Révolution et de Napoléon Ier reléguèrent temporairement ces notions dans l'oubli ; mais après 1815, elles retrouvèrent leur signification première. La France est le pays dont les frontières étaient fixées par le Congrès de Vienne. Napoléon II incorpora plus tard la Savoie et Nice à son royaume, région de langue française qui n'avait plus de place dans le nouveau royaume d'Italie ou l'État de Savoie-Piémont-Sardaigne s'était amalgamé. Les Français n'étaient pas enthousiasmés par cet agrandissement de leur pays ; les nouvelles régions furent longues à assimiler dans la communauté française. Les plans de Napoléon III visant à acquérir la Belgique, le Luxembourg et la rive gauche du Rhin n'étaient pas populaires en France. Les Français ne considéraient pas les Wallons ou les Suisses de langue française ou les Canadiens comme membre de leur nation ou de leur peuple. À leurs yeux, ce sont des étrangers de langue française, de bons vieux amis, mais ce ne sont pas des Français.

Il en était différemment pour les libéraux allemands et italiens. Les États qu'ils voulaient former étaient le produit de guerres dynastiques et de mariages ; on ne pouvait les considérer comme des entités naturelles. À la vérité, il eût été paradoxal d'anéantir le despotisme de la branche cadette des Reuss afin d'établir un gouvernement démocratique dans les territoires disséminés, possédés par ce potentat. Les sujets de telles principautés ne se considéraient pas comme citoyens de Reuss ou de Saxe-Weimar-Eisenach, mais comme Allemands. Ils n'aspiraient pas à une Schaumburg-Lippe libérale, ils voulaient une Allemagne libérale. Il en était de même en Italie, les libéraux italiens ne combattaient pas pour un État libre de Parme ou de Toscane, mais pour une Italie libre. Aussitôt que le libéralisme atteignit l'Allemagne et l'Italie, ce problème de l'étendue de l'État et de ses frontières se posait. Sa solution semblait facile. La nation est la communauté de toutes les personnes parlant la même langue ; les frontières de l'État doivent coïncider avec les démarcations linguistiques. L'Allemagne est le pays habité par les individus de langue allemande ; l'Italie est le pays des individus parlant italien. Les vieilles frontières tracées par les intrigues dynastiques étaient condamnées à disparaître. Aussi le droit de libre disposition et du gouvernement par le peuple, exposé par le libéralisme occidental, se transforma en principe des nationalités aussitôt que le libéralisme

devint un facteur politique en Europe centrale. La terminologie politique commence à faire une distinction entre État et nation (peuple). Le peuple (nation) est composé de tous les hommes parlant la même langue ; la nationalité signifie communauté de langue.

Suivant ces idées, chaque nation doit former un État indépendant comprenant tous les membres de la nation. Une fois cela atteint, il n'y aura plus de guerres. Les princes se combattent parce qu'ils veulent accroître leur puissance et leur richesse par la conquête. Ces objectifs n'existent plus avec les nations. L'étendue du territoire d'une nation est déterminée par la nature. Les frontières nationales sont les frontières linguistiques. Aucune conquête ne peut rendre une nation plus grande, plus riche ou plus puissante. Le principe des nationalités est la règle d'or de la loi internationale qui apportera à l'Europe une paix sans troubles. Tandis que des rois projetaient encore des guerres et des conquêtes, les mouvements révolutionnaires de la Jeune Allemagne et de la Jeune Italie coopéraient déjà pour la réalisation de cette heureuse constitution de la nouvelle Europe. Les Polonais et les Hongrois se joignirent à eux. Leurs aspirations rencontraient aussi les sympathies de l'Allemagne libérale et les poètes allemands glorifiaient les luttes des Polonais et des Hongrois pour leur indépendance.

Cependant, les aspirations des Polonais et des Magyars diffèrent considérablement de celles des libéraux allemands et italiens. Les premiers aspirent à une reconstruction de la Pologne et de la Hongrie dans leurs anciennes frontières historiques. Ils ne regardent pas en avant vers une nouvelle Europe libérale, mais en arrière vers le passé glorieux de leurs rois et conquérants vainqueurs, tel qu'il est décrit par leurs historiens et leurs écrivains. La Pologne était pour les Polonais tous les pays que leurs rois et leurs magnats avaient jadis dominés. La Hongrie était pour les Magyars tous les pays gouvernés au moyen âge par les successeurs de Saint-Étienne. Il leur importait peu que ces royaumes comprissent des individus parlant d'autres langues que le polonais et le hongrois. Polonais et Magyars affectaient d'adopter les principes des nationalités et de libre disposition et cette attitude rendait leur programme sympathique aux libéraux de l'Occident. Cependant leurs projets n'étaient pas la libération, mais l'oppression d'autres groupes linguistiques.

Il en était de même des Tchèques. Il est vrai qu'au début quelques champions de l'indépendance tchèque proposèrent un partage de la Bohême suivant les démarcations linguistiques ; mais ils furent très vite réduits au silence par leurs concitoyens pour lesquels le droit des Tchèques à disposer d'eux-mêmes était synonyme d'oppression des millions de non-Tchèques.

Le principe des nationalités était dérivé du principe libéral de libre disposition. Mais Polonais, Tchèques et Magyars subsistaient à ce principe démocratique un nationalisme agressif visant à la domination de peuples parlant d'autres langues. Très rapidement les nationalistes allemands et italiens et beaucoup d'autres groupes linguistiques adoptèrent la même attitude.

Ce serait une erreur que d'attribuer la montée du nationalisme moderne à la perversité humaine. Les nationalistes ne sont pas des agressifs innés, ils deviennent agressifs par leur conception du nationalisme. Ils sont placés dans des conditions que ne connaissent pas les champions du vieux principe de libre disposition et leurs préjugés étatistes les empêchent de trouver d'autre solution aux problèmes qui leur sont posés que celle fournie par un nationalisme agressif.

Ce que les libéraux de l'Occident n'ont pas reconnu, c'est qu'il y a de vastes territoires habités par des peuples de langues différentes. Ce fait important pouvait être négligé dans l'Europe occidentale, mais ne pouvait pas l'être en Europe orientale. Le principe des nationalités ne peut jouer dans un pays où les groupes linguistiques sont inextricablement mélangés. Dans ce cas, vous ne pouvez tracer des frontières qui séparent nettement les groupes linguistiques. Chaque division territoriale laisse nécessairement des minorités sous un gouvernement étranger.

Le problème se complique singulièrement en raison du caractère changeant des structures linguistiques. Les hommes ne restent pas nécessairement au lieu de leur naissance. Ils ont toujours migré des régions relativement surpeuplées dans les régions peu peuplées. Dans notre âge de progrès économique rapide réalisé par le capitalisme, la propension à migrer s'est accrue d'une façon sans précédent. Des millions d'hommes vont des régions agricoles vers les centres miniers, commerciaux, industriels. Des millions d'hommes partent des pays où le sol est pauvre vers ceux offrant des conditions plus satisfaisantes pour l'agriculture. Ces migrations transforment des minorités en majorités et vice versa. Elles apportent des minorités étrangères dans des pays autrefois homogènes au point de vue linguistique.

Le principe des nationalités était fondé sur l'hypothèse que chaque individu conserve toute sa vie sa langue maternelle, qu'il a apprise dans sa première enfance. Cela est aussi une erreur, les hommes peuvent changer de langue au cours de leur vie ; ils peuvent parler journellement et habituellement une langue autre que celle de leurs parents. L'assimilation linguistique n'est pas toujours le résultat spontané des conditions dans lesquelles vivent les individus. Elle est provoquée non seulement par le milieu et les facteurs culturels,

mais le gouvernement peut l'encourager ou même la réaliser par la contrainte. C'est une illusion de croire que la langue est un critérium non arbitraire pour une délimitation impartiale des frontières. Dans certaines conditions, l'État peut influencer le caractère linguistique de ses citoyens.

Le principal instrument de dénationalisation obligatoire est l'enseignement. L'Europe occidentale a développé le système d'enseignement public obligatoire ; il se présenta à l'Europe orientale comme une réalisation de la civilisation occidentale ; mais dans des territoires où plusieurs langues sont parlées, il se transforma en une arme redoutable aux mains de gouvernements décidés à modifier l'allégeance linguistique de leurs sujets. Les philanthropes et pédagogues anglais qui furent les défenseurs de l'enseignement public n'avaient pas prévu quelles tempêtes de haine et de ressentiment cette institution soulèverait.

Cependant l'école n'est pas le seul instrument d'oppression linguistique et de tyrannie. L'étatisme a mis entre les mains de l'État une centaine d'autres armes. Chaque acte du gouvernement qui peut et doit être exécuté avec un pouvoir discrétionnaire de l'administration peut être utilisé pour la réalisation des buts politiques du gouvernement. Les membres de la minorité linguistiques sont traités comme des adversaires ou des hors-la-loi. Ils demandent en vain des autorisations de change dans un système de contrôle des changes, ou des autorisations d'importer dans un système de contingentements. Leurs boutiques et leurs usines, les clubs, leurs établissements scolaires et lieux de réunion sont fermés par la police sous le prétexte de violation de lois sur la construction ou des règlements contre l'incendie. Leurs fils échouent pour quelque raison dans les examens préparant aux fonctions publiques. On leur refuse la protection de leurs biens, de leurs personnes et de leurs vies lorsqu'ils sont attaqués par des bandes armées formées par des membres zélés du groupe linguistique dominant. Ils ne peuvent même pas essayer de se défendre eux-mêmes : les autorisations nécessaires pour la possession des armes leur sont refusées. Les agents du fisc trouvent toujours qu'ils doivent au trésor beaucoup plus que le montant figurant sur les déclarations qu'ils ont remplies.

Tout ceci montre clairement pourquoi les essais faits par la Société des Nations pour protéger les minorités par une loi internationale étaient condamnés à l'échec. Une loi ne peut protéger personne contre des mesures dictées par de prétendues considérations d'opportunité économique. Toutes les sortes d'intervention étatique dans la vie économique faites dans des pays peuplés de groupes linguistiques différents sont utilisées pour causer des dommages aux

parias. Tarifs douaniers, fiscalité, réglementation des changes, subventions, législation sociale, etc., peuvent toujours être utilisés à des fins de discrimination, quoique cela ne puisse être prouvé dans une procédure judiciaire. Le gouvernement peut toujours justifier ces mesures comme dictées par des considérations purement économiques. À l'aide de telles mesures et sans aucune violation formelle de la justice légale, la vie peut être rendue intenable pour les indésirables. Dans un âge d'interventionnisme et de socialisme il n'y a aucune protection légale valable contre un gouvernement mal intentionné. Chaque intervention du gouvernement dans la vie économique devient un acte d'hostilité nationale contre les membres des groupes linguistiques persécutés. Avec le progrès de l'étatisme, l'antagonisme entre groupes linguistiques devient plus aigu et plus implacable.

Ainsi la signification des concepts de la terminologie politique occidentale subit un changement radical en Europe centrale et orientale du fait d'une distinction entre le bon État et l'État mauvais. On a le culte de l'État comme l'ont tous les étatistes ; mais on pense au bon État, c'est-à-dire celui dans lequel son propre groupe linguistique domine. Leur État est un Dieu pour eux, les autres États dans lesquels leur groupe linguistique ne domine pas sont selon eux des démons. Leur concept de concitoyens englobe tous les individus parlant leur langue, tous les *Volksgenossen*, comme disent les Allemands, sans considération du pays où ils vivent ; il ne comprend pas les citoyens de leur État, qui parlent une autre langue. Ce sont des adversaires et des barbares. Les *Volksgenossen* vivant sous un joug étranger doivent être libérés, ils forment des irrédentismes, des peuples non recouvrés.

Et tout moyen est juste et bon s'il peut rapprocher le jour où ils seront recouvrés. Tromperie, assauts criminels et meurtre sont de nobles vertus s'ils servent la cause de l'irrédentisme. La guerre pour la libération des *Volksgenossen* est juste. La grandeur du groupe linguistique et la gloire de l'État véritable et authentique sont le critérium suprême de moralité. Une seule chose compte, leur propre groupe linguistique, la communauté des hommes parlant la même langue, la *Volksgemeinschaft*.

2. Le groupe linguistique

Économistes, sociologues et historiens nous ont donné des définitions différentes du terme nation ; mais nous ne nous intéressons pas à la signification que la science sociale y attache. Nous cherchons la signification que les défenseurs européens du principe des

nationalités attachent aux concepts de nation et de nationalité. Cela est important pour établir la façon dont ces termes sont utilisés dans le vocabulaire de l'action politique actuelle et le rôle qu'ils jouent dans la vie actuelle et les conflits contemporains.

Le principe des nationalités est inconnu aux hommes politiques américains ou australiens. Quand les Américains se libérèrent de la domination de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et du Portugal leur but était la libre disposition d'eux-mêmes et non la création d'États nationaux au sens que le principe des nationalités a donné au terme nation. Au point de vue linguistique, ils ressemblaient aux vieux pays d'outre-mer d'où leurs ancêtres étaient partis pour l'Amérique. Les individus qui forment maintenant les États-Unis d'Amérique n'ont jamais voulu annexer le Canada qui parle anglais. Les Canadiens de langue française qui résistaient au système britannique d'administration, n'ont pas combattu pour un État de langue française. Les deux groupes linguistiques ont coopéré de façon plus ou moins pacifique à l'intérieur du Dominion du Canada ; il n'y a pas d'irréductibilité. L'Amérique latine ne connaît pas non plus de problèmes linguistiques. Ce qui sépare l'Argentine du Chili ou le Guatemala du Mexique n'est pas la langue. Il y a aussi bien des conflits raciaux, sociaux, politiques et même religieux dans l'hémisphère occidental ; mais dans le passé aucun problème linguistique sérieux n'est venu troubler la vie politique américaine.

En Asie il n'y a pas non plus actuellement de grands antagonismes linguistiques. L'Inde n'est pas homogène au point de vue de la langue ; mais la divergence religieuse entre l'hindouisme et l'Islam est beaucoup plus importante que le problème des idiomes.

Peut-être les conditions peuvent-elles bientôt changer ; mais pour le moment, le concept de nationalité est plus ou moins un concept européen. C'est le problème politique principal de l'Europe.

Suivant le principe des nationalités, chaque groupe linguistique doit former un État indépendant et cet État doit enfermer tous les individus parlant cette langue. Le prestige de ce principe est si grand qu'un groupe d'hommes qui a quelque raison de vouloir former un État indépendant ne répondant pas au principe des nationalités, s'empresse de modifier sa langue afin de justifier ses aspirations à la lumière de ce principe.

Les Norvégiens parlent et écrivent maintenant un idiome presque identique à celui du Danemark ; mais ils ne sont pas prêts à renoncer à leur indépendance politique. Afin de fournir un appui linguistique à leur programme politique, d'éminents Norvégiens ont voulu créer un langage propre, former à l'aide de leurs vieux dialectes locaux une nouvelle langue, quelque chose d'analogue au

vieux nordique tombé en désuétude depuis le XVe siècle. Le plus grand écrivain norvégien, Henri Ibsen, considérait ces efforts comme fous et les a traités comme tels dans *Peer Gynt*¹.

Le peuple irlandais parle et écrit anglais. Quelques-uns des meilleurs écrivains de langue anglaise sont des Irlandais ; mais l'Eire veut être politiquement indépendante. C'est pourquoi les Irlandais croient nécessaire de retourner au vieil idiome gaélique jadis usité dans leur pays. Ils ont été rechercher cette langue dans de vieux livres et manuscrits et ont essayé de lui donner une vie nouvelle ; ils y ont même réussi dans une certaine mesure.

Les sionistes veulent créer un État indépendant composé des individus professant la religion juive. Pour eux les juifs sont un peuple et une nation. Il n'est pas dans notre sujet d'apprécier si les arguments historiques mis en avant pour justifier ces revendications sont exacts ou non, ou si le plan est sain ou non d'un point de vue politique. Cependant, il est un fait, c'est que les juifs parlent beaucoup de langages différents ; du point de vue du principe des nationalités les aspirations du sionisme ne sont pas moins irrégulières que celles des Irlandais. C'est pourquoi les sionistes essaient de pousser les juifs à parler et à écrire l'hébreu. Ces plans ont un caractère paradoxal du fait qu'au temps du Christ, les habitants de la Palestine ne parlaient pas hébreu ; leur langue était l'araméen. L'hébreu était uniquement la langue de la littérature religieuse, il n'était pas compris par le peuple. La seconde langue généralement connue était le grec².

Les faits démontrent le sens et le prestige des nationalités. Les termes nation et nationalité tels qu'ils sont utilisés par les défenseurs de ce principe sont équivalents au terme *groupe linguistique*. Les termes utilisés pour cette question dans l'empire des Habsbourg étaient *die nationale Frage* (la question nationale) avec comme synonyme *die Sprachenfrage* (le problème linguistique), *nationale Kämpfe* (lutttes nationales), *Spachenkämpfe* (lutttes linguistiques). Le principal sujet de conflit a toujours été de savoir la langue qui devait être utilisée par l'administration, par les tribunaux, l'armée, et quelle langue devait être enseignée dans les écoles.

¹ Acte IV, scène dans l'asile de fous.

² Kenyon, « The Bible as Christ Knew It », *The History of christianity in the Light of Modern Knowledge* (London, 1929), p. 172. Quelques sionistes ont défendu le Yiddish comme leur langue nationale ; mais ils ne réussirent pas à l'établir. Le Yiddish est un dialecte allemand avec quelques mots empruntés à l'hébreu et davantage aux langues slaves. C'est le dialecte parlé par les Juifs d'origine allemande dans l'Europe du Nord-Est. Les journaux en caractères hébreux imprimés et vendus en Amérique ne sont pas rédigés en hébreu, mais en yiddish.

Les ouvrages et journaux anglais et français commettent une sérieuse erreur en se référant à ces conflits comme à des conflits raciaux. Il n'y a pas de conflit de races en Europe. Aucun signe corporel distinctif que l'anthropologue puisse établir à l'aide de méthodes scientifiques d'anatomie ne distingue les hommes appartenant aux différents groupes. Si vous présentez l'un d'entre eux à l'anthropologue, il serait incapable de dire par des méthodes biologiques si c'est un Allemand, un Tchèque, un Polonais ou un Hongrois.

Les individus appartenant à l'un quelconque de ces groupes n'ont pas non plus d'origine commune. La rive droite de l'Elbe, tout le nord-est de l'Allemagne n'étaient habités il y a huit cents ans que par des tribus slaves ou baltes. Elles ne devinrent de langue allemande qu'au cours du processus que les historiens allemands ont appelé la colonisation de l'Est. Des allemands de l'Ouest et du Sud ont émigré dans cette région ; mais dans l'ensemble la population actuelle descend des indigènes slaves et baltes qui, sous l'influence de l'Église et de l'école, ont adopté la langue allemande. Naturellement les chauvinistes prussiens affirment que les Slaves et les Baltes ont été exterminés et que toute la population actuelle descend de colons allemands. Il n'y a pas la moindre preuve de cette doctrine. Les historiens prussiens l'ont inventée afin de justifier aux yeux des nationalistes allemands la revendication prussienne d'établir l'hégémonie de la Prusse en Allemagne ; mais ils n'ont tout de même jamais osé nier que l'ascendance slave des dynasties princières autochtones (de Poméranie, Silésie et Mecklembourg) et de la plus grande partie des familles aristocratiques est hors de doute. La reine Louise de Prusse, que tous les nationalistes allemands considèrent comme le modèle de la femme allemande, descendait de la maison ducale de Mecklembourg, dont l'origine slave n'a jamais été contestée. Un grand nombre de familles de l'Allemagne du Nord-Est remontent à des ancêtres slaves. Les arbres généalogiques de la bourgeoisie et de la paysannerie ne peuvent évidemment remonter aussi loin que ceux de la noblesse ; cela suffit à expliquer que la preuve de l'origine slave ne puisse être établie pour elles. Il est en vérité paradoxal d'admettre que les princes et chevaliers slaves aient exterminé leurs serfs slaves afin de fonder leurs villages avec des serfs allemands immigrés.

Le passage de l'un de ces groupes linguistiques à un autre ne s'est pas seulement produit dans les temps reculés. Il s'est produit et se produit si fréquemment que personne ne le remarque. Beaucoup de personnalités marquantes dans le mouvement nazi en Allemagne, en Autriche et dans les districts slaves, hongrois et roumains re-

vendiqués par le nazisme étaient les fils de parents dont la langue n'était pas l'allemand. Des conditions semblables prédominent dans toute l'Europe. Dans de nombreux cas, le changement de souveraineté d'est accompagné par un changement du nom de famille ; plus souvent, les individus ont conservé leurs noms de famille à consonance étrangère. Les poètes belges Maeterlinck et Verhaeren ont écrit en français ; leur nom suggère une ascendance flamande. Le poète hongrois Alexandre Petöfi, qui fut tué pour la cause de la révolution hongroise à la bataille de Schässburg, (1849) était le fils d'une famille slavone nommée Petrovics. Des milliers de cas analogues sont connus de ceux qui sont familiers du sol et des peuples d'Europe. L'Europe est aussi un creuset ou plutôt un ensemble de creusets.

À chaque fois que la question se pose de savoir si un groupe doit être considéré comme une nation distincte et donc fondé à réclamer l'autonomie politique, il faut distinguer si l'idiome en cause est une langue distincte ou un dialecte. Les Russes soutiennent que l'Ukrainien ou le Ruthénien est un dialecte, comme le *Platt-Deutsch* de l'Allemagne du Nord ou le provençal dans le midi de la France. Les Tchèques usent du même argument contre les aspirations politiques des Slovaques et les italiens contre l'idiome rhéto-roman.

Il n'y a que peu d'années que le gouvernement suisse a donné au roman le statut légal de langue nationale. Beaucoup de nazis déclarent que le Hollandais n'est pas une langue, mais un dialecte allemand, un Platt qui s'est arrogé le statut de langue.

Le principe des nationalités n'a pénétré que tardivement dans la pensée politique de la Suisse. Pour deux raisons, la Suisse a résisté jusqu'à présent victorieusement à son pouvoir de désintégration.

Le premier facteur est la qualité des trois langues principales de la Suisse : allemand, français et italien. Pour chaque habitant de l'Europe continentale, c'est un grand avantage que d'apprendre l'une de ces langues. Si un Suisse allemand acquiert la connaissance du français ou de l'italien, il ne devient pas seulement mieux équipé pour la vie économique, mais il accède à l'une des grandes littératures mondiales. Il en est de même du suisse roman ou italien en apprenant l'italien ou l'allemand. C'est pourquoi le Suisse ne s'oppose pas à une éducation bilingue. Il considère comme un grand avantage pour ses enfants d'apprendre une ou deux autres des langues principales du pays. Mais qu'est-ce qu'un wallon gagnerait à connaître le flamand, le Slovaque à connaître le hongrois ou le hongrois à connaître le roumain ? il est presque indispensable pour un Polonais ou un Tchèque cultivé de connaître l'allemand ; mais pour un Allemand, c'est une perte de temps que d'apprendre le tchèque

ou le polonais. Cela explique pourquoi le problème de l'enseignement est de moindre importance dans les conditions linguistiques de la Suisse.

Le second facteur est la structure politique. Les pays d'Europe orientale n'ont jamais été libéraux. Ils sautèrent de l'absolutisme monarchique à l'étatisme. Depuis les années 1850 ils sont restés fidèles à la politique d'interventionisme qui n'a envahi l'Occident que dans les dernières décades. Leur nationalisme économique intransigeant est une conséquence de leur étatisme. Mais au début de la première guerre mondiale, la Suisse était encore un pays à prédominance libérale. Depuis lors, elle a de plus en plus tourné à l'interventionnisme et le problème linguistique s'en est trouvé aggravé. Il y a un irrédentisme italien dans le Tessin italien, il y a un parti pro-nazi dans les régions de langue allemande et il y a des nationalistes français dans le Sud-Ouest. Une victoire des démocraties alliées a pu sans doute arrêter ces mouvements mais dans ce cas l'intégrité suisse est sauvegardée par le même facteur auquel elle doit son origine et sa conservation dans le passé, c'est-à-dire les conditions politiques des pays voisins.

L'Europe occidentale offre un exemple dans lequel le trait caractéristique qui sépare deux nations n'est pas une langue, mais la religion et les caractères alphabétiques utilisés dans l'écriture et l'impression. Les Serbes et les Croates parlent la même langue ; mais tandis que les Serbes se servent de l'alphabet cyrillique, les Croates utilisent l'alphabet romain. Les Serbes adhèrent à la croyance orthodoxe de l'Église orientale ; les Croates sont catholiques romains.

Il faut souligner avec la plus grande force que le racisme et des considérations de pureté raciale et de solidarité ne jouent aucun rôle dans ces luttes européennes entre groupes linguistiques. Il est exact que les nationalistes ont souvent recours à la *race* et à l'*origine commune* comme à des slogans ; mais ce n'est que de la pure propagande, sans aucun effet pratique sur les politiques et les actions politiques. Au contraire, les nationalistes rejettent consciemment et à dessein le racisme et les caractéristiques raciales des individus quand ils traitent des problèmes et activités *politiques*. Les racistes allemands nous ont donné une image du prototype du noble Allemand et du héros aryen avec la description biologique exacte de ses traits corporels. Tout Allemand connaît cet archétype et la plupart sont convaincus que ce portrait est correct ; mais aucun nationaliste allemand n'a jamais osé se servir de ce modèle pour faire une distinction entre Allemands et non-Allemands. Le critérium du germanisme ne se

trouve pas dans la similitude avec ce standard mais dans la langue allemande¹. Séparer le groupe de langue allemande suivant les caractéristiques raciales aboutirait à éliminer au moins 80% du peuple allemand des rangs des Allemands. Ni Hitler, Ni Goebbels, ni la plupart des autres champions du nationalisme allemand ne sont conformes au prototype aryen du mythe racial.

Les Hongrois sont fiers d'être les descendants d'une tribu mongole qui, au début du moyen âge, a conquis le pays qu'ils appellent Hongrie. Les Roumains se vantent d'être les descendants de colons romains. Les Grecs se considèrent comme les descendants des anciens Grecs. Les historiens sont assez sceptiques au regard de ces prétentions. Le nationalisme politique moderne de ces nations les ignore. Il trouve le critérium pratique de la nation dans la langue et non dans les caractéristiques raciales ou la preuve de la descendance de prétendus ancêtres.

3. Le libéralisme et le principe des nationalités

Les adversaires du libéralisme n'ont pas réussi à réfuter les enseignements du libéralisme moderne concernant la valeur du capitalisme et du gouvernement démocratique. Ont-ils mieux réussi dans leur critique de la troisième partie du programme libéral, à savoir les propositions visant la coopération pacifique entre les différentes nations et États ? En réponse à cette question nous devons de nouveau souligner que le principe des nationalités ne représente pas la solution libérale du problème international. Les libéraux préconisent la libre disposition. Le principe des nationalités résulte de l'interprétation que les populations d'Europe centrale et orientale, qui n'ont jamais pleinement saisi le sens des idées libérales, ont donnée au principe de libre disposition. C'est la déformation, non la réalisation de la pensée libérale.

Nous avons déjà montré que les pères anglo-saxons et français des idées libérales n'ont pas reconnu les problèmes qui se posaient. Quand ces problèmes apparurent, la période créatrice du vieux libéralisme était terminée. Les grands champions avaient disparu. Les épigones, incapables de combattre avec succès les tendances socialistes et interventionnistes grandissantes, emplissaient la scène. Ces hommes n'avaient pas la force de traiter ces problèmes nouveaux.

Cependant l'été de la Saint-Martin du vieux libéralisme classique a produit un document digne de la grande tradition du libéralisme

¹ Nous considérerons au chapitre VIII les facteurs raciaux allégués dans la lutte nationale juive.

français. Ernest Renan ne peut, il est vrai, être réellement considéré comme un libéral. Il a fait des concessions au socialisme parce que sa connaissance des théories économiques était assez élémentaire ; en conséquence, il fut assez accommodant pour les préjugés anti-démocratiques de son époque. Mais sa fameuse conférence, *Qu'est-ce qu'une nation ?* prononcée à la Sorbonne le 11 mars 1882 est tout entière inspirée par la pensée libérale¹. Ce fut le dernier mot prononcé par le vieux libéralisme occidental sur les problèmes de l'État et de la nation.

Pour comprendre correctement les idées de Renan, il est nécessaire de se souvenir que pour les Français — comme pour les Anglais — les termes nation et État sont synonymes. Quand Renan demande : Qu'est-ce qu'une nation ? il veut dire : Qu'est-ce qui doit déterminer les frontières des divers États ? Et sa réponse est : ce n'est pas la communauté de langue, ni la similitude de race fondée sur l'ascendance d'ancêtres communs, ni l'appartenance à une même religion, ni l'harmonie des intérêts économiques, ni des considérations géographiques ou stratégiques, mais le droit de la population à déterminer sa propre destinée². La nation est le produit de la volonté d'êtres humains de vivre ensemble en un État³. La plus grande partie de la conférence est consacrée à montrer comment naît cet esprit de nationalité.

La nation est une *âme*, un *principe spirituel*⁴. Une nation, dit Renan, confirme quotidiennement son existence en manifestant sa volonté de coopération politique à l'intérieur du même État ; un plébiscite quotidien. C'est pourquoi une nation n'a aucun droit de dire à une province : Vous m'appartenez, je veux vous annexer. Une province consiste en ses habitants. Si quelqu'un a le droit d'être entendu dans ce cas ce sont ces habitants. Les conflits de frontière doivent être réglés par plébiscite⁵.

Il est important de se rendre compte en quoi l'interprétation du droit de libre disposition diffère du principe des nationalités. Le droit de libre disposition auquel pense Renan n'est pas un droit de groupes linguistiques mais d'hommes pris individuellement. Il découle des droits de l'homme : *L'homme n'appartient ni à sa langue, ni à sa race ; il n'appartient qu'à lui-même*⁶.

¹ Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* (éd. Paris, 1934).

² Idem, p. XI.

³ Idem, p. 84, 88.

⁴ Idem, p. 83.

⁵ Idem, p. VIII, 89-90, 95.

⁶ Idem, p. IX.

Du point de vue du principe des nationalités l'existence d'États comme la Suisse, composée de personnes de langues différentes, est aussi anormale que le fait de ne pas voir Anglo-Saxons et Français avides d'unir à leurs États tous les peuples parlant leur langue. Pour Renan, ces faits n'ont rien de singulier.

Ce qui est le plus digne d'attention n'est pas ce que Renan dit, mais ce qu'il ne dit pas. Renan n'envisage pas l'existence des minorités linguistiques ni celle des changements de langue. Consultez le peuple, laissez-le décider. Tout est bien comme cela ; mais que se passera-t-il si une minorité remuante diffère de la volonté de la majorité ? Renan ne fait pas de réponse satisfaisante à cette objection. Il déclare — pour ce qui est du scrupule selon lequel les plébiscites pourraient entraîner une désintégration des vieilles nations et la création d'un système de petits États (nous disons aujourd'hui balkanisation) — que le principe de libre disposition ne doit pas être employé de façon abusive mais seulement *d'une façon très générale*¹.

Le brillant exposé de Renan prouve que les problèmes menaçant l'Europe orientale ne sont pas familiers dans l'Europe occidentale. Il préface sa brochure d'une prophétie : nous allons au-devant de guerres de destruction et d'extermination parce que le monde a abandonné le principe de libre union et a donné aux nations, comme jadis aux dynasties, le droit d'annexer des provinces contre la volonté de celles-ci². Mais Renan n'a vu que la moitié du problème et c'est pourquoi sa solution ne pouvait être que partielle.

Il serait pourtant inexact de dire que le libéralisme a échoué dans ce domaine. Les propositions du libéralisme pour la coexistence et la coopération des nations et des États ne forment qu'une partie dans l'ensemble du programme libéral. Elles ne peuvent être réalisées, elles ne peuvent être appliquées que dans un monde libéral. La principale vertu du plan libéral d'organisation sociale, économique et politique est précisément qu'il rend possible la coopération pacifique des nations. Ce n'est pas un défaut du programme libéral pour la paix internationale qu'il ne puisse être réalisé dans un monde anti-libéral et qu'il doive échouer à une époque d'interventionnisme et de socialisme...

Afin de saisir le sens du programme libéral, nous devons imaginer un ordre mondial dans lequel le libéralisme serait souverain. Ou tous les États sont libéraux, ou ils sont en nombre suffisant pour que leur union puisse repousser une attaque d'agresseurs militaristes. Dans ce monde libéral ou dans la partie libérale du monde, il y a

¹ Idem, p. 91.

² Idem, p. VIII.

propriété privée des moyens de production ; l'action du marché n'est pas gênée par l'intervention de l'État. Il n'y a pas de barrières douanières, les hommes peuvent vivre et travailler là où ils veulent. Des frontières sont tracées sur les cartes mais elles n'empêchent pas les migrations humaines ni le transport des marchandises. Les nationaux ne jouissent d'aucun droit qui soit refusé aux étrangers. Les gouvernements et leurs fonctionnaires restreignent leurs activités à la protection de la vie, de la santé et de la propriété contre toute agression frauduleuse ou violente. Ils ne font pas de discrimination contre les étrangers. Les tribunaux sont indépendants et protègent tout le monde avec efficacité contre les empiètements de l'administration. Les individus peuvent dire, écrire et imprimer ce qu'ils veulent. L'enseignement n'est pas soumis à l'intervention de l'État. Les gouvernements sont comme des veilleurs de nuit chargés par les citoyens de gérer le pouvoir de police. Les hommes en place sont considérés comme de simples mortels et non comme des surhommes ou des autorités paternelles ayant le droit et le devoir de tenir le peuple en tutelle. Les gouvernements n'ont pas le droit de prescrire aux citoyens la langue qu'ils doivent utiliser dans leurs rapports quotidiens, ni dans quelle langue ils doivent élever et instruire leurs enfants. Les organes administratifs et les tribunaux doivent se servir de la langue de chaque homme avec lequel ils ont affaire, pourvu que cette langue soit parlée dans le district par un nombre raisonnable d'habitants.

Dans un tel monde, la place des frontières ne fait aucune différence. Personne n'a un intérêt matériel spécial à agrandir le territoire de l'État où il vit ; personne ne souffre de dommage si une partie de ce territoire est séparée de l'État. Il est sans intérêt aussi que toutes les parties du territoire soient en liaison géographique directe ou qu'elles soient séparées par une bande de terre appartenant à un autre État. Il est sans importance économique qu'un pays ait une issue sur l'océan ou non. Dans un tel monde, le peuple de chaque village ou district pourrait décider par plébiscite à quel État il veut appartenir. Il n'y aurait plus de guerre parce qu'il n'y aurait plus de motif d'agression. La guerre ne paierait pas. Armées et marines seraient superflues. Des policiers suffiraient pour lutter contre le crime. L'État n'est pas une entité métaphysique, mais simplement le producteur de sécurité et de paix. C'est le gardien de nuit, comme Lassalle le qualifiait avec mépris. Mais il remplit sa tâche de façon satisfaisante. Le sommeil des citoyens n'est pas troublé, des bombes ne détruisent pas son foyer et si quelqu'un frappe à sa porte tard dans la nuit, ce n'est certainement pas la Gestapo, ni l'O.G.P.U.

La réalité où nous devons vivre diffère énormément de ce monde parfait du libéralisme idéal ; mais cela est dû seulement au fait que les hommes ont rejeté le libéralisme pour l'étatisme. Ils ont accablé l'État, qui pourrait être un gardien de nuit plus ou moins efficace, d'une multitude d'autres devoirs. Ni la nature, ni l'action de force échappant au contrôle humain, ni une nécessité inévitable n'ont conduit à l'étatisme : ce sont les actes des hommes. Prisonniers d'une dialectique fallacieuse et d'illusions fantastiques, croyant aveuglément à des doctrines erronées, entraînés par une envie et une avidité insatiables, des hommes ont bafoué le capitalisme et lui ont substitué un ordre engendrant des conflits auxquels aucune solution pacifique ne peut être trouvée.

4. *Le nationalisme agressif*

L'étatisme — interventionnisme ou socialisme — conduit inévitablement aux conflits, à la guerre et à l'oppression totalitaire de vastes populations. Avec l'étatisme, l'État juste et véritable est l'État dans lequel moi ou mes amis qui parlent la même langue et partagent mes opinions sont souverains. Tous les autres États sont illégitimes. On ne peut nier qu'ils existent aussi dans ce monde imparfait ; mais ce sont des ennemis de mon État, du seul État équitable, même si cet État n'existe pas encore en dehors de mes rêves ou souhaits. Notre État nazi allemand, dit Steding, est le Reich ; les autres États en sont des déviations¹. La politique, dit l'éminent juriste nazi Carl Schmitt, est la discrimination entre ami et adversaire².

Afin de comprendre ces doctrines, nous devons d'abord examiner l'attitude libérale vis-à-vis du problème des antagonismes linguistiques.

Quiconque vit comme membre d'une minorité linguistique dans une communauté où un autre groupe linguistique forme la majorité, est privé du moyen d'influencer la vie politique du pays. (Nous ne considérons pas le cas spécial dans lequel une telle minorité linguistique occupe une position privilégiée et opprime la majorité comme, par exemple, l'aristocratie de langue allemande dans les duchés baltes, avant que ces provinces ne deviennent russes.) Dans une communauté démocratique, l'opinion publique détermine le résultat des élections et par là les décisions politiques. Quiconque veut faire prévaloir ses idées dans la vie politique doit essayer d'avoir une influence sur l'opinion publique par la parole et l'écrit. S'il réus-

¹ Steding, *Das Reich und die Krankheit der Kultur* (Hambourg, 1938).

² Carl Schmitt, *Der Begriff des Politischen* (Munich, 1932).

sit à convaincre ses concitoyens, ses idées obtiennent soutien et durée.

Des minorités linguistiques ne peuvent prendre part à ces luttes d'idées. Elles sont des spectateurs silencieux dans les débats politiques dont sort le vote décisif. Elles ne peuvent participer aux discussions et négociations ; mais leur résultat détermine aussi leur sort. Pour elles, la démocratie ne signifie pas libre disposition ; un autre peuple les contrôle. Ce sont des citoyens de seconde zone. C'est pourquoi dans un monde démocratique les hommes considèrent comme un inconvénient d'être membres d'une minorité linguistique. Cela explique aussi pourquoi il n'y avait jadis aucun conflit de langue quand il n'y avait pas de démocratie. Dans cet âge de démocratie, le peuple, dans son ensemble, préfère vivre dans une communauté où tous parlent la même langue que la majorité de leurs concitoyens. C'est pourquoi dans les plébiscites sur la question de savoir à quel État une province doit appartenir, le peuple *en règle générale, mais pas toujours*, vote en faveur du pays où il ne formera pas une minorité linguistique.

Cependant, la reconnaissance de ce fait ne conduit pas le libéralisme au principe des nationalités. Le libéralisme ne dit pas : chaque groupe linguistique doit former un État et un seul et chaque individu appartenant à ce groupe doit autant que possible appartenir à cet État. Il ne dit pas non plus : aucun État ne doit inclure des individus appartenant à plusieurs groupes linguistiques. Le libéralisme postule la libre disposition. Que les hommes, dans l'exercice de ce droit, se laissent guider par des considérations linguistiques, cela est simplement un fait pour le libéralisme, ce n'est pas un principe ni une loi morale. Si les hommes en décident autrement, ce qui est, par exemple, le cas des Alsaciens de langue germanique, c'est leur affaire. Une telle décision doit être également respectée.

Toutefois, il en est différemment dans notre âge d'étatisme. L'État étatiste doit nécessairement étendre son territoire au maximum. Les avantages qu'il peut accorder à ses citoyens augmentent en proportion de son territoire. Tout ce qu'un État interventionniste peut fournir, peut être fourni en quantités plus abondantes par un grand État que par un petit. Plus il prend et plus il peut donner. C'est dans l'intérêt de ceux que le gouvernement désire favoriser que leur État devient aussi grand que possible. La politique d'expansion territoriale devient populaire. Le peuple, comme les gouvernements, devient avide de conquêtes. Tout prétexte d'agression semble bon. Les hommes ne reconnaissent alors qu'un argument en faveur de la paix : que l'adversaire présumé soit assez fort pour briser leur attaque. Malheur au faible.

La politique intérieure d'un État nationaliste est inspirée par le souci d'améliorer les conditions de vie de quelques groupes de citoyens en infligeant des dommages aux étrangers et aux citoyens utilisant une langue étrangère. En politique étrangère, nationalisme économique signifie discrimination contre les étrangers. En politique intérieure, il signifie discrimination contre les citoyens parlant une langue qui n'est pas celle du groupe dominant. Les parias ne sont pas toujours des groupes minoritaires au sens technique du terme. Le peuple de langue allemande de Meran, Bozen, et Brixen constitue une majorité dans chaque district ; ce n'est une minorité que parce que leur pays est annexé par l'Italie. Il en est de même des Allemands d'Egerland, des Ukrainiens en Pologne, des Magyars du district de Szekler en Transylvanie, des Slovènes dans la Carniole occupée par l'Italie. Quiconque parle une langue maternelle étrangère dans un État où une autre langue prédomine, est un proscrit auquel les droits de citoyen sont virtuellement refusés.

Le meilleur exemple des conséquences politiques de ce nationalisme agressif est fourni par les conditions de l'Europe orientale. Si vous demandez aux représentants des groupes linguistiques d'Europe orientale ce qu'ils considèrent devoir être une juste délimitation de leurs États nationaux et si vous tracez ces frontières sur une carte, vous découvrirez que la plus grande partie de ce territoire est réclamée par au moins deux nations, et une partie non négligeable par trois nations ou même plus¹. Chaque groupe linguistique défend ses prétentions à l'aide d'arguments linguistiques, raciaux, historiques, géographiques, stratégiques, économiques, sociaux et religieux. Aucune nation n'est sincèrement prête à renoncer à la moindre de ses revendications pour des raisons d'opportunité. Chaque nation est prête à recourir aux armes pour voir ses prétentions satisfaites. C'est pourquoi chaque groupe linguistique considère ses voisins immédiats comme des ennemis mortels et compte sur l'appui armé des voisins de ses voisins pour ses propres revendications territoriales contre l'adversaire commun. Chaque groupe essaie d'utiliser chaque occasion de réaliser ses revendications au détriment de ses voisins. L'histoire des dernières décades prouve l'exactitude de cette description mélancolique.

Prenez par exemple le cas des Ukrainiens. Depuis des centaines d'années ils étaient sous le joug des Russes et des Polonais. Il n'y a pas eu d'État ukrainien à l'époque moderne. On pourrait penser que les porte-parole d'un peuple qui a une aussi riche expérience des

¹ Par exemple la ville de Fiume est réclamée par les Hongrois, les Croates, les Yougoslaves et les Italiens.

rigueurs d'une oppression étrangère implacable, seraient prudents dans leurs prétentions. Mais les nationalistes ne peuvent renoncer. C'est ainsi que les Ukrainiens réclament une zone de plus de 935 000 kilomètres carrés avec une population totale de soixante millions d'habitants, dont, suivant leurs propres estimations, seulement *plus de quarante millions* sont Ukrainiens¹. Les Ukrainiens opprimés ne se contenteraient pas de leur propre libération ; ils aspirent à l'oppression de vingt millions de non-Ukrainiens.

En 1918, les Tchèques ne se contentèrent pas de la création d'un État propre et indépendant. Ils incorporèrent à leur État des millions d'individus de langue allemande, tous les Slovaques, des dizaines de milliers de Hongrois, les Ukrainiens de Russie subcarpathique et — pour des considérations d'aménagement ferroviaire — quelques districts de Basse-Autriche. Et quel fut le spectacle donné par la République polonaise qui en vingt et un ans d'indépendance essaya de piller par la violence trois de ses voisins — Russie, Lituanie et Tchécoslovaquie — et une partie de leurs territoires !

Ces conditions ont été correctement décrites par August Strindberg dans sa trilogie *To Damaseus*² :

Le père Melcher : « À la station d'Amsteg, sur la ligne du Saint-Gothard, vous avez probablement vu une tour appelée le château de Zwing-Uri ; il est célébré par Schiller dans *Wilhelm Tell*. Il est là comme un monument à l'oppression inhumaine que les habitants d'Uri ont subie de la part de l'empereur d'Allemagne ! Délicieux ! Du côté italien du Saint-Gothard se trouve comme vous le savez la station de Bellinzona. Il y a là plusieurs tours mais la plus remarquable est le château d'Uri. C'est un monument à l'oppression inhumaine que le canton italien a subie de la part des habitants d'Uri. Vous comprenez ? »

L'étranger : « Liberté ! Donnez-nous la liberté afin de pouvoir la supprimer. »

Cependant, Strindberg n'ajoutait pas que les trois cantons d'Uri, Schwyz et Unterwalden ont, avec le libéralisme du XIX^e siècle, coopéré pacifiquement avec le Tessin dont ils avaient opprimé la population depuis presque trois cents ans.

¹ Hrushevsky, *A history of the Ukraine* (publié pour l'Association nationale ukrainienne par la Yale University Press, New-Haven, 1941), p. 574.

² Partie II, acte IV, sc. II. Traduction autorisée par Sam. E. Davidson, *Poet Lore*, XLII, n. 3 (Boston, Bruce Humphries, Suc., 1935), p. 259.

5. L'impérialisme colonial

Au XV^e siècle, les nations occidentales commencèrent à occuper des territoires hors d'Europe, peuplés de populations non chrétiennes. Elles désiraient obtenir des métaux précieux et des matières premières que l'Europe ne pouvait produire. Expliquer cette expansion coloniale comme une recherche de marchés c'est défigurer les faits. Ces commerçants voulaient se procurer des produits coloniaux. Ils devaient les payer ; mais le bénéfice qu'ils cherchaient était l'acquisition de marchandises qu'ils ne pouvaient acheter ailleurs. Comme hommes d'affaires ils n'étaient pas assez fous pour croire aux absurdes enseignements du mercantilisme, ancien et nouveau, selon lesquels l'avantage du commerce extérieur est dans l'exportation et non dans l'importation. Ils se préoccupaient si peu d'exportation qu'ils étaient heureux lorsqu'ils pouvaient obtenir les biens qu'ils désiraient sans aucun paiement. Ils étaient souvent davantage des pirates et des négriers que des marchands. Ils n'avaient aucun scrupule moral dans leurs rapports avec les païens.

Il n'entrait pas dans les desseins des rois et de leurs commerçants qui inaugurèrent l'expansion européenne outre-mer d'établir des colons européens dans les territoires occupés. Ils méprisaient les vastes forêts et prairies d'Amérique du Nord d'où ils n'attendaient ni métaux précieux ni épices. Les gouvernants anglais étaient beaucoup moins enthousiastes pour la création d'établissements permanents sur le continent américain que pour leurs entreprises sur la côte des Caraïbes en Afrique et dans les Indes Orientales et leur participation au commerce des esclaves. Ce sont les colons et non le gouvernement britannique qui fondèrent les communautés de langue anglaise en Amérique et plus tard au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud.

L'expansion coloniale du XIX^e siècle fut très différente de celle des siècles précédents. Elle était seulement motivée par des considérations de gloire et de fierté nationales. Les officiers français, poètes et causeurs mondains — et non le reste de la nation — souffrirent profondément du complexe d'infériorité que les batailles de Leipzig et de Waterloo, et plus tard celles de Metz et de Sedan, leur avaient laissé. Ils étaient assoiffés de gloire et de renommée et ils ne pouvaient étancher leur soif ni dans l'Europe libérale ni en Amérique protégée par la doctrine de Monroe. Ce fut un grand réconfort pour Louis-Philippe que ses fils et ses généraux puissent cueillir des lauriers en Algérie. La III^e République conquiert la Tunisie, le Maroc, Madagascar et le Tonkin afin de rétablir l'équilibre moral de son armée et de sa marine. Le complexe d'infériorité de Custozza et de

Lessa poussa l'Italie en Abyssinie et le complexe d'infériorité d'Adoua à Tripoli. L'un des motifs les plus importants qui poussa l'Allemagne à s'engager dans les conquêtes coloniales fut l'ambition turbulente d'aventuriers méprisables comme le Dr Karl Peters.

Il y a encore d'autres cas. Le roi Léopold II de Belgique et Cecil Rhodes étaient des conquistadors attardés ; mais le motif principal des conquêtes coloniales modernes fut le désir de gloire militaire. L'impossibilité de se défendre de pauvres aborigènes, dont les armes principales étaient le caractère aride et impraticable de leur pays, était trop tentante. Il était facile et peu dangereux de les battre et de retourner dans sa patie en héros.

La plus grande puissance coloniale du monde moderne était la Grande-Bretagne. Son empire des Indes surpassait de loin les possessions coloniales de toutes les autres nations européennes. Dans les années 1820, c'était virtuellement la seule puissance coloniale. Espagne et Portugal avaient presque perdu tous leurs territoires d'outre-mer. Français et Hollandais ne conservaient plus, à la fin des guerres napoléoniennes, que ce que les Britanniques consentaient à leur laisser ; leur souveraineté coloniale était à la merci de la marine britannique ; mais le libéralisme anglais avait fondamentalement réformé le sens de l'impérialisme colonial. Il accordait l'autonomie, le statut de dominion, aux colons britanniques, et pratiquait les principes du libre-échange aux Indes et dans les autres colonies de la couronne. Bien avant que le pacte de la Société des Nations n'ait créé le concept de mandat, la Grande-Bretagne agissait virtuellement comme mandataire de la civilisation européenne dans des pays où la population n'était pas, selon l'opinion anglaise, digne de l'indépendance. Le principal reproche que l'on puisse faire à la politique britannique aux Indes, fut qu'elle respectait trop certaines coutumes indigènes, par exemple la lenteur à améliorer le sort des intouchables. Mais, sans les Anglais, il n'y aurait pas d'Inde aujourd'hui, mais seulement un conglomerat de petites principautés tyranniques et mal gouvernées, se faisant la guerre pour des prétextes variés ; il y aurait anarchie, famines et épidémies.

Les hommes représentant l'Europe aux colonies furent rarement à l'abri des dangers moraux spéciaux découlant des situations élevées qu'ils occupaient au milieu de populations arriérées. Leur snobisme empoisonna leurs contacts personnels avec les indigènes. Les merveilleuses réalisations de l'administration britannique aux Indes furent couvertes d'une ombre par l'arrogance vaine et la stupide fierté de race des Blancs. L'Asie est en révolte contre les hommes pour lesquels il n'y a socialement que peu de différence entre un chien et un indigène. Pour la première fois de son histoire,

l'Inde est unanime sur un point, sa haine pour les Anglais. Ce ressentiment est si fort qu'il a aveuglé depuis quelque temps les parties de la population qui savent très bien que l'indépendance de l'Inde leur apporterait désastre et oppression, les quatre-vingt millions de musulmans, les quarante millions d'intouchables et plusieurs millions de Sikhs, bouddhistes et chrétiens. C'est une situation tragique et une menace pour la cause des Nations Unies ; mais c'est en même temps l'échec manifeste de la plus grande expérience jamais réalisée d'absolutisme bienfaisant.

Dans les dernières décades, la Grande-Bretagne ne s'est pas sérieusement opposée à la libération progressive de l'Inde. Elle n'a pas empêché l'établissement d'un protectionnisme hindou dont le but principal est d'éliminer les industries anglaises. Elle ferme les yeux sur le développement d'un système hindou monétaire et fiscal qui aboutira tôt ou tard à l'annulation virtuelle des investissements et autres créances britanniques. La tâche principale de l'administration britannique aux Indes, dans ces dernières années, a été d'empêcher les divers partis politiques, les groupes religieux, les groupes raciaux et linguistiques et les castes de se combattre réciproquement ; mais les Hindous ne soupirent pas après les avantages britanniques.

L'expansion coloniale britannique ne s'est pas arrêtée au cours des soixante dernières années ; mais ce fut une expansion imposée à la Grande-Bretagne par la soif de conquête des autres nations. Chaque annexion d'un morceau de territoire par la France, l'Allemagne et l'Italie diminue le marché ouvert aux produits de toutes les autres nations. Les Anglais s'étaient engagés dans les principes du libre-échange et ne désiraient exclure aucun peuple ; mais ils durent prendre en charge de vastes étendues de territoires à seule fin de les empêcher de tomber dans les mains de rivaux exclusifs. Ce n'était pas leur faute si, dans les conditions imposées par les méthodes coloniales françaises, allemandes, italiennes et russes, le contrôle politique pouvait seul assurer une sauvegarde efficace du commerce¹.

C'est une invention marxiste que l'expansion coloniale du XIX^e siècle des puissances européennes fut engendrée par des groupes d'intérêts financiers et commerciaux. Il y a eu quelques cas où des gouvernements ont agi pour le compte de leurs citoyens qui avaient fait des investissements à l'étranger : leur but était de les protéger contre l'expropriation et les défaillances. Mais les recherches historiques ont prouvé que l'initiative des grands desseins coloniaux n'est

¹ W.-L. Lauger, *The Diplomacy of Imperialism* (New-York, 1935), i, p. 75, 95. L. Robbins, *The Economic Cause of War* (London, 1939), p. 81, 82.

pas venue de la finance, ni du commerce, mais des gouvernements. Le prétendu intérêt économique ne fut qu'un prétexte. La cause de la guerre russo-japonaise de 1904 ne fut pas le désir du gouvernement russe de sauvegarder les intérêts d'un groupe d'investisseurs qui voulaient exploiter les domaines forestiers de Yahu. Au contraire, parce que le gouvernement cherchait un prétexte pour intervenir, il déploya *une avant-garde déguisée en bûcherons*. Le gouvernement italien n'a pas conquis Tripoli pour le compte de la Banco di Roma. La banque s'installa à Tripoli parce que le gouvernement voulait qu'elle prépare la conquête. La décision de la banque de faire des investissements à Tripoli résultait de l'invitation faite par le gouvernement italien, le privilège de facilités de réescompte à la Banque d'Italie, puis une compensation sous la forme d'une subvention pour un service de navigation. La Banco di Roma n'avait aucun goût pour un investissement hasardeux dont elle ne pouvait au mieux attendre de faibles revenus. Le Reich allemand ne se souciait pas le moins du monde des intérêts de Mannesmann au Maroc. Il utilisa le procès de cette firme allemande peu importante comme une mauvaise excuse à ses aspirations. Le commerce et la finance allemands n'étaient pas intéressés. Les Affaires étrangères essayèrent en vain de les pousser à faire des investissements au Maroc. « Aussitôt que vous mentionnez le Maroc, dit le secrétaire allemand pour les Affaires étrangères, M. de Richthoffen, les banques font la grève l'une après l'autre¹. »

Au début de la première guerre mondiale, un total de moins de vingt-cinq mille Allemands, pour la plupart des soldats, des fonctionnaires et leurs familles, vivaient dans les colonies allemandes. Le commerce de la mère patrie avec ses colonies était négligeable : il représentait moins de 5% du commerce extérieur total de l'Allemagne. L'Italie, la plus agressive des puissances coloniales, manquait de capital pour développer leurs ressources intérieures ; ses investissements en Tripolitaine et en Éthiopie accrurent de façon sensible la pénurie intérieure de capitaux.

Le prétexte le plus moderne de conquête coloniale est condensé dans le slogan *matières premières*. Hitler et Mussolini essayaient de justifier leurs plans en montrant que les ressources naturelles de la

¹ Staley, *War and the Private Investor* (New-York, 1935) ; L. Robbins, *op. cit.* ; Sulzbach, « Capitalist Warmongers », *A modern Supersition* (Chicago, 1942). Charles Beard (*A Foreign Policy for America*, New-York, 1930, p. 72) dit au sujet de l'Amérique : *La loyauté vis-à-vis des événements historiques doit faire imputer l'idée d'expansion impérialiste principalement aux officiers de marine et aux hommes politiques qu'aux hommes d'affaires*. C'est également valable pour les autres nations.

terre n'étaient pas équitablement réparties. Comme *have-nots*, ils étaient avides de recevoir leur juste part des nations qui avaient plus que ce qu'elles auraient dû avoir. Comment pouvaient-ils être traités en agresseurs quand ils ne demandaient rien que ce qui leur était dû, en vertu du droit naturel et divin ?

Dans un monde capitaliste, les matières premières peuvent être achetées et vendues comme toutes les autres marchandises. Cela importe peu qu'elles doivent être achetées au dehors ou sur le marché intérieur. Un acheteur anglais de laine australienne ne tire aucun avantage de ce que l'Australie fait partie de l'Empire britannique : il doit payer le même prix que son concurrent italien ou allemand.

Les pays où se trouvent les matières premières qui ne peuvent être produites en Allemagne et en Italie ne sont pas vides. Des peuples les habitent et ces habitants ne sont pas disposés à devenir les sujets des dictateurs européens. Les citoyens du Texas ou de Louisiane sont désireux de vendre leurs récoltes de coton à quiconque veut les payer ; mais ils n'aspirent pas à la domination italienne ou allemande. Il en est de même des autres pays et des autres matières premières. Les Brésiliens ne se considèrent pas comme une dépendance de leurs plantations de café. Les Suédois ne croient pas que leur minerai de fer justifie les aspirations germaniques. Les Italiens considéreraient eux-mêmes les danois comme fous s'ils demandaient une province italienne afin d'obtenir leur juste part de citrons, de vin rouge et d'huile d'olive.

Il serait raisonnable que l'Allemagne et l'Italie demandent un retour général au libre-échange et au laissez-passer et un abandon des efforts — infructueux jusqu'à présent — de beaucoup de gouvernements pour élever le prix des matières premières par une réduction forcée de leur production. Mais de telles idées sont étrangères aux dictateurs qui ne veulent pas la liberté, mais *Zwangswirtschaft* et autarcie.

L'impérialisme colonial moderne est un phénomène *sui generis*. Il ne faut pas le confondre avec le nationalisme européen. Les grandes guerres de notre époque ne proviennent pas de conflits coloniaux mais des aspirations nationalistes de l'Europe. Les antagonismes coloniaux engendrèrent des campagnes coloniales sans troubler la paix entre les nations occidentales. En dépit des bruits de bottes, ni Fachoda, ni le Maroc, ni l'Éthiopie n'ont provoqué de guerre européenne. Dans le complexe des affaires étrangères allemandes, italiennes et françaises, les questions coloniales n'étaient que secondaires. Les aspirations coloniales ne furent rien de plus

qu'un sport de plein air pour le temps de paix et les colonies, un terrain d'essai pour de jeunes officiers ambitieux.

6. Investissements et prêts étrangers

La guerre des changements industriels qui ont transformé le monde des travailleurs à la main et des artisans, des chevaux, des navires à voile et des moulins à vent en celui de la vapeur, de l'électricité et de la production de masse était l'accumulation de capital. Les nations de l'Europe occidentale ont réalisé les conditions politiques et institutionnelles pour conserver épargne et investissement sur une grande échelle et ont ainsi fourni aux entrepreneurs le capital nécessaire. À l'aube de la révolution industrielle, la structure technique et économique de l'économie occidentale ne différait pas essentiellement des conditions existant dans les autres parties de la surface habitée du globe. À partir du second quart du XIX^e siècle, une grande différence sépara les contrées avancées de l'Occident des pays arriérés d'Orient. Tandis que l'Occident était sur la voie d'un progrès rapide, l'Orient était dans la stagnation.

La simple connaissance des méthodes occidentales de production, de transport et de ventes se serait révélée inutile pour les nations arriérées. Elles n'avaient pas le capital nécessaire pour adopter les nouveaux procédés. Il n'était pas difficile d'imiter les techniques occidentales ; mais il était presque impossible de transplanter les mentalités et les idéologies qui avaient créé le milieu social, légal, constitutionnel et politique d'où ces améliorations techniques modernes avaient jailli. Le nouveau système industriel n'était que la conséquence du nouvel esprit du libéralisme et du capitalisme. C'était le résultat d'une mentalité qui se préoccupe davantage du service du consommateur que de guerres, de conquêtes et de conservation des vieilles coutumes. Le trait essentiel de l'Occident en progrès n'était pas sa technique, mais son atmosphère morale qui encourageait l'épargne, la formation du capital, l'esprit d'entreprise et de commerce, et la concurrence pacifique.

Les nations arriérées seraient peut-être arrivées à comprendre ce problème fondamental et auraient pu se mettre à transformer leur structure sociale de façon à provoquer l'accumulation de capital national. Mais alors c'eût été un processus long et pénible, demandant longtemps. L'abîme entre Occident et Orient, entre nation avancées et arriérées se serait creusé de plus en plus. L'Orient n'aurait pu espérer rattraper l'avance prise par l'Occident.

Cependant l'histoire s'est déroulée autrement. Un nouveau phénomène apparut : l'internationalisation du marché du capital.

L'Occident fournit à toutes les parties du monde le capital nécessaire aux investissements nouveaux. Prêts et investissements directs rendirent possibles l'équipement de tous les pays en biens de la civilisation moderne. Le Mahatma Gandhi exprime son aversion pour les inventions de l'Occident mesquin et du capitalisme diabolique ; mais il voyage en chemin de fer ou en automobile et quand il est malade il va se faire soigner dans un hôpital équipé des instruments les plus perfectionnés de la chirurgie occidentale. Il ne semble pas lui venir à l'esprit que seul le capitalisme occidental rend possible aux Hindous la jouissance de ces facilités.

L'énorme transfert de capital d'Europe occidentale vers le reste du monde fut un des événements marquants de l'âge capitaliste. Il a développé les ressources naturelles dans les régions les plus reculées. Il a élevé le niveau de vie de peuples qui, depuis un temps immémorial, n'avaient réalisé aucune amélioration de leurs conditions matérielles. Évidemment, ce n'était pas la charité, mais l'intérêt personnel qui poussait les nations en avance à exporter leur capital ; mais le bénéfice n'était pas unilatéral, il était mutuel. Les nations jadis arriérées n'avaient aucune bonne raison de se plaindre de ce que les capitalistes étrangers leur fournissent des machines et des facilités de transport.

Pourtant, dans cet âge d'anticapitalisme, l'hostilité à l'égard du capital étranger devint générale. Toutes les nations débitrices aspirent à exproprier le capitaliste étranger. Les prêts sont reniés soit ouvertement, soit par le procédé plus habile du contrôle des changes. La propriété étrangère est astreinte à une imposition discriminatoire qui atteint le niveau d'une confiscation. Même l'expropriation non déguisée sans indemnité est pratiquée.

On a beaucoup parlé de la prétendue exploitation des nations débitrices par les nations créancières ; mais si le concept d'exploitation doit être appliqué à ces rapports, c'est plutôt une exploitation des nations investissant par les nations bénéficiaires. Ces prêts et investissements n'étaient pas prévus comme des dons. Les prêts étaient faits sous la stipulation solennelle du paiement du principal et des intérêts. Les investissements étaient faits en comptant sur le respect des droits de propriété. À l'exception de la masse des investissements faits aux États-Unis, dans quelques Dominions britanniques et dans quelques petits pays, ces calculs ont été déjoués. Les obligations n'ont pas été honorées ou ne le seront pas dans les années à venir. Des investissements directs ont été confisqués ou le seront bientôt. Les pays exportateurs de capital ne peuvent rien faire d'autre que d'effacer leurs créances.

Examinons le problème du point de vue des pays d'Europe à prédominance industrielle. Ces pays relativement surpeuplés sont pauvrement dotés par la nature. Afin de payer les denrées alimentaires cruellement nécessaires et des matières premières, ils doivent exporter des produits manufacturés. Le nationalisme économique des nations qui sont en mesure de leur vendre ces denrées alimentaires et ces matières premières leur ferme la porte à la figure. Pour l'Europe, la réduction des exportations signifie misère et famine. Cependant, il y avait encore une valve de sécurité tant que l'on pouvait compter sur les investissements à l'étranger. Les nations débitrices étaient obligées d'exporter certaines quantités de leurs produits en paiement des intérêts et des dividendes. Si le but des politiques actuelles de commerce extérieur, l'arrêt complet de toute importation de produits manufacturés, devait être atteint, les nations débitrices devraient encore payer aux nations créditrices de quoi payer l'excédent antérieur de production. Les consommateurs des nations créditrices seraient en mesure d'acheter ces marchandises sur le marché mondial protégé des mains de ceux recevant les paiements antérieurs. Ces investissements à l'étranger représentent en quelque sorte la participation des nations créditrices aux richesses des nations débitrices. L'existence de ces investissements atténue dans une certaine mesure l'inégalité entre les *haves* et les *haves-nots*.

En quel sens la Grande-Bretagne d'avant-guerre était-elle une nation possédante ? Certainement pas dans le sens qu'elle *possédait* l'Empire ; mais les capitalistes britanniques possédaient un montant considérable d'investissements à l'étranger dont les revenus permettaient au pays d'acheter un montant correspondant de produits étrangers en plus de ceux qui étaient payés par les exportations anglaises courantes. La différence entre les structures économiques de la Grande-Bretagne et de l'Autriche était précisément que l'Autriche ne possédait pas ces actifs à l'étranger. L'ouvrier anglais pouvait fournir une quantité considérable de denrées alimentaires étrangères et de matières premières en travaillant dans des usines qui vendaient leurs produits sur le marché anglais protégé aux individus qui recevaient ces paiements de l'étranger. C'était comme si ces champs de blé à l'étranger, ces plantations de coton et de caoutchouc, ces puits de pétrole et ces mines étaient situés en Grande-Bretagne.

Au lendemain de la guerre, avec leurs actifs à l'étranger disparus soit par suite des méthodes employées pour financer les dépenses de guerre soit par suite de défaillances ou de confiscations de la part des gouvernements des nations débitrices, la Grande-Bretagne et quelques autres pays de l'Europe occidentale se trouvent réduits à l'état de nations relativement pauvres. Ce changement affecte très sérieu-

sement les conditions de la main-d'œuvre britannique. Les quantités de denrées alimentaires et de matières premières que le pays pouvait se procurer auparavant grâce aux intérêts et aux dividendes payés par l'étranger, devront être acquises à l'avenir par des tentatives désespérées pour vendre des produits manufacturés auxquels chaque nation voudra interdire l'accès.

7. *La guerre totale*

Les princes de l'ancien régime étaient avides d'agrandissement. Ils saisissaient toute occasion de guerre et de conquête. Ils organisaient des armées relativement petites. Ces armées livraient leurs batailles. Les citoyens détestaient les guerres qui leur causaient des dommages et les chargeaient d'impôts ; mais ils n'étaient pas intéressés au résultat des campagnes. Il était sans grande importance pour eux qu'ils soient gouvernés par un Habsbourg ou par un Bourbon. À cette époque, Voltaire disait : *Les peuples sont indifférents aux guerres de leurs seigneurs*¹.

La guerre moderne n'est pas une guerre d'armées royales, c'est une guerre de peuples, une guerre totale, c'est une guerre d'États qui ne laissent à leurs sujets aucune sphère privée ; ils considèrent la population entière comme faisant partie de leurs forces armées. Quiconque n'est pas combattant doit travailler pour le ravitaillement et l'équipement de l'armée. Armée et peuple sont une seule et même chose. Les citoyens participent passionnément à la guerre, car c'est leur État, leur Dieu qui combat.

Les guerres d'agression sont populaires maintenant dans ces nations qui sont convaincues que seules victoire et conquête pourraient améliorer leur bien-être matériel. D'autre part, les citoyens des nations attaquées savent très bien qu'ils doivent combattre pour survivre. Aussi chaque individu dans les deux camps a un intérêt puissant dans l'issue de combats.

L'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne, en 1871, n'amena aucun changement dans la richesse et le revenu du citoyen allemand moyen. Les habitants de la province annexée conservèrent leurs droits de propriété. Ils devinrent citoyens du Reich et envoyèrent des députés au Reichstag. Le trésor allemand collectait les impôts dans le territoire récemment acquis, mais il devait d'autre part payer les frais de son administration ; c'était l'époque du laissez-faire.

¹ Benda, *La trahison des clercs* (Paris, 1927), p. 253.

Les vieux libéraux avaient raison lorsqu'ils affirmaient que, dans une nation libérale et démocratique, aucun citoyen ne profitait d'une guerre victorieuse ; mais il en est différemment dans cet âge de migration et de barrières commerciales. Chaque salarié et chaque paysan est lésé par la politique d'un gouvernement étranger interdisant l'accès de son pays aux pays dans lesquels les conditions naturelles de production sont plus favorables que chez lui. Chaque travailleur est lésé par les droits d'importation d'un pays étranger qui pénalisent la vente des produits de son travail. Si une guerre victorieuse détruit de telles barrières au commerce et aux migrations, le bien-être matériel des masses intéressées est favorisé. La pression sur le marché national du travail peut être abaissée par l'émigration d'une partie des travailleurs. Les émigrants gagnent davantage dans leur nouveau pays et la diminution de l'offre sur le marché national de la main-d'œuvre tend également à élever les taux des salaires. L'abolition des tarifs étrangers augmente les exportations et par là même, la demande sur le marché national de la main-d'œuvre. La production sur les sols les moins fertiles est arrêtée et les agriculteurs vont dans les pays où la meilleure terre est encore disponible. La productivité moyenne du travail dans l'ensemble du monde augmente parce que la production exécutée dans les conditions les moins favorables diminue dans les pays d'émigration et est remplacée par un accroissement de production dans les pays d'immigration offrant des conditions matérielles plus favorables.

Mais, d'autre part, les intérêts des travailleurs et des agriculteurs dans les pays à population peu dense sont touchés. Pour eux, la tendance vers une égalisation des taux des salaires et des revenus fonciers (par homme travaillant une superficie donnée) inhérente à un système de libre migration de la main-d'œuvre, se traduit pour l'avenir immédiat par une baisse de revenu, quelque bienfaisantes que puissent être les conséquences ultérieures de ces migrations libres.

Il serait inutile d'objecter qu'il y a eu du chômage dans les pays relativement peu peuplés, au premier rang desquels l'Amérique et l'Australie, et que l'immigration aurait pour seul résultat une multiplication des chômeurs et non une amélioration des conditions des immigrants. Le chômage en tant que phénomène massif est toujours dû à l'application de salaires minima supérieurs aux salaires potentiels que déterminerait un marché libre de la main-d'œuvre. Si les syndicats ne cherchaient pas continuellement à faire monter les salaires au-dessus des salaires potentiels du marché, il n'y aurait pas de chômage permanent pour de nombreux ouvriers. Le problème n'est pas constitué par les différences entre les salaires syndicaux

minima des divers pays, mais par celles des taux du salaire potentiel du marché. S'il n'y avait pas de manipulation syndicale des salaires, Australie et Amérique pourraient absorber de nombreux millions de travailleurs immigrants jusqu'à ce que l'égalisation des salaires soit atteinte. Les taux de salaire s'établissant sur le marché, dans l'industrie et dans l'agriculture sont plusieurs fois plus élevés en Australie, Nouvelle-Zélande et Amérique du Nord que dans l'Europe continentale. Cela est dû au fait qu'en Europe, des mines pauvres sont encore en exploitation alors que des mines beaucoup plus riches restent inexploitées outre-mer. Les agriculteurs européens cultivent le sol rocailleux et stérile dans les Alpes, les Carpates, les Apennins et les montagnes des Balkans et le sol sablonneux des plaines du Nord-Est de l'Allemagne, tandis que des millions d'acres de sol fertiles restent vierges en Amérique et en Australie. Tous ces peuples ne peuvent migrer aux endroits où leur travail et leur peine seraient beaucoup plus productifs et où ils pourraient rendre de plus grands services aux consommateurs.

Nous pouvons maintenant nous rendre compte pourquoi l'étatisme conduit nécessairement à la guerre chaque fois que ceux qui sont moins privilégiés croient qu'ils seront vainqueurs. Étant donné l'état de choses dans cette époque d'étatisme, Allemands, Italiens et Japonais auraient pu avoir la possibilité de tirer un bénéfice d'une guerre victorieuse. Ce n'est pas une caste militaire qui a poussé le Japon à une agression impitoyable, mais bien des considérations de politique des salaires qui ne diffèrent pas de celles des syndicats. Les syndicats australiens veulent fermer leurs ports à l'immigration afin d'élever les salaires en Australie. Les ouvriers japonais veulent ouvrir les ports australiens afin d'élever les salaires de leur propre race.

Le pacifisme est condamné dans un âge d'étatisme. Jadis, au temps de l'absolutisme monarchique, les philanthropes s'adressaient aux rois en ces termes :

« Ayez pitié de l'humanité souffrante ; soyez généreux et cléments ! Évidemment vous pouvez avoir les avantages de la victoire et de la conquête. Mais pensez à la douleur des veuves et des orphelins, à l'affliction des estropiés, des mutilés et des infirmes, à la misère de ceux dont les foyers ont été détruits. Souvenez-vous du commandement : Vous ne tuerez pas ! Renoncez à la gloire et à l'agrandissement ! Maintenez la paix ! »

Ils prêchaient à des sourds. Puis vint le libéralisme. Il ne déclama pas contre la guerre ; il chercha à établir des conditions dans lesquelles la guerre ne payait pas, à supprimer la guerre en en supprimant les causes. Il ne réussit pas, à cause de l'arrivée de l'étatisme.

Quand les pacifistes de notre époque disent aux peuples que la guerre ne peut améliorer leur bien-être, ils se trompent. Les nations qui se livrent à des agressions sont convaincues qu'une guerre victorieuse pourrait améliorer le sort de leurs citoyens.

Ces considérations ne sont pas un plaidoyer pour ouvrir l'Amérique et les Dominions britanniques aux immigrants allemands, italiens et japonais. Dans les conditions actuelles, Amérique et Australie commettraient simplement un suicide en admettant nazis, fascistes et japonais. Elles pourraient aussi bien se rendre directement au Führer et au Mikado. Les immigrants venus des États totalitaires sont aujourd'hui les avant-gardes de leurs armées, une cinquième colonne dont l'invasion pourrait rendre toute défense inutile. Amérique et Australie ne peuvent préserver leur liberté, leurs civilisations et leurs institutions économiques qu'en érigeant des barrières solides contre les sujets des dictatures. Mais ces conditions sont la conséquence de l'étatisme. Dans le passé libéral, les immigrants ne venaient pas comme instrument de conquête, mais comme citoyens loyaux de leur nouveau pays.

Le fait que beaucoup de nos contemporains aient recommandé les barrières aux migrations sans se référer au problème des salaires ou des revenus fonciers ne peut être passé sous silence sans faire une omission sérieuse. Leur but est la préservation de la répartition géographique existante des diverses races. Leur raisonnement est le suivant : la civilisation occidentale est une réalisation des races caucasiennes de l'Europe Occidentale et Centrale et de leurs descendants outre-mer. Elle périrait si les pays peuplés par ces Occidentaux devaient être submergés par les indigènes d'Afrique et d'Asie. Une telle invasion nuirait à la fois aux Occidentaux, aux Asiatiques et aux Africains. La séparation des diverses races est bienfaisante pour l'humanité entière parce qu'elle sauve la civilisation occidentale de la désintégration. Si les Asiatiques et les Africains demeurent dans cette partie du monde où ils vivent depuis plusieurs milliers d'années, ils bénéficieront des progrès ultérieurs de la civilisation de race blanche. Ils auront toujours devant eux un modèle à imiter et à adapter à leur propre situation. Peut-être, dans un avenir éloigné, contribueront-ils au progrès de la culture. Peut-être qu'à ce moment il sera possible de supprimer les barrières de séparation. De nos jours, disent-ils, de tels plans sont hors de question.

Nous ne devons pas nous dissimuler que ces vues emportent le consentement d'une grosse majorité. Il serait vain de nier qu'il existe une répugnance à abandonner la séparation géographique des races. Mêmes des hommes qui sont justes dans leur appréciation des qualités et des réalisations culturelles des peuples de couleur et qui

s'opposent avec force à toute discrimination contre les membres de ces races vivant déjà au milieu de populations blanches, sont opposés à une immigration massive des gens de couleur. Peu de blancs ne frémissent pas au spectacle que présenteraient plusieurs millions de noirs ou de jaunes vivant dans leur pays.

L'institution d'un système permettant une coexistence harmonieuse et une coopération pacifique économique et politique des diverses races est une tâche qui devra être accomplie par les générations à venir. Mais l'humanité échouera certainement dans la solution de ce problème si elle ne s'écarte pas complètement de l'étatisme. N'oublions pas que ce qui menace actuellement notre civilisation ne provient pas d'un conflit entre les races blanche et de couleur, mais de conflits entre les divers peuples d'Europe ou de souche européenne. Quelques auteurs ont prophétisé la venue d'une lutte décisive entre la race blanche et les races de couleur. Cependant la réalité actuelle est une guerre entre les groupes de race blanche et entre les Japonais et les Chinois qui sont tous des Mongols. Ces guerres sont la conséquence de l'étatisme.

8. Socialisme et guerre

Les socialistes insistent sur le fait que la guerre n'est qu'un des méfaits du capitalisme. Ils soutiennent que dans le paradis futur du socialisme il n'y aura plus de guerres. Évidemment, d'ici cette utopie pacifique, il y aura quelques sanglantes guerres civiles à livrer ; mais avec le triomphe inévitable du communisme, tous les conflits disparaîtront.

Il est assez évident qu'avec la conquête de toute la surface de la terre par un seul maître, toutes les luttes entre les États et les nations disparaîtront. Si un dictateur socialiste réussissait à conquérir tous les pays, il n'y aurait plus de guerre extérieure pourvu que l'O.G.P.U. soit assez forte pour empêcher la désintégration de cet État mondial ; mais cela est vrai de n'importe quel conquérant. Si les grands khans mongols avaient atteint leurs fins, ils auraient aussi assuré au monde une paix éternelle. C'est vraiment dommage que l'Europe chrétienne se soit obstinée à ne pas se rendre volontairement à leurs prétentions de domination mondiale¹.

Cependant nous n'examinons pas les projets de pacification mondiale par conquête et esclavage universels, mais les moyens de réaliser un monde où il n'y ait plus de causes de conflit. Une telle

¹ Vogelin, « The Mongol orders of Submission to the European Powers 1245-1255 », *Byzantion*, XV, p. 378-413.

possibilité était contenue dans le projet du libéralisme pour une coopération harmonieuse des nations démocratiques sous un régime capitaliste. Il échoua parce que le monde abandonna à la fois libéralisme et capitalisme.

Deux possibilités se présentent pour un socialisme mondial : d'une part, la coexistence d'États socialistes indépendants, d'autre part, l'établissement d'un gouvernement socialiste et unitaire mondial.

Le premier système stabiliserait les inégalités existantes. Il y aurait des nations pauvres et des nations riches, des pays surpeuplés et peu peuplés. Si l'humanité avait introduit ce système il y a une centaine d'années, il aurait été impossible d'exploiter les champs de pétrole du Mexique ou du Venezuela, de créer des plantations de caoutchouc en Malaisie ou de développer la production de la banane en Amérique Centrale. Ces nations manquaient à la fois de capital et d'hommes compétents pour utiliser leurs propres ressources. Un plan socialiste est incompatible avec l'investissement à l'étranger, les prêts internationaux, les paiements de dividendes et d'intérêts, et toutes les institutions capitalistes de cette sorte.

Considérons quelles auraient été les conditions dans un tel monde de nations socialistes coordonnées. Il y a quelques pays surpeuplés de travailleurs blancs. Ils travaillent à améliorer leur niveau de vie, mais leurs efforts sont handicapés par l'insuffisance des ressources naturelles. Ils ont cruellement besoin de matières premières et d'aliments qui pourraient être produits dans d'autres pays mieux dotés. Mais ces pays que la nature a favorisés ont une population clairsemée et manquent du matériel nécessaire pour développer leurs ressources. Leurs habitants ne sont ni assez ingénieux ni assez habiles pour tirer parti des richesses que la nature leur a prodiguées. Ils sont sans initiative, ils s'en tiennent à des méthodes vétustes de production ; ils ne s'intéressent pas au progrès. Ils ne cherchent pas à produire plus de caoutchouc, d'étain, de coprah, de jute et à échanger ces produits contre des biens manufacturés à l'étranger. Par cette attitude, ils affectent le niveau de vie des peuples dont la principale richesse est leur habileté et leur diligence. Les peuples des pays favorisés par la nature seront-ils prêts à endurer cet état de choses ? Consentiront-ils à travailler plus et à produire moins parce que les enfants chéris de la nature s'abstiennent avec entêtement d'exploiter leurs trésors d'une façon plus efficace ?

Inévitablement, guerre et conquête en résultent. Les travailleurs des pays relativement surpeuplés envahissent les régions relativement peu peuplées, les conquièrent et les annexent. Des guerres s'en suivent alors entre les conquérants pour le partage du butin. Chaque

nation est portée à croire qu'elle n'a pas obtenu sa juste part, que d'autres nations ont trop pris et qu'elles devraient être forcées d'abandonner une partie de leur butin. Le socialisme dans les nations indépendantes aboutirait à des guerres sans fin.

Ces considérations conduisent à découvrir les absurdes théories marxistes sur l'impérialisme. Toutes ces théories, tout en se contredisant les unes les autres, ont un trait commun : elles affirment toutes que les capitalistes sont avides d'investissements à l'étranger, parce que leur production nationale, avec les progrès du capitalisme, tend à une réduction du taux du profit et parce qu'avec le capitalisme, le marché national est trop étroit pour absorber toute la production. Ce désir des capitalistes d'exporter et d'investir à l'étranger est nuisible, dit-on, aux intérêts de classe des prolétaires. De plus il conduirait au conflit international et à la guerre.

Pourtant les capitalistes n'investissaient pas à l'étranger afin d'en retirer des biens de la consommation. Au contraire, leur but était d'approvisionner le marché national en matières premières et denrées alimentaires qui sans cela ne pouvaient être obtenues ou seulement en quantités insuffisantes ou à des prix plus élevés. Sans commerce d'exportation et investissement étranger, les consommateurs européens et américains n'auraient jamais joui du niveau de vie élevé que le capitalisme leur a donné. Ce furent les besoins des consommateurs nationaux qui poussèrent capitalistes et entrepreneurs vers les marchés et les investissements étrangers. Si les consommateurs avaient été plus avides d'acquérir une plus grande quantité de biens qui pouvaient être produits à l'intérieur sans l'aide de matières premières étrangères que de denrées alimentaires et de matières premières étrangères, il aurait été plus profitable d'accroître la production nationale que d'investir à l'étranger.

Les doctrinaires marxistes ferment les yeux à dessein sur l'inégalité des ressources naturelles dans les différentes parties du monde ; et pourtant ces inégalités constituent le problème essentiel des relations internationales¹. Mais sans ces inégalités, les tribus germaniques et plus tard mongoles n'auraient pas envahi l'Europe. Elles se seraient dirigées vers les vastes espaces vides de la toundra

¹ Nous n'avons traité que des types d'investissement étranger qui avaient pour but de développer les ressources naturelles des pays arriérés, par exemple, l'investissement dans les exploitations minières et agricoles et leurs auxiliaires telles que les moyens de transport, les services publics, etc. L'investissement dans l'industrie étrangère est dû dans une grande mesure à l'influence du nationalisme économique ; cela ne se serait pas produit dans un monde de libre-échange. Ce fut le protectionnisme qui força les producteurs américains d'automobiles et les usines électriques allemandes à établir des filiales à l'étranger.

ou de la Scandinavie septentrionale. Si nous ne tenons pas compte de ces inégalités, nous ne pouvons découvrir aucune cause de guerre, si ce n'est quelque charme diabolique, par exemple, selon les marxistes, les sinistres machinations des capitalistes ou, selon les nazis, les intrigues de la juiverie mondiale.

Ces inégalités sont naturelles et ne peuvent jamais disparaître. Elles présenteraient aussi un problème insoluble pour un socialisme mondial unitaire. Une direction socialiste mondiale pourrait évidemment étudier une politique dans laquelle tous les êtres humains seraient traités de façon égale ; il pourrait essayer de transporter ouvriers et capital d'une zone à l'autre, sans retenir les intérêts des groupes de main-d'œuvre des divers pays ou des divers groupes linguistiques ; mais rien ne peut justifier l'illusion que ces groupes de travailleurs, dont le revenu par tête et le niveau de vie seraient diminués par une telle politique, seraient prêts à l'accepter. Aucun socialiste des nations occidentales ne considère le socialisme comme étant un plan (même si nous admettons la fallacieuse attente que la production socialiste augmenterait la productivité du travail) devant aboutir à une baisse des niveaux de vie de ces nations. Les travailleurs de l'Occident ne luttent pas pour l'égalisation de leurs salaires avec ceux du milliard cent millions de paysans et travailleurs extrêmement pauvres d'Asie et d'Afrique. Pour la même raison qu'ils s'opposent à l'immigration sous le régime capitaliste, ces travailleurs s'opposeraient à une telle politique de transfert de main-d'œuvre de la part d'une direction socialiste mondiale. Ils combattraient plutôt que d'accepter la suppression des discriminations existant entre les habitants heureux des régions relativement peu peuplées et les habitants infortunés des régions surpeuplées. Que nous appelions ces luttes guerres civiles ou guerres étrangères est sans importance.

Les travailleurs de l'Occident soutiennent le socialisme parce qu'ils espèrent améliorer leur situation en supprimant ce qu'ils appellent des revenus *non gagnés*. Nous ne nous intéressons pas à ces attentes fallacieuses. Nous n'avons qu'à souligner que les socialistes occidentaux ne veulent pas partager leurs revenus avec les masses déshéritées de l'Orient. Ils ne sont pas prêts à renoncer au privilège le plus précieux dont ils jouissent sous un régime d'étatisme et de nationalisme économique, l'exclusion de la main-d'œuvre étrangère. Les ouvriers américains sont pour le maintien de ce qu'ils appellent le *mode de vie américain* et non pour le mode de vie du monde socialiste, qui serait probablement intermédiaire entre le niveau de vie de l'Américain et celui du coolie, probablement plus proche du second que du premier. C'est une réalité absolue contre laquelle aucune rhétorique socialiste ne peut rien.

Les mêmes groupes égoïstes d'intérêts qui, par des barrières aux migrations, ont fait échec aux plans libéraux de coopération pacifique entre les nations, les États et les individus, détruiraient la paix interne d'un État socialiste mondial. L'argument de la paix est aussi dénué de fondement et erroné que tous les autres arguments mis en avant pour démontrer la viabilité et l'opportunité du socialisme.

V. Réfutation de quelques explications fallacieuses

1. Les insuffisances des explications courantes

Les explications courantes du nationalisme moderne sont loin de reconnaître que, dans notre monde de division internationale du travail, le nationalisme est la conséquence inévitable de l'étatisme. Nous avons déjà exposé les sophismes de la plus populaire de ces explications, à savoir la théorie marxiste de l'impérialisme. Nous avons maintenant à passer en revue quelques autres doctrines.

Les défauts de la théorie marxiste sont dus à son insuffisance du point de vue économique. La plupart des théories que nous avons à examiner maintenant ne tiennent pas du tout compte des facteurs économiques. Pour elles le nationalisme est un phénomène se déroulant dans une sphère non soumise à l'influence des facteurs communément appelés économiques. Certaines de ces théories vont même jusqu'à affirmer que les motifs nationalistes proviennent d'une négligence intentionnelle du domaine économique au profit d'autres domaines.

Un examen minutieux et complet de toutes ces opinions divergentes exigerait une étude de tous les problèmes fondamentaux de la vie sociale et de la philosophie sociale. Nous ne pouvons le faire dans un ouvrage consacré au nationalisme et aux conflits qu'il soulève et nous devons nous limiter aux problèmes examinés.

Étant donné les erreurs régnantes, il peut être nécessaire de souligner à nouveau que nous étudions des politiques, des actions politiques et des doctrines qui les influencent et non pas des vues ou des opinions sans effet pratique. Notre but n'est pas de répondre à des questions telles que : sous quel rapport les individus composant les diverses nations, États, groupes linguistiques ou sociaux diffèrent les uns des autres ? Ou : s'aiment-ils ou se détestent-ils les uns les autres ? Nous préférons savoir pourquoi ils préfèrent une politique de nationalisme économique et de guerre à une politique de coopération pacifique. Même des nations animées l'une pour l'autre d'une haine tenace se maintiendraient en paix si elles étaient convaincues qu'une telle politique sert mieux leurs intérêts.

2. Le prétendu caractère irrationnel du nationalisme

Il y a des personnes qui pensent avoir donné une explication satisfaisante du nationalisme en établissant son caractère irrationnel. Elles tiennent pour une sérieuse erreur, commune à beaucoup d'éco-

nomistes, d'affirmer que les actions humaines sont toujours rationnelles. L'homme, disent-ils, n'est pas un être rationnel. Les buts ultimes de ses actions sont souvent, si ce n'est toujours, irrationnels. Gloire et grandeur de leur nation, État, race, groupe linguistique ou classe sociale sont parmi ces buts irrationnels, que les hommes préfèrent à l'accroissement de leur richesse et de leur bien-être ou à l'amélioration de leur niveau de vie. Les hommes n'aiment pas la paix, la sécurité et une vie tranquille. Ils aspirent aux vicissitudes de la guerre et de la conquête, au changement, à l'aventure, au danger. Ils aiment tuer, voler, détruire. Ils sont impatients de marcher à l'ennemi quand les tambours battent, les trompettes sonnent et les étendards flottent au vent.

Cependant nous devons reconnaître que les concepts rationnel et irrationnel ne s'appliquent qu'aux moyens et jamais aux fins ultimes. Les jugements de valeur par lesquels le peuple fait son choix entre des fins ultimes contradictoires ne sont ni rationnels ni irrationnels. Ils sont arbitraires, subjectifs et résultant de points de vue individuels. En ce domaine il n'y a pas de valeurs objectives absolues, indépendantes des préférences individuelles. La conservation de la vie est une règle considérée comme une fin ultime ; mais il y a toujours eu des hommes qui ont préféré la mort à la vie, lorsque la vie ne pouvait être conservée que dans des conditions qu'ils estimaient insupportables. Les actions humaines consistent toujours en un choix entre deux biens ou deux maux qui ne sont pas considérés comme équivalents. Quand il y a équivalence parfaite, l'homme reste neutre et aucune action n'en résulte ; mais ce qui est bien et ce qui est meilleur ou ce qui est mauvais et ce qui est pire est décidé suivant des critères subjectifs, différents avec les individus et changeant pour les mêmes individus suivant les circonstances.

Aussitôt que nous appliquons les concepts rationnel ou irrationnel aux jugements de valeur, nous réduisons les fins au rang de moyens. Nous nous référons à quelque chose que nous nous sommes fixés comme fin provisoire en considérant le choix fait sur la base de l'efficacité pour atteindre cette fin. Si nous traitons des actions des autres nous substituons notre propre jugement au leur et si nous traitons de nos actions passées nous substituons notre appréciation présente à notre appréciation du moment où nous avons agi.

Rationnel et irrationnel signifient toujours : raisonnable ou non du point de vue des fins cherchées.

Rien n'est rationnel ou irrationnel dans l'absolu.

Nous pouvons maintenant comprendre ce que l'on essaie de dire quand on attribue des motifs irrationnels au nationalisme. On veut dire que le libéralisme avait tort en affirmant que les hommes

aspiraient davantage à améliorer les considérations matérielles de leur bien-être qu'à atteindre d'autres fins telles que gloire nationale, goût de la vie dangereuse ou satisfaction d'un goût pour les plaisirs sadiques. Les hommes, disent-ils, ont rejeté capitalisme et libre-échange parce qu'ils visaient d'autres fins que celles considérées comme suprêmes par le libéralisme. Les hommes ne cherchent pas une vie à l'abri du besoin ou de la crainte ou une vie de sécurité et des richesses croissantes, mais les satisfactions particulières que les dictateurs totalitaires leur fournissent.

On ne peut déterminer, grâce à des considérations philosophiques ou à priori, si ces affirmations sont vraies ou non. Ce sont des affirmations fondées sur des faits. Nous devons demander si l'attitude de nos contemporains est réellement telle que ces explications voudraient nous le faire croire.

Il n'y a pas de doutes qu'il y a réellement un certain nombre de personnes qui préfèrent atteindre d'autres fins que l'amélioration de leur bien-être matériel. Il y a toujours eu des hommes qui ont volontairement renoncé à beaucoup de plaisirs et de satisfactions afin de faire ce qu'ils considéraient comme juste et moral. Des hommes ont préféré le martyre à la renonciation de ce qu'ils estimaient vrai. Ils ont choisi la pauvreté et l'exil parce qu'ils voulaient être libres dans leur recherche de la vérité et de la sagesse. Cette attitude est la plus noble, les progrès de la civilisation, du bien-être et des lumières ont été les réalisations de tels hommes qui ont bravé le danger et défié la tyrannie de rois puissants et de masses fanatiques. L'histoire nous raconte l'épopée des hérétiques brûlés sur le bûcher, des philosophes mis à mort de Socrate à Giordano Bruno, des chrétiens et des juifs héroïquement fidèles à leurs croyances en dépit de persécutions meurtrières, et de beaucoup d'autres champions de l'honnêteté et de la fidélité dont le martyre fut moins spectaculaire mais non moins authentique ; mais ces exemples de désintéressement et d'acceptation du sacrifice ont toujours été exceptionnels ; ils ont été le privilège d'une élite peu nombreuse.

En outre, il est vrai qu'il y a toujours eu des personnes avides de puissance et de gloire ; mais de telles aspirations ne sont pas contraires au désir général d'une plus grande richesse, d'un revenu plus élevé et davantage de luxe. La soif de puissance n'implique pas la renonciation au progrès matériel. Au contraire les hommes veulent être puissants afin d'acquérir plus de richesses qu'ils ne pourraient en obtenir par d'autres méthodes. Beaucoup prévoient gagner davantage en volant autrui qu'en servant les consommateurs. Beaucoup choisissent une carrière aventureuse parce qu'ils croient réussir mieux de cette façon. Hitler, Goebbels et Goering étaient simple-

ment incapables de tout travail honnête ; ils auraient échoué dans les affaires pacifiques d'une société capitaliste. Ils luttèrent pour le pouvoir, la gloire et le gouvernement ; ils devinrent ainsi les hommes les plus riches de l'Allemagne nazie. Il est absurde d'affirmer que chez eux la *volonté de puissance* soit contraire au désir d'un bien-être matériel plus grand.

L'explication du nationalisme moderne et de la guerre que nous devons étudier en ce point de nos recherches ne se réfère pas seulement aux chefs, mais aussi à leurs partisans. À leur égard, la question est la suivante : est-il vrai que le peuple — les votants, la masse de nos contemporains — a abandonné intentionnellement libéralisme, capitalisme et libre-échange pour leur substituer l'étatisme — interventionnisme ou socialisme — le nationalisme économique, les guerres et les révolutions parce qu'il préfère une vie dangereuse dans la pauvreté à une vie confortable dans la paix et la sécurité ? Préfère-t-il réellement être pauvre dans un milieu où personne n'est mieux placé que lui que d'être plus riche dans une société de marché où il y a des personnes plus fortunées ? Choisit-il le chaos de l'interventionnisme, du socialisme et des guerres sans fin, quoiqu'il soit pleinement conscient que cela signifie pour lui pauvreté et épreuves ? Seul un homme manquant de tout sens des réalités et d'esprit d'observation oserait répondre à ces questions par l'affirmative. Il est évident que les hommes n'ont abandonné le libéralisme et ne combattent le capitalisme que parce qu'ils croient que l'interventionnisme, le socialisme et le nationalisme économique les enrichiront et ne les appauvriront pas. Les socialistes n'ont pas dit et ne disent pas aux masses : Nous voulons abaisser votre standard de vie. Les protectionnistes ne disent pas : Votre bien-être matériel souffrira des droits d'importation. Les interventionnistes ne défendent pas leurs mesures en soulignant leurs effets nuisibles au bien public. Au contraire, tous ces groupes insistent sans cesse sur le fait que leur politique enrichira leurs partisans. Le peuple soutient l'étatisme parce qu'il croit que celui-ci améliorera son sort. Il dénonce le capitalisme comme le privant de sa juste part.

Le principal argument de la propagande nazie entre 1919 et 1933 était : la juiverie mondiale et le capitalisme occidental ont provoqué notre misère ; nous combattons ces adversaires et vous rendrons ainsi plus prospères. Les nazis allemands et les fascistes italiens combattaient pour les matières premières et un sol fertile et promettaient à leurs partisans une vie de richesse et de luxe. L'*égoïsme sacré* des Italiens n'est pas une mentalité d'idéalistes, mais une mentalité de brigands. Mussolini ne magnifiait pas la vie dangereuse pour elle-même mais comme un moyen de faire un riche butin. Quand

Goering disait que les canons étaient plus importants que du beurre, il expliquait que les Allemands devaient réduire leur consommation de beurre dans l'avenir immédiat afin d'acquérir les canons nécessaires à la conquête de tous les trésors du monde. Si cela est de l'altruisme, de l'abnégation, ou de l'idéalisme irrationnel, alors les messieurs du syndicat des assassins de Brooklyn sont les altruistes et les idéalistes les plus parfaits.

Les nationalistes de tous les pays ont réussi à convaincre leurs adeptes que seules les politiques qu'ils défendent sont réellement avantageuses pour le bien-être de toute la nation et de tous les citoyens honnêtes, de ceux qui font partie du *nous* ; et que les autres partis sont prêts à vendre perfidement la prospérité nationale à des étrangers, à eux. En prenant la qualité de *nationaliste*, ils insinuent que les autres partis soutiennent les intérêts de l'étranger. Pendant la première guerre mondiale les nationalistes allemands se nommèrent le parti de la Patrie, traitant ainsi les partisans d'une paix séparée, d'une déclaration sincère que l'Allemagne ne voulait pas annexer la Belgique ou ne plus torpiller les navires avec leurs sous-marins, comme des traîtres à la nation. Ils n'étaient pas prêts à admettre que leurs adversaires aussi étaient honnêtes dans leur amour du bien public. Quiconque n'était pas un nationaliste était à leurs yeux un apostat et un traître.

Cette attitude est commune à tous les partis antilibéraux contemporains. Ceux qui se nomment *partis travaillistes*, par exemple, prétendent ne soutenir que les moyens favorables aux intérêts matériels — évidemment — des travailleurs. Quiconque n'est pas d'accord avec leur programme devient à leurs yeux un ennemi des travailleurs, et ils ne tolèrent pas la discussion rationnelle sur l'opportunité de leurs politiques pour les travailleurs. Ils sont infatués au point de n'accorder aucune attention aux objections soulevées par les économistes. Ce qu'ils soutiennent est bon, ce que leurs critiques défendent est mauvais.

Ce dogmatisme intransigeant ne signifie pas que les nationalistes ou les chefs syndicaux préconisent des buts autres que le bien-être matériel de leurs nations ou de leurs classes. Il illustre seulement un trait caractéristique de notre époque, le remplacement de la discussion raisonnable par les erreurs d'une fausse logique. Nous traiterons de ce phénomène dans un chapitre ultérieur.

3. La doctrine aristocratique

Parmi l'infinité de déclarations fallacieuses et de véritables erreurs qui contribuent à former la structure de la philosophie

marxiste, deux sont particulièrement sujettes à objection. Marx affirme que le capitalisme cause la paupérisation croissante des masses et prétend avec assurance que les prolétaires sont moralement et intellectuellement supérieurs à la bourgeoisie bornée, corrompue et égoïste. Ces fables ne méritent pas que l'on perde du temps à les réfuter.

Les champions d'un retour à un gouvernement oligarchique voient les choses sous un angle tout différent. C'est un fait, disent-ils, que le capitalisme a rempli une corne d'abondance à l'usage des masses, qui ne voient pas qu'elles deviennent chaque jour plus prospères. Les prolétaires ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher ou ralentir la venue des progrès techniques, ils ont même détruit les machines nouvelles. Leurs syndicats s'opposent encore aujourd'hui à toute amélioration des méthodes de production. Entrepreneurs et capitalistes ont dû pousser les masses récalcitrantes vers un système de production qui rende leurs vies plus confortables.

Dans une société de marché libre, ces défenseurs de l'aristocratie vont jusqu'à dire qu'une tendance prévaut vers la diminution de l'inégalité des revenus. Tandis que le citoyen moyen devient plus riche, les entrepreneurs heureux atteignent rarement une fortune qui les place très au-dessus du niveau moyen. Il n'y a qu'un petit groupe de gros revenus et la consommation totale de ce groupe est trop réduite pour jouer un rôle sur le marché. Les membres de la haute bourgeoisie jouissent aussi d'un niveau de vie plus élevé que les masses, mais leurs demandes ont également une faible importance sur le marché. Ils vivent plus confortablement que la majorité de leurs concitoyens, mais ne sont pas assez riches pour se permettre un style de vie substantiellement différent. Leurs vêtements sont plus coûteux que ceux des couches inférieures, mais ils sont du même modèle et obéissent aux mêmes modes. Leurs salles de bains et leurs voitures sont plus élégantes, mais le service qu'elles rendent est substantiellement le même. Les vieilles différences entre les niveaux de vie se sont réduites à des différences qui, pour la plupart, ne sont qu'une question de présentation. La vie privée d'un entrepreneur moderne ou du personnel de direction diffère beaucoup moins de celle de leurs employés que, il y a cent ans, la vie d'un propriétaire féodal différait de la vie de ses serfs.

Aux yeux de ces critiques pro-aristocratiques, une conséquence déplorable de cette tendance vers l'égalisation et la hausse du niveau de vie est que les masses prennent une part plus active dans la mentalité nationale et les activités politiques. Elles n'imposent pas seulement les standards artistiques et littéraires, elles sont suprêmes aussi en politique. Elles ont maintenant un confort et des loisirs

suffisants pour jouer un rôle décisif dans les affaires communales ; mais elles ont l'esprit trop étroit pour saisir le sens des politiques saines. Elles jugent tous les problèmes économiques du point de vue de leur propre situation dans le processus de production. Pour elles, entrepreneurs, capitalistes et la plupart du personnel de direction sont simplement des oisifs dont les services pourraient être facilement rendus par *quiconque capable de lire et d'écrire*¹. Les masses sont pleines d'envie et de ressentiment ; elles veulent exproprier capitalistes et entrepreneurs dont la faute est de les avoir servies trop bien. Elles sont absolument incapables de concevoir les conséquences éloignées des mesures qu'elles proposent. Elles sont ainsi conduites à détruire les sources dont découle leur prospérité. La politique des démocrates est un suicide. Des foules tumultueuses exigent des actes contraires à la société et à leurs meilleurs intérêts. Elles envoient au Parlement des démagogues corrompus, des aventuriers et des charlatans qui vantent des remèdes évidents et des médecines stupides. La démocratie a abouti à une révolte des barbares intérieurs contre la raison, les mesures sensées et la civilisation. Les masses ont solidement établi les dictateurs dans de nombreux pays européens. Elles peuvent aussi réussir rapidement en Amérique. La grande expérience du libéralisme et de la démocratie a montré qu'elle se liquidait elle-même. Elle a entraîné la pire de toutes les tyrannies.

Une réforme radicale est nécessaire, non pour le salut de l'élite, mais pour la sauvegarde de la civilisation et au bénéfice des masses. Les revenus des prolétaires, disent les défenseurs d'une *révolution aristocratique*, doivent être abaissés ; leur travail doit être rendu plus dur et plus fatigant. Après avoir accompli son travail journalier, le travailleur doit être si fatigué qu'il ne puisse trouver les loisirs pour les pensées et les activités dangereuses. Il doit être privé du droit de vote. Tout pouvoir politique doit être confié aux classes supérieures. La populace sera alors inoffensive. Elle sera servie comme telle, heureuse, reconnaissante et obéissante. Ce dont les masses ont besoin c'est un contrôle serré. Si on les laisse libres, elles succomberont comme une proie facile aux aspirations dictatoriales de coquins. Sauvons-les en établissant à temps un gouvernement oligarchique et paternel des meilleurs, de l'élite, de l'aristocratie.

Ce sont là des idées que beaucoup de nos contemporains ont tirées des écrits de Burke, Dostoïevsky, Nietzsche, Pareto et Michels et de l'expérience historique des dernières décennies. Vous avez le choix, disent-ils, entre la tyrannie des hommes composant la lie de la

¹ Voir les idées caractéristiques de Lénine sur les problèmes de l'entreprise et de la direction dans son pamphlet *État et Révolution* (New-York, 1917), p. 83-84.

société et le gouvernement bienfaisant des rois et des aristocrates éclairés. Dans l'histoire, il n'y a jamais eu de système démocratique durable. Les républiques de l'Antiquité et du moyen âge n'étaient pas de véritables démocraties ; les masses — esclaves et métèques — n'ont jamais pris part au gouvernement. De toute façon, ces républiques elles aussi ont fini en démagogie et décadence. Si le règne d'un Grand Inquisiteur est inévitable, qu'il soit un cardinal romain, un prince Bourbon, un seigneur anglais plutôt qu'un aventurier sadique de basse extraction.

Le principal défaut de ce raisonnement est qu'il exagère considérablement le rôle joué par les couches inférieures de la société dans l'évolution vers les politiques néfastes de notre époque. Il est paradoxal d'affirmer que les masses décrites comme de la canaille par les partisans de l'oligarchie auraient été capables de maîtriser les classes supérieures, l'élite des entrepreneurs, des capitalistes et des intellectuels, et de leur imposer leur propre mentalité.

Quel est le responsable des événements déplorables des dernières décades ? Est-ce que les classes inférieures, les prolétaires ont développé les nouvelles doctrines ? En aucune façon. Aucun prolétaire n'a en rien contribué à l'élaboration des théories antilibérales. À la racine de l'arbre généalogique du socialisme moderne, nous trouvons le nom du descendant le plus dépravé de l'une des familles aristocratiques les plus éminentes de l'ancienne France. Presque tous les pères du socialisme appartenaient à la haute bourgeoisie ou aux professions libérales. Le Belge Henri de Man, jadis socialiste d'extrême gauche et aujourd'hui nazi non moins radical, était tout à fait dans le vrai quand il affirmait : *Quiconque accepte la trompeuse expression marxiste qui rattache toute idéologie sociale à une classe déterminée, devrait dire que le socialisme en tant que doctrine, et même le marxisme, sont d'origine bourgeoise*¹. Ni l'interventionnisme ni le nationalisme ne viennent de la lie. Ce sont des produits des personnes nanties.

Le succès écrasant des doctrines qui se sont révélées si nuisibles à une coopération sociale pacifique et qui ébranlent maintenant les fondements de notre civilisation n'est pas le résultat des activités populaires. Les prolétaires, travailleurs et agriculteurs, ne sont à coup sûr pas responsables. Les membres des classes supérieures sont les auteurs de ces idées destructives. Les intellectuelles ont converti les masses à cette idéologie ; ils ne l'ont pas tirée d'elles. Si la suprématie de ces doctrines modernes est une preuve de décadence intellectuelle, elle ne démontre pas que les couches inférieures ont fait la

¹ De Man, *La Psychologie du Socialisme* (Iéna, 1927), p. 16-17. Man écrivit ceci à une époque où il était le favori du socialisme allemand d'extrême gauche.

conquête des couches supérieures. Elle démontre plutôt la décadence des intellectuels et de la bourgeoisie. Les masses, précisément parce qu'elles sont bornées et inertes mentalement, n'ont jamais créé des idéologies nouvelles ; cela a toujours été la prérogative de l'élite.

La vérité est que nous sommes en présence d'une dégénérescence de la société tout entière et non d'un mal limité à certaines de ses parties.

Quand les libéraux recommandent un gouvernement démocratique comme le seul moyen de sauvegarder une paix durable à la fois à l'intérieur et dans les relations internationales, ils ne prônent pas le règne des individus médiocres, bornés, stupides et des barbares indigènes, comme le croient quelques critiques de la démocratie. Ils sont libéraux et démocrates, précisément parce qu'ils désirent un gouvernement dirigé par les hommes les mieux adaptés à cette tâche. Ils affirment que les hommes les plus qualifiés pour gouverner doivent prouver leurs capacités en convainquant leurs concitoyens, de telle sorte que ceux-ci leur confient volontairement cette charge. Ils ne s'attachent pas à la doctrine militariste, commune à tous les révolutionnaires, selon laquelle la preuve de la qualification est le fait de s'emparer de la charge par des actes de violence ou de fraude. Aucun gouvernant qui manque du don de persuasion ne peut rester longtemps en place ; c'est la condition indispensable du gouvernement. Ce serait une illusion vaine que d'affirmer qu'un gouvernement, quelque bon soit-il, puisse durer longtemps sans le consentement public. Si notre société ne donne pas naissance à des hommes ayant le pouvoir de rendre sains les principes sociaux généralement acceptés, la civilisation est perdue, quel que puisse être le système de gouvernement.

Il n'est pas vrai que les dangers courus par le maintien de la paix, de la démocratie et de la liberté soient le résultat d'une *révolte des masses*. Ce sont les réalisations des érudits et des intellectuels, des fils de possédants, des écrivains et des artistes choyés par la meilleure société. Dans tous les pays du monde, dynasties et aristocrates ont travaillé avec les socialistes et les interventionnistes contre la liberté. Toutes les églises et sectes chrétiennes ont virtuellement adopté les principes du socialisme et de l'interventionnisme. Dans presque tous les pays, le clergé encourage le nationalisme. Quoique le catholicisme soit mondial, l'Église romaine elle-même n'offre pas d'exception. Le nationalisme des Irlandais, des Polonais et des Slovaques est dans une grande mesure l'œuvre du clergé. Le nationalisme français a trouvé son soutien le plus efficace dans l'Église.

Il serait vain d'essayer de guérir ces maux par un retour au gouvernement des autocrates et des nobles. L'autocratie des tsars en

Russie et celle des Bourbons en France et en Espagne n'étaient pas une garantie de bonne administration. Les Hohenzollern, les Junkers prussiens en Allemagne et les classes dirigeantes anglaises ont clairement montré leur incapacité à diriger un pays.

Si des hommes nuls et vils contrôlent le gouvernement de beaucoup de pays, c'est parce que d'éminents intellectuels ont recommandé leur règne ; les principes selon lesquels ils exercent leurs pouvoirs ont été conçus par des doctrinaires bourgeois et approuvés par les intellectuels. Ce dont le monde a besoin n'est pas une réforme constitutionnelle, mais des idéologies saines. Il est évident que tout système constitutionnel peut fonctionner de façon satisfaisante si les gouvernants sont à la hauteur de leur tâche. Le problème est de trouver des hommes capables. Ni un raisonnement à priori, ni l'expérience historique n'ont disqualifié l'idée fondamentale du libéralisme et de la démocratie selon laquelle le consentement des gouvernés est la première condition du gouvernement. Ni des rois bienfaisants, ni des aristocraties éclairées, ni des prêtres ou des philosophes désintéressés ne peuvent réussir à défaut de ce consentement. Quiconque veut de façon durable établir un bon gouvernement doit commencer par essayer de persuader ses concitoyens et leur offrir des idéologies conformes à la raison. Il ne fait que démontrer sa propre incapacité quand il recourt à la violence, la coercition, la contrainte au lieu de la persuasion. À la longue, la force et la menace ne peuvent être employées avec succès contre des majorités. Il ne reste aucun espoir à la civilisation quand les masses soutiennent des politiques malfaisantes. Il faut que l'élite doive sa suprématie à la vertu de sa persuasion et non au recours des pelotons d'exécution.

4. Darwinisme mal interprété

Rien ne pouvait être plus mal interprété que la tentative maintenant à la mode pour appliquer les méthodes et les concepts des sciences naturelles à la solution des problèmes sociaux. Dans le domaine de la nature, nous ne pouvons rien savoir des causes finales, par rapport auxquelles les événements peuvent être expliqués ; mais dans le domaine des actions humaines il existe une finalité des hommes agissant. Les hommes font des choix. Ils visent certaines fins et utilisent des moyens afin d'atteindre les fins cherchées.

Le darwinisme est l'une des grandes œuvres du XIX^e siècle ; mais ce que l'on appelle communément darwinisme social n'est qu'une déformation tendancieuse des idées avancées par Charles Darwin.

C'est une loi inévitable de la nature, disent ces pseudo-darwinistes, que chaque être vivant dévore les plus petits et les plus faibles et que lorsque vient son tour, il soit englouti par un plus grand et un plus fort. Dans la nature, il n'y a ni paix ni amitié mutuelle. Dans la nature il y lutte et anéantissement sans merci de ceux qui ne réussissent pas à se défendre. Les plans libéraux de paix éternelle sont le résultat d'un nationalisme illusoire. Les lois de la nature ne peuvent être abolies par les hommes. En dépit de la protestation libérale, nous sommes témoins d'une répétition des guerres. Il y a toujours eu des guerres et il y aura toujours des guerres. Ainsi le rationalisme moderne est un retour des idées fallacieuses vers la réalité de la nature et de la vie.

Remarquons d'abord incidemment que les luttes auxquelles cette doctrine se réfère sont des luttes entre des animaux d'espèces différentes. Des animaux plus gros dévorent les animaux plus petits ; la plupart du temps ils ne dévorent pas leur propre espèce à la façon des cannibales ; mais ce fait est de faible importance.

Le seul équipement que les bêtes utilisent dans leurs luttes est leur force physique, leurs caractéristiques corporelles et leur instinct. L'homme est mieux armé. Quoique son corps soit plus faible que celui de beaucoup d'animaux de proie et qu'il soit sans défense contre les microbes les plus dangereux, l'homme a conquis la terre grâce à son don le plus précieux, la raison. La raison est la principale ressource de l'homme dans la lutte pour survivre. C'est folie de considérer la raison humaine comme quelque chose qui ne serait pas naturel ou qui serait même contraire à la nature. La raison remplit une fonction biologique fondamentale dans la vie humaine ; c'est le trait caractéristique de l'homme. Quand l'homme combat, il l'utilise presque toujours comme son arme la plus efficace. La raison guide ses pas dans ses efforts pour améliorer les conditions extérieures de sa vie et de son bien-être. L'homme est un animal raisonnable, *homo sapiens*.

Actuellement, la plus grande trouvaille de la raison est la découverte des avantages de la coopération sociale et son corollaire, la division du travail. Grâce à cette réalisation l'homme a pu centupler sa descendance et fournir à chaque individu une vie bien supérieure à celle offerte par la nature à ses ancêtres non humains il y a quelques centaines de milliers d'années. En ce sens — que beaucoup plus d'hommes sont actuellement vivants et que chacun d'eux jouit d'une vie beaucoup plus riche que ses pères — nous pouvons employer le mot de progrès. C'est évidemment un jugement de valeur et comme tel arbitraire ; mais il est porté d'un point de vue accepté pratiquement par tous les hommes, même ceux qui — comme le

comte Tolstoï et le Mahatma Gandhi — semblent attaquer toute notre civilisation sans aucune distinction. La civilisation humaine n'est pas quelque chose de réalisé contre la nature ; c'est plutôt le produit des qualités innées de l'homme.

Coopération sociale et guerre sont à la longue incompatibles. Des individus indépendants peuvent se combattre les uns les autres sans détruire les fondements de leur existence ; mais à l'intérieur d'un système social de coopération et de division du travail, la guerre signifie la désintégration. L'évolution progressiste de la société exige l'élimination progressive de la guerre. Dans les conditions actuelles de division du travail il n'y a plus de place pour la guerre. La grande société fondée sur les échanges mutuels mondiaux de produits et de services exige la coexistence pacifique des États et des nations. Il y a quelques centaines d'années, il était nécessaire d'éliminer les guerres entre nobles régnant sur les divers pays et régions afin de permettre le développement pacifique de la production nationale. La même réalisation s'impose aujourd'hui pour la communauté mondiale. Abolir la guerre internationale n'est pas davantage contraire à la nature qu'il ne l'était il y a cinq cents ans d'empêcher les barons de se combattre ou, il y a deux mille ans, d'empêcher un homme de voler et de tuer son voisin. Si les hommes ne réussissent à abolir maintenant la guerre, civilisation et humanité sont condamnées.

D'un point de vue darwiniste correct il serait vrai de dire : coopération sociale et division du travail sont les principaux instruments de l'homme dans sa lutte pour la survie. L'intensification de ce caractère mutuel dans le sens d'un système mondial d'échange a considérablement amélioré les conditions de l'humanité. Le maintien de ce système exige une paix durable. C'est pourquoi l'abolition de la guerre est capitale pour l'homme dans sa lutte pour la vie.

5. Le rôle du chauvinisme

Confondre nationalisme et chauvinisme ou expliquer le nationalisme comme une conséquence du chauvinisme est une erreur répandue.

Le chauvinisme est une disposition du caractère et de l'esprit, il n'aboutit pas à l'action. Le nationalisme est d'une part une doctrine recommandant un certain type d'action et d'autre part la politique par laquelle cette action est mise en œuvre. C'est pourquoi chauvinisme et nationalisme sont deux choses entièrement différentes qui ne sont pas nécessairement liés. Beaucoup de vieux libéraux étaient aussi chauvins ; mais ils ne croyaient pas qu'infliger des dommages

aux autres nations était le moyen convenable d'assurer le bien-être de leur propre nation. Ils étaient chauvins mais ils n'étaient pas nationalistes.

Le chauvinisme est la présomption de la supériorité des qualités et des réalisations de sa propre nation ; dans les conditions actuelles cela signifie, en Europe, celle de son groupe linguistique. Une telle arrogance est une faiblesse commune chez l'homme moyen ; il n'est pas très difficile d'expliquer son origine.

Rien ne réunit plus étroitement les hommes que la communauté de langue et rien ne les sépare plus efficacement qu'une différence de langue. Nous pouvons aussi bien renverser cette déclaration et affirmer que des hommes qui s'associent font usage de la même langue et que des hommes entre lesquels il n'y a pas de relations directes ne s'associent pas. Si des classes inférieures d'Angleterre et d'Allemagne avaient plus de choses en commun entre elles qu'avec les couches supérieures de leur propre pays, alors les prolétaires des deux pays parleraient le même idiome, langage différent de celui des classes supérieures. Si dans l'ordre social du XVIII^e siècle les aristocraties des divers pays d'Europe étaient plus liées les unes aux autres qu'avec le commun de leur propre nation, c'est qu'elles utilisaient la langue commune aux classes supérieures, le français.

L'homme qui parle une langue étrangère et ne comprend pas notre langue est un *barbare* parce que nous ne pouvons communiquer avec lui. Un pays *étranger* est un pays où notre langue n'est pas comprise. C'est une grande gêne que de vivre dans un tel pays, qui entraîne un malaise et le mal du pays. Quand des individus en rencontrent d'autres parlant une langue étrangère, ils les regardent comme des étrangers ; ils viennent à considérer ceux qui parlent leur propre langue comme plus proches d'eux, comme des amis. On transfère la désignation linguistique au peuple parlant la langue. Tous ceux qui parlent principalement et quotidiennement l'italien sont appelés Italiens. De plus, la terminologie linguistique est utilisée pour désigner le pays où vivent les Italiens et finalement pour désigner dans le pays tout ce qui diffère des autres pays. On parle de cuisine italienne, de vin italien, d'art italien et d'industrie italienne, et ainsi de suite. Les institutions italiennes sont naturellement plus familières aux Italiens que les institutions étrangères. Les appelant eux-mêmes italiennes ils utilisent en parlant de ces institutions le pronom possessif *mon* ou *nôtre*.

Le fait de surestimer sa propre communauté linguistique et toute chose communément désignée par le même adjectif que la langue n'est psychologiquement pas plus difficile à expliquer que la surévaluation par un individu de sa propre personnalité et la sous-

estimation de celle d'autrui (le contraire — sous-évaluation de sa propre personnalité et de sa nation et surévaluation d'autrui et de pays étrangers — peut aussi se produire parfois, quoique cela soit plus rare). En tout cas il faut souligner que le chauvinisme était plus ou moins limité jusqu'au début du XIX^e siècle. Seule une petite minorité connaissait les pays, les langues et les institutions étrangères et ce petit nombre était suffisamment instruit pour juger les choses de l'étranger d'une façon relativement objective. Les masses ne savaient rien sur les pays étrangers. Pour eux l'étranger n'était pas inférieur, mais simplement inconnu. À cette époque, tout individu vaniteux était fier de son rang et non de sa nation. Les différences de castes comptaient plus que les différences nationales ou linguistiques.

Avec l'ascension du libéralisme et du capitalisme, les conditions changèrent rapidement. Les masses devinrent plus instruites. Elles acquirent une meilleure connaissance de leur propre langue. Elles commencèrent à lire et à apprendre quelque chose sur les pays et les habitudes étrangères. Voyager devint meilleur marché et davantage d'étrangers visitèrent le pays. Les écoles donnèrent aux langues étrangères une plus grande place dans le programme ; mais néanmoins pour les masses, un étranger est encore une créature que l'on ne connaît que par les livres et les journaux. Aujourd'hui encore, des millions de personnes vivent en Europe qui n'ont jamais eu l'occasion de rencontrer ou de parler avec un étranger, sauf un camp de bataille.

Vanité et surévaluation de sa nation sont tout à fait communes ; mais il serait absolument faux d'affirmer que haine et mépris des étrangers sont des qualités naturelles et innées. Même des soldats combattant pour tuer leurs ennemis ne haïssent pas l'adversaire individuel, s'ils le rencontrent en dehors du combat. Le guerrier orgueilleux ne hait ni ne méprise son ennemi ; il veut seulement étaler sa valeur sous un jour glorieux. Quand un industriel allemand dit qu'aucun autre pays ne peut produire des marchandises aussi bon marché et aussi bonnes que l'Allemagne, cela ne diffère pas de l'affirmation selon laquelle les produits de concurrents intérieurs sont moins bons que les siens.

Le chauvinisme moderne est un produit de la littérature. Écrivains et orateurs recherchent le succès en flattant leur public. C'est pourquoi le chauvinisme se répand avec la production massive de livres, de périodiques et de journaux. La propagande nationaliste l'encourage. Néanmoins, son importance politique est relativement faible et il doit en tout cas être nettement distingué du nationalisme.

Les Russes sont convaincus que la physique n'est enseignée que dans les écoles de la Russie soviétique et que Moscou est la seule ville équipée d'un chemin de fer souterrain. Les Allemands affirment que seule l'Allemagne a de vrais philosophes ; ils décrivent Paris comme une agglomération de lieux de plaisir. Les Anglais croient que l'adultère est tout à fait usuel en France et les Français qualifient l'homosexualité de *vice allemand*. Les Américains doutent que les Européens utilisent des baignoires ; ce sont là des faits regrettables, mais qui ne provoquent pas la guerre.

Il est paradoxal que le Français tire vanité du fait que Descartes, Voltaire et Pasteur soient Français et prenne pour lui une part de la gloire de Molière et de Balzac ; mais cela est politiquement inoffensif. Cela est également vrai de la surestimation des hauts faits militaires de son pays et de l'impatience des historiens à interpréter les batailles perdues. Un observateur impartial ressent un curieux sentiment quand des Hongrois ou des Roumains parlent de leur civilisation nationale avec des épithètes qui seraient grotesquement déplacées même si la Bible, le *corpus juris civilis*, la déclaration des Droits de l'Homme et les œuvres de Shakespeare, Newton, Goethe, Laplace, Ricard et Darwin avaient été écrits par des Hongrois ou des Roumains en hongrois ou en roumain ; mais l'antagonisme politique de ces deux nations n'a rien à voir avec de telles déclarations.

Le chauvinisme n'a pas engendré le nationalisme. Sa principale fonction sur le plan des politiques nationalistes est de parer les démonstrations et les fêtes du nationalisme. Le peuple déborde de joie et de fierté quand les orateurs officiels le traitent comme l'élite de l'humanité, vantent les faits immortels de ses ancêtres et l'invincibilité de ses forces armées ; mais quand les mots s'évanouissent et que la cérémonie est terminée le peuple retourne chez lui et va au lit : il n'enfourche pas le cheval de bataille.

D'un point de vue politique, il est évidemment dangereux que les hommes soient si facilement excités par des discours emphatiques ; mais les actions politiques du nationalisme moderne ne peuvent être ni excusées ni expliquées par l'intoxication chauvine. Elles sont le résultat d'un raisonnement froid, quoique mal conduit. Les doctrines soigneusement élaborées, quoique erronées, de livres érudits et pleins de pensée conduisent au choc des nations, à des guerres sanglantes et à la destruction.

6. *Le rôle des mythes*

Le terme *mythe* a été longtemps utilisé pour désigner des récits ou des doctrines purement fictives. C'est en ce sens que les chrétiens qualifient de mythes les enseignements et les histoires du paganisme. En ce sens, ceux qui ne partagent pas la foi chrétienne qualifient de mythique les récits de la Bible ; pour les chrétiens ce ne sont pas es mythes, mais la vérité.

Ce fait évident a été déformé par des écrivains qui soutiennent que des doctrines qui ne peuvent résister aux critiques de la raison peuvent néanmoins se justifier en leur attribuant un caractère mythique. Ils ont essayé de construire une théorie rationaliste pour sauvegarder l'erreur et la protéger contre un raisonnement sain.

Si une déclaration peut être réfutée, vous ne pouvez la justifier en lui donnant le statut de mythe et en la mettant ainsi à l'abri d'objections raisonnables. Il est vrai que beaucoup de fictions et de doctrines, aujourd'hui réfutées généralement ou en grande partie et donc appelées mythes, ont joué un grand rôle dans l'histoire. Mais elles jouent ce rôle non comme mythes, mais en tant que doctrines considérées comme vraies. Aux yeux de leurs défenseurs, elles étaient entièrement authentiques ; c'était leur conviction honnête. Elles tournèrent en mythes aux yeux de ceux qui les considéraient comme fictives et contraires à la réalité et qui, en conséquence, ne soumettaient plus leurs actions à leur influence.

Pour Georges Sorel, un mythe est la construction imaginaire d'une action future réussie¹ ; mais nous devons ajouter que, pour estimer la valeur d'une méthode de procédure, un seul point doit être considéré : à savoir si c'est un procédé convenable d'atteindre la fin cherchée. Si un examen raisonnable démontre que la méthode ne convient pas, elle doit être rejetée. Il est impossible de rendre une méthode impropre plus efficace en lui attribuant la qualité d'un mythe. Sorel dit : *Si vous vous placez sur le terrain des mythes, vous êtes à l'abri de toute espèce de réfutation critique*². Mais le problème n'est pas de réussir dans la polémique en recourant à des subtilités et des supercheries. La seule question est de savoir si l'action guidée par la doctrine considérée atteindra ou non les fins cherchées. Même si quelqu'un dit, comme Sorel, que la tâche des mythes est d'équiper

¹ Sorel, *Réflexions sur la violence* (3^e éd. Paris, 1912), p. 32 : « Les hommes qui participent aux grands mouvements sociaux se représentent leur action prochaine sous formes d'image de bataille assurant le triomphe de leur cause. Je propose de nommer mythes ces constructions. »

² *Op. cit.*, p. 49.

les hommes pour combattre en vue de la destruction de ce qui existe¹, on ne peut échapper à la question : ces mythes représentent-ils un moyen adéquat d'accomplir cette tâche ? Il faut souligner incidemment que la destruction des conditions existantes ne peut, à elle seule, être considérée comme un but ; il est nécessaire de construire quelque chose de nouveau à la place de ce qui a été détruit.

Si la démonstration rationnelle prouve que le socialisme comme système social ne peut réaliser ce que le peuple souhaite ou prévoit devoir être réalisé par lui et que la grève générale n'est pas un moyen approprié pour fonder le socialisme, vous ne pouvez changer ces faits en déclarant — comme Sorel le fait — que le socialisme et la grève générale sont des mythes. Les personnes qui sont fidèles au socialisme et à la grève générale veulent atteindre certaines fins ; elles sont convaincues qu'elles réussiront par ces méthodes. Ce n'est pas comme mythes mais comme doctrines considérées comme exactes et établies que socialisme et grève générale sont défendus par des millions d'hommes.

Quelques libres penseurs disent : la chrétienté est une croyance absurde, un mythe ; pourtant il est utile que les masses adhèrent aux dogmes chrétiens ; mais l'avantage attendu par ces libres penseurs dépend du fait que les masses prennent effectivement les Évangiles pour la vérité ; il ne pourrait être atteint si elles regardaient les commandements comme des mythes.

Quiconque rejette une doctrine politique comme fausse est d'accord avec la terminologie généralement acceptée en l'appelant mythe² ; mais s'il veut profiter de la superstition populaire afin d'atteindre ses propres fins, il doit faire attention à ne pas la dénigrer en la qualifiant ouvertement de mythe. Car il ne peut utiliser cette doctrine que tant que les autres la considèrent comme la vérité. Nous ne savons pas ce que croyaient les princes du XVI^e siècle qui adhèrent à la religion réformée. Si ce n'était pas une conviction sincère, mais le désir de s'enrichir qui les a guidés, ils ont abusé de la foi populaire dans l'intérêt de leurs appétits égoïstes. Ils auraient cependant porté préjudice à leurs propres intérêts s'ils avaient qualifié de mythique la nouvelle croyance. Lénine était assez cynique pour dire que les révolutions devaient être faites avec les slogans du jour. Et il fit sa propre révolution en affirmant publiquement — contre sa propre conviction — les slogans qui avaient pris sur l'opinion publique. Quelques dirigeants de partis peuvent être con-

¹ *Op. cit.*, p. 46.

² Perroux, *Les mythes hitlériens* (Lyon, 1935) ; Rougier, *Les mystiques politiques contemporains* (Paris, 1935) ; Rougier, *Les mystiques économiques* (Paris, 1938)

vaincus de la fausseté de la doctrine de leur parti, mais les doctrines ne peuvent avoir d'influence réelle que dans la mesure où le peuple les considère comme exactes.

Socialisme et interventionnisme, étatismes et nationalisme ne sont pas des mythes aux yeux de leurs défenseurs, mais des doctrines indiquant la meilleure façon d'atteindre leurs buts. La puissance de ces enseignements est fondée sur la ferme croyance des masses qu'elles amélioreront effectivement leur sort en les appliquant. Pourtant ils sont fallacieux ; ils partent d'affirmations fausses et leur raisonnement est plein de paralogismes. Ceux qui voient clair à travers ces erreurs ont raison de les appeler mythes ; mais tant qu'ils ne réussiront pas à convaincre leurs concitoyens que ces doctrines sont insoutenables, elles domineront l'opinion publique et les politiciens et les hommes d'État seront guidés par elles. Les hommes sont toujours sujets à l'erreur ; ils se sont trompés dans le passé et se tromperont à l'avenir. Mais ils ne se trompent pas exprès. Ils veulent réussir et ils savent très bien que le choix de moyens impropres fera échouer leurs actions. Les hommes n'ont pas besoin de mythes mais de doctrines efficaces indiquant les vrais moyens d'atteindre les fins cherchées.

Le nationalisme en général et le nazisme en particulier ne sont pas des mythes intentionnels et ne sont pas non plus basés ou soutenus par des mythes intentionnels. Ce sont des doctrines politiques et des politiques (quoique défectueuses) qui ont même une intention scientifique.

Si quelqu'un était prêt à appeler mythes les variations sur des thèmes comme *nous sommes le sel de la terre* ou *nous sommes le peuple élu* auxquelles toutes les nations et castes se sont adonnées d'une façon ou d'une autre, nous devrions nous référer à ce qui a été dit sur le chauvinisme. C'est une musique pour l'enchantement et la satisfaction de la communauté, plutôt un passe-temps pour les heures qui ne sont pas consacrées aux affaires de la politique. La politique est une activité et une lutte dirigées vers certains buts. Il ne faut pas la confondre avec un simple penchant à se louer et à s'aduler soi-même.

Troisième partie

Le nazisme allemand

VI. Les caractéristiques particulières du nationalisme allemand

1. *L'éveil*

Le nationalisme allemand ne différerait pas du nationalisme des autres peuples jusqu'à ce que — dans les dernières années 1870 et les premières années 1880 — les nationalistes allemands fissent ce qu'ils croyaient être une grande découverte. Ils découvrirent que leur nation était la plus forte d'Europe. Ils conclurent que l'Allemagne était donc assez puissante pour placer l'Europe et même le monde entier sous son joug. Leur raisonnement s'établissait ainsi :

Les Allemands forment le peuple le plus nombreux d'Europe, Russie exceptée. Le Reich lui-même, à l'intérieur des frontières tirées par Bismarck, a plus d'habitants que n'importe quel autre pays d'Europe, à la même exception près. En dehors des frontières du Reich vivent plusieurs millions d'individus de langue allemande, qui tous, selon le principe des nationalités, doivent être réunis au Reich. La Russie, disaient-ils, ne doit pas être prise en considération parce qu'elle n'est pas une nation homogène mais un conglomerat de beaucoup de nationalités différentes. Si vous déduisez de la population russe les Polonais, les Finlandais, Estoniens, Lettons, Lithuaniens, Russes Blancs, tribus caucasiennes et mongoles, les Grégoriens, les Allemands des provinces baltes et des rives de la Volga, et spécialement les Ukrainiens, il ne reste que les Grands Russiens qui sont moins nombreux que les Allemands. De plus, la population allemande s'accroît plus rapidement que celle de toute autre nation européenne et beaucoup plus vite que celle de son ennemie *héréditaire*, la France.

La nation allemande jouit de l'énorme avantage d'occuper le centre de l'Europe. Elle domine ainsi stratégiquement toute l'Europe et quelques parties d'Asie et d'Afrique. En cas de guerre, elle jouit de l'avantage d'être sur les lignes intérieures.

Le peuple allemand est jeune et vigoureux tandis que les nations occidentales sont vieilles et dégénérées. Les Allemands sont appliqués, vertueux et prêts à combattre. Le Français est moralement

corrompu, l'idole du Britannique est Mammon et le profit, les Italiens sont chétifs, les Russes sont des barbares.

Les Allemands sont les meilleurs guerriers. Les batailles de Rosbach, Katzbach, Leipzig, Waterloo, Saint-Privat et Sedan ont prouvé que les Français ne pouvaient leur résister. Les Italiens ont toujours tourné les talons. L'infériorité militaire de la Russie a été mise en évidence en Crimée et dans la dernière guerre avec les Turcs. La puissance terrestre des Anglais a toujours été négligeable. La Grande-Bretagne ne domine les océans que parce que les Allemands, politiquement désunis, ont négligé dans le passé de créer une puissance maritime. Les exploits de la Ligue Hanséatique prouvent clairement le génie maritime de l'Allemagne.

C'est pourquoi il est évident que la nation allemande est prédestinée à l'hégémonie. Dieu, le destin et l'histoire choisirent les Allemands en les dotant de leurs grandes qualités ; mais cette action bénie n'a malheureusement pas encore découvert ce qu'exigent son droit et son devoir. Oublieux de leur mission historique, les Allemands se sont abandonnés à leurs antagonismes intérieurs. Les Allemands se sont combattus les uns les autres. Le christianisme a affaibli leur ardeur guerrière innée. La Réforme a divisé la nation en deux camps hostiles. Les empereurs ont mésusé des forces de l'Empire pour les intérêts égoïstes de leur dynastie. Les autres princes ont trahi la nation en aidant les envahisseurs français. Les Suisses et les Hollandais ont fait sécession ; mais maintenant, le jour des Allemands est enfin venu. Dieu a envoyé à son peuple élu ses sauveurs, les Hohenzollern. Ils ont ranimé l'authentique esprit teuton, l'esprit prussien. Ils ont libéré le peuple du joug des Habsbourgs et de l'Église romaine. Ils continueront toujours et établiront l'*imperium mundi* allemand. C'est le devoir de tout allemand de les soutenir dans toute la mesure de ses moyens ; il sert ainsi ses meilleurs intérêts. Toute doctrine par laquelle les adversaires de l'Allemagne essaient d'affaiblir l'âme allemande et de l'empêcher d'accomplir sa mission doit être radicalement extirpée. Un Allemand qui prêche la paix est un traître et doit être traité comme tel.

La première étape de la nouvelle politique consiste en la réincorporation de tous les Allemands de l'étranger. L'empire autrichien doit être démembre. Tous les pays qui jusqu'en 1866 faisaient partie de la confédération germanique doivent être annexés (ce qui comprend tous les Tchèques et les Slovènes). Les Pays-Bas et la Suisse doivent être réunis au Reich, de même que les Flamands de Belgique et les provinces baltes de Russie dont les classes supérieures parlent allemand. L'armée doit être renforcée jusqu'à ce qu'elle puisse réaliser ces conquêtes. Une marine suffisamment forte pour détruire la

flotte britannique doit être construite. Alors les colonies britanniques et françaises les plus intéressantes doivent être annexées. Les Indes Orientales hollandaises et l'État du Congo passeront automatiquement sous contrôle allemand avec la conquête des mères patries. En Amérique du Sud, le Reich doit occuper un vaste territoire où au moins trente millions d'Allemands puissent s'établir¹.

Le programme assignait une tâche spéciale aux émigrants allemands vivant dans les divers pays étrangers. Ils devaient être organisés par des émissaires nationaux à qui les services consulaires du Reich doivent donner une aide morale et financière. Dans les pays devant être conquis par le Reich, ils forment une avant-garde. Dans les autres pays, ils doivent par leur action politique provoquer une attitude sympathique de la part du gouvernement. C'était spécialement le cas pour les Germano-Américains dont la mission était de

¹ Afin de démontrer que cette dernière exigence, qui ne pouvait être réalisée que par une guerre victorieuse contre les États-Unis, émanait non seulement des extrémistes mais aussi des hommes plus modérés, dont les nationalistes radicaux méprisaient la tiédeur et d'indifférence, nous n'avons qu'à donner une citation de Gustav von Schmoller. Schmoller était en Allemagne le chef universellement reconnu des socialistes de la chaire, professeur de science politique à l'Université de Berlin, conseiller permanent du gouvernement du Reich sur les problèmes économiques, membre de la Chambre des Seigneurs prussienne, et de l'Académie de Prusse. Ses compatriotes et les milieux officiels allemands le considéraient comme le plus grand économiste de l'époque et un historien de l'économie. Les mots que nous citons sont tirés d'un livre publié à Stuttgart en 1900 sous le titre *Handels und Machtpolitik, Reden und Aufsätze im Auftrage der Freien Vereinigung für Flottenwörtere*, publié par Gustav Schmoller, Adolf Wagner et Max Sering, professeurs de Science Politique à l'Université de Berlin, t. I, p. 35, 36 :

« Je ne peux m'attarder sur les détails des tâches coloniales et commerciales pour lesquelles nous avons besoin d'une marine. On ne peut que mentionner brièvement quelques points. Nous devons tous souhaiter à tout prix que dans le siècle prochain un état allemand de vingt à trente millions d'Allemands soit fondé dans le Sud du Brésil. Il importe peu qu'il reste une partie du Brésil ou qu'il forme un état indépendant, ou qu'il soit plus étroitement réuni à notre Reich. En l'absence de communications continuellement assurées par des navires de guerre, sans une préparation allemande constante à une intervention vigoureuse dans ces pays, cette évolution serait destinée à périr. »

Encore plus explicite que Schmoller était son collègue Adolf Wagner, dont la renommée et le prestige officiel étaient presque aussi grands. Parlant des guerres auxquelles l'effort pour trouver des lieux de résidence pour la population allemande excédentaire conduit nécessairement et de la *lutte pour l'espace* qui s'annonçait, il ajoute : *De vaines prétentions comme la doctrine américaine de Monroe... ne sont pas un obstacle insurmontable. (Agrar und Industrie-Staat, 2^e éd. Iena, 1902, p. 83)*. Telles étaient les vues des vieux professeurs et non d'une jeunesse fanfaronne. Il serait facile de citer des centaines de commentaires analogues.

maintenir aussi longtemps que possible les États-Unis dans la neutralité.

2. *L'ascendant du pangermanisme*

Le pangermanisme fut l'œuvre des intellectuels et des écrivains. Les professeurs d'histoire du droit, d'économie politique, de science politique, de géographie et de philosophie furent ses défenseurs les plus intransigeants. Ils convertirent à leurs idées les étudiants des universités. Très rapidement, les gradués des universités firent davantage de convertis. Comme professeurs d'enseignement secondaire (dans le fameux *Gymnasium* allemand et dans les établissements d'enseignement de même ordre), comme hommes de loi, juges, fonctionnaires et diplomates, ils eurent souvent l'occasion de servir leur cause.

Toutes les autres couches de la population résistèrent quelque temps aux nouvelles idées. Ils ne voulaient pas de guerres et de conquêtes nouvelles ; ils voulaient vivre en paix. C'était, comme les nationalistes l'observaient avec mépris, un peuple égoïste avide non de mourir, mais de jouir de la vie.

La théorie courante selon laquelle les Junkers et les officiers, les grandes sociétés, la finance et les classes moyennes seraient les promoteurs du nationalisme allemand est contraire à la réalité. Au début, tous ces groupes étaient fortement opposés aux aspirations du pangermanisme ; mais leur résistance fut vaine parce qu'elle manquait de base idéologique. Il n'y avait plus d'auteurs libéraux en Allemagne. Ainsi écrivains nationalistes et professeurs firent une conquête facile. Très vite la jeunesse sortit des universités et des écoles avec des convictions pangermanistes. À la fin du siècle, l'Allemagne était presque unanime dans son approbation du pangermanisme.

Hommes d'affaires et banquiers furent pendant de nombreuses années les opposants les plus résolus au pangermanisme. Ils étaient plus familiers que les nationalistes avec la vie internationale. Ils savaient que la France et la Grande-Bretagne n'étaient pas décadentes et qu'il serait très difficile de conquérir le monde. Ils ne voulaient pas mettre en péril par des guerres leur commerce et leurs investissements internationaux. Ils ne croyaient pas que des croiseurs de bataille assureraient la tâche de représentants de commerce et leur rapporteraient de hauts profits. Ils étaient effrayés des conséquences budgétaires des armements. Ils voulaient un accroissement de leurs ventes et non du butin, mais il était facile pour les nationalistes de faire taire ces opposants ploutocratiques. Tous les postes

importants furent rapidement entre les mains d'hommes que la formation universitaire avait imbus d'idées nationalistes. Dans un État étatiste, les entrepreneurs sont à la merci de l'administration. Les fonctionnaires ont un pouvoir de décision discrétionnaire sur des questions dont dépend l'existence de toutes les entreprises. Ils sont pratiquement libres de ruiner l'entrepreneur qu'ils veulent ruiner. Ils ont non seulement le pouvoir de réduire les objecteurs au silence, mais même de les forcer à contribuer aux fonds politiques du nationalisme. Dans les associations commerciales, les syndicats (directeurs) étaient tout-puissants. Anciens élèves des professeurs pangermanistes d'université, ils rivalisèrent de radicalisme nationaliste. Ils cherchaient ainsi à plaire aux fonctionnaires et à soigner leur propre carrière par des interventions réussies en faveur des intérêts de leurs membres.

Le nationalisme allemand n'était pas, comme les marxistes l'affirment, *la superstructure idéologique des intérêts égoïstes de classe de l'industrie des armements*. Vers 1870, l'Allemagne ne possédait — à part les usines Krupp — que des usines d'armements relativement petites et peu prospères. Il n'y a pas la moindre preuve établissant qu'elles subventionnaient les écrivains nationalistes à gages. Elles n'avaient rien de commun avec la propagande beaucoup plus efficace des professeurs d'université. L'énorme capital investi dans les usines de munitions à partir des années 1880 fut plutôt une conséquence que la cause des armements allemands¹. Évidemment tout homme d'affaires est en faveur des tendances qui peuvent aboutir à une augmentation de ses ventes. Le *capital du savon* désire plus de propreté, le *capital de la construction*, une demande plus importante de maisons, le *capital de l'édition*, un enseignement plus général et meilleur, le *capital des armements*, des armements plus considérables. Les intérêts à brève échéance de chaque branche d'activité encouragent de telles attitudes. À long terme cependant une demande accrue provoque un afflux de capital dans les branches en essor et la concurrence des nouvelles entreprises réduit les profits.

Le fait de consacrer une plus grande partie du revenu national allemand aux dépenses militaires entraîne une réduction correspondante de la part du revenu national à la disposition des consommateurs individuels pour leurs dépenses de consommation. Dans la proportion où les armements accroissent les ventes d'usines

¹ Des cinq navires de guerre en acier que l'Allemagne avait au moment de la guerre franco-allemande de 1870, trois avaient été construits en Angleterre et deux en France. Ce ne fut que plus tard que l'Allemagne créa une vaste industrie d'armements navals.

de munitions, ils réduisent les ventes des autres industries. Les marxistes les plus adroits n'affirment pas que les auteurs nationalistes ont été subornés par le capital des marchands de canon, mais qu'ils ont *inconsciemment* soutenu leurs intérêts ; mais cela implique qu'ils ont dans la même mesure *inconsciemment* lésé les intérêts de la plus grande partie des entrepreneurs et capitalistes allemands. Qu'est-ce qui fait l'*âme du monde*, qui dirige l'œuvre des philosophes et des écrivains contre leur volonté, et les force à adapter leurs idées au sens prescrit par les tendances inévitables de l'évolution, avec une partialité qui favorise certaines branches d'activité aux dépens d'autres branches plus nombreuses ?

Il est vrai que depuis le début de notre siècle, presque tous les capitalistes et entrepreneurs allemands ont été nationalistes ; mais toutes les autres couches, classes ou groupes de la société l'ont été et même à un degré encore plus élevé. C'était le résultat de l'enseignement nationaliste. C'était l'œuvre d'auteurs comme Lagarde, Peters, Langbehn, Treitschke, Schmoller, Houston Stewart Chamberlain et Naumann.

Il n'est pas vrai que la cour de Berlin, les Junkers, et les officiers de l'aristocratie sympathisèrent dès le début avec les idées pangermanistes. Les Hohenzollern et leur suite avaient recherché l'hégémonie de la Prusse en Allemagne et un accroissement du prestige allemand en Europe. Ils avaient atteint ces objectifs et étaient satisfaits. Ils ne désiraient rien de plus. Ils étaient anxieux de préserver le système de caste allemand avec les privilèges des dynasties et de l'aristocratie ; cela était plus important pour eux que la domination mondiale. Ils ne ressentaient aucun enthousiasme pour la construction d'une forte marine et pour une expansion coloniale. Bismarck ne céda qu'à contrecœur aux plans coloniaux.

Pendant les cours et la noblesse étaient incapables d'offrir une résistance heureuse à un mouvement populaire soutenu par les intellectuels. Depuis longtemps elles avaient perdu toute influence sur l'opinion publique. Elles tiraient un avantage de la défaite du libéralisme, adversaire mortel de leurs propres privilèges ; mais elles n'avaient par elles-mêmes en rien contribué à l'ascension des idées étatistes nouvelles ; elles profitaient simplement du changement de mentalité. Elles considéraient les idées nationalistes comme quelque chose de dangereux. Le pangermanisme était plein de louanges pour la vieille Prusse et ses institutions, pour le parti conservateur et ses capacités comme adversaire du libéralisme, pour l'armée et la marine, pour les officiers commissionnés et la noblesse ; mais les Junkers détestaient en un point la mentalité nationaliste qui leur semblait démocratique et révolutionnaire. Ils considéraient comme

une impudence l'intervention nationaliste des roturiers dans la politique étrangère et les problèmes militaires. À leurs yeux, ces deux domaines étaient le domaine exclusif du souverain. Tandis que l'appui que les nationalistes accordaient à la politique intérieure du gouvernement leur agréait, ils considéraient comme une sorte de rébellion ce fait que les pangermanistes aient des vues personnelles en *haute politique*. La cour et les nobles semblaient aller jusqu'à mettre en doute le droit du peuple à approuver leur œuvre dans ces domaines.

Mais tous ces scrupules étaient limités aux vieilles générations, aux hommes qui avaient atteint la maturité avant la fondation du nouvel empire. Guillaume II et tous ses contemporains étaient déjà nationalistes. La génération montante ne pouvait se protéger contre la puissance des nouvelles idées. Les écoles leur enseignaient le nationalisme. Ils commençaient la carrière comme nationalistes. À vrai dire, entrés dans la fonction publique, ils étaient obligés de se maintenir dans une réserve diplomatique. C'est ainsi qu'il arrivait de temps en temps que le gouvernement réprimande publiquement les pangermanistes et rejette sèchement des suggestions pour lesquelles il éprouvait une secrète sympathie. Mais comme l'administration et les pangermanistes étaient en parfait accord sur les fins ultimes, ces incidents avaient peu d'importance.

Le catholicisme était le troisième groupe qui s'opposait au nationalisme radical ; mais l'organisation politique du catholicisme, le parti du centre, n'était ni préparé ni moralement adapté à combattre une grande évolution intellectuelle. Sa méthode consistait simplement à céder à toute tendance populaire et à essayer de l'utiliser à ses propres fins, la sauvegarde et l'amélioration de la situation de l'Église. Le seul principe du centre était le catholicisme. Pour le reste, il n'avait ni principes ni convictions, il était uniquement opportuniste. Il faisait tout ce dont on pouvait attendre le succès pendant la prochaine campagne électorale. Suivant la situation variable du moment, il coopérait tantôt avec les conservateurs protestants, tantôt avec les nationalistes, tantôt avec les sociaux-démocrates. Il collabora en 1918 avec les sociaux-démocrates pour renverser l'ancien système et plus tard sous la République de Weimar ; mais en 1933, le centre était prêt à partager le pouvoir dans le Troisième Reich avec les nazis. Les nazis déjouèrent ces intentions. Le centre fut non seulement déçu mais indigné quand son offre fut refusée.

Le parti du centre avait organisé un système puissant de syndicats chrétiens qui constituait l'un de ses auxiliaires les plus précieux et il aspirait à se présenter comme un parti de travailleurs. Comme tel, il considérait comme son devoir de favoriser le commerce alle-

mand d'exportation. Les idées économiques généralement acceptées par l'opinion publique allemande soutenaient que le meilleur moyen d'accroître les exportations était une forte marine et une politique extérieure énergique. Comme les pseudo-économistes allemands considéraient toute importation comme un inconvénient et toute exportation comme un avantage, ils ne pouvaient s'imaginer comment les étrangers pourraient être conduits à acheter davantage de produits allemands par d'autre moyen qu'un *étalage impressionnant de la puissance navale allemande*. Étant donné que la plupart des professeurs enseignaient que quiconque s'oppose à l'accroissement des armements favorise le chômage et une baisse du niveau de vie, le centre, en sa qualité de parti du travail, ne pouvait résister vigoureusement aux nationalistes extrémistes. En outre, il y avait d'autres considérations. Les territoires désignés les premiers pour l'annexion dans le programme de conquête pangermaniste étaient surtout habités par des catholiques. Leur incorporation renforçait nécessairement les forces catholiques du Reich. Le centre pouvait-il considérer ces plans comme mauvais ?

Seul le libéralisme aurait pu avoir le pouvoir de s'opposer au pangermanisme ; mais il n'y avait plus de libéraux en Allemagne.

3. *Le nationalisme allemand dans un monde étatiste*

Le nationalisme allemand ne diffère de celui des autres pays européens qu'en ce point : ce peuple se croit le plus fort d'Europe. Le pangermanisme et son héritier le nazisme sont l'application de doctrines nationalistes générales au cas spécial de la nation la plus nombreuse et la plus puissante, qui dépend cependant malencontreusement des importations de denrées alimentaires et de matières premières.

Le nationalisme allemand n'est pas le résultat d'une brutalité teutonique innée ou de manières de voyou ; il ne vient pas du sang ou d'héritage, ce n'est pas un retour des petits-fils à la mentalité de leurs ancêtres vikings. Les ancêtres des Allemands actuels étaient des tribus germaniques (qui *ne participèrent pas* aux invasions qui donnèrent le dernier coup à l'ancienne civilisation), des tribus slaves ou baltes du Nord-Est et des indigènes celtes des Alpes. Il y a plus de *sang* non-allemand qu'allemand dans les veines des Allemands actuels. Les Scandinaves, rejetons authentiques des Vikings, ont un genre différent de nationalisme et appliquent des méthodes politiques différentes de celles des Allemands. Personne ne peut dire que les Suédois, s'ils étaient aussi nombreux que les Allemands actuels, n'auraient pas adopté dans notre âge de nationalisme les

méthodes du nazisme. Certainement les Allemands, s'ils n'avaient pas été plus nombreux que les Suédois, n'auraient pas succombé à la mentalité de conquête mondiale.

Les Allemands n'ont inventé ni interventionnisme, ni étatisme avec leur résultat inévitable, le nationalisme. Ils ont importé ces doctrines de l'étranger. Ils n'ont même pas inventé l'ornement chauviniste le plus marquant de leur propre nationalisme, la légende de l'aryanisme.

Il est facile d'exposer les erreurs fondamentales et fallacieuses et les paralogismes du nationalisme allemand si l'on se place sur la base saine de la praxéologie scientifique, de l'économie et la philosophie pratiques du libéralisme en dérive ; mais les étatistes sont désarmés en essayant de réfuter les affirmations essentielles du pangermanisme et du nazisme. La seule objection qu'ils puissent logiquement élever contre les enseignements du nationalisme allemand est que les Allemands se trompent quand ils affirment pouvoir conquérir toutes les autres nations, et les seules armes qu'ils puissent utiliser contre le nazisme sont militaires.

Pour un étatiste, il est illogique de s'opposer au nationalisme allemand pour la raison qu'il signifie contrainte. L'État signifie toujours contrainte ; mais tandis que le libéralisme cherche à limiter le domaine de la coercition et de la contrainte à un champ étroit, les étatistes ne reconnaissent pas ces restrictions. Pour l'étatisme, la coercition est le moyen essentiel de l'action politique, et en vérité le seul. On considère comme normal pour le gouvernement d'Atlantis de faire usage d'hommes armés — c'est-à-dire de douaniers et d'officiers d'immigration — pour empêcher les citoyens de Thulé de vendre des marchandises sur les marchés d'Atlantis ou de travailler dans les usines d'Atlantis. Mais s'il en est ainsi, on ne peut avancer aucun argument logique efficace contre les plans du gouvernement de Thulé en vue de défaire les forces armées d'Atlantis et de les empêcher ainsi d'infliger un dommage aux citoyens de Thulé. Le seul argument efficace d'Atlantis est de repousser les agresseurs.

Nous pouvons clairement comprendre cette question essentielle en comparant les effets sociaux de la propriété privée et ceux de la souveraineté territoriale. Propriété privée et souveraineté territoriale remontent toutes les deux à un point où quelqu'un s'approprie des biens ou des territoires sans maître ou exproprie violemment un prédécesseur dont le titre avait été basé sur l'appropriation. Aucune loi ni légalité ne peuvent avoir d'autre origine. Il serait contradictoire et absurde de supposer un commencement *légitime*. L'état de chose réel devient un État légitime grâce à sa reconnaissance par d'autres peuples. La légalité consiste dans l'acceptation générale de la règle

qu'aucune appropriation arbitraire, ni expropriation violente ne sera tolérée à l'avenir. Dans l'intérêt de la paix, de la sécurité et du progrès on admet qu'à l'avenir tout changement de propriété résultera d'un échange volontaire par les parties directement intéressées.

Évidemment cela implique la reconnaissance des appropriations et expropriations effectuées dans le passé. Cela équivaut à une déclaration que l'état actuel de distribution, quoique arbitrairement établi, doit être respecté comme légal. Il n'y avait pas d'alternative. Essayer d'établir un ordre juste par l'expropriation de tous les propriétaires et faire une distribution entièrement nouvelle auraient abouti à des guerres sans fin.

À l'intérieur d'une société de marché, le fait que le formalisme légal fait remonter tout être ou à une appropriation arbitraire ou à une expropriation violente a perdu sa signification. Dans une société de marché, le droit de propriété n'est plus lié à l'origine lointaine de la propriété privée. Ces événements d'un passé éloigné, cachés dans les ténèbres de l'histoire primitive, ne sont plus d'aucun intérêt pour la vie actuelle. Car dans une société libre de marché, les consommateurs décident par leurs achats quotidiens ou leurs abstentions qui doit posséder et ce qu'il doit posséder. Le fonctionnement du marché attribue chaque jour à nouveau la propriété des moyens de production à ceux qui savent comment les utiliser au mieux de la satisfaction des consommateurs. Ce n'est que dans un sens légal et formaliste que les propriétaires peuvent être considérés comme les successeurs de ceux qui ont fait les appropriations et les expropriations. En fait, ils sont les mandataires des consommateurs contraints par les lois du marché à servir les besoins et les caprices des consommateurs. Le marché est une démocratie. Le capitalisme est la réalisation de l'autodétermination des consommateurs. M. Ford est plus riche que M. X. parce qu'il a mieux réussi à servir les consommateurs.

Mais tout cela n'est pas vrai de la souveraineté territoriale. Ici le fait que jadis, dans un lointain passé, une tribu mongole occupait la région du Tibet a encore sa pleine importance. Si l'on découvrait un jour au Tibet des ressources précieuses pouvant améliorer le sort de toute l'humanité, il dépendrait de la discrétion du Dalaï-Lama que le monde ait ou non la possibilité d'utiliser ces trésors. Là intervient la souveraineté du pays ; son titre basé sur une conquête sanglante remontant à des milliers d'années est encore suprême et exclusif. On ne peut remédier à cet état de choses malencontreux que par la violence, la guerre. Ainsi la guerre est inévitable, c'est l'*ultima ratio* ; c'est le seul moyen de résoudre de tels antagonismes, à moins

que l'on ait recours aux principes du libéralisme. C'est précisément afin de rendre la guerre non nécessaire que le libéralisme recommande le laissez-faire et le laissez-passer qui rendraient les frontières politiques inoffensives. Un gouvernement libéral au Tibet n'empêcherait personne de faire le meilleur usage des ressources du pays. Si vous voulez abolir la guerre, il faut éliminer ses causes. Ce qu'il faut, c'est réduire les activités du gouvernement à la préservation de la vie, de la santé et de la propriété privée et par là, sauvegarder l'action du marché. La souveraineté ne doit pas être utilisée pour infliger un dommage à quiconque, citoyen ou étranger.

Dans le monde étatique, la souveraineté a une fois de plus des effets désastreux. Chaque gouvernement souverain a le pouvoir d'user de son appareil de coercition et de contrainte au désavantage des citoyens et des étrangers. Les gendarmes d'Atlantis emploient la coercition contre les citoyens de Thulé. Thulé ordonne à son armée d'attaquer les forces d'Atlantis. Chaque pays appelle l'autre l'agresseur. Atlantis dit :

« Ceci est notre pays ; nous sommes libres d'agir comme nous le voulons à l'intérieur de nos frontières ; vous, Thulé, n'avez pas le droit d'intervenir. » Thulé répond : « Vous n'avez aucun titre autre qu'une conquête antérieure ; vous prenez maintenant avantage de votre souveraineté pour faire une discrimination contre nos citoyens ; mais nous sommes assez forts pour annuler votre titre par une force supérieure. »

Dans de telles conditions il n'y a qu'un moyen d'éviter la guerre : être assez fort pour que personne n'ose vous attaquer.

4. Critique du nationalisme allemand

Aucune autre critique du nationalisme n'est nécessaire que celle fournie par le libéralisme, qui a réfuté d'avance toutes ses prétentions ; mais les plans du nationalisme *allemand* doivent être considérés comme irréalisables même sans nous référer aux doctrines du libéralisme. Simplement il n'est pas vrai que les Allemands soient assez forts pour conquérir le monde entier. De plus, il n'est pas vrai qu'ils pourraient jouir de la victoire s'ils réussissaient.

L'Allemagne a édifié une formidable machine militaire tandis que les autres nations commettaient la folie de négliger l'organisation de leurs défenses. Néanmoins l'Allemagne est trop faible, même avec l'appui d'alliés, pour battre le mode. L'arrogance des pangermanistes et des nazis était fondée sur le vain espoir qu'ils seraient capables de vaincre chaque nation isolément dans une suite de

guerres victorieuses. Ils n'envisageaient pas la possibilité d'un front uni des nations menacées.

Bismarck réussit parce qu'il put vaincre d'abord l'Autriche, puis la France, tandis que le reste du monde demeurait neutre. Il fut assez sage pour se rendre compte que cela était dû à des circonstances extraordinairement favorables. Il ne s'attendait pas à ce que le destin favorise toujours son pays de cette façon et il admettait franchement que le *cauchemar des coalitions* troublait son sommeil ; mais en 1914, la coalition redoutée par Bismarck devint une réalité ; il en est de même aujourd'hui.

L'Allemagne ne profita pas de la leçon donnée par la première guerre mondiale. Nous verrons ultérieurement, dans le chapitre traitant du rôle de l'antisémitisme, quelle ruse les nazis utilisèrent pour déguiser le sens de cette leçon.

Les nazis étaient convaincus qu'ils devaient finalement vaincre parce qu'ils se sont libérés des entraves de la moralité et de l'humanité. Leur raisonnement était le suivant :

« Si nous vainquons, cette guerre sera la dernière et nous établirons pour toujours notre hégémonie. Car une fois vainqueurs, nous exterminerons nos adversaires de telles sorte qu'une autre guerre de revanche ou une rébellion des vaincus seront impossibles. Mais si les Britanniques et les Américains sont vainqueurs, ils nous accorderont une paix passable. Comme ils se sentent tenus par la loi morale, les commandements de Dieu et autres sottises, ils nous imposeront un nouveau Versailles, peut-être quelque chose de meilleur ou de pire, en tout cas pas une extermination, mais un traité qui nous permettra de reprendre le combat au bout de quelque temps. Ainsi nous combattrons toujours jusqu'à ce que nous ayons un jour atteint notre but, l'extermination radicale de nos ennemis. »

Admettons pour les besoins du raisonnement que les nazis aient réussi à imposer sur le monde ce qu'ils appellent une paix germanique. L'État allemand pourra-t-il fonctionner de façon satisfaisante dans un tel monde, dont les fondations morales ne sont pas une compréhension mutuelle mais l'oppression ? Là où les principes de violence et de tyrannie l'emportent, il y aura toujours quelques groupes avides de tirer avantage de l'asservissement du reste de la nation. Des guerres perpétuelles surgiront parmi les Allemands eux-mêmes. Les esclaves non allemands peuvent profiter de ces troubles pour se libérer et exterminer leurs maîtres. Le code moral du nazisme soutenait les efforts d'Hitler pour briser par ses bandes armées toute opposition à ses plans rencontrée en Allemagne. Les troupes

d'assaut sont fières des *batailles* livrées dans les brasseries, les salles de réunion, et rues écartées¹, d'assassinats et de guets-apens. Qui-conque se sentirait assez fort aurait à l'avenir recours à de pareils moyens. Le code nazi aboutit à des guerres civiles sans fin.

L'homme fort, disent les nazis, n'a pas seulement le droit de tuer, il a le droit d'user de la fraude, du mensonge, de la diffamation et du faux comme armes légitimes. Tout moyen est bon pour servir la nation allemande ; mais qui doit décider ce qui est le bien de la nation allemande ?

À cette question, le philosophe nazi répond d'une façon tout à fait candide : est droit et noble ce que moi et mes camarades estimons tel, ce que le sentiment du peuple (*das gesunde Volksempfinden*) tient pour bon, droit et juste ; mais quels sont les sentiments sains et ceux qui ne le sont pas ? Sur cette question, disent les nazis, il ne peut y avoir de dispute entre de vrais Allemands ; mais qui est un vrai Allemand ? Quelles sont les pensées authentiquement allemandes ou qui ne le sont pas ? Quelles sont les idées allemandes, celles de Lessing, de Goethe, de Schiller ou celles d'Hitler et de Goebbels ? Kant qui voulait une paix éternelle était-il un vrai Allemand ? Ou Spengler, Rosenberg et Hitler qui qualifiaient le pacifisme de la plus stupide de toutes les idées sont-ils de vrais Allemands ? Il y a désaccord entre des hommes à qui les nazis eux-mêmes ne déniaient pas la qualité d'Allemands. Les nazis tentent d'échapper à ce dilemme en admettant qu'il y a malheureusement quelques Allemands qui ont des idées non allemandes. Mais si un Allemand ne pense pas et ne sent pas nécessairement d'une façon vraiment allemande, comment discerner entre les idées allemandes et celles qui ne le sont pas ? Il est évident que les nazis tournent en rond. Puisqu'ils détestent comme manifestement non allemande une décision résultant d'un vote majoritaire, on ne peut échapper à la conclusion que selon eux est allemand tout ce que considèrent comme allemand ceux qui ont réussi dans la guerre civile.

5. Nazisme et philosophie allemande

On a affirmé à maintes reprises que le nazisme est la conséquence de la philosophie idéaliste allemande. Cela est aussi une erreur. Les idées philosophiques allemandes ont joué un rôle important dans l'évolution du nazisme ; mais le caractère et l'importance de ces influences ont été grossièrement dénaturés.

¹ Les vieilles troupes d'assaut s'appelaient elles-mêmes *Saalkämpfer*, c'est-à-dire combattants de brasseries.

Les enseignements de la morale kantienne et son concept de l'impératif catégorique, n'ont absolument rien à voir avec le prussisme ou avec le nazisme. L'impératif catégorique n'est pas l'équivalent philosophique des règlements du code militaire prussien. Ce ne fut pas un des mérites de la vieille Prusse que dans une petite ville éloignée un homme comme Kant occupât une chaire de philosophie. Frédéric le Grand ne se souciait pas de son grand sujet. Il ne l'invitait pas à ses déjeuners philosophiques dont les hôtes de marque étaient les Français Voltaire et d'Alembert. Ses rapports avec son successeur Frédéric-Guillaume II furent la menace de renvoi de Kant, si ce dernier avait encore l'insolence d'écrire sur des questions religieuses. Kant se soumit. Il est absurde de considérer Kant comme un précurseur du nazisme. Kant défendait la paix éternelle entre les nations. Les nazis louent la guerre *comme la forme éternelle de la plus haute existence humaine* et leur idéal est *de vivre toujours en état de guerre*¹.

L'opinion populaire selon laquelle le nationalisme allemand est le résultat des idées de la philosophie allemande est surtout due à l'autorité de Georges Santayana. Santayana admet cependant que ce qu'il appelle *philosophie allemande* ne s'identifie pas avec la *philosophie en Allemagne* et que la majorité des Allemands intelligents ont des idées que la véritable philosophie allemande doit mépriser complètement². D'autre part, Santayana déclare que le premier principe de la philosophie allemande est *emprunté en vérité à des non-Allemands*³. Donc, si cette philosophie abominable n'est ni d'origine germanique, ni l'opinion de la majorité des Allemands intelligents, les déclarations de Santayana se réduisent à établir le fait que quelques philosophes allemands ont adhéré à des enseignements développés d'abord par des auteurs non allemands⁴, rejetés par la majorité des Allemands intelligents et dans lesquels Santayana croit avoir découvert les sources intellectuelles du nazisme. Mais il n'explique pas pourquoi ces idées étrangères à l'Allemagne et contraires aux convictions de la majorité ont engendré le nazisme précisément en Allemagne et pas dans d'autres pays.

¹ Spengler, *Preussentum und Socialismus* (Munich, 1925), p. 54. — Th. Fritsch, dans « Hammer » (1914), p. 541, cité par Hertz, *Nationalgeist und Politik* (Zurich, 1937), I, p. 467.

² Santayana, *Egotism in German Philosophy* (nouv. éd. Londres, 1939), p. 1.

³ Santayana, *op. cit.*, p. 9.

⁴ Parlant de Fichte, M. Santayana (*op. cit.*, p. 21) dit que sa philosophie *était fondée sur une des erreurs de Locke*.

Alors parlant de Fichte et de Hegel il dit : *La leur est une philosophie révélée. C'est l'héritage du judaïsme. Elle ne pourrait jamais avoir été fondée par la libre observation de la vie et de la nature, comme la philosophie de la Grèce ou de la Renaissance. C'est la théologie protestante rationalisée*¹. On pourrait dire la même chose avec non moins de justification de la philosophie de nombreux auteurs anglais et américains.

Selon Santayana, la source principale du nationalisme allemand est l'égotisme. L'égotisme *ne doit pas être confondu avec l'égoïsme naturel de l'affirmation de soi, propre à toute créature vivante. L'égotisme suppose, s'il ne l'affirme pas, que la source et la puissance d'un être sont en lui-même, que volonté et logique sont omnipotentes de droit, et que rien ne doit contrôler l'esprit ou la conscience si ce n'est l'esprit ou la conscience eux-mêmes*². Mais l'égotisme, si nous sommes prêts à utiliser ce terme, tel qu'il est défini par Santayana, est le point de départ de la philosophie utilitaire d'Adam Smith, Ricardo, Bentham, des deux Mills père et fils. Pourtant ces érudits anglais ne tiraient pas de leur premier principe des conclusions d'un caractère nazi. Leur philosophie est faite de libéralisme, de gouvernement démocratique, de coopération sociale, de bonne volonté et de paix parmi les nations.

Ni l'égoïsme, ni l'égotisme ne sont le trait essentiel du nationalisme allemand, mais plutôt leurs idées concernant les moyens par lesquels le bien suprême doit être obtenu. Les nationalistes allemands sont convaincus qu'il y a un conflit insoluble entre les intérêts des nations individuelles et ceux d'une communauté mondiale de toutes les nations. Ce n'est pas non plus une idée d'origine germanique, c'est une très vieille opinion. Elle prévaut jusqu'à l'âge des lumières, quand les philosophes britanniques mentionnés ci-dessus développèrent le concept fondamentalement nouveau de l'harmonie des intérêts — bien compris — de tous les individus et de toutes les nations, peuples et races. Même en 1764, un homme comme Voltaire pouvait encore dire avec assurances dans l'article *Patrie* de son *Dictionnaire de Philosophie* : *Être un bon patriote signifie souhaiter que sa propre communauté acquiert des richesses par le commerce et de la puissance par ses armes. Il est évident qu'un pays ne peut profiter qu'en lésant un autre pays et ne peut être victorieux qu'en rendant un autre peuple misérable*. Cette identification des effets de la coopération pacifique et de l'échange mutuel des biens et des services avec les effets de la guerre et de la destruction est le vice principal des doctrines nazies. Le nazisme n'est ni un simple égoïsme ni un simple égotisme, c'est de l'égoïsme et de l'égotisme égarés. C'est une rechute dans les erreurs

¹ Santayana, *op. cit.*, p. 11.

² Idem., p. 151.

réfuté depuis longtemps, un retour au mercantilisme et un réveil des idées décrites comme le militarisme par Herbert Spencer. C'est en bref l'abandon de la philosophie libérale, généralement méprisée aujourd'hui comme philosophie de Manchester et du laissez-faire. Et sous ce rapport, ces idées ne sont malheureusement pas limitées à l'Allemagne.

La contribution de la philosophie allemande à l'ascension des idées nazies a un caractère très différent de celui qu'on lui attribue généralement. La philosophie allemande a toujours rejeté les enseignements de la morale utilitaire et la sociologie de coopération humaine. La science politique allemande n'a jamais saisi le sens de la coopération sociale et de la division du travail. À l'exception de Feuerbach, tous les philosophes allemands ont méprisé l'utilitarisme comme système inférieur de morale. Pour eux la base de la morale est l'intuition. Une voix mystique dans son âme fait savoir à l'homme ce qui est vrai et ce qui est faux. La loi morale est une contrainte imposée à l'homme dans l'intérêt d'autrui ou de la société. Ils ne se rendent pas compte que chaque individu sert mieux ses intérêts — bien compris, c'est-à-dire à long terme — en respectant le code moral et en adoptant des attitudes favorisant la société qu'en se livrant à des activités nuisibles à la société. Ainsi ils n'ont jamais compris la théorie de l'harmonie des intérêts et le caractère seulement temporaire du sacrifice que l'homme fait en renonçant à quelque gain immédiat pour ne pas mettre en danger l'existence de la société. A leurs yeux, il y a un conflit insoluble entre les buts de l'homme et ceux de la société. Ils ne voient pas que chaque individu doit pratiquer la morale dans son propre intérêt et non pour quelqu'un d'autre ou pour la société. La morale des philosophes allemands est hétéronome. Une certaine entité mystique ordonne à l'homme de se conduire d'une façon morale, c'est-à-dire de renoncer à son égoïsme au bénéfice d'un être plus élevé, plus noble et plus puissant, la société.

Quiconque ne comprend pas que les lois morales servent les intérêts de tous et qu'il n'existe pas de conflit insoluble entre les intérêts privé et social est également incapable de comprendre qu'il n'y a pas de conflit insoluble entre les entités collectives différentes. La conséquence logique de cette philosophie est la croyance en un antagonisme irrémédiable entre l'intérêt de chaque nation et l'ensemble de la société humaine. L'homme doit choisir entre l'allégeance à sa nation et l'allégeance à l'humanité. Tout ce qui sert au mieux la grande société internationale est nuisible à chaque nation et *vice versa* ; mais, ajoute le philosophe nationaliste, seules les nations sont de véritables entités collectives, tandis que le concept d'une grande

société humaine est illusoire. Le concept d'humanité fut un mélange diabolique composé par les fondateurs juifs de la chrétienté et la philosophie utilitaire occidentale et juive afin d'affaiblir la race aryenne des maîtres. Le premier principe de moralité est de servir sa propre nation. Est juste ce qui sert au mieux la nation allemande. Cela implique que ce qui est juste est tout ce qui est nuisible aux races qui résistent avec entêtement aux aspirations allemandes de domination mondiale.

Il s'agit là d'un raisonnement très fragile dont il n'est pas difficile d'exposer les côtés fallacieux. Les philosophes nazis ont pleinement conscience de leur incapacité à réfuter logiquement les enseignements de la philosophie libérale, de l'économie et de la sociologie. Et ainsi ils ressortissent du polylogisme.

6. Polylogisme

Les nazis n'ont pas inventé le polylogisme, ils n'ont fait qu'y imprimer leur propre marque.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, personne n'osait contester le fait que la structure logique de l'esprit est identique et commune à tous les être humains. Toutes les relations humaines sont fondées sur l'hypothèse d'une structure logique uniforme. Nous ne pouvons nous parler que parce que nous pouvons faire appel à quelque chose de commun à nous tous, à savoir la structure logique de la raison. Quelques hommes peuvent avoir une pensée plus profonde et plus raffinée que d'autres. Il y a des hommes qui ne peuvent malheureusement pas saisir un processus de déduction d'une longue suite de raisonnements déductifs, mais pour autant qu'un homme est capable de penser et de suivre un processus de pensée déductive, il s'en tient toujours aux mêmes principes de raisonnement qui sont appliqués par les autres hommes. Il y a des personnes qui ne peuvent compter au delà de trois, mais leur façon de compter, pour autant qu'elle se manifeste, ne diffère pas de celle de Gauss ou de Laplace. Aucun historien ni voyageur ne nous a jamais rapporté l'existence d'un peuple pour lequel a et non a sont identiques ou qui ne pourrait saisir la différence entre affirmation et négation. Il est vrai que quotidiennement on viole les principes logiques du raisonnement ; mais quiconque examine leurs déductions avec compétence peut découvrir leurs erreurs.

Les hommes peuvent entrer en discussion parce que chacun considère ces faits comme hors de question ; ils se parlent, écrivent des lettres et des livres ; ils essaient de prouver et de réfuter. La coopération sociale et intellectuelle entre les hommes serait impossible s'il

n'en était pas ainsi. Nos esprits ne peuvent même pas imaginer de façon logique un monde peuplé d'hommes de structures logiques différentes ou d'une structure logique différente de la nôtre.

Au cours du XIX^e siècle, ce fait indéniable a pourtant été contesté. Marx et les marxistes et au premier rang d'entre eux le *philosophe prolétaire* Dietzgen ont enseigné que la pensée est déterminée par la situation de classe de celui qui pense. Ce que la pensée produit n'est pas la vérité, mais des *idéologies*. Ce mot signifie, dans le contexte de la philosophie marxiste, un déguisement de l'intérêt égoïste de classe à laquelle appartient l'individu qui pense. C'est pourquoi il est inutile de discuter quoi que ce soit avec des personnes d'une autre classe sociale. Les idéologies n'ont pas besoin d'être réfutées par un raisonnement déductif ; elles doivent être *démasquées* en dénonçant la situation de classe, l'arrière-plan social de leurs auteurs. Ainsi les marxistes ne discutent pas les mérites des théories physiques ; ils dévoilent simplement l'origine *bourgeoise* des physiciens.

Les marxistes ont eu recours au polylogisme parce qu'ils ne pouvaient pas réfuter par des méthodes logiques les théories développées par les économistes *bourgeois* ou des déductions tirées des théories démontrant le caractère impraticable du socialisme. Ne pouvant démontrer rationnellement la solidité de leurs propres thèses ou la fragilité des idées de leurs adversaires, ils ont dénoncé les méthodes logiques acceptées. Le succès de ce stratagème marxiste fut sans précédent. Il a servi de preuve contre toute critique rationnelle aux absurdités de la soi-disant économie et la soi-disant sociologie marxistes. Ce n'est que par supercherie logique du polylogisme que l'étatisme pouvait s'implanter dans les esprits modernes.

Le polylogisme est si fondamentalement absurde qu'il peut être porté jusqu'à ses conséquences logiques ultimes. Aucun marxiste n'a eu assez d'audace pour tirer toutes les conclusions qu'exigerait son propre point de vue épistémologique. Le principe du polylogisme conduirait à la déduction que les enseignements marxistes également ne sont pas objectivement vrais, qu'elles ne sont que des affirmations idéologiques ; mais les marxistes le déniaient. Ils revendiquent pour leurs doctrines le caractère de vérité absolue. Ainsi Dietzgen enseigne que *les idées de la logique prolétarienne ne sont pas des idées de parti mais le résultat de la logique pure et simple*¹. La logique prolétarienne n'est pas une *idéologie*, mais la logique absolue. Les marxistes actuels qui qualifient leurs enseignements de *sociologie de la connaissance*, font preuve de la même inconséquence. Un de leurs champions, le

¹ Dietzgen, *Briefe über Logik, speziell demokratisch-proletarische Logik* (2^e éd. Stuttgart, 1903), p. 112.

professeur Mannheim, essaie de démontrer qu'il existe un groupe d'hommes, les *intellectuels sans attaches*, qui ont le don de saisir la vérité sans être la proie d'erreurs idéologiques¹. Évidemment, le professeur Mannheim est convaincu qu'il est au premier rang de ces *intellectuels sans attaches*. Vous ne pouvez pas le réfuter. Si vous êtes en désaccord avec lui, vous prouvez simplement par là que vous n'appartenez pas à cette élite des *intellectuels détachés* et que vos théories sont des absurdités idéologiques.

Les nationalistes allemands ont précisément à faire face au même problème que les marxistes. Ils ne peuvent pas non plus démontrer l'exactitude de leurs propres affirmations ni réfuter les théories de l'économie et de la pratique. Ils cherchent donc à s'abriter sous le polylogisme, préparé pour eux par les marxistes. Évidemment, ils se sont composés un polylogisme à eux. La structure logique de l'esprit, disaient-ils, est différente suivant les nations et les races. Chaque race ou nation a sa propre logique et donc une économie, des mathématiques, une physique et ainsi de suite qui lui sont propres ; mais d'une façon non moins inconsistante que le professeur Mannheim, le professeur Tirala, sa contrepartie comme champion de l'épistémologie aryenne, déclare que la seule logique et la seule science exactes, correctes et éternelles sont celles des Aryens². Aux yeux des marxistes, Ricardo, Freud, Bergson et Einstein sont dans le faux parce qu'ils sont bourgeois ; aux yeux des nazis ils sont dans le faux parce qu'ils sont juifs. Un des premiers buts des nazis est de libérer l'âme aryenne de la pollution des philosophies occidentales de Descartes, Hume et John Stuart Mill. Ils sont à la recherche d'une science allemande *arteigen*³, c'est-à-dire d'une science adaptée au caractère racial des Allemands.

Nous pouvons raisonnablement admettre comme hypothèse que les capacités intellectuelles d'un homme sont la conséquence de ses traits corporels. Nous ne pouvons évidemment pas démontrer l'exactitude de cette hypothèse, pas plus que démontrer l'exactitude de l'opinion opposée, telle qu'elle est exprimée dans l'hypothèse théologique. Nous sommes forcés de reconnaître que nous ne savons pas comment les pensées résultent des processus physiologiques. Nous avons quelques vagues notions des effets préjudiciables causés

¹ Mannheim, *Idéologie et utopie* (Londres, 1936), p. 137 sq.

² Tirala, *Rasse, Geist und Seele* (Munich, 1935), p. 190 sq.

³ Le mot *arteigen* est l'un des nombreux termes allemands forgés par les nazis. C'est l'un des principaux concepts de leur polylogisme. La contrepartie *estartfremd* ou étranger au caractère racial. Le critérium de la science et de la vérité n'est plus l'exactitude ou l'erreur, mais *arteigen* ou *artfremd*.

par un traumatisme ou un autre dommage infligé sur certains organes de notre corps ; nous savons qu'une telle lésion peut réduire ou anéantir complètement les capacités et fonctions mentales des hommes, mais c'est tout. Il ne serait rien moins qu'une insolente mystification que d'affirmer que les sciences naturelles nous fournissent des renseignements concernant la diversité supposée de la structure logique de l'esprit. Le polylogisme ne peut être tiré de la physiologie ou de l'anatomie ou de toute autre science naturelle.

Ni le polylogisme marxiste, ni le polylogisme nazi ne dépassent la simple affirmation que la structure logique de l'esprit diffère avec les différentes classes et races. Ils n'ont jamais osé démontrer avec précision en quoi la logique prolétarienne diffère de la logique bourgeoise ou en quoi la logique aryenne diffère de la logique juive ou britannique. Il ne suffit pas de rejeter l'ensemble de la théorie ricardienne des coûts comparés ou la théorie d'Einstein sur la relativité en dévoilant l'arrière-plan social de leurs auteurs. Ce qu'il faut, c'est d'abord développer un système de logique aryenne différent de la logique non aryenne. Il serait alors nécessaire d'examiner point par point les deux théories en contradiction et de montrer, dans leurs déductions, laquelle — quoique correcte du point de vue de la logique non aryenne — ne vaut pas du point de vue de la logique aryenne. Finalement, on devrait expliquer à quelle sorte de conclusion devrait conduire le remplacement des déductions non aryennes par les déductions aryennes correctes ; mais tout cela n'a jamais été osé et ne pourra jamais être osé. Le prolix champion du racisme et du polylogisme aryen, le professeur Tirala, ne dit pas un mot de la différence entre logique aryenne et non aryenne. Le polylogisme, qu'il soit marxiste ou aryen, n'est jamais entré dans les détails.

Le polylogisme a une méthode particulière de traiter les opinions dissidentes. Si ses partisans manquaient de dévoiler l'arrière-plan d'un opposant, ils le qualifient simplement de traître. Marxistes et nazis ne connaissent que deux catégories d'adversaires. Les étrangers — qu'ils soient membres d'une classe non prolétaire ou d'une race non aryenne — ont tort parce qu'ils sont étrangers ; les opposants d'origine prolétarienne ou aryenne ont tort parce que ce sont des traîtres. Ils se débarrassent ainsi facilement du fait désagréable d'avoir des désaccords parmi les membres de ce qu'ils appellent leur classe ou race.

Les nazis opposent l'économie allemande aux économies juives et anglo-saxonnes ; mais ce qu'ils appellent économie allemande ne diffère en rien de quelques tendances des économies étrangères. Elle est basée sur les enseignements du Genevois Sismondi et des socialistes français et britanniques. Quelques-uns des vieux représentants

de cette économie prétendue allemande ont importé une pensée étrangère en Allemagne. Frédéric List a introduit en Allemagne les idées d'Alexander Hamilton, Hildebrand et Brentano ont introduit les idées du vieux socialisme britannique. L'économie particulière à la race allemande est presque identique aux tendances contemporaines qui se manifestent dans d'autres pays, par exemple à l'institutionnalisme américain.

D'autre part, ce que les nazis appellent économie occidentale, et donc étrangère à leur race, est dans une grande mesure l'œuvre d'hommes à qui les nazis eux-mêmes ne peuvent dénier la qualité d'Allemand. Les économistes nazis ont perdu beaucoup de temps à rechercher des ancêtres juifs dans l'arbre généalogique de Carl Menger, ils n'y ont pas réussi. Il est absurde d'expliquer le conflit entre la théorie économique d'une part et l'institutionnalisme et l'empirisme historique d'autre part comme un conflit racial ou national.

Le polylogisme n'est pas une philosophie ni une théorie épistémologique. C'est une attitude de fanatiques bornés, qui ne peuvent imaginer que quelqu'un puisse être plus raisonnable ou plus intelligent qu'eux-mêmes. Le polylogisme n'est pas non plus scientifique. C'est plutôt le remplacement du raisonnement et de la science par des superstitions. C'est la mentalité caractéristique d'un âge de chaos.

7. Pangermanisme et nazisme

Les idées essentielles du nazisme furent développées par les pangermanistes et les socialistes universitaires pendant les trente dernières années du XIX^e siècle. Le système était achevé bien avant le début de la première guerre mondiale. Rien ne manquait et rien, sauf un nouveau nom, ne fut ultérieurement ajouté. Les plans et les politiques des nazis ne diffèrent de ceux de leurs prédécesseurs de l'Allemagne impériale qu'en ce qu'ils sont adaptés à un ensemble différent de conditions politiques. Le but ultime, l'hégémonie de l'Allemagne sur le monde, et le moyen de l'atteindre, la conquête, n'ont pas changé.

Un des faits les plus curieux de l'histoire moderne est que les étrangers, pour qui ce nationalisme allemand constituait une menace, ne se soient pas rendus plus vite compte du danger. Quelques Anglais y virent clair, mais ils furent tournés en ridicule. Les plans nazis semblaient trop fantastiques au bon sens anglo-saxon pour être pris au sérieux. Anglais, Américains et Français ont rarement une connaissance satisfaisante de la langue allemande ; ils ne lisent pas

les livres et les journaux allemands. Des hommes politiques anglais qui avaient visité l'Allemagne en touristes et rencontré des hommes d'État allemands étaient considérés par leurs compatriotes comme des experts sur les problèmes allemands. Des Anglais qui avaient assisté une fois à un bal à la cour de Berlin ou dîné au mess des officiers d'un régiment de Postdam de la garde royale rentraient chez eux avec l'heureuse nouvelle que l'Allemagne est pacifique et amie de l'Angleterre. Fiers de leurs connaissances acquises sur place, ils écartaient avec arrogance ceux qui avaient des opinions contraires comme des *doctrinaires théoriques et pédants*.

Le roi Édouard VII, lui-même fils d'un père allemand et d'une mère dont la famille allemande ne s'était pas assimilée à la vie anglaise, était extrêmement méfiant devant les attitudes de défi de son neveu Guillaume II. Ce fut grâce au roi que la Grande-Bretagne se tourna presque trop tard vers une politique de défense et de coopération avec la France et la Russie ; cependant, même alors, l'Anglais ne se rendait pas compte que ce n'était pas seulement l'empereur mais presque toute la nation allemande qui était avide de conquête. Le président Wilson partit de la même erreur. Il croyait aussi que la cour et les Junkers étaient les instigateurs de la politique agressive et que le peuple était pacifique.

Les mêmes erreurs prévalent aujourd'hui. Égaré par les préjugés marxistes, le peuple croit que les nazis sont un groupe relativement restreint qui, par ruse et par violence, a imposé son joug aux masses récalcitrantes. On ne comprend pas que les luttes intérieures qui secouèrent l'Allemagne étaient des disputes entre des gens qui étaient unanimes sur les fins ultimes de la politique étrangère allemande. Rathenau, que les nazis assassinèrent, était un des champions littéraires marquants et du socialisme allemand et du nationalisme allemand. Stresemann, que les nazis attaquèrent comme pro-occidental, fut dans les années de la première guerre mondiale un des participants les plus radicaux de la paix allemande — c'est-à-dire de l'annexion d'immenses territoires aux frontières occidentales et orientales. La politique de Locarno fut un expédient destiné à donner à l'Allemagne sa pleine liberté à l'est. Si les communistes avaient pris le pouvoir en Allemagne, ils n'auraient pas adopté une politique moins agressive que celle des nazis. Strasser, Rauschning et Hugenberg étaient des rivaux personnels d'Hitler et non des adversaires du nationalisme allemand.

VII. Les sociaux-démocrates dans l'Allemagne impériale

1. La légende

La connaissance de l'Allemagne, de son évolution et des actions actuelles du nazisme est obscurcie par les légendes concernant les sociaux-démocrates allemands.

La vieille légende, développée avant 1914, est la suivante : la bourgeoisie allemande a trahi la liberté pour le militarisme allemand. Elle a cherché refuge auprès du gouvernement impérial afin de préserver, grâce à la protection de l'armée prussienne, sa situation de classe exploitante menacée par les justes revendications des travailleurs ; mais la cause de la démocratie et de la liberté, désertée par les bourgeois, a trouvé de nouveaux défenseurs dans les prolétaires. Les sociaux-démocrates combattent courageusement le militarisme prussien. L'empereur et ses officiers de l'aristocratie cherchent à préserver le féodalisme. Les banquiers et les industriels, qui profitent des armements, ont embauché des écrivains corrompus afin de répandre une idéologie nationaliste et de faire croire au monde que l'Allemagne est unie dans le nationalisme ; mais les prolétaires ne peuvent être trompés par les mercenaires nationalistes des trusts. Grâce à l'instruction qu'ils ont reçue des sociaux-démocrates, ils ont percé la supercherie. Des millions d'individus votent pour le socialisme et envoient au Parlement des membres courageusement opposés au militarisme. L'empereur et ses généraux s'arment pour la guerre, mais ils ne tiennent pas compte de la force et de la résolution du peuple. Il y a cent dix députés socialistes au Parlement¹. Derrière eux il y a des millions d'ouvriers organisés en syndicats qui votent pour les sociaux-démocrates, en plus des autres électeurs qui — quoique non inscrits au parti — votent aussi pour eux. Tous combattent le nationalisme. Ils font partie de la (deuxième) Association Internationale Ouvrière et sont fermement résolus à s'opposer à tout prix à la guerre. On peut compter sans hésitation sur ces hommes vraiment démocrates et pacifistes. Eux, les travailleurs, sont le facteur décisif et non les exploiters et les parasites, les industriels et les Junkers.

Les personnalités des chefs sociaux-démocrates étaient bien connues dans le monde entier. Le public écoutait à chaque fois qu'ils prenaient la parole au Reichstag ou aux congrès du parti. Leurs

¹ Élus en 1912, dernière élection dans le Reich impérial.

livres étaient traduits dans presque toutes les langues et lus partout. Conduite par de tels hommes, l'humanité semblait marcher vers un avenir meilleur.

Les légendes ont la vie dure, elles ferment les yeux et obnubilent les esprits contre la critique et l'expérience. C'est en vain que Robert Michels¹ et Charles Andler² essayèrent de donner un tableau plus réaliste des sociaux-démocrates allemands. Les événements postérieurs de la première guerre mondiale n'ont même pas détruits ces illusions. À la place de la vieille légende, une nouvelle s'est ajoutée.

Cette nouvelle légende est la suivante : avant le déchaînement de la première guerre mondiale, les grands hommes du parti, Bebel et Liebknecht sont malheureusement morts. Leurs successeurs, surtout des intellectuels et autres politiciens professionnels d'origine non prolétarienne, ont trahi les principes du parti. Ils ont coopéré à la politique d'agression de l'empereur ; mais les travailleurs qui, en leur qualité de prolétaires, étaient naturellement et nécessairement socialistes, démocrates, révolutionnaires et internationaux, ont abandonné ces traîtres et les ont remplacés par de nouveaux chefs, le fils Charles du vieux Liebknecht et Rosa Luxembourg. Les travailleurs, et non leurs chefs malhonnêtes, ont fait la révolution de 1918, détrôné l'empereur et les autres princes allemands ; mais les capitalistes et les Junkers n'ont pas abandonné la partie. Les chefs traîtres au parti, Noske, Ebert et Scheidemann, les ont aidés. Pendant quatorze ans, les travailleurs ont livré une lutte à mort pour la démocratie et la liberté ; mais de nouveau trahis par leurs propres chefs, ils étaient condamnés à l'échec. Les capitalistes ont préparé un plan satanique qui leur a finalement apporté la victoire. Leurs bandes armées se sont emparées du pouvoir et maintenant Adolf Hitler, le jouet des grandes sociétés et de la finance, gouverne le pays ; mais les masses méprisent ce misérable mercenaire. Elles cédèrent à contrecœur au terrorisme qui les maîtrisa et préparèrent courageusement la nouvelle rébellion décisive. Le jour de la victoire du véritable communisme prolétarien, le jour de la liberté est déjà en vue.

Chaque mot de ces légendes déforme la réalité.

¹ Voir la bibliographie des œuvres de Michels, dans *Studii in Memoria di Roberto Michels*, « Annali della Facoltà di Giurisprudenza delle R. Università di Perugia » (Padova, 1937), t. XLIX.

² Andler, *Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine. Dossier d'une polémique avec Jean Jaurès (1912-1913)*, (Paris, 1918).

2. Marxisme et mouvement syndical

Karl Marx se tourna vers le socialisme à un moment où il n'avait encore aucune connaissance économique et en raison même de cette ignorance. Plus tard, quand l'échec de la Révolution de 1848 et 1849 le contraignit à fuir l'Allemagne, il alla à Londres. Là, dans la salle de lecture du British Museum, il découvrit dans les années 1850 non, comme il s'en vantait, les lois de l'évolution capitaliste, mais les écrits de l'économie politique britannique et les pamphlets dans lesquels les premiers socialistes anglais se servaient de la théorie de la valeur exposée par les économistes classiques comme justification morale pour les revendications ouvrières. Tels furent les matériaux qui permirent à Marx de bâtir ses *fondements économiques* du socialisme.

Avant d'aller à Londres, Marx avait défendu avec beaucoup de naïveté un programme interventionniste. Dans le *Manifeste communiste* de 1847, il exposait dix mesures d'action immédiate. Ces dix points qui sont décrits comme *assez généralement applicables dans les pays les plus avancés* sont définis comme *des empiètements despotiques sur les droits de propriété et les conditions des méthodes bourgeoises de production*. Marx et Engels les caractérisent comme *des mesures économiquement insuffisantes et insoutenables, mais qui, dans le cours des événements, se dépassent elles-mêmes, nécessitent d'autres empiètements sur l'ordre social ancien et sont indispensables en tant que moyen pour révolutionner complètement tout le mode de production*¹.

Huit sur dix de ces points ont été exécutés par les nazis avec un radicalisme qui aurait enchanté Marx. Les deux suggestions restantes (à savoir expropriation de la propriété privée de la terre avec affectation de toutes les rentes immobilières aux dépenses publiques et suppression de tout droit d'héritage) n'ont pas encore été complètement adoptées par les nazis. Cependant, leurs méthodes de taxation, leur planisme agricole et leur politique concernant la limitation des fermages se rapprochent chaque jour des buts fixés par Marx... Les auteurs du *Manifeste communiste* tendaient à la réalisation progressive du socialisme par des mesures de réforme sociale. Ils recommandèrent ainsi des procédures que Marx et les marxistes stigmatisèrent ultérieurement comme une fraude réformiste.

¹ *Manifeste communiste*, fin de la seconde section. Dans leur préface à nouvelle édition du *Manifeste*, datée du 24 juin 1872, Marx et Engels déclarent qu'en raison des circonstances qui ont changé, « ils n'insistent plus sur les mesures révolutionnaires proposées à la fin de la seconde édition ».

À Londres, dans les années 1850, Marx prit contact avec des idées très différentes. L'étude de l'économie politique britannique lui enseigna que de tels actes d'intervention dans le fonctionnement du marché ne serviraient pas ses desseins. À partir de ce moment, il les rejeta comme des *absurdités de petit bourgeois* qui viennent de l'ignorance des lois de l'évolution capitaliste. Des prolétaires ayant la conscience de classe ne doivent pas fonder leurs espoirs sur de telles réformes. Ils ne doivent pas freiner l'évolution du capitalisme comme les petits bourgeois bornés le veulent. Les prolétaires doivent au contraire saluer chaque progrès du système capitaliste de production, car le socialisme ne remplacera pas le capitalisme tant que celui-ci n'aura pas atteint sa complète maturité, le plus haut degré de son évolution.

« Aucun système social ne disparaît jamais avant que ne se soient développées toutes les forces productives pour le développement desquelles il est assez large et de nouvelles méthodes de production plus perfectionnées n'apparaissent jamais avant que les conditions matérielles de leur existence n'aient germées au sein de la société précédente¹. »

C'est pourquoi il n'y a qu'une route conduisant à l'effondrement du capitalisme, c'est-à-dire l'évolution progressive du capitalisme lui-même. La socialisation par l'expropriation des capitalistes est un processus *qui se réalise lui-même par le jeu des lois inhérentes à la production capitaliste*. Alors sonne le glas de la propriété privée capitaliste². Le socialisme se fait jour et l'*histoire primitive de la société humaine prend fin*³.

De ce point de vue, ce ne sont pas seulement les efforts des réformateurs sociaux cherchant à réprimer, à réglementer et à améliorer qui doivent être jugés vains ; les plans des travailleurs eux-mêmes pour élever leurs salaires et leurs niveaux de vie, par le syndicalisme et les grèves, dans une structure de capitalisme, n'apparaissent pas moins contraires au but désiré. *Le véritable développement de l'industrie moderne doit progressivement transformer les échelles de salaires en faveur du capitalisme contre le travailleur et en conséquence, la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever mais d'abaisser le niveau moyen des salaires*. Telle étant la tendance dans un système capitaliste, le mieux que le syndicaliste puisse tenter est d'utiliser *au mieux les chances accidentelles d'amélioration temporaire*. Les syndicats doivent

¹ Marx, *Zur Kritik der politischen Oekonomie*, publié par Kautsky. (Stuttgart, 1857) p. XII.

² Marx, *Das Kapital* (2^e éd. Hambourg, 1914), I, p. 728.

³ Marx, *Zur Kritik der politischen Oekonomie*, p. XII.

comprendre cela et complètement changer leur politique. *Au lieu de la devise CONSERVATRICE : UN JUSTE SALAIRE JOURNALIER POUR UN JUSTE TRAVAIL QUOTIDIEN*, ils doivent inscrire sur leurs bannières le mot d'ordre RÉVOLUTIONNAIRE : ABOLITION DU SALARIAT¹ !

Ces idées marxistes ont pu faire impression sur quelques hégéliens imprégnés de dialectique. De tels doctrinaires étaient préparés à croire que la production capitaliste engendrait *avec l'inexorabilité d'une loi de la nature sa propre négation comme une négation de la négation*² et à attendre jusqu'à ce que, *avec le changement de la base économique, toute l'immense superstructure ait, plus ou moins rapidement, accompli sa révolution*³. Un mouvement politique cherchant à s'emparer du pouvoir, comme Marx l'envisageait, ne pouvait être construit sur de pareilles croyances. Les travailleurs ne pouvaient en devenir les partisans. La coopération du mouvement ouvrier, qui n'avait pas à être créé mais qui existait déjà, ne pouvait être espérée sur de telles bases. Ce mouvement ouvrier était essentiellement un mouvement syndical. Complètement imprégnés des idées traitées par Marx de petits bourgeois, les ouvriers syndiqués aspiraient à des salaires plus élevés et à des heures de travail moins nombreuses ; ils réclamaient une législation du travail, un contrôle des prix des biens de consommation, et une diminution des loyers. Les travailleurs ne sympathisaient pas avec les enseignements marxistes, ni avec les formules qui en dérivait, mais avec le programme des interventionnistes et des réformateurs sociaux. Ils n'étaient pas prêts à renoncer à leurs plans et à attendre tranquillement le jour lointain où le capitalisme devait se transformer en socialisme. Ces travailleurs étaient heureux quand les propagandistes marxistes leur expliquaient que les lois inévitables de l'évolution sociale les destinaient à de grandes choses, qu'ils étaient désignés pour remplacer les parasites corrompus de la société capitaliste et que l'avenir était à eux ; mais ils voulaient vivre pour leur époque, non pour un avenir éloigné et ils demandaient un acompte immédiat sur leur héritage futur.

Les marxistes devaient choisir entre une adhésion rigide et inflexible aux enseignements de leur maître et une adaptation s'accommodant au point de vue des travailleurs, qui leur procurerait honneurs, puissance, influence et dernière chose, mais non la moindre, un joli revenu. Ils ne purent résister à cette tentation et cédèrent. Ils

¹ Marx, *Value, Price and Profit*, publié par Eleanor Marx Aveling (New-York, 1901), pp. 72-74.

² Marx, *Das Kapital*, op. cit., p. 729.

³ Marx, *Zur Kritik der politischen Oekonomie*, p. XI.

continuèrent à discuter entre eux de dialectique marxiste ; d'ailleurs le marxisme avait un caractère ésotérique. Mais officiellement ils parlaient et écrivaient de façon différente. Ils prirent la tête du mouvement ouvrier pour lequel les hausses de salaire, la législation du travail et les dispositions d'assurance sociale avaient une importance plus grande que des discussions sophistiquées sur *l'énigme du taux moyen du profit*. Ils organisèrent des coopératives de consommation et des sociétés d'habitation ; ils soutinrent toutes les politiques anti-capitalistes qu'ils stigmatisaient de petits bourgeois dans leurs écrits marxistes. Ils firent tout ce que leurs théories marxistes dénonçaient comme absurde et ils étaient prêts à sacrifier tous leurs principes et convictions si l'on pouvait attendre d'un tel sacrifice quelque gain à la prochaine campagne électorale. Ils étaient des doctrinaires implacables dans leurs livres ésotériques et des opportunistes dénués de principes dans leurs activités politiques.

Les sociaux-démocrates allemands érigèrent ce double jeu en un système perfectionné. D'une part, il y avait le cercle très étroit des marxistes initiés, dont la tâche était de veiller sur la pureté de la croyance orthodoxe et de justifier les actions politiques du parti, incompatibles avec ces croyances, par quelques paralogismes ou déductions fallacieuses. Après la mort de Marx, Engels devint l'interprète authentique de la pensée marxiste ; après la mort d'Engels, Kautsky hérita de son autorité. Quiconque déviait d'un pouce du dogme orthodoxe devait se rétracter avec soumission ou envisager l'exclusion impitoyable des rangs du parti. Pour tous ceux n'ayant pas de revenus personnels, une telle exclusion signifiait perdre la source de son revenu. D'autre part, il y avait le corps énorme, s'accroissant chaque jour, des bureaucrates du parti, chargés des activités politiques du mouvement ouvrier. Pour ces hommes, la phraséologie marxiste n'était que l'ornement de leur propagande. Ils ne se souciaient nullement du matérialisme historique ou de la théorie de la valeur. Ils étaient interventionnistes et réformateurs. Ils faisaient tout ce qui les rendait populaires auprès des masses, leurs employeurs. Cet opportunisme fut extrêmement fructueux. Le nombre des membres et les contributions au parti, à ses syndicats, coopératives et autres associations augmentèrent constamment. Le parti devint un organisme puissant avec un budget important et des milliers d'employés. Il contrôlait des journaux, des maisons d'édition, des imprimeries, des salles de réunion, des hôtels, des coopératives et des usines pour couvrir les besoins des coopératives. Il y avait une école pour l'instruction de la génération montante des chefs de parti. C'était l'organe le plus important dans la structure politique du Reich et il occupait une grande place dans la seconde Internationale.

Ce fut une grave erreur de ne pas apercevoir ce dualisme, qui abritait sous le même toit deux principes et deux tendances radicalement différentes, incompatibles et ne pouvant être réunies, car c'était le trait le plus caractéristique du parti allemand de la social-démocratie et de tous les partis formés à l'étranger sur son modèle. Les petits groupes de marxistes zélés — probablement jamais plus de quelques centaines de personnes sur tout le territoire du Reich — étaient complètement séparés du reste des membres du parti. Ils correspondaient avec leurs amis étrangers, particulièrement avec les marxistes autrichiens (*les doctrinaires austro-marxistes*), les révolutionnaires russes exilés et quelques groupes italiens. À cette époque, le marxisme était pratiquement inconnu dans les pays anglo-saxons ; les marxistes orthodoxes s'occupaient peu des activités politiques du parti. Leurs points de vue et leurs sentiments étaient étranges, choquants même, non seulement pour les masses, mais aussi pour beaucoup de bureaucrates du parti. Les millions d'individus votant pour la social-démocratie ne prêtaient aucune attention à ces interminables discussions théoriques sur la concentration du capital, l'effondrement du capitalisme, de la finance et de l'impérialisme et des rapports entre le matérialisme marxiste et le criticisme de Kant. Ils toléraient ce groupe de pédants parce qu'ils voyaient que ces derniers impressionnaient et effrayaient le monde *bourgeois* des hommes d'État, des entrepreneurs et des hommes d'église et aussi parce que les professeurs d'université appointés par l'État, cette caste de brahmanes allemands, les prenaient au sérieux et écrivaient d'énormes volumes sur le marxisme ; mais ils allaient leur chemin et laissaient les docteurs suivre le tir.

On a beaucoup parlé de la prétendue différence fondamentale entre le mouvement ouvrier allemand et anglais ; mais on n'a pas vu qu'un grand nombre de ces différences n'avaient qu'un caractère accidentel et externe. Les deux partis ouvriers aspiraient au socialisme, tous les deux voulaient atteindre graduellement le socialisme par des réformes intérieures à la structure de la société capitaliste, et étaient essentiellement des mouvements syndicaux. Pour l'ouvrier allemand du Reich impérial, le marxisme n'était qu'un ornement et les marxistes un petit groupe de littérateurs.

L'antagonisme entre la philosophie marxiste et celle du travail organisé dans le parti social-démocrate et ses partis affiliés devint critique dès l'instant où le parti dut faire face à de nouveaux problèmes. Le compromis artificiel entre marxisme et interventionnisme ouvrier se brisa quand le conflit entre doctrine et politiques s'étendit à des domaines qui jusqu'alors n'avaient pas eu d'importance pratique. La guerre mit à l'épreuve le prétendu internationalisme du

parti, de même que les événements de la période d'après guerre mirent à l'épreuve ses prétendues tendances démocratiques et son programme de socialisation.

3. Les travailleurs allemands et l'État allemand

Pour comprendre le rôle joué par le mouvement ouvrier social-démocrate dans l'Allemagne impériale, il est indispensable d'avoir une conception exacte des traits essentiels du syndicalisme et de ses méthodes. Le problème est généralement traité du point de vue du droit des travailleurs à s'associer ; mais là n'est pas du tout la question. Aucun gouvernement libéral n'a jamais dénié à personne le droit de former des associations. De plus, il importe peu que les lois accordent ou non aux employés et salariés le droit de rompre les contrats *ad libitum*. Car même si les travailleurs sont légalement tenus d'indemniser leur employeur, l'opportunité pratique rend sans valeur les créances de l'employeur.

La méthode principale que les syndicats peuvent utiliser et utilisent en fait pour atteindre leurs buts — des conditions plus favorables pour les ouvriers — est la grève. En ce point de notre enquête, nous n'avons pas besoin de discuter à nouveau si les syndicats peuvent jamais réussir à élever les salaires de façon durable et pour tous les travailleurs, au-dessus des taux fixés par un marché libre ; nous n'avons qu'à mentionner le fait que la théorie économique — et la vieille théorie classique en y comprenant l'aile marxiste et la nouvelle avec l'aile socialiste — répond catégoriquement à cette question par la négative¹. Nous ne nous occupons ici que du problème de savoir quelle sorte d'arme les syndicats emploient dans leurs rapports avec les employeurs. Le fait est que toutes leurs conventions collectives sont faites sous la menace d'une suspension du travail. Les représentants des syndicats affirment qu'une communauté d'entreprise est un faux syndicat parce qu'elle empêche de recourir à la grève. Si les syndicats ne pouvaient pas menacer l'employeur d'une grève, leur force de discussion ne réussirait pas mieux que la discussion individuelle de chaque travailleur ; mais une grève peut être déjouée par le refus de quelques travailleurs de s'y joindre ou par l'emploi de briseurs de grèves de la part de l'employeur. Les syndicats usent de l'intimidation et de la coercition contre quiconque essaie de s'opposer aux grévistes. Ils recourent à des actes de violence contre les personnes et les biens des briseurs de

¹ Voir pages 100-101.

grèves et des entrepreneurs et directeurs qui essaient de les utiliser. Au cours du XIX^e siècle les travailleurs de tous les pays obtinrent ce privilège, moins par une sanction législative explicite que par une attitude tolérante de la police et des tribunaux. L'opinion publique a épousé la cause des syndicats. Elle a approuvé les grèves, stigmatisé les briseurs de grèves comme des gredins et des traîtres, approuvé les punitions infligées par les travailleurs organisés aux employeurs récalcitrants et réagi violemment quand les autorités essayèrent d'intervenir pour protéger ceux qui étaient attaqués. Un homme qui ose s'opposer aux syndicats est pratiquement un hors-la-loi, à qui la protection du gouvernement est refusée. La coutume s'est fermement établie d'autoriser les syndicats à recourir à la coercition et à la violence.

Cette résignation de la part des gouvernements a été moins frappante dans les pays anglo-saxons, où la coutume a toujours laissé à l'individu un large domaine pour redresser ses griefs personnels, qu'en Prusse et dans le reste de l'Allemagne, où la police a toujours été toute-puissante et habituée à intervenir dans tous les domaines de la vie. Malheur à quiconque, dans le royaume des Hohenzollern, était trouvé coupable de la plus légère infraction à l'un des innombrables décrets et *verboden* ! La police intervenait activement et les tribunaux prononçaient des sentences sévères. Seules trois sortes d'infractions étaient tolérées. Le duel, quoique prohibé par le code pénal, était pratiquement libre dans certaines limites aux officiers commissionnés, aux étudiants des universités et aux hommes de ce rang social. La police fermait aussi les yeux quand les membres ivres d'un club chic d'étudiants faisaient du tapage, dérangeaient les personnes calmes et trouvaient leur plaisir en d'autres variétés de conduite désordonnée. Cependant l'indulgence accordée aux excès généralement liés aux grèves était d'une importance incomparablement plus grande. Dans certaines limites l'action violente des grévistes était tolérée.

Il est de la nature de la violence de tendre à transgresser les limites où elle est tolérée et considérée comme légitime. La discipline la plus stricte ne peut toujours empêcher la police de frapper plus fort que les circonstances ne l'exigent ou les gardiens de prison d'infliger des brutalités aux détenus. Seuls des formalistes, coupés des réalités, peuvent avoir l'illusion que des soldats au combat peuvent être contraints d'observer strictement les règles de la guerre. Même si le domaine assigné par la coutume à l'action violente des syndicats avait été limité d'une façon plus précise, des transgressions se seraient produites. La tentative pour placer des frontières autour

de ce privilège spécial a sans cesse conduit à des conflits entre l'administration et les grévistes. Et parce que les autorités ne pouvaient de temps en temps s'empêcher d'intervenir, en usant même quelquefois d'armes, l'illusion s'est répandue que le gouvernement soutenait les employeurs. Pour cette raison, l'attention publique a perdu de vue le fait que, dans de larges limites, employeurs et briseurs de grèves étaient à la merci des grévistes. Là où il y avait une grève, il n'y avait, dans certaines limites, plus de protection officielle pour les opposants aux syndicats. Les syndicats devinrent ainsi en fait un organe public ayant le droit d'utiliser la force pour poursuivre ses fins, comme le furent plus tard les bandes pratiquant le pogrom en Russie tsariste et les troupes d'assaut en Allemagne nazie.

Le fait que le gouvernement allemand ait accordé ces privilèges aux syndicats fut de la plus haute importance pour l'évolution des affaires allemandes. Ainsi, à partir de 1870, des grèves purent être couronnées de succès. Il est vrai qu'il y avait eu quelques grèves auparavant en Prusse ; mais, à cette époque, les conditions étaient différentes. Les employeurs ne pouvaient trouver de briseurs de grèves dans le voisinage des usines situées dans de petites villes ; le caractère arriéré des moyens de transport, les lois restreignant la liberté de migration à l'intérieur du pays et l'absence de renseignements sur les conditions du marché du travail dans d'autres régions les empêchaient d'embaucher des travailleurs dans des villes éloignées. Lorsque les circonstances changèrent, des grèves ne pouvaient réussir que si elles étaient soutenues par des menaces, la violence et l'intimidation.

Le gouvernement n'a jamais sérieusement envisagé de changer sa politique favorable aux syndicats. En 1899, cédant en apparence aux demandes des employeurs et des travailleurs non syndiqués, il proposa au Reichstag une loi pour la protection des non-grévistes. Ce ne fut qu'une duperie. En effet, le manque de protection pour ceux qui étaient prêts à travailler n'était pas dû au caractère inadéquat ou défectueux du code pénal en vigueur, mais à la négligence voulue des lois existantes de la part de la police et des autres autorités. Ni les lois ni les décisions des tribunaux ne jouaient aucun rôle en la matière. Comme la police n'intervenait pas et que le ministère public ne poursuivait pas, les lois n'étaient pas appliquées et les tribunaux n'avaient pas l'occasion de prononcer un jugement. Ce n'est que lorsque les syndicats dépassaient les limites fixées par la police qu'une affaire pouvait être portée devant les tribunaux. Le gouvernement était fermement résolu à ne pas changer cet état de choses. Il ne désirait pas pousser le Parlement à adopter la loi proposée et en fait le Parlement la rejeta. Si le gouvernement avait

vraiment voulu que la loi fût adoptée, le Parlement aurait eu une attitude toute différente. Le gouvernement savait très bien faire en sorte que le Reichstag accède à ses désirs.

Le fait saillant de l'histoire allemande moderne était que le gouvernement impérial conclut une alliance virtuelle et une coopération politique effective avec tous les groupes hostiles au capitalisme, au libre échange et à l'économie libre de marché. Le militarisme des Hohenzollern essaya de combattre le libéralisme *bourgeois* et le parlementarisme *ploutocratique* en s'associant aux groupes d'intérêts de la main-d'œuvre, de l'agriculture et des petites entreprises. Il cherchait à substituer à ce qu'il appelait un système d'exploitation injuste une intervention étatique et à un stade ultérieur, un planisme national total.

Les fondements idéologiques et spéculatifs furent posés par les socialistes universitaires, groupes de professeurs monopolisant les sections des sciences sociales des universités allemandes. Ces hommes, dont les doctrines étaient presque identiques à celles plus tard développées par les Fabiens d'Angleterre et les institutionnalistes américains, agissaient en tant que brain trust du gouvernement. Le système lui-même était appelé par ses partisans *Sozialpolitik* ou *das soziale Königtum der Hohenzollern*. Aucune des deux expressions ne se prête à une traduction littérale. Peut-être pourrait-on les traduire par *New Deal* ; car les principales caractéristiques — législation du travail, sécurité sociale, efforts pour faire monter le prix des produits agricoles, encouragement aux coopératives, attitude favorable au syndicalisme, restrictions imposées aux transactions boursières, lourde taxation des sociétés — correspondaient à la politique américaine inaugurée en 1933.¹

La nouvelle politique fut inaugurée à la fin des années 1870 et fut solennellement annoncée dans un message impérial du 17 novembre 1881. Le but de Bismarck était de dépasser les sociaux-démocrates dans les mesures favorables aux intérêts ouvriers. Ses inclinaisons autocratiques d'ancien régime le poussaient dans une lutte sans espoir contre les chefs sociaux-démocrates. C'était en se référant à la politique anglaise que Sidney Webb disait dès 1889 :

« On peut maintenant prétendre à juste titre que la philosophie socialiste actuelle n'est que l'affirmation consciente et explicite de principes d'organisation sociale qui ont en grande partie été déjà

¹ Elmer Roberts usait du terme *Socialisme germanique*. Voir son livre *Monarchical Socialism in Germany* (New-York, 1913).

adoptés. L'histoire économique du siècle est l'histoire presque continue des progrès du socialisme¹. »

Cependant, à cette époque, la Sozialpolitik allemande était très en avance sur le réformisme britannique contemporain.

Les socialistes universitaires allemands se glorifiaient, parmi les réalisations de leur pays, du progrès social. Ils se vantaient du fait que l'Allemagne était souveraine dans la politique favorable aux travailleurs. Il leur échappait que l'Allemagne ne pouvait éclipser la Grande-Bretagne dans les questions de législation sociale et de syndicalisme que parce que son tarif protecteur et ses cartels élevaient les prix intérieurs au-dessus des prix mondiaux, tandis que les Anglais restaient fidèles au libre-échange. Les salaires réels allemands ne montaient pas davantage que la productivité du travail. Ce n'est pas la Sozialpolitik du gouvernement ni l'activité des syndicats, mais l'évolution de l'entreprise capitaliste qui provoqua l'amélioration du niveau de vie général. Ni le gouvernement ni les syndicats n'étaient cause de ce que les entrepreneurs perfectionnaient leurs méthodes de production et alimentaient le marché en marchandises plus abondantes et meilleures ; mais aux yeux des professeurs, la baisse des chiffres de mortalité et l'augmentation de la consommation par tête étaient une preuve des bienfaits du système Hohenzollern. Ils attribuaient l'accroissement des exportations au fait que l'Allemagne était actuellement une des nations les plus puissantes et que la marine et l'armée impériales faisaient trembler les autres nations devant elle. L'opinion publique était absolument convaincue que sans l'intervention de l'État, le sort des travailleurs ne serait pas meilleur qu'il ne l'était cinquante ou cent ans plus tôt.

Évidemment, les travailleurs étaient prêts à croire que le gouvernement était lent à agir et que sa politique en leur faveur pourrait procéder plus rapidement. Ils ne trouvaient dans chaque nouvelle mesure qu'un motif pour demander plus. Cependant, tout en critiquant le gouvernement pour sa lenteur, ils ne désapprouvaient pas l'attitude des membres sociaux-démocrates du Reichstag qui votaient contre les lois proposées par le gouvernement et soutenues par les membres *bourgeois*. Les travailleurs étaient d'accord à la fois avec les sociaux-démocrates, qui qualifiaient chaque nouvelle mesure favorable aux travailleurs de fraude insolente imposée par la bourgeoisie, et avec les professeurs nommés par le gouvernement, qui louaient les mêmes mesures comme les réalisations les plus bienfaitantes de la culture allemande. Ils étaient enchantés de la hausse

¹ Sidney Webb dans *Fabian Essays in Socialism* (éd. américaine, New-York, 1891), p. 4.

constante de leur niveau de vie qu'eux aussi attribuaient non à l'action du capitalisme, mais aux activités conjuguées des syndicats et du gouvernement. Ils n'osaient aucune tentative de révolte. Ils aimaient la phraséologie révolutionnaire des sociaux-démocrates parce qu'elle effrayait les capitalistes ; mais la gloire et la splendeur du Reich les fascinaient. Ils étaient citoyens loyaux du Reich, opposition loyale de Sa Majesté.

Cette fidélité était si ferme et si inébranlable qu'elle résista à l'épreuve des lois contre les sociaux- démocrates. Ces lois ne furent qu'un maillon dans la longue série des bévues que Bismarck commit dans sa politique intérieure. Comme Metternich, Bismarck était absolument convaincu que les idées pouvaient être combattues avec succès par des policiers ; mais les résultats obtenus furent contraires à ses intentions. Les sociaux-démocrates sortirent de cette épreuve aussi renforcés qu'au cours des années 1870 le parti du centre et l'Église catholique étaient sortis du *Kulturkampf*, la grande campagne anticatholique. Pendant les douze ans où les lois antisocialistes furent en vigueur (1878-1890), les voix socialistes se multiplièrent considérablement. Les lois ne touchaient que les socialistes qui prenaient une part active à la politique. Elles ne gênaient pas sérieusement les syndicats et les masses votant socialiste. C'est précisément pendant ces années que la politique du gouvernement en faveur du travail fit un grand pas en avant ; le gouvernement voulait surpasser les socialistes. Les travailleurs se rendirent compte que l'État devenait de plus en plus leur État et qu'il accentuait continuellement sa lutte contre les employeurs ; les inspecteurs d'usines nommés par le gouvernement furent la personnification vivante de cette coopération. Les travailleurs n'avaient aucune raison d'être hostiles à cet État simplement parce qu'il ennuyait les chefs du parti¹. Pendant la durée des lois antisocialistes, le membre individuel du parti recevait ponctuellement et régulièrement journaux et brochures passés en fraude de Suisse et lisait les discours au Reichstag des députés socialistes. Il était un *révolutionnaire* loyal et un monarchiste quelque peu critique et artificiel. Marx et l'empereur se trompaient tous les deux en croyant que ces êtres calmes étaient assoiffés du sang des princes ; mais Lassalle était dans le vrai lorsqu'il esquissait la future coopération de l'État des Hohenzollern et des prolétaires socialistes.

La loyauté absolue des prolétaires faisait de l'armée un instrument conciliant entre les mains de ses chefs. Le libéralisme avait

¹ À cette époque, dans les heureuses années 1880, on prit l'habitude de parler de *persécutions* ; mais comparées à ce que les bolcheviks et les nazis ont fait subir depuis à leurs opposants, ces persécutions n'étaient à peine plus qu'un ennui.

ébranlé les fondements de l'absolutisme prussien. À l'époque de sa suprématie, le roi et ses conseillers ne se fiaient plus à la masse de l'armée ; il savait que cette armée ne pouvait être utilisée contre l'ennemi intérieur ou pour des guerres d'agression non déguisées. Socialisme et interventionnisme, New Deal de l'empereur, avaient établi la loyauté des forces armées ; maintenant, elles pouvaient être utilisées à n'importe quelle fin. Les hommes responsables de la nouvelle tendance de la politique, hommes d'État et professeurs, en étaient pleinement conscients. C'était précisément parce qu'ils luttaient pour atteindre cette fin qu'ils appuyaient l'inauguration de la Sozialpolitik et demandaient son intensification. Les officiers étaient absolument convaincus que les soldats sociaux-démocrates étaient absolument sûrs. C'est pourquoi les officiers désapprouvaient le dénigrement méprisant du kaiser à l'égard des sociaux-démocrates de même que, quelques années plus tôt, ils avaient désapprouvé les mesures de Bismarck contre eux (aussi bien que sa politique anticatholique). Ils détestaient les discours provocants des députés socialistes, mais avaient confiance dans le soldat social-démocrate. Eux-mêmes ne haïssaient pas moins les riches entrepreneurs que les ouvriers. Au temps de la campagne antisocialiste, en 1889, leur porte-parole lyrique, Detlev von Liliencron, l'admettait franchement¹. Junkers et officiers étaient fermement réunis avec les ouvriers en une coalition virtuelle, par l'instrument qui fait les unions les plus solides, une haine mortelle. Quand les sociaux-démocrates défilaient dans les rues, les officiers — en civil — regardaient leurs colonnes en marche et disaient en souriant : *Nous avons nous-mêmes appris à ces gaillards à marcher convenablement ; sous nos ordres ils feront du bon travail quand viendra le jour de la mobilisation*. Les événements ultérieurs prouvèrent l'exactitude de ces prévisions.

Le 3 août 1914, le chancelier du Reich Bethmann-Hollweg reçut en conférence les présidents de tous les groupes parlementaires. Le camarade Scheidemann rapporte : *Le chancelier serra la main à chacun de nous. Il sembla qu'il me serra la main d'une façon étrange, fermement et longtemps et quand il me dit enfin : COMMENT ALLEZ-VOUS, MONSIEUR SCHEIDEMANN, je sentis comme s'il me donnait à entendre : BON, J'ESPÈRE QUE MAINTENANT NOTRE CHAMAILLAGE TRADITIONNEL EST FINI POUR QUELQUE TEMPS*². Telle était l'opinion du grand chef populaire de parti après cinquante ans d'antagonisme. Il ne s'agissait pas d'une lutte historique d'un prolétariat ayant la cons-

¹ Voir sa lettre du 17 septembre 1889 publiée dans *Deutsche Rundschau*, XXI (Berlin, 1910), 663.

² Scheidemann, *Der Zusammenbruch* (Berlin, 1921), p. 9.

cience de classe contre les exploiters et les marchands de canon impérialistes, comme les orateurs officiels du parti avaient l'habitude de le déclarer, mais seulement d'un chamaillage qui pouvait se terminer par une poignée de main.

4. Les sociaux-démocrates à l'intérieur du système de caste allemand

Le capitalisme améliorait la situation sociale et économique du travail salarié. D'année en année, le nombre des personnes employées dans les industries allemandes s'élevait. Chaque année, les revenus et le niveau de vie des travailleurs montaient. Les ouvriers étaient plus ou moins contents. Ils enviaient évidemment la richesse de la haute bourgeoisie (mais non celle des princes et des aristocrates) et ils aspiraient à avoir plus ; mais s'ils pensaient aux conditions dans lesquelles leurs parents avaient vécu et s'ils se remémoraient les expériences de leur propre enfance, ils devaient avouer qu'après tout les choses n'allaient pas si mal. L'Allemagne était prospère et les masses ouvrières partageaient sa prospérité.

Il restait encore beaucoup de pauvreté en Allemagne. Il était difficile qu'il en fût autrement dans un pays où l'opinion publique, le gouvernement et presque tous les partis politiques cherchaient à faire obstacle au capitalisme. Les niveaux de vie n'étaient pas satisfaisants dans l'agriculture orientale, dans les mines de charbon et dans quelques branches de production qui n'avaient pas ajusté leurs méthodes aux nouvelles conditions ; mais les travailleurs qui n'étaient pas eux-mêmes intéressés, ne se préoccupaient pas beaucoup du sort de leurs collègues moins favorisés. Le concept de solidarité de classe était une des illusions marxistes.

Pourtant quelque chose vexait les travailleurs les plus aisés précisément parce qu'ils étaient aisés. En leur qualité de salariés, ils n'avaient pas de situation précise dans la société allemande. Leur nouvelle caste n'était pas reconnue par les vieilles castes établies. Les petits bourgeois, les petits commerçants, boutiquiers et artisans et la classe nombreuse des individus occupant des postes subalternes au service du Reich, des États et des municipalités leur faisaient grise mine. Les revenus de ces petits bourgeois n'étaient pas plus élevés que ceux des ouvriers ; leur travail était souvent plus fastidieux que celui de la moyenne des travailleurs ; mais ils étaient hautains, suffisants et dédaignaient les salariés. Ils n'étaient pas prêts à admettre les travailleurs dans leurs cercles de boules, à leur permettre de danser avec leurs filles, et à frayer avec eux socialement. Ce qui était pire que tout, les bourgeois ne voulaient pas permettre aux tra-

vailleurs d'adhérer à leurs associations d'anciens combattants¹. Les dimanches et dans les cérémonies officielles, avec des chapeaux hauts de forme et cravates noires, défilaient gravement à travers les rues principales, en observant strictement les règles de la marche militaire. Cela affligeait beaucoup les travailleurs de ne pas pouvoir y participer. Ils se sentaient honteux et humiliés.

Contre de tels motifs de plainte, l'organisation sociale-démocrate leur fournissait un remède efficace. Les sociaux-démocrates donnaient aux ouvriers des clubs de boules, de danse, des réunions en plein air. Ils avaient des associations d'éleveurs de canaris, de philatélistes, de joueurs d'échecs, d'amateurs d'espéranto, et ainsi de suite, formés par des prolétaires conscients. Il y avait des réunions sportives indépendantes pour les travailleurs avec championnats ouvriers, et des défilés prolétaires avec orchestres et drapeaux. Il y avait des comités et des conférences sans nombre, des présidents, des secrétaires, des secrétaires honoraires, trésoriers honoraires, membres du comité, des commissaires, des directeurs et autres dignitaires du parti. Les travailleurs perdaient leur complexe d'infériorité et leur sentiment de solitude. Ils n'étaient plus les enfants trouvés de la société ; ils étaient solidement intégrés dans une grande communauté ; ils étaient des personnes importantes chargées de responsabilités et de devoirs. Et leurs orateurs officiels, des érudits à lunettes avec diplômes universitaires, les convainquaient qu'ils n'étaient pas seulement égaux, mais meilleurs, que les petits bourgeois, classe en tous cas condamnée à disparaître.

Ce que les sociaux-démocrates ont effectivement réalisé ne fut pas d'inculquer dans les masses l'esprit révolutionnaire, mais au contraire de les réconcilier avec le système de caste allemand. Les travailleurs avaient un statut à l'intérieur de l'ordre établi ; ils devenaient une caste avec l'étroitesse d'esprit et tous les préjugés d'une classe sociale. Ils ne cessèrent pas de combattre pour des salaires plus élevés, des heures de travail moins nombreuses et le bas prix des céréales, mais ils étaient des citoyens aussi loyaux que les membres des autres groupes d'intérêts, les agriculteurs et les artisans.

C'était un des phénomènes paradoxaux de l'Allemagne impériale que les ouvriers sociaux-démocrates aient eu l'habitude de parler de sédition en public tandis qu'ils restaient parfaitement loyaux de cœur et que la haute bourgeoisie et les professions, tout en proclamant avec ardeur leur loyauté au roi et à la patrie, se plai-

¹ Le nom officiel de ces clubs était Associations des Combattants (*Kriegervereine*). Les membres étaient les hommes ayant servi dans les forces armées.

gnaient en privé. Un de leurs principaux sujets de tracas était leurs rapports avec l'armée.

Les légendes marxistes, qui ont dénaturé tous les aspects de la vie allemande, ont également déformé cette question. La bourgeoisie, disent-elles, s'est rendue au militarisme parce qu'elle désirait obtenir des commissions dans la réserve des forces armées. Il est vrai que de ne pas être officier de réserve était une sérieuse tâche pour l'honneur et la réputation d'un homme de la haute bourgeoisie. Les fonctionnaires, les membres des professions, les entrepreneurs et les directeurs de sociétés qui n'avaient pu y parvenir voyaient leur carrière ou leur activité économique sérieusement handicapée ; mais obtenir et conserver le grade d'officier de réserve était aussi la source de difficultés. Ce n'était pas le fait qu'il était interdit à un officier de réserve d'appartenir de quelque façon à un parti d'opposition qui était un motif de plainte. De toute façon les juges et les fonctionnaires étaient membres des partis qui soutenaient le gouvernement, sinon ils n'auraient jamais été nommés. Les entrepreneurs et le personnel de direction, par le jeu du système interventionniste, étaient forcés d'observer la neutralité politique ou d'adhérer à un des partis favorables au gouvernement ; mais il y avait d'autres difficultés.

Dirigée par les préjugés des Junkers, l'armée exigeait que, dans sa vie privée et commerciale, un officier de réserve se conformât strictement à son propre code sur la conduite d'un gentilhomme. Il n'était pas digne d'un officier de réserve pour un entrepreneur ou un directeur de faire aucun travail manuel dans son usine, même simplement de montrer à un ouvrier comment faire son travail. Le fils d'un entrepreneur qui travaillait quelque temps à une machine afin d'apprendre le métier ne pouvait pas être choisi pour une commission, ni le propriétaire d'un grand magasin qui s'occupe par hasard d'un client. Un lieutenant de réserve, qui était un architecte de réputation mondiale, fut une fois réprimandé par son colonel parce qu'un jour, inspectant la décoration de la salle de réception de la mairie d'une grande ville, il avait retiré sa veste et accroché personnellement au mur un tableau ancien. Il y avait des hommes qui étaient affligés de ne pas obtenir de commission dans la réserve et il y avait des officiers qui bouillaient secrètement de rage devant l'attitude de leurs supérieurs. Bref, ce n'était pas un plaisir, pour un roturier, d'être officier de réserve dans l'armée prussienne.

Évidemment les classes inférieures ne connaissaient pas ces tribulations des officiers de réserve. Elles ne voyaient que l'insolence avec laquelle ces hommes compensaient leur complexe d'infériorité, mais elles observaient aussi que les officiers — commissionnés ou

non — s'acharnaient sur les hommes du service d'un an, c'est-à-dire les diplômés des grandes écoles qui n'avaient qu'un an de service à faire. Elles exultaient quand les officiers appelaient les noms des fils de leurs patrons et criaient que dans les rangs de l'armée, ni l'instruction, ni la richesse, ni la situation de leur père ne faisaient aucune différence.

La vie sociale de la haute bourgeoisie était empoisonnée par les frictions continuelles entre les officiers nobles et la bourgeoisie ; mais les civils étaient impuissants. Ils avaient été battus dans leur lutte pour la réorganisation de l'Allemagne.

5. Les sociaux-démocrates et la guerre

Marx n'était pas un pacifiste, c'était un révolutionnaire. Il dédaignait les guerres des empereurs et des rois mais il travaillait à la grande guerre civile dans laquelle les prolétaires unis du monde combattraient les exploiters. Comme tous les utopistes de cette espèce, il était convaincu que cette espèce, il était convaincu que cette guerre serait la dernière. Quand les prolétaires auraient vaincu et établi leur régime éternel, personne ne pourrait les priver des fruits de leur victoire. Dans cette dernière guerre Engels se réservait le rôle de commandant en chef. Il étudiait la stratégie afin d'être à la hauteur de sa tâche quand *le jour* serait venu.

L'idée de la coopération de tous les prolétaires dans la dernière lutte pour la libération conduisit à la fondation de la première Association Internationale des Travailleurs en 1864. Cette association était à peine plus qu'une réunion de doctrinaires, elle ne pénétra jamais dans le domaine de l'action politique. Sa disparition attira aussi peu l'attention que son existence antérieure.

En 1870, deux des cinq membres sociaux-démocrates du Parlement d'Allemagne du Nord, Bebel et Liebknecht, s'opposèrent à la guerre contre la France. Leur attitude, comme l'observe le socialiste français Hervé, ne fut qu'un *geste personnel qui n'eut ni conséquences ni échos*. Les deux nations, les Allemands et les Français, *étaient corps et âmes sur les champs de bataille. Les internationalistes de Paris étaient les partisans les plus fanatiques de la guerre à outrance... La guerre franco-allemande fut l'échec moral de l'Internationale*¹.

La seconde Internationale, fondée à Paris en 1889, était une réalisation de l'un des nombreux congrès internationaux tenus dans des villes consacrées par une fois mondiale. Pendant les vingt-cinq

¹ Hervé, *L'internationalisme* (Paris, 1910), p. 129 sq.

ans qui s'étaient écoulés depuis la fondation de la première Internationale, le concept d'une grande révolution mondiale avait perdu une grande partie de son attrait. Le but de la nouvelle organisation ne pouvait plus être présenté comme étant de coordonner les opérations militaires des armées prolétariennes des divers pays. Un autre objet devait être trouvé pour ses activités et c'était assez difficile. Les partis travaillistes avaient commencé à jouer un rôle très important dans la politique intérieure de leurs pays. Ils traitaient d'innombrables problèmes d'interventionnisme et de nationalisme économique et n'étaient pas prêts à soumettre leurs propres tactiques au contrôle d'étrangers. Il y avait plusieurs problèmes sérieux dans lesquels le conflit entre prolétaires des divers pays devenait apparent ; il n'était pas toujours possible d'éviter la discussion de ces questions ennuyeuses. Quelquefois les barrières à l'immigration devaient même être discutées ; le résultat fut un violent antagonisme de vues divergentes et un exposé scandaleux du dogme marxiste affirmant l'existence d'une solidarité inébranlable entre les intérêts prolétariens dans le monde entier. Les pandits marxistes avaient quelque difficulté à cacher les fissures qui se manifestaient.

On ne pouvait trouver qu'un sujet neutre et inoffensif pour le programme des réunions de l'Internationale : la paix. La discussion mit bientôt en évidence combien les mots d'ordre marxistes étaient vains. Au congrès de Paris, Frédéric Engels déclara qu'il était du devoir des prolétaires d'empêcher la guerre à tout prix avant qu'ils aient eux-mêmes pris le pouvoir dans les pays les plus importants¹. L'Internationale discuta diverses mesures à la lumière de ce principe : grève générale, refus général du service militaire, sabotage des chemins de fer et ainsi de suite ; mais il était impossible de ne pas aborder le problème de savoir si la destruction du système de défense de son pays servirait effectivement les intérêts des travailleurs. Le travailleur n'a pas de patrie, dit le marxiste, il n'a que ses chaînes à perdre. Très bien. Mais cela n'a réellement aucune importance pour le travailleur allemand d'échanger ses chaînes allemandes contre des chaînes russes ? Le travailleur français doit-il laisser la république être la proie du militarisme prussien ? Cette troisième république, disaient les sociaux-démocrates allemands, n'est qu'une ploutocratie et une république de contrefaçon ; l'intérêt du prolétaire français n'est pas de combattre pour elle ; mais un tel raisonnement ne pouvait persuader les Français, qui tenaient à leurs préjugés contre les Hohenzollern. Les Allemands se vexèrent de ce qu'ils appelaient l'entêtement et les sentiments petits-bourgeois de la France,

¹ Kautsky, *Sozialisten und Krieg* (Prague, 1937), p. 300.

quoiqu'il fût évident que les sociaux-démocrates défendraient sans restriction l'Allemagne contre la Russie. Même Bebel s'était vanté que dans une guerre contre la Russie lui-même, vieux comme il était, prendrait un fusil¹. Engels dans une contribution à l'almanach du parti socialiste français pour 1892 déclarait : *Si la République Française aide Sa Majesté le tsar et autocrate de toutes les Russies, les sociaux-démocrates allemands seront désolés de la combattre, mais ils la combattront cependant*². La demande formulée par Engels dans ces mots aux Français était en plein accord avec les exigences naïves des nationalistes allemands. Eux aussi considéraient que c'était le devoir de la France de s'isoler diplomatiquement et ou de rester neutre dans une guerre entre la Triple Alliance et la Russie, ou de se trouver sans allié dans une guerre contre l'Allemagne.

La somme de tromperie et d'insincérité contenue dans l'activité de la seconde Internationale fut réellement étonnante. Il est encore plus surprenant que des personnes aient suivi ces discussions oiseuses avec une attention extrême et la conviction que ces discours et résolutions étaient de la plus haute importance. Seule la tendance pro-socialiste et pro-marxiste de l'opinion publique peut expliquer ce phénomène. Quiconque en était exempt pouvait aisément comprendre que ce n'était que paroles inutiles. L'éloquence de ces congrès n'avait pas davantage de signification que les toasts portés par les monarques lors de leurs rencontres. Le kaiser et le tsar aussi avaient l'habitude en de telles occasions de parler de la camaraderie et de l'amitié traditionnelles qui les réunissaient et de s'assurer mutuellement que leur seul souci était le maintien de la paix.

Au sein de la seconde Internationale, le parti de la social-démocratie allemande était supérieur à tous, c'était le mieux organisé et le plus grand de tous les partis. Aussi les congrès étaient-ils une exacte réplique des conditions régnant à l'intérieur du parti allemand. Les délégués étaient marxistes et émaillaient leurs discours de citations de Marx ; mais les partis qu'ils représentaient étaient des partis syndicaux pour lesquels l'internationalisme était un concept creux. Ils profitaient du nationalisme économique. Les travailleurs allemands étaient prévenus non seulement contre la Russie, mais aussi contre la France et la Grande-Bretagne, pays du capitalisme occidental. Comme tous les autres Allemands ils étaient convaincus que l'Allemagne avait un juste titre à revendiquer les colonies anglaises et françaises. Ils ne trouvaient rien à redire à la

¹ Kautsky, *op. cit.*, p. 307.

² Idem, p. 352.

politique allemande au Maroc, si ce n'est son manque de succès¹. Ils critiquaient l'administration des affaires militaires et navales ; mais leur souci était que l'armée soit prête à la guerre. Comme tous les autres Allemands, ils pensaient que l'épée était le principal instrument de politique étrangère et ils étaient sûrs aussi que Grande-Bretagne et France enviaient la prospérité de l'Allemagne et préparaient une agression.

Ce fut une erreur sérieuse de ne pas reconnaître cette mentalité militariste des masses allemandes. On accordait d'autre part trop d'attention aux écrits de quelques socialistes qui, comme Schippel, Hildebrand et autres, proposaient que les sociaux-démocrates soutiennent ouvertement la politique agressive du Kaiser. Après tout, les sociaux-démocrates étaient un parti d'opposition, ce n'étaient pas leur rôle de voter pour le gouvernement. Cependant leur attitude accommodante fut assez efficace pour encourager la tendance nationaliste de la politique étrangère.

Le gouvernement savait très bien que les travailleurs sociaux-démocrates le soutiendraient en cas de guerre. Les chefs de l'administration étaient moins sûrs des quelques marxistes orthodoxes ; mais ils savaient que ces doctrinaires étaient complètement séparés des masses et ils étaient convaincus que la grande majorité du parti prendrait des mesures de précaution contre les marxistes extrémistes. C'est pourquoi ils osèrent emprisonner quelques chefs du parti à la déclaration de guerre ; plus tard, ils se rendirent compte que ce n'était pas nécessaire. Mais le comité exécutif du parti, mal informé comme il l'avait toujours été, n'apprit même pas que les autorités avaient changé d'opinion et qu'il n'y avait plus rien à craindre d'elles. Aussi le 3 août 1914, le président du parti Ebert et le trésorier, Braun, passèrent en Suisse avec les fonds du parti².

Il est absurde de dire que les chefs socialistes, en votant les crédits pour la guerre, ont trahi les masses. Les masses approuvaient unanimement la guerre du Kaiser. Même les quelques membres du parlement et journalistes qui étaient d'une opinion contraire, furent obligés de respecter la volonté des électeurs. Les soldats sociaux-démocrates furent les combattants les plus enthousiastes dans cette guerre de conquête et d'hégémonie.

Plus tard les choses changèrent évidemment. Les espérances de victoire ne se réalisaient pas. Des millions d'Allemands étaient sacrifiés dans des attaques infructueuses contre les tranchées ennemies. Femmes et enfants avaient faim. Même les membres des syndicats

¹ Andler, *op. cit.*, p. 107.

² Idem.

découvrirent alors qu'ils s'étaient trompés en considérant la guerre comme une occasion favorable d'améliorer leur niveau de vie. La nation était mûre pour la propagande radicale ; mais ces radicaux n'étaient pas partisans de la paix ; ils voulaient substituer la guerre de classe — guerre civile — à la guerre contre l'ennemi extérieur.

VIII. Antisémitisme et racisme

1. Le rôle du racisme

On considère souvent le nazisme comme étant principalement une théorie du racisme.

Le chauvinisme allemand revendique pour les Allemands une noble ascendance. Ce sont les descendants de la race nordique et aryenne des maîtres, qui réunit tous ceux qui ont contribué au développement de la civilisation humaine. Le Nordique est grand, svelte avec les cheveux blonds et les yeux bleus ; il est intelligent, combattant courageux, héroïque, prêt au sacrifice et animé d'une ardeur *faustienne*. Le reste de l'humanité n'est que rebut, à peine supérieur à des singes, car, dit Hitler, *le fossé qui sépare les êtres humains les plus bas de nos races les plus nobles est plus large que celui existant entre les hommes inférieurs et les singes supérieurs*¹. Il est évident que cette noble race a un juste titre à l'hégémonie mondiale.

Sous cette forme, le mythe nordique sert la vanité nationale ; mais le nationalisme politique n'a rien de commun avec l'égoïsme et la vanité chauvines. Les nationalistes allemands ne luttent pas pour la domination mondiale parce qu'ils sont de noble ascendance. Les racistes allemands ne déniaient pas que ce qu'ils disent des Allemands pourrait être dit avec encore plus de raisons des Suédois ou des Norvégiens. Néanmoins, ils traiteraient ces Scandinaves de fous s'ils osaient adopter la politique qu'ils recommandent pour leur propre nation allemande. En effet, les Scandinaves manquent des deux conditions qui sont à la base de l'esprit allemand d'agression : une population nombreuse et une position géographique stratégiquement avantageuse.

L'affinité linguistique de toutes les langues indo-européennes était jadis expliquée par l'hypothèse d'une descendance commune de toutes ces races. Il y a longtemps que l'hypothèse aryenne a été scientifiquement réfutée. La race aryenne est une illusion. L'anthropologie scientifique n'a pas reconnu cette fable².

Le premier livre de Moïse nous dit que Noé est l'ancêtre de tous les hommes vivants. Noé eut trois fils. De l'un d'eux, Shem, descendent les anciens Hébreux, le peuple que Moïse délivra de l'esclavage

¹ Discours au meeting du parti de Nuremberg, le 3 septembre 1933. *Frankfurter Zeitung*, 4 septembre 1933.

² Houzé, *L'Aryen et l'Anthroposociologie* (Bruxelles, 1906), p. 3 sq. ; Herz, *Rasse und Kultur* (3^e éd. Leipzig, 1925), p. 102 sq.

égyptien. Le judaïsme enseigne que toutes les personnes embrassant la religion juive sont les descendants de ce peuple. Il est impossible de prouver cette affirmation ; aucun essai n'a jamais été fait pour le prouver. Aucun document historique ne prouve l'immigration des juifs de Palestine vers l'Europe centrale ou orientale ; d'autre part, il existe des documents sur la conversion de non-juifs européens au judaïsme. Néanmoins cette hypothèse ancestrale est généralement acceptée comme un dogme intangible. Les juifs y restent fidèles parce qu'elle forme un enseignement essentiel de leur religion, d'autres parce qu'elle peut justifier une politique de discrimination contre les juifs. Ceux-ci sont appelés Asiatiques étrangers, parce que, selon cette hypothèse, ils n'ont émigré en Europe qu'il n'y a quelque dix-huit cents ans. Cela explique aussi l'usage du terme de sémites pour désigner le peuple professant la religion juive et ses descendants. Le terme langues sémitiques est utilisé en philologie pour désigner la famille des langues à laquelle appartient l'hébreu, idiome de l'Ancien Testament. Évidemment, c'est un fait que l'hébreu est la langue religieuse du judaïsme, comme le latin est celle du catholicisme et l'arabe celle de l'Islam.

Depuis plus de cent ans, les anthropologues ont étudié les caractéristiques corporelles des diverses races. Le résultat indiscuté de ces recherches scientifiques est que les peuples de race blanche, Européens et descendants non européens d'ancêtres européens émigrés, représentent un mélange des diverses caractéristiques corporelles. On a essayé d'expliquer ce résultat par les mariages entre les membres des races pures primitives. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il n'y a plus aujourd'hui de types purs dans la race blanche.

D'autres efforts ont été faits pour rattacher certains traits corporels — caractéristiques raciales — à des caractéristiques intellectuelles et morales ; tous ces efforts ont également échoué.

Finalement, on a essayé, surtout en Allemagne, de découvrir les caractéristiques physiques d'une prétendue race juive ou sémite par opposition aux caractéristiques des Européens non juifs. Ces enquêtes, elles aussi, ont complètement échoué. Il s'est révélé impossible de différencier anthropologiquement les Allemands juifs de ceux qui ne sont pas juifs. Dans le domaine de l'anthropologie il n'existe ni race juive, ni caractéristiques raciales juives. La doctrine raciale des antisémites prétend être une science naturelle ; mais la source dont elle dérive n'est pas le résultat de l'observation d'un phénomène naturel. C'est d'après la généalogie de la genèse et les dogmes des rabbins que tous les membres de leur communauté religieuse descendent des sujets du roi David.

Des hommes vivant dans certaines conditions acquièrent souvent à la seconde et même quelquefois à la première génération, une conformation physique ou mentale spéciale. C'est évidemment une règle à laquelle il y a beaucoup d'exceptions ; mais très souvent pauvreté ou richesse, milieu urbain ou rural, vie renfermée ou en plein air, montagnes ou plaines, habitudes sédentaires ou travail physique pénible impriment leur marque particulière sur le corps humain. Bouchers et horlogers, tailleurs et bûcherons, acteurs et comptables peuvent souvent être reconnus à leur expression ou à leur constitution physique. Les racistes ignorent intentionnellement ces faits. Cependant, eux seuls peuvent justifier l'origine de ces types que l'on appelle dans le langage de tous les jours aristocratique ou plébéien, type d'officier, d'érudit, type juif.

Les lois promulguées par les nazis pour faire une discrimination contre les juifs et leur descendance n'ont rien à voir avec des considérations raciales proprement dites. Une loi instituant une discrimination contre les individus d'une certaine race devrait commencer par énumérer, avec une exactitude biologique et physiologique, les traits caractéristiques de la race envisagée. Elle devrait ensuite décréter la procédure légale et les formalités nécessaires par lesquelles la présence ou l'absence de ces caractéristiques pourrait être dûment établies pour chaque individu. Les décisions finales valablement exécutées résultant de ces procédures formeraient la base de la discrimination dans chaque cas. Les nazis choisirent une autre méthode. Ils disent, il est vrai, qu'ils ne veulent pas faire de discrimination contre les individus professant la religion juive, mais contre les individus appartenant à la race juive. Le trait légal déterminant de la race juive est, dans ce qu'on appelait la législation raciale de Nuremberg, l'appartenance de l'individu intéressé ou de ses ancêtres à la communauté religieuse du judaïsme. Si une loi prétend viser à instituer une discrimination contre les myopes, mais définit la myopie comme le fait d'être chauve, les personnes se servant de la terminologie généralement acceptée ne l'appelleraient pas une loi contre les myopes, mais une loi contre les chauves. Si les Américains veulent faire une discrimination contre les nègres, ils ne vont pas étudier dans les archives l'affiliation raciale des individus considérés ; ils recherchent dans le corps de l'individu les traces de sang noir. Nègres et blancs diffèrent dans leurs caractéristiques raciales, c'est-à-dire corporelles ; mais il est impossible de distinguer un Allemand juif d'un non juif à l'aide d'une caractéristique raciale.

Les nazis parlent continuellement de la race et de la pureté raciale. Ils présentent leur politique comme la conséquence de l'anthropologie moderne ; mais il est inutile de chercher dans leur

politique des considérations raciales. Ils considèrent — à l'exception des juifs et de leur descendance — tous les blancs parlant allemand comme aryens. Parmi eux, ils ne discriminent pas selon les traits physiques. Selon eux, les individus de langue allemande sont Allemands même s'il est hors de doute qu'ils descendent d'ancêtres slaves, latins ou mogols (magyar ou finno-ougriens). Les nazis ont prétendu qu'ils livraient le combat décisif entre la race nordique des maîtres et les sous-produits de l'humanité. Cependant, pour cette lutte ils étaient alliés avec les Italiens que leurs doctrines raciales décrivent comme une race de métis, et avec les Mongols-Japonais aux yeux bridés, à la peau jaune et aux cheveux noirs. D'autre part, ils méprisent les Nordiques scandinaves qui ne sympathisent pas avec leurs plans de suprématie mondiale. Les nazis se qualifient eux-mêmes d'antisémites, mais ils aident les tribus arabes dans leur lutte contre les Anglais, qu'ils considèrent comme des Nordiques. Les Arabes parlent une langue sémite et les érudits nazis les appellent sémites. Qui, dans les troubles de Palestine, mérite la qualification d'*antisémite* ?

Le mythe racial lui-même n'est pas un produit allemand, il est d'origine française. Ses fondateurs, spécialement Gobineau, voulaient justifier les privilèges de l'aristocratie française en prouvant la noble origine franque de la noblesse. De là vint en Europe occidentale la croyance erronée, que les nazis reconnaissent aussi, des prétentions des princes et des nobles à la direction politique et aux privilèges de castes. Cependant les nationalistes allemands considéraient le peuple allemand — à l'exception des juifs — comme une race homogène de nobles. Ils ne font pas de discriminations à l'intérieur de cette noble race. On ne peut concevoir de plus haut degré de noblesse que la germanité. Dans les lois nazies tous les individus de langue allemande sont camarades (*Volksgenossen*) et comme tels égaux. La seule discrimination que les nazis font parmi les Allemands est fondée sur l'intensité du zèle avec lequel ils font preuve des qualités considérées comme authentiquement allemandes. Tout Allemand non juif — prince, noble ou roturier — a le même droit à servir sa nation et à se distinguer à son service.

Il est vrai que dans les années qui ont précédé la première guerre mondiale, les nationalistes étaient fidèles au préjugé, jadis très répandu en Allemagne, selon lequel les junkers prussiens étaient extraordinairement doués comme chefs militaires. Ce n'est que sous ce rapport que la vieille légende prussienne survécut jusqu'en 1918. Les leçons découlant de l'échec des officiers prussiens dans la campagne de 1806 étaient oubliées depuis longtemps. Personne ne se souciait du scepticisme de Bismarck. Bismarck, lui-même fils d'une

mère non aristocrate, observait que la Prusse formait des officiers d'une qualité inégalable jusqu'au grade de commandants de régiment ; mais pour ce qui est des grades supérieurs, la race prussienne n'était plus aussi fertile en chefs qu'elle l'avait été à l'époque de Frédéric II.¹ Mais les historiens prussiens avaient célébré les hauts faits de l'armée prussienne jusqu'à ce que tous les critiques fussent réduits au silence. Pangermanistes, catholiques et sociaux-démocrates étaient unis dans leur antipathie pour les junkers arrogants, tout en étant absolument convaincus que ces junkers étaient spécialement doués comme chefs militaires et comme officiers de carrière. On se plaignait de l'exclusion des officiers non aristocratiques de la garde royale et de beaucoup de régiments de cavalerie et du traitement dédaigneux qu'ils infligeaient au reste de l'armée ; mais on n'osait jamais contester aux junkers des qualités militaires supérieures. Même les sociaux-démocrates avaient pleine confiance dans les officiers d'active de l'armée prussienne. La ferme conviction que la guerre aboutirait à une victoire allemande écrasante, générale en 1914 dans toute la nation allemande, était principalement fondée sur une appréciation exagérée du génie militaire des junkers.

On ne remarqua pas que la noblesse allemande, qui, depuis longtemps, avait cessé de jouer un rôle dirigeant dans la vie politique, était à ce moment sur le point de perdre le contrôle de l'armée. Elle n'avait jamais excellé dans les sciences, l'art, la littérature. Dans ces domaines, sa contribution ne pouvait être comparée aux réalisations des aristocrates anglais, français et italiens. Pourtant, dans aucun pays moderne, la situation des aristocrates n'était meilleure ou celle des roturiers plus défavorable qu'en Allemagne. Au sommet de sa vie et de son succès, Goethe écrivait, plein d'amertume : *Je ne sais pas quelle est la situation dans les pays étrangers, mais en Allemagne, seuls les nobles peuvent atteindre une certaine perfection universelle et personnelle. Un roturier peut acquérir du mérite, il peut au mieux cultiver son esprit ; mais, quoi qu'il fasse, sa personnalité sort du droit chemin*². Néanmoins, ce furent des roturiers et non des nobles qui créèrent les œuvres qui valurent à l'Allemagne d'être la nation des poètes et des penseurs.

Parmi les auteurs qui formèrent la pensée politique de la nation, il n'y avait pas de nobles. Même les conservateurs prussiens prirent leurs idéologies chez les plébéiens, chez Stahl, Rodbertus, Wagner, Adolf Wagner. Parmi les hommes qui ont développé le nationalisme allemand, on compte à peine un membre de l'aristocratie. Pangermanisme et nazisme sont en ce sens des mouvements bourgeois,

¹ Bismarck, *op. cit.*, I, 6.

² Goethe, *Wilhelm Meister's Lehrjahre*, livre V, chap. III.

comme le socialisme, le marxisme et l'interventionnisme. Dans les rangs de la haute aristocratie, il y avait une pénétration constante d'éléments non aristocratiques.

Il en était de même dans l'armée. Le travail aride dans les bureaux de l'état-major général, dans les services techniques et dans la marine ne convient pas aux goûts et aux désirs des junkers. Beaucoup de postes importants de l'état-major général étaient occupés par des roturiers. La personnalité marquante du militarisme allemand d'avant guerre était l'amiral Tirpitz, qui n'accéda à la noblesse qu'en 1900. Ludendorff, Groener et Hoffmann étaient également roturiers.

Cependant la défaite de la première guerre mondiale détruisit finalement le prestige militaire des junkers. Dans l'armée allemande d'hier il y avait encore beaucoup d'aristocrates dans les hauts postes, parce que les officiers qui avaient reçu leur commission avant la première guerre mondiale, avaient alors atteint le sommet de la hiérarchie ; mais aucune préférence n'était plus donnée aux aristocrates. Parmi les chefs politiques du nazisme il y avait peu de nobles, et les titres de ceux-ci sont souvent même contestables.

Les princes et les nobles allemands, qui ont attaqué constamment libéralisme et démocratie, et qui jusqu'en 1933, ont combattu avec acharnement pour préserver leurs privilèges, se sont complètement soumis au nazisme et acceptaient ses principes égalitaires. On peut en trouver parmi les admirateurs les plus fanatiques du Führer. Des princes du sang tiraient vanité de servir de satellites à des gangsters ayant des charges dans le parti. On peut se demander s'ils agissaient par conviction sincère ou par lâcheté et peur ; mais on ne peut douter que la croyance, commune à beaucoup de membres de l'aristocratie britannique, selon laquelle la restauration des dynasties allemandes changerait la mentalité de cette nation et son climat politique, soit complètement fausse¹.

2. La lutte contre l'esprit juif

Le nazisme veut combattre l'esprit juif ; mais il n'a pas réussi pour autant à définir ses traits caractéristiques. L'esprit juif n'est pas moins mythique que la race juive.

Les premiers nationalistes allemands essaient d'opposer à l'esprit juif les conceptions *chrétiennes teutoniques*. La combinaison de chré-

¹ Le dernier duc souverain de Saxe-Coburg-Gotha, né et élevé en Grande-Bretagne en tant que petit-fils de la reine Victoria, fut le premier prince allemand, qui, bien avant 1933, prit un poste dans le parti nazi.

tien et de teutonique est cependant insoutenable. Aucune supercherie d'exégèse ne peut justifier la prétention allemande à une situation préférentielle à l'intérieur du royaume de la chrétienté. Les Évangiles ne mentionnent pas les Allemands. Ils considèrent tous les hommes comme égaux devant Dieu. Celui qui cherche à faire une discrimination non seulement contre les juifs mais aussi contre les descendants chrétiens des juifs n'a pas l'amour des Évangiles. Des antisémites logiques doivent rejeter le christianisme.

Nous n'avons pas besoin de décider si le christianisme lui-même peut ou non être qualifié de juif¹. En tous cas, le christianisme est parti de la croyance juive. Il reconnaît les dix commandements comme la loi éternelle et l'Ancien Testament comme Écriture Sainte. Les apôtres et les membres de la communauté primitive étaient juifs. On pourrait objecter que le Christ n'était pas d'accord avec l'enseignement des rabbins ; mais le fait demeure que Dieu a envoyé le Sauveur aux juifs et non aux Vandales et que le Saint-Esprit a inspiré des livres en hébreu et en grec, mais non en allemand. Si les nazis étaient prêts à prendre au sérieux leurs mythes raciaux et à y voir davantage qu'un sujet d'éloquence pour les réunions de parti, ils auraient dû extirper le christianisme avec la même brutalité dont ils ont usé contre le libéralisme et le pacifisme. Ils ne s'engagèrent pas dans une telle entreprise, non parce qu'ils la considéraient comme sans espoir mais parce que leur politique n'avait rien à voir avec le racisme.

En vérité, il est étrange que dans un pays où les autorités injuriaient officiellement les juifs en des termes orduriers, qui a mis les juifs hors la loi en raison de leur judaïsme et dans lequel les théorèmes mathématiques, les hypothèses physiques et les procédures thérapeutiques étaient boycottés, si leurs auteurs étaient suspectés de ne pas être aryens, des prêtres continuèrent dans plusieurs milliers d'églises de diverses croyances à célébrer les dix commandements révélés au juif Moïse, comme le fondement de la loi morale. Il est étrange que dans un pays où aucun mot d'un auteur juif ne pouvait être imprimé ni lu, les psaumes et leurs traductions, adaptations et imitations allemandes fussent chantés. Il est étrange que les armées allemandes qui, en Europe orientale, prenaient plaisir à assassiner sauvagement des milliers de femmes et d'enfants juifs sans défense, aient été accompagnées d'aumôniers militaires la Bible à la main ; mais le Troisième Reich est plein de telles contradictions.

¹ On attribue au pape Pie XI la phrase : *Spirituellement nous sommes sémites*. G. Seldes, *The Catholic Crisis* (New-York, 1939), p. 45.

Évidemment les nazis ne se conforment pas aux enseignements moraux des Évangiles, pas plus que n'importe quels conquérants et guerriers. Le christianisme ne peut pas devenir davantage un obstacle à la politique nazie qu'il ne l'a jamais été pour d'autres agresseurs.

Non seulement le nazisme ne rejette pas explicitement le christianisme, il se présente officiellement comme un parti chrétien. Le vingt-quatrième point de l'INALTÉRABLE *Programme du Parti* proclamait que le parti est favorable à un *christianisme positif* sans s'attacher à l'une des différentes églises ou dénominations chrétiennes. Le terme *positif* signifie sous ce rapport neutralité à l'égard des antagonismes entre les diverses églises et sectes¹.

Beaucoup d'écrivains nazis prennent plaisir, il est vrai, à dénoncer et à railler le christianisme et à tirer des plans pour la création d'une nouvelle religion allemande. Cependant le parti nazi comme tel ne combattait pas le christianisme, mais les églises chrétiennes en tant qu'établissements autonomes et organes indépendants. Son totalitarisme ne pouvait tolérer l'existence d'aucune institution qui ne soit pas complètement soumise à la souveraineté du Führer. Aucun Allemand n'avait le privilège de braver un ordre venant de l'État en se référant à une autorité indépendante. La séparation de l'Église et de l'État est contraire au principe du totalitarisme. Le nazisme doit logiquement aspirer à un retour aux conditions prévalant dans les églises luthériennes allemandes et dans l'union des Églises de Prusse avant la Constitution de Weimar. L'autorité civile était alors également suprême dans l'Église. Le souverain du pays était l'évêque de l'Église luthérienne de son territoire. Le *jus circa sacra* était sien.

Le conflit entre l'Église catholique a le même caractère. Les nazis ne tolèrent aucun lien entre des citoyens allemands et des étrangers ou des institutions étrangères. Ils dissolvèrent même les Rotary Clubs allemands, parce qu'ils étaient reliés au Rotary International, dont le siège est à Chicago. Un citoyen allemand ne doit fidélité qu'à son Führer et sa nation ; toute espèce d'internationalisme est un mal. Hitler n'aurait pu supporter le catholicisme que si le pape était habitant de l'Allemagne et subordonné à la machine du parti.

Sauf le christianisme, les nazis rejetaient comme juif tout ce qui vient des auteurs juifs. Cette condamnation s'étendait aux écrits de

¹ Discours à la réunion du Pour une autre interprétation du terme positif, voir *Die Grundlagen des Nationalsozialismus* (Leipzig, 1937, p. 59), par l'évêque Alois Hudal, champion catholique notoire du nazisme.

juifs qui, comme Stahl, Lassalle, Gumplowicz et Rathenau, ont contribué à beaucoup d'idées essentielles du système nazi ; mais les nazis disent que l'esprit juif ne se limite pas aux juifs et à leur descendance. Beaucoup d'*Aryens* ont été imbus de la mentalité juive — par exemple le poète, écrivain et critique Gotthold Ephraim Lessing, le socialiste Frédéric Engels, le compositeur Johannes Brahms, l'écrivain Thomas Mann et le théologien Karl Barth. Eux aussi furent condamnés. Ainsi il y a des écoles de pensée, d'art, de littérature qui sont rejetées comme juives. Internationalisme et pacifisme sont juifs, mais il en est de même des fauteurs de guerre. Libéralisme et capitalisme le sont aussi, comme le socialisme *bâtard* des marxistes et bolcheviks. Les épithètes juif et occidental sont appliquées aux philosophies de Descartes et de Hume, au positivisme, au matérialisme, au criticisme empirique, aux théories économiques des classiques et du subjectivisme moderne. La musique atonale, le genre opéra italien, les opérettes et la peinture impressionniste sont également juifs. En bref, est juif tout ce que les nazis détestent. Si l'on réunissait tout ce que les divers nazis ont stigmatisé comme juif, on aurait l'impression que toute notre civilisation n'a été que l'œuvre des juifs.

D'autre part, beaucoup de champions du racisme allemand ont essayé de démontrer que tous les hommes éminents des nations non allemandes étaient des aryens nordiques de souche allemande. L'ex-marxiste Woltmann, par exemple, a découvert des traits germaniques chez Pétrarque, Dante, L'Arioste et Michel-Ange qui tiennent leur génie comme un héritage de leurs ancêtres teutoniques. Woltmann est absolument convaincu avoir prouvé que *toute la civilisation européenne, même dans les pays slaves et latins, est l'œuvre de la race allemande*¹.

Ce serait perdre son temps que s'attarder sur de pareilles affirmations. Il suffit de remarquer que les divers représentants du racisme allemand se contredisent les uns les autres en établissant les caractéristiques raciales de la race noble et dans la classification raciale des mêmes individus. Très souvent ils se contredisent eux-mêmes avec ce qu'ils ont écrit ailleurs. En vérité le mythe de la race des maîtres a été élaboré sans aucun soin².

Tous les champions nazis répètent avec insistance que marxisme et bolchevisme sont la quintessence de l'esprit juif et que la grande

¹ Voir les livres de Woltmann : *Politische Anthropologie* (Eisenach, 1903) ; *Die Germanen und die Renaissance in Italien* (Leipzig, 1905) ; *Die Germanen in Frankreich* (Jena, 1907).

² Hertz, *op. cit.*, p. 159 sq.

mission historique du nazisme est d'extirper cette peste. Il est vrai que cette attitude n'a pas empêché les nationalistes allemands de coopérer avec les communistes allemands pour saper la République de Weimar ou d'entraîner leurs gardes noirs dans les camps d'artillerie et d'aviation russes de 1923 à 1933 ou — dans la période d'août 1939 à juin 1941 — d'entrer dans une étroite complicité politique et militaire avec la Russie des Soviets. Néanmoins l'opinion publique soutient que nazisme et bolchevisme sont des philosophies — *Weltanschauung* — irréductiblement opposées. Dans les dernières années, il y a eu de par le monde deux principaux partis politiques : les antifascistes, c'est-à-dire les amis de la Russie (communistes, leurs émules, soi-disant libéraux et progressistes) et les anti-communistes, c'est-à-dire les amis de l'Allemagne (partis de chemises de différentes couleurs, appelés assez improprement *fascistes* par leurs adversaires). Dans cette période, il y a eu peu de véritables libéraux et démocrates. Beaucoup de ceux qui se sont ainsi qualifiés ont été prêts à soutenir des mesures réellement totalitaires et beaucoup ont loué avec enthousiasme les méthodes russes de dictature.

Le seul fait que les deux groupes se combattent ne prouve pas nécessairement qu'ils diffèrent dans leurs philosophies et leurs principes premiers. Il y a toujours eu des guerres entre des peuples adhérant aux mêmes croyances et philosophies. Les partis de gauche et de droite sont en conflit parce qu'ils visent tous deux au pouvoir suprême. Charles V avait coutume de dire : *Moi et mon cousin le roi de France nous entendons parfaitement ; nous nous combattons parce que nous visons le même but ; Milan*. Hitler et Staline visent le même but : ils veulent tous deux régner sur les États baltes, la Pologne et l'Ukraine.

Les marxistes ne veulent pas admettre que les nazis sont également socialistes. À leurs yeux le nazisme est le pire des maux du capitalisme. D'autre part, les nazis décrivent le système russe comme le plus médiocre de tous les types d'exploitation et comme une machination diabolique de la juiverie mondiale pour la domination des Gentils. Cependant il est évident que les deux systèmes, allemand et russe, doivent du point de vue économique être considérés comme socialistes. Et il n'y a que le point de vue économique qui compte pour savoir si un parti ou système est socialiste ou non. Le socialisme est et a toujours été considéré comme un système d'organisation économique de la société. C'est le système dans lequel le gouvernement a un contrôle complet de la production et de la distribution. Pour autant que le socialisme existant seulement dans des pays donnés peut être appelé véritable, Russie et Allemagne ont raison de qualifier leurs systèmes de socialistes.

Le fait de savoir si les nazis et les bolcheviks ont raison de se désigner comme partis des travailleurs est une autre question. Le Manifeste communiste dit : *Le mouvement prolétarien est le mouvement conscient et indépendant de l'immense majorité* et c'est en ce sens que les anciens marxistes avaient coutume de définir un parti de travailleurs. Les prolétaires, expliquent-ils, sont l'immense majorité de la nation ; eux- mêmes et non un gouvernement bienfaisant ou une minorité bien intentionnée, prennent le pouvoir et établissent le socialisme ; mais les bolcheviks ont abandonné ce plan. Une petite minorité se proclame l'avant-garde du prolétariat, s'empare de la dictature, dissout de force le Parlement élu au suffrage universel et gouverne en se fondant sur leurs propres droit et puissance. Évidemment, cette minorité régnante prétend que ses actes servent au mieux l'intérêt général de la multitude et même de toute la société, mais cela a toujours été la prétention des chefs oligarchiques.

Les bolchevistes ont fait un précédent. Le succès de la bande de Lénine a encouragé le clan de Mussolini et les troupes d'Hitler. Fascisme italien et nazisme allemand ont adopté les méthodes politiques de la Russie soviétique¹. La seule différence entre le nazisme et le bolchevisme est que les nazis avaient une beaucoup plus grande minorité aux élections précédant leur coup d'État que les bolcheviks aux élections russes de l'automne 1917.

Les nazis n'ont pas seulement imité les tactiques bolcheviks pour prendre le pouvoir. Ils ont copié beaucoup plus. Ils ont importé de Russie le système du parti unique et le rôle privilégié de ce parti et de ses membres dans la vie publique, la position suprême de la police secrète, l'organisation à l'étranger de partis affiliés utilisés pour combattre leurs gouvernements nationaux, pour faire du sabotage et de l'espionnage, soutenus par des fonds publics et les services diplomatique et consulaire, l'exécution administrative et l'emprisonne-

¹ Peu de personnes se rendent compte que le programme économique du fascisme italien, le *stato corporativo* ne différait pas du programme du British Guild Socialism tel qu'il a été répandu pendant la première guerre mondiale et les années suivantes par les Anglais les plus éminents et quelques socialistes continentaux. La meilleure exposition de cette doctrine est le livre de Sidney et Beatrice Webb (Lord et Lady Parsfield), *A Constitution for the Socialist Commonwealth of Great Britain*, publié en 1920. Comparés à ce livre les discours de Mussolini et les écrits des professeurs italiens de l'*Economia corporativa* semblaient maladroits. Évidemment, ni les socialistes de gauche britanniques, ni les fascistes italiens n'ont fait de tentatives sérieuses pour mettre en application ce programme. Sa réalisation aboutirait au chaos complet. Le régime économique de l'Italie fasciste était une imitation rudimentaire de la *Zwangswirtschaft* allemande. Voir Mises, *Nationalökonomie* (Genève, 1940), p. 705-715.

ment des adversaires politiques, les camps de concentration, le châ-timent infligé aux familles des exilés. Ils ont même emprunté aux marxistes des absurdités comme la façon de s'adresser la parole, camarade du parti (*Parteigenosse*) tiré du camarade marxiste (*Genosse*) et l'usage d'une terminologie militaire pour tous les sujets de la vie civile et économique¹. La question n'est pas de savoir sous quel rapport les deux systèmes sont semblables, mais en quoi ils diffèrent.

On a déjà montré en quoi diffèrent les modèles socialistes de Russie et d'Allemagne². Ces différences ne sont pas dues à une disparité des philosophies de base ; elles sont la conséquence nécessaire des différences entre les situations économiques des deux pays. Le modèle russe est inapplicable en Allemagne, dont la population ne peut vivre en état d'autarcie. Comparé au système capitaliste plus efficace, le modèle allemand semble avoir peu de rendement, mais il est beaucoup plus efficace que le système russe. Les Russes ont un niveau économique très bas, en dépit de la richesse inépuisable de leurs ressources naturelles.

Dans les deux pays il y a inégalité des revenus et des niveaux de vie. Il serait vain de chercher à déterminer si la différence des niveaux de vie entre le camarade du parti Gering et la moyenne des camarades du parti est plus ou moins grande que celle entre le camarade Staline et ses camarades. Le trait caractéristique du socialisme n'est pas l'égalité du revenu, mais le contrôle complet des activités économiques par le gouvernement, le pouvoir exclusif du gouvernement sur l'usage des moyens de production.

Les nazis ne rejettent pas le marxisme parce qu'il aspire au socialisme, mais parce que, selon eux, il prêche l'internationalisme³. L'internationalisme de Marx n'était rien d'autre que l'acceptation des idées du XVIII^e siècle sur les causes premières de la guerre : les princes sont avides de se combattre parce qu'ils veulent s'agrandir par la conquête, tandis que les nations libres ne convoitent pas le territoire de leurs voisins ; mais il n'est jamais venu à la pensée de Marx que cette propension à la paix dépend de l'existence d'une société libre de marché. Ni Marx ni son école ne furent jamais capables de saisir le sens des conflits internationaux dans un monde

¹ Pour une comparaison des deux systèmes, voir Max Eastman, *Stalin's Russia* (New-York, 1940), p. 83-94.

² Voir p. 91-92.

³ D'une façon analogue beaucoup d'auteurs chrétiens ne rejettent le bolchevisme que parce qu'il est antichrétien. Voir Berdiaeff, *The Origin of Russian Communism* (Londres, 1937), p. 217-225.

étatique et socialiste. Ils se contentent d'affirmer que dans la Terre promise du socialisme, il n'y aura plus aucun conflit.

Nous avons déjà vu le rôle douteux joué par le problème du maintien de la paix dans le Seconde Internationale. Pour la Russie soviétique, la Troisième Internationale a simplement été un instrument pour sa lutte infatigable contre tous les gouvernements étrangers. Les Soviets sont aussi avides de conquête que n'importe quel conquérant du passé. Ils n'ont pas cédé un pouce des conquêtes antérieures des tsars, sauf quand ils y ont été contraints. Ils ont profité de toutes les occasions pour étendre leur empire. Évidemment, ils ne se servent pas des vieux prétextes de conquête tsaristes ; à cette fin ils ont créé une nouvelle terminologie ; mais cela ne rend pas plus facile le sort des assujettis.

Ce que les nazis visent en réalité, en poursuivant l'esprit juif pour son internationalisme, est la théorie libérale du libre-échange et les avantages mutuels de la division internationale du travail. Les juifs, disent-ils, veulent corrompre l'esprit aryen d'un héroïsme inné par de fallacieuses théories sur les avantages de la paix. Il est difficile de surestimer d'une façon plus inexacte la contribution des juifs à la civilisation moderne. La coopération pacifique entre les nations est certainement davantage que le résultat des machinations juives. Libéralisme et démocratie, capitalisme et commerce international ne sont pas des inventions juives.

Finalement, les nazis appellent juive la mentalité commerciale. Tacite nous informe que les tribus germaniques de son époque considéraient comme maladroit et honteux d'acquérir à la sueur de son front ce que l'on pouvait obtenir en versant le sang. C'est aussi le premier principe moral des nazis. Ils méprisent individus et nations qui cherchent à tirer un bénéfice en servant autrui ; à leurs yeux, le brigandage est la façon la plus noble de gagner sa vie. Werner Sombart a opposé deux types d'êtres humains : les marchands (*Händler*) et les héros (*Helden*). Les Anglais sont des marchands, les Allemands des héros ; mais le plus souvent la qualité de marchands est attribuée aux juifs.

Les nazis appellent simplement juif et communiste ce qui est contraire à leurs propres doctrines et principes. Quand dans les territoires occupés ils exécutaient des otages, ils déclaraient toujours qu'ils avaient châtié des juifs et des communistes. Ils traitaient le président des États-Unis de juif et de communiste. Quiconque n'est pas prêt à s'incliner devant eux est de ce fait inmanquablement un juif. Dans le dictionnaire nazi, les termes juif et communiste sont synonymes de non-nazi.

3. Interventionnisme et discrimination légale contre les juifs

Avant le triomphe du libéralisme, les individus professant une certaine croyance religieuse formaient un ordre, une cause particulière. La croyance déterminait l'appartenance à un groupe qui assignait à chaque membre des privilèges et des incapacités (*privilegia odiosa*). C'est seulement dans quelques pays que le libéralisme a supprimé cet état des choses. Dans beaucoup de pays européens, dans lesquels sous les autres rapports liberté de conscience, pratique de la religion et égalité de tous les citoyens devant la loi sont garanties, la loi matrimoniale et l'enregistrement des naissances, mariages et décès demeurent séparés pour chaque groupe religieux. L'appartenance à une église ou à une communauté religieuse conserve un caractère légal particulier. Chaque citoyen est tenu d'appartenir à un de ces groupes religieux et il confère cette qualité à ses enfants. L'appartenance et la procédure à observer en cas de changement de foi religieuse sont réglementées par une loi publique. Des dispositions spéciales sont prévues pour les personnes qui ne veulent faire partie d'aucune communauté religieuse. Cet état de choses permet d'établir la foi religieuse d'un homme et de ses ancêtres avec la précision légale et d'une façon aussi indiscutable que la parenté peut être prouvée dans les procès d'héritage.

La portée de ce fait peut être expliquée par opposition aux conditions concernant le rattachement à un groupe linguistique. L'appartenance à un groupe linguistique n'avait jamais eu la qualité de caste¹. En règle générale, il est impossible d'établir le groupe linguistique auquel appartenaient les ancêtres d'un homme mort. Les seules exceptions sont les ancêtres qui furent d'éminentes personnalités, écrivains ou chefs politiques des groupes linguistiques. De plus, il est la plupart du temps impossible d'établir si un homme a changé ou non d'allégeance politique, à quelque moment de son passé. Quiconque parle allemand et affirme être Allemand a rarement besoin de craindre que cette déclaration puisse être réfutée par la preuve écrite que ses parents ou lui-même dans le passé n'étaient pas Allemands. Même un accent étranger ne le trahit pas nécessairement. Dans les pays où la population est mélangée du point de vue linguistique, l'accent et les inflexions de chaque groupe influencent les autres. Parmi les chefs du nationalisme allemand dans les parties orientales de l'Allemagne, en Autriche, Tchécoslovaquie et les autres pays de l'Est il y avait de nombreuses personnes parlant alle-

¹ Nous pouvons négliger quelques essais occasionnels, faits dans l'ancienne Autriche, pour conférer un statut légal au caractère linguistique d'un homme.

mand avec un fort accent slavons, hongrois, italien, dont les noms avaient une consonance étrangère, ou qui n'avaient que récemment changé leurs noms d'origine contre des noms allemands. Il y avait de même des membres des troupes d'assaut dont les parents vivants ne comprenaient pas l'allemand. Il arrivait souvent que des frères et sœurs appartenissent à des groupes linguistiques différents. On ne pouvait chercher à faire une discrimination légale contre de tels néophytes parce qu'il était impossible de déterminer les faits d'une façon légalement indiscutable.

Dans une société libre de marché, il n'y a aucune discrimination légale contre quiconque, chacun a le droit d'obtenir dans le système social la place où il peut travailler avec succès et gagner sa vie. Le consommateur est libre de choisir, pourvu qu'il soit prêt à en payer le coût. Un Tchèque ou un Polonais peut préférer acheter plus cher dans une boutique tenue par un Slave au lieu d'acheter meilleur marché et mieux dans une boutique tenue par un Allemand. Un antisémite peut renoncer à être guéri d'une vilaine maladie en employant le médicament *juif* Salvarsan et avoir recours à un remède moins efficace. C'est en ce pouvoir arbitraire que consiste ce que les économistes appellent la souveraineté du consommateur.

Interventionnisme signifie discrimination forcée, qui favorise les intérêts d'une minorité de citoyens aux dépens de la majorité. Cependant la discrimination peut aussi être employée dans une communauté démocratique. Divers groupes minoritaires forment une alliance et par là une majorité afin d'obtenir des privilèges pour chacun. Par exemple, dans un pays, les producteurs de blé, les éleveurs de bétail et les vigneronns forment un parti d'agriculteurs ; ils réussissent à obtenir une discrimination contre les concurrents étrangers et avantagent ainsi chacun des trois groupes. Le coût du privilège accordé aux vigneronns pèse sur le reste de la communauté — y compris les éleveurs et les producteurs de blé — et ainsi de suite pour chacun des autres.

Quiconque voit les faits sous cet angle — et logiquement on ne peut pas les voir sous un autre angle — se rend compte que les arguments mis en avant pour une soi-disant politique de production sont insoutenables. Un groupe minoritaire seul ne pourrait obtenir un tel privilège parce que la majorité ne l'admettrait pas ; mais si tous les groupes de la minorité ou un nombre suffisant d'entre eux obtiennent un privilège, chaque groupe qui n'obtient pas un privilège plus précieux que les autres, est lésé. Le triomphe politique de l'interventionnisme est dû à la méconnaissance de cette vérité évidente. Le peuple favorise discrimination et privilèges parce qu'il ne se rend pas compte qu'il est lui-même consommateur et qu'il doit payer la

note. Dans le cas du protectionnisme, par exemple, il croit que seuls les étrangers contre lesquels sont dirigés les droits d'importation, sont atteints. Il est vrai que les étrangers sont lésés, mais ils ne sont pas les seuls : les consommateurs qui doivent payer des prix plus élevés souffrent en même temps qu'eux.

Actuellement, partout où il y a des minorités juives — et dans tous les pays les juifs ne sont qu'une minorité — il est aussi facile d'instituer une discrimination légale contre eux que contre des étrangers, parce que la qualité de juif peut être établie d'une façon légalement valable. La discrimination contre cette minorité impuissante peut paraître très raisonnable ; elle semble favoriser les intérêts des non-juifs. On ne se rend pas compte que certainement elle heurte aussi les intérêts des non-juifs. Si l'on barre aux juifs l'accès d'une carrière médicale, les intérêts des médecins non juifs s'en trouvent favorisés, mais les intérêts du malade sont lésés. Leur liberté de choisir le médecin dans lequel ils ont confiance est limitée. Ceux qui ne veulent pas consulter un médecin juif n'y gagnent rien, mais ceux qui veulent le consulter subissent un préjudice.

Dans la plupart des pays européens, il est techniquement possible de faire une discrimination légale contre les juifs et leurs descendants. De plus, cela est politiquement possible parce que les juifs constituent généralement de faibles minorités dont les votes ne comptent pas beaucoup dans les élections. Finalement, cela est considéré comme raisonnable d'un point de vue économique à une époque où l'intervention étatique pour la protection du producteur le moins efficace contre les concurrents plus efficaces et meilleur marché est considérée comme une politique avantageuse. L'épicier non juif demande : « Pourquoi ne pas me protéger moi aussi ? Vous protégez l'industriel et l'agriculteur contre les étrangers produisant de la meilleure qualité et à un moindre coût ; vous protégez le travailleur contre la concurrence de la main-d'œuvre d'immigration ; vous devez me protéger contre la concurrence de mon voisin l'épicier juif ».

La discrimination n'est pas nécessairement liée avec la haine ou une antipathie pour ceux auxquels elle est appliquée. Les Suisses et les Italiens ne haïssent pas les Américains ou les Suédois ; ils discriminent néanmoins contre les produits américains ou suédois. On déteste toujours ses concurrents. Mais pour le consommateur, les étrangers qui le ravitaillent ne sont pas des concurrents, mais des fournisseurs. Le médecin non juif peut avoir de l'aversion pour son concurrent juif ; mais il demande l'exclusion des juifs de la profession médicale précisément parce que beaucoup de patients non juifs non seulement ne haïssent pas les médecins juifs, mais les préfèrent à

beaucoup de médecins non juifs et leur donnent leur clientèle. Le fait que les lois raciales nazies infligeaient de *lourdes pénalités* pour les rapports sexuels entre juifs et *aryens* n'indique pas l'existence d'une haine entre ces deux groupes. Il ne serait pas nécessaire de préserver des personnes qui haïraient ces relations sexuelles. Cependant, dans une étude consacrée aux problèmes politiques du nationalisme et du nazisme, nous n'avons pas besoin de traiter des questions de pathologie sexuelle. L'étude des complexes d'infériorité et de la perversion sexuelle responsables des lois raciales de Nuremberg et des bestialités sadiques se manifestant par le meurtre et la torture de juifs, est du domaine de la psychiatrie.

Dans un monde où l'on a compris le sens d'une économie de marché et où l'on défend une politique du consommateur, il n'y a aucune discrimination légale contre les juifs.

Quiconque déteste les juifs peut dans un tel monde éviter de donner sa clientèle à des commerçants, des médecins et des juristes juifs. Par contre, dans un monde interventionniste, seul un miracle peut empêcher à la longue une discrimination légale contre les juifs. La politique consistant à protéger le producteur national moins efficace contre le producteur étranger plus efficace, l'artisan contre l'industriel, la petite boutique contre le grand magasin et les magasins à succursales multiples serait incomplète si elle ne protégeait pas l'*aryen* contre le juif.

Plusieurs décades de propagande antisémite intense n'ont pas réussi à empêcher les Allemands *aryens* d'acheter dans des boutiques tenues par des juifs, de consulter des médecins et des juristes juifs et de lire des œuvres d'écrivains juifs. Ce n'est pas par inadvertance qu'ils ont donné leur clientèle à des juifs : les concurrents *aryens* avaient soin de leur répéter que ces personnes étaient juives. Quiconque voulait se débarrasser de ses concurrents juifs ne pouvait compter sur une prétendue haine des juifs ; il dut demander contre eux une discrimination légale.

Une telle discrimination n'est pas le résultat du nationalisme ou du racisme. Comme le nationalisme c'est, fondamentalement, la conséquence de l'interventionnisme et de la politique favorisant le producteur le moins efficace aux dépens du consommateur.

Presque tous les écrivains traitant du problème de l'antisémitisme ont essayé de démontrer que les juifs ont, d'une façon ou d'une autre, par leur conduite ou leurs attitudes, suscité l'antisémitisme. Même des auteurs juifs et des adversaires non juifs de l'antisémitisme partagent cette opinion ; ils cherchent aussi les fautes des juifs conduisant les non-juifs à l'antisémitisme. Mais si l'on devait réellement trouver la cause de l'antisémitisme dans des traits

distinctifs des juifs ces propriétés devraient être des mérites et vertus extraordinaires qui classeraient les juifs dans l'élite de l'humanité. Si les juifs eux-mêmes sont à blâmer parce que ceux dont l'idéal est la guerre perpétuelle et les effusions de sang, ceux qui adorent la violence et sont avides de détruire la liberté, les considèrent comme les adversaires les plus dangereux pour leurs efforts, ce doit être parce que les juifs sont au premier rang des champions de la liberté, de la justice et de la coopération pacifique entre les nations. Si les juifs ont attiré par leur conduite la haine des nazis, c'est sans aucun doute parce que ce qui était grand et noble dans la nation allemande, toutes les œuvres immortelles du passé allemand, étaient ou accomplies par des juifs ou en accord avec l'esprit juif. Puisque les partis qui cherchent à détruire la civilisation moderne et à retourner à la barbarie ont placé l'antisémitisme en tête de leur programme, cette civilisation est apparemment une création des juifs. On ne peut rien dire de plus flatteur d'un individu ou d'un groupe si ce n'est que l'ennemi mortel de la civilisation a de bonnes raisons de les persécuter.

La vérité est que tandis que les juifs sont l'objet de l'antisémitisme, leur conduite et leurs qualités n'ont pas joué un rôle décisif pour susciter et répandre sa version moderne. Le fait qu'ils forment partout une minorité pouvant être définie légalement d'une façon précise rend tentant, dans une époque interventionniste, de faire une discrimination contre eux. Les juifs ont évidemment contribué à la formation de la civilisation moderne ; mais cette civilisation n'est ni d'une façon complète, ni d'une façon prédominante leur œuvre. Paix et liberté, démocratie et justice, raison et pensée ne sont pas spécifiquement juives. Beaucoup de choses, en bien et en mal, se passent sur la terre sans que les juifs y participent. Les antisémites exagèrent grossièrement quand ils voient dans les juifs les principaux représentants de la culture moderne et les rendent seuls responsables du fait que le monde a changé depuis les invasions barbares¹.

Au moyen âge, païens, chrétiens et mahométans persécutèrent les juifs à cause de leur religion. Ce motif a perdu beaucoup de sa force et n'est plus valable que pour un nombre relativement restreint de catholiques et de fondamentalistes qui rendent les juifs responsables de la propagation de la libre pensée. Ceci est également une idée fausse. Ni Hume, ni Kant, ni Laplace, ni Darwin n'étaient juifs. La critique la plus élevée de la Bible fut développée par des théo-

¹ Nous traitons ici de la situation en Europe centrale et occidentale et en Amérique. Les choses sont différentes dans plusieurs parties de l'Europe orientale. Là, la civilisation moderne fut effectivement l'œuvre prédominante des Juifs.

logiens protestants¹. Les rabbins juifs s'y sont opposés catégoriquement pendant de nombreuses années.

Libéralisme, capitalisme et économie de marché ne sont pas non plus des œuvres juives. Il y a ceux qui essaient de justifier l'antisémitisme en dénonçant les juifs comme capitalistes et champions du laissez-faire. D'autres antisémites — souvent les mêmes — blâment les juifs d'être communistes. Ces accusations contradictoires s'annulent l'une l'autre ; mais c'est un fait que la propagande anticapitaliste a pour beaucoup contribué à la popularité de l'antisémitisme. Des esprits simples ne saisissent pas le sens de termes abstraits comme capital et exploitation, capitalistes et exploitateurs ; ils leurs ont substitué les termes juiverie et juifs. Cependant, même si les juifs étaient plus impopulaires qu'ils ne le sont réellement, il n'existerait pas de discrimination contre eux s'ils ne formaient pas une minorité facile à distinguer légalement du reste de la population.

4. *Le coup de poignard dans le dos*

La fin de la première guerre mondiale exposait d'une manière criante le cœur de la doctrine nationaliste allemande. Ludendorff, idole des nationalistes, dut lui-même avouer que la guerre était perdue, que le Reich avait subi une défaite écrasante. La nouvelle de cet échec n'était pas prévue par la nation. Depuis plus de quatre ans, le gouvernement avait dit au peuple crédule que l'Allemagne était victorieuse. Sans aucun doute, les armées allemandes avaient occupé presque tout le territoire belge et plusieurs départements français, tandis que les armées alliées ne tenaient que quelques kilomètres carrés du territoire allemand. Les armées allemandes avaient conquis Bruxelles, Varsovie, Belgrade et Bucarest. Russie et Roumanie avaient été contraintes de signer des traités dictés par l'Allemagne. Regardez une carte, disaient les hommes d'État allemand, si vous voulez voir qui est vainqueur. La marine britannique, se vantaient-ils, a été balayée de la mer du Nord et se tapit dans ses ports ; la flotte marchande britannique était une proie facile pour les sous-marins allemands. Les Anglais étaient affamés. La crainte des zeppelins empêchaient les Londoniens de dormir. L'Amérique ne

¹ L'évêque Hudal appelle David Friedrich Strauss, figure marquante du criticisme allemand, un *non-aryen* (*op. cit.*, p. 23). Cela n'est pas exact ; Strauss n'avait aucun ancêtre juif (voir sa biographie par Th. Ziegler, I, 4-6). D'autre part, les autres catholiques nazis disent qu'Ignace de Loyola, fondateur de la Société de Jésus, était d'origine juive (Seldes, *op. cit.*, p. 261). Il n'existe aucune preuve de cette affirmation.

pouvait pas sauver les alliés ; les Américains n'avaient pas d'armée et s'ils en avaient eu une, ils auraient manqué de navires pour l'envoyer en Europe. Les généraux allemands ont prouvé leur ingéniosité : Hindenburg, Ludendorff et Mackensen valaient les plus grands chefs du passé ; et dans l'armée allemande chacun était un héros, surtout les pilotes intrépides et les équipages stoïques des sous-marins.

Et maintenant, l'effondrement ! Quelque chose d'horrible et d'effrayant, dont la seule explication ne pouvait être que la trahison. Une fois de plus un traître avait, d'une cachette sûre, tendu une embuscade au vainqueur. Une fois de plus, Hagen avait assassiné Siegfried. L'armée victorieuse avait été poignardée dans le dos. Tandis que les Allemands combattaient l'ennemi, des adversaires intérieurs avaient poussé le peuple à se soulever dans la rébellion de novembre, ce crime le plus infamant de tous les âges. Ce n'était pas le front mais l'intérieur qui avait lâché. Les coupables n'étaient ni les soldats ni les généraux, mais les faiblards du gouvernement civil et du Reichstag qui n'avaient pas su mater la révolte.

Ce fut pour les aristocrates, les officiers et les notables nationalistes que la honte et la contrition furent les plus fortes lors des événements de novembre 1918 ; en effet, beaucoup d'entre eux s'étaient à ce moment comportés d'une façon qu'ils durent très rapidement considérer eux-mêmes comme scandaleuse. Sur les bateaux de guerre, plusieurs officiers avaient essayé d'arrêter les mutins, mais presque tous les autres officiers avaient cédé à la révolution. Vingt-deux trônes allemands furent brisés sans aucun essai de résistance. Des dignitaires de la cour, des aides de camp, des officiers de service et des gardes du corps acquiescèrent tranquillement quand furent détrônés des princes à qui ils avaient juré fidélité personnelle jusqu'à la mort. L'exemple jadis donné par les gardes suisses, qui moururent pour Louis XVI et Marie-Antoinette, ne fut pas imité. Il n'y eut pas la moindre trace du Parti de la Patrie et des nationalistes quand les masses prirent d'assaut les châteaux des différents rois et ducs.

Ce fut un soulagement pour la propre estime de ces âmes désemparées quand quelques généraux et chefs nationalistes trouvèrent une justification et une excuse : c'était l'œuvre des juifs. L'Allemagne était victorieuse sur terre, sur les mers et dans les airs, amis les juifs ont frappé dans le dos ses forces victorieuses. Quiconque osait réfuter cette légende était lui-même dénoncé comme juif ou comme un suppôt des juifs. Aucun argument rationnel ne put ébranler la légende. Elle a été pulvérisée, chacun de ses points a été réfuté par des preuves écrites ; une quantité écrasante de documents a servi à sa réfutation, mais en vain.

Il faut se rendre compte que le nationalisme allemand n'a essayé de survivre à la défaite de la première guerre mondiale qu'au moyen de la légende du coup de poignard dans le dos. Sans elle, les nationalistes auraient été contraints d'abandonner leur programme, uniquement fondé sur la thèse de la supériorité militaire de l'Allemagne. Afin de conserver ce programme, il était indispensable de pouvoir dire à la nation : *Nous avons donné une nouvelle preuve de notre invincibilité ; mais nos victoires ne nous ont pas apporté le succès parce que les juifs ont saboté le pays. Si nous éliminons les juifs, nos victoires nous apporteront leur juste récompense.*

Jusque-là, l'antisémitisme n'avait joué qu'un rôle effacé dans la structuration des doctrines nationalistes allemandes. C'était un simple à-côté, non une question politique. Les efforts pour faire une discrimination contre les juifs provenaient de l'interventionnisme comme le nationalisme ; mais ils ne formaient pas une partie vitale du nationalisme politique allemand. Maintenant l'antisémitisme devenait le point central de la croyance nationaliste, sa principale préoccupation. Telle était sa signification en politique intérieure, et très vite elle acquit une importance égale dans les affaires extérieures.

5. L'antisémitisme comme facteur de politique internationale

C'est une bien étrange constellation de forces politiques que celle qui transforma l'antisémitisme en un facteur important des affaires mondiales.

Dans les années qui suivirent la première guerre mondiale, le marxisme se répandit triomphalement sur tous les pays anglo-saxons. En Angleterre, l'opinion publique tomba sous le charme des doctrines néo-marxistes sur l'impérialisme, selon lesquelles les guerres ne sont menées qu'en vue des intérêts égoïstes de la classe des capitalistes. Les intellectuels et les partis de gauche étaient assez honteux de la participation de l'Angleterre à la guerre mondiale. Ils étaient convaincus qu'il était moralement injuste et politiquement inopportun d'obliger l'Allemagne à payer des réparations et à limiter ses armements. Ils étaient fermement résolus à ne plus laisser l'Angleterre faire la guerre. Ils fermaient exprès les yeux devant chaque fait désagréable qui pourrait affaiblir leur croyance naïve dans la toute-puissance de la Société des nations. Ils surestimaient l'efficacité des sanctions et de mesures comme la mise de la guerre hors la loi par le pacte Briand-Kellog. Ils soutenaient dans leur pays une politique de désarmement qui rendait l'Empire britannique presque sans défense dans un monde se préparant infatigablement à la guerre.

Mais en même temps, les mêmes gens demandaient au gouvernement anglais et à la Société des Nations de faire échec aux aspirations des puissances *dynamiques* et de sauvegarder par tous les moyens — sauf la guerre — l'indépendance des petites nations. Ils s'abandonnèrent à un langage violent contre le Japon et l'Italie ; mais ils encouragèrent pratiquement par leur opposition aux armements et leur pacifisme inconditionnel, la politique impérialiste de ces pays. Ils contribuèrent au rejet par la Grande-Bretagne des propositions du secrétaire Stimson en vue d'arrêter l'expansion japonaise en Chine. Ils firent échouer le plan Hoare-Laval, qui aurait au moins laissé indépendante une partie de l'Abyssinie ; mais ils ne levèrent pas le petit doigt quand l'Italie occupa tout le pays. Ils ne changèrent pas de politique quand Hitler s'empara du pouvoir et se mit immédiatement à préparer les guerres qui devaient rendre l'Allemagne toute-puissante d'abord sur le continent européen, puis dans le monde entier. Ils pratiquèrent la politique de l'autruche en face de la situation la plus sérieuse à laquelle l'Angleterre eut jamais à faire face¹.

Les partis de droite ne différaient pas dans leur principe de ceux de gauche. Ils étaient seulement plus modérés dans leurs déclarations et désireux de trouver un prétexte rationnel à la politique d'inactivité et d'indolence à laquelle la gauche acquiesçait de gaieté de cœur et sans penser à l'avenir. Ils se consolaient en espérant que l'Allemagne ne se préparait pas à attaquer la France, mais seulement à combattre la Russie soviétique. C'étaient là des désirs qui refusaient de tenir compte des plans qu'Hitler avait exposés dans *Mein Kampf*. La gauche s'irrita. Nos réactionnaires, criait-elle, aident Hitler parce qu'ils placent leurs intérêts de classe au-dessus du bien-être de la nation. Pourtant l'encouragement qu'Hitler recevait d'Angleterre ne provenait pas tellement des sentiments antisoviétiques de quelques membres des classes supérieures, que de l'état des armements britanniques, dont la gauche était encore plus responsable que la droite. La seule façon d'arrêter Hitler aurait été de consacrer des sommes considérables au réarmement et de retourner au service obligatoire. Toute la nation britannique, et pas seulement l'aristocratie était fortement opposée à de telles mesures. Dans ces conditions, il n'était pas déraisonnable qu'un petit groupe de lords et de riches bourgeois essaie d'améliorer les relations entre les deux pays.

¹ Une manifestation étonnante de cette mentalité est contenue dans le livre de Bertrand Russel, *Which way to Peace*, publié en 1936. Une critique destructrice de la politique étrangère du parti travailliste est fournie par l'éditorial *The Obscurantists*, dans *Nineteenth Century and After*, n° 769 (mars 1941), p. 209-229.

Évidemment c'était un plan sans espoir de succès. On ne pouvait détourner les nazis de leurs buts par des discours réconfortants d'Anglais en vue. La répugnance populaire de l'Angleterre vis-à-vis des armements et du service obligatoire était un facteur important dans les plans nazis, mais la sympathie d'une douzaine de lords ne jouait aucun rôle. Ce n'était pas un secret que l'Angleterre serait incapable, à la déclaration d'une nouvelle guerre, d'envoyer immédiatement en France un corps expéditionnaire de sept divisions, comme elle l'avait fait en 1914 ; que la Royal Air Force était numériquement de beaucoup inférieure à la Luftwaffe, ou que même la marine britannique était moins redoutable qu'en 1914-1918. Les nazis savaient très bien que beaucoup d'hommes politiques d'Afrique du Sud étaient opposés à ce que le dominion participe à une nouvelle guerre et ils étaient en relations étroites avec les partis antibritanniques aux Indes, en Égypte et dans les pays arabes.

Le problème qui se posait à la Grande-Bretagne était simplement le suivant : est-il conforme à l'intérêt de la nation de permettre à l'Allemagne de conquérir tout le continent européen ? Le grand dessein d'Hitler était de conserver l'Angleterre neutre à tout prix, jusqu'à ce que la conquête de la France, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'Ukraine soit achevée. La Grande-Bretagne lui rendrait-elle ce service ? Quiconque répondait à cette question par la négative ne devait pas parler, mais agir ; mais les hommes politiques adoptèrent l'attitude de l'autruche.

Étant donné l'état de l'opinion publique britannique, la France aurait dû comprendre qu'elle était isolée et qu'elle devait parer par elle-même au danger nazi. Les Français savent peu de choses de la mentalité et de la situation politique allemandes. Cependant, quand Hitler s'empara du pouvoir, tous les hommes politiques français auraient dû se rendre compte que le point principal de ses plans était l'anéantissement de la France. Évidemment, les partis de gauche français partageaient les préjugés, illusions et erreurs de la gauche britannique ; mais il y avait en France un groupe nationaliste influent qui s'était toujours méfié de l'Allemagne et avait soutenu une énergique politique anti-allemande. Si, en 1933 et dans les années suivantes, les nationalistes français avaient sérieusement exigé des mesures destinées à empêcher le réarmement allemand, ils auraient eu l'appui de toute la nation, à l'exception des communistes intransigeants. L'Allemagne avait commencé à se réarmer sous la République de Weimar. Néanmoins, ni en 1933, ni dans les années suivantes, elle n'était prête pour une guerre contre la France. Elle eût été obligée de céder à une menace française ou de tenter une guerre sans chance de succès. À cette époque il était encore possible

d'arrêter les nazis avec des menaces. Et même si la guerre en était résultée, la France eût été assez forte pour gagner.

Mais alors se produisit quelque chose d'étonnant et d'inattendu. Ces nationalistes qui, depuis plus de soixante ans, avaient été fanatiquement anti-allemands, qui avaient traité avec mépris tout ce qui était allemand et qui avaient toujours réclamé une politique énergique contre la République de Weimar, changèrent brusquement d'attitude. Ceux qui avaient dénigré comme juifs tous les efforts faits pour améliorer les relations franco-allemandes, qui avaient attaqué comme des machinations juives les plans Dawes et Young et l'accord de Locarno et qui avaient soupçonné la Société des Nations d'être une institution juive, se mirent soudain à sympathiser avec les nazis. Ils refusèrent de reconnaître qu'Hitler voulait détruire la France une fois pour toutes. Hitler, insinuaient-ils, est moins un ennemi de la France que des juifs ; comme ancien combattant, il sympathise avec les anciens combattants français. En outre, disaient-ils, Hitler ne réarme que pour lutter contre le bolchevisme juif. Le nazisme est le bouclier de l'Europe contre l'assaut de la juiverie mondiale et de ses principaux représentants, les bolchevistes. Les juifs veulent pousser la France dans une guerre contre les nazis ; mais la France est assez sage pour ne pas tirer les marrons du feu pour les juifs. La France ne veut pas se sacrifier pour les juifs.

Ce n'était pas la première fois dans l'histoire de France que les nationalistes plaçaient leur antisémitisme au-dessus de leur patriotisme. Dans l'affaire Dreyfus, ils combattirent avec acharnement pour laisser un officier traître échapper au châtiment, tandis qu'un juif innocent languissait en prison.

On a dit que les nazis avaient corrompus les nationalistes français. Peut-être quelques politiciens français touchèrent-ils réellement quelques pots-de-vin ; mais cela a peu d'importance politique. Les journaux et périodiques antisémites avaient une vaste diffusion ; ils n'avaient pas besoin des subsides allemands. Hitler quitta la Société des nations, annula les clauses de désarmement du traité de Versailles, il occupa la zone démilitarisée du Rhin ; il suscita des tendances antifrançaises en Afrique du Nord. Pour la plus grande partie, les nationalistes français ne critiquèrent ces actes que pour en attribuer tout le blâme à leurs adversaires politiques en France ; c'étaient eux qui étaient responsables, parce qu'ils avaient adoptés une attitude hostile au nazisme.

Hitler envahit alors l'Autriche. Sept ans plus tôt, la France s'était vigoureusement opposée à un plan d'union douanière austro-allemande ; mais le gouvernement français s'empessa de reconnaître l'annexion violente de l'Autriche. À Munich — en coopération avec

la Grande-Bretagne et l'Italie — elle força la Tchécoslovaquie à céder aux prétentions allemandes. Quand Mussolini, poussé par Hitler, proclama les aspirations italiennes sur la Savoie, Nice, la Corse et Tunis, les objections nationalistes furent présentées avec timidité. Aucun Démosthène ne se leva pour avertir la nation contre Philippe ; mais si un nouveau Démosthène s'était présenté, les nationalistes l'auraient dénoncé comme le fils d'un rabbin ou un neveu de Rothschild.

Il est vrai que la gauche française ne s'est pas non plus opposée aux nazis et sous ce rapport, elle ne différa pas de ses amis anglais ; mais cela n'est pas une excuse pour les nationalistes. Leur influence était assez grande pour imposer en France une énergique politique antinazie ; mais pour eux, toute proposition de résister sérieusement à Hitler était une forme de trahison juive.

Il faut reconnaître que la nation française voulait la paix et était prête à éviter la guerre, même au prix d'un sacrifice, mais là n'était pas la question. L'Allemagne préparait ouvertement une guerre pour l'anéantissement complet de la France, il n'y a aucun doute que cela était dans les intentions des nazis. Dans ces conditions, la seule politique appropriée eût été de contrecarrer à tout prix les plans de Hitler. Quiconque introduisait les juifs dans la discussion des relations franco-allemandes perdait de vue le salut de la nation. Qu'Hitler fût un ami ou un adversaire des juifs était sans rapport avec le problème. L'existence de la France était en jeu. Cela seul devait entrer en considération et non le désir des commerçants ou des médecins français de se débarrasser de leurs concurrents juifs.

Ce fut la faute de l'antisémitisme si la France n'arrêta pas à temps les efforts de Hitler, si elle négligea longtemps ses préparatifs militaires et si, finalement, quand la guerre ne pouvait plus être évitée, elle n'était pas prête au combat. Les antisémites français ont bien servi Hitler. Sans eux, la nouvelle guerre aurait pu être évitée ou au moins livrée dans des conditions beaucoup plus favorables.

Quand la guerre survint, elle fut stigmatisée par la droite française comme une guerre pour les juifs et par les communistes français comme une guerre pour le capitalisme. L'impopularité de la guerre paralysait les chefs militaires. Elle freina le travail dans les usines d'armement. D'un point de vue militaire les choses, en juin 1940, n'étaient pas pires qu'au début septembre 1914 et moins défavorables qu'en septembre 1870. Gambetta, Clemenceau ou Briand n'auraient pas capitulé, Georges Mandel non plus ; mais Mandel était un juif et ne pouvait donc être choisi comme chef politique. Alors l'incroyable arriva : la France désavoua son passé, qualifia de juifs les souvenirs les plus glorieux de son histoire et salua la perte de

son indépendance politique comme une révolution nationale et un retour à son véritable esprit.

Non seulement en France, mais dans le monde entier, l'antisémitisme fit de la propagande pour le nazisme. L'effet destructeur de l'interventionnisme et de ses tendances vers la discrimination fut tel que beaucoup de personnes devinrent incapables d'apprécier des problèmes de politique étrangère sous un point de vue autre que leur désir de discrimination contre des concurrents heureux. L'espoir d'être débarrassé d'un concurrent juif les fascinait au point de leur faire oublier tout le reste, l'indépendance de la nation, la liberté, la religion, la civilisation. Il existait et il existe des partis pro-nazis dans le monde entier. Chaque pays d'Europe a ses Quislings. Des Quislings commandaient des armées dont le devoir était de défendre leur pays. Ils capitulaient ignominieusement ; ils collaboraient avec les envahisseurs ; ils avaient l'audace d'appeler leur trahison pur patriotisme. Les nazis avaient un allié dans chaque ville ou village où il y a un homme aspirant à se débarrasser d'un concurrent juif. L'arme secrète de Hitler est le penchant antijuif de nombreux millions de commerçants, épiciers, juristes, professeurs, écrivains.

La guerre actuelle n'aurait jamais eu lieu sans l'antisémitisme. Seul l'antisémitisme permit aux nazis de ranimer la foi du peuple allemand dans l'invincibilité de son armée et d'engager ainsi l'Allemagne de nouveau dans une politique d'agression et de lutte pour l'hégémonie. Seule la croyance antisémite d'une bonne partie de l'opinion publique française empêcha la France d'arrêter Hitler quand il pouvait encore être arrêté sans guerre. Et ce fut l'antisémitisme qui aida les armées allemandes à trouver dans tous les pays européens des hommes prêts à leur ouvrir les portes.

L'humanité a vraiment payé cher l'antisémitisme.

IX. La République de Weimar et son effondrement

1. La Constitution de Weimar

Le principal argument présenté en faveur du militarisme des Hohenzollern était sa prétendue efficacité. La démocratie, disaient les professeurs nationalistes, peut être une forme de gouvernement convenant aux petits pays dont l'indépendance est protégée par les rivalités mutuelles des grandes puissances ou aux nations comme l'Angleterre et les États-Unis qui sont protégés par leur situation géographique ; mais il en est différemment de l'Allemagne. Elle est entourée de nations hostiles, elle est seule dans le monde, ses frontières ne sont pas protégées par des barrières naturelles ; sa sécurité est basée sur son armée, cette œuvre unique de la maison des Hohenzollern. Ce serait folie de transférer cet instrument invincible à un parlement, à un corps de civils bavards et incompetents.

Mais maintenant, la première guerre mondiale avait abouti à une défaite écrasante et avait détruit l'ancien prestige de la famille royale, des junkers, des officiers et des fonctionnaires. Le système parlementaire occidental avait fait la preuve de sa supériorité militaire. La guerre à laquelle le président Wilson avait assigné pour but de rendre le monde plus sûr pour la démocratie apparut comme l'épreuve du feu pour la démocratie. Les Allemands commencèrent à réviser leurs croyances politiques, ils se tournèrent vers la démocratie. Le terme démocratie, presque oublié depuis un demi-siècle, redevint populaire dans les dernières semaines de la guerre. Dans l'esprit des Allemands, la démocratie signifiait le retour aux libertés civiles, aux droits de l'homme suspendus au cours de la guerre et surtout au gouvernement parlementaire substitué au demi-despotisme monarchique. Ces points étaient, comme chaque Allemand le savait, compris dans le programme officiel du parti parlementaire le plus nombreux, les sociaux-démocrates. On s'attendait à ce que les sociaux-démocrates appliquent les principes démocratiques de leur programme, et on était prêt à soutenir ce parti dans ses efforts de reconstruction politique.

Mais des rangs marxistes vint une réponse que personne, en dehors du petit groupe d'experts marxistes professionnels, n'aurait pu prévoir. Nous, prolétaires conscients, proclamâmes les marxistes, n'avons rien à faire de vos concepts bourgeois de liberté, de parlementarisme et de démocratie. Nous ne voulons pas la démocratie, mais la dictature du prolétariat, c'est-à-dire notre dictature. Nous ne sommes pas prêts à accorder le droit de vote et la représentation

parlementaire. C'est pourquoi seuls marxistes et prolétaires doivent gouverner. Si vous avez mal interprété notre position vis-à-vis de la démocratie, c'est votre faute. Si vous aviez mieux étudié les écrits de Marx, vous auriez été mieux informés.

Le second jour de la révolution, les sociaux-démocrates nommèrent à Berlin un nouveau gouvernement pour le Reich, les mandataires du peuple. Ce gouvernement était une dictature des sociaux-démocrates. Il n'était formé que des délégués de ce parti et il n'envisageait pas de donner aux autres partis une part du gouvernement¹.

À la fin de la guerre, le vieux parti social-démocrate était divisé en trois groupes : la majorité des socialistes, les socialistes indépendants et les communistes. Le plus radical de ces trois groupes ne participa pas à la formation du gouvernement. Ils détestaient la collaboration avec les socialistes modérés de la majorité qu'ils dénonçaient comme traîtres sociaux. Ces radicaux, le groupe spartakiste ou parti communiste, exigèrent immédiatement l'extermination de la bourgeoisie. Leur programme résumé était : tout le pouvoir doit être remis entre les mains des soviets d'ouvriers et de soldats. Ils rejetaient avec vigueur tout projet pour accorder des droits politiques aux individus qui n'étaient pas membres de leur propre parti, et s'opposaient fanatiquement au système parlementaire. Ils voulaient organiser l'Allemagne sur le modèle russe et *liquider* la bourgeoisie à la manière russe. Ils étaient convaincus que le monde entier était à la veille d'une grande révolution prolétarienne qui devait détruire le capitalisme et établir un perpétuel paradis communiste et ils aspiraient à contribuer pour leur part à cette glorieuse entreprise. Les socialistes indépendants sympathisaient avec les vues des communistes, mais ils étaient moins explicites. Cette réserve les faisait dépendre des communistes, dont l'expression radicale donnait la note. Les socialistes de la majorité n'avaient ni opinions personnelles, ni une vue claire sur la politique qu'ils devaient adopter. Leur irrésolution n'était pas due à un changement d'opinion portant sur leurs convictions socialistes, mais au fait qu'ils se rendaient compte qu'une grande partie des travailleurs socialistes allemands avait pris au sérieux les aspects démocratiques du programme social-démo-

¹ Il est important de se rendre compte que les sociaux-démocrates, toute en formant au Reichstag le groupe le plus nombreux de l'Allemagne monarchique, étaient largement dépassés en nombre par l'ensemble des autres partis. Ils n'ont jamais eu l'appui de la majorité des électeurs. Jamais, pendant la République de Weimar, l'ensemble des partis marxistes n'a réussi à grouper la majorité absolue des votes ou à acquérir une majorité absolue au Reichstag.

crate et était opposée à l'abandon du parlementarisme. Ils croyaient encore que socialisme et démocratie étaient compatibles et même que le socialisme ne pouvait se réaliser que dans une communauté démocratique. Ils n'ont jamais reconnu l'incompatibilité du socialisme et de la démocratie, ni compris pourquoi l'Allemagne devait préférer la méthode russe de dictature au printemps occidental de la démocratie.

Les communistes aspiraient à s'emparer du pouvoir par la violence. Ils se fiaient à une aide russe mais se sentaient assez forts pour réussir, même sans aide étrangère. En effet, ils étaient absolument convaincus que l'écrasante majorité de la nation allemande les soutenait. Ils estimaient donc inutile de faire des préparatifs spéciaux pour l'extermination de la bourgeoisie. Tant que les adversaires se tiendraient tranquilles, il n'était pas nécessaire de frapper le premier coup. Si la bourgeoisie tentait quelque chose, il serait facile de l'abattre. Et les premiers événements confirmèrent cette opinion. Le jour de Noël 1918, un conflit éclata à Berlin entre le nouveau gouvernement et une troupe communiste combattive, la division de marine. Les marins résistaient au gouvernement. Les mandataires du peuple, affolés, appelèrent à l'aide un corps non encore licencié de l'ancienne armée, en garnison dans les environs de Berlin, troupe de cavaliers démontés de l'ancienne garde royale, commandée par un général aristocrate. Une escarmouche eut lieu : le gouvernement ordonna alors aux hommes de la garde de se retirer. Ils avaient acquis un léger succès tactique, mais le gouvernement retira ses forces parce qu'il manquait de confiance dans sa cause : il ne voulait pas combattre les *camarades*. Ce combat insignifiant convainquit les socialistes indépendants que l'avance victorieuse du communisme ne pourrait être arrêtée.

Afin de ne pas perdre leur popularité et de ne pas arriver trop tard dans le futur gouvernement communiste, ils retirèrent leurs représentants du corps des mandataires du peuple. Les socialistes de la majorité étaient alors seuls au gouvernement, seuls responsables de tout ce qui se passait dans le Reich, de l'anarchie grandissante, du ravitaillement insuffisant, de l'extension rapide du chômage. Aux yeux des radicaux, ils étaient les défenseurs de la réaction et de l'injustice.

Il ne pouvait y avoir aucun doute sur les plans de ces radicaux. Ils occuperaient les édifices et emprisonneraient et tueraient même probablement les membres du gouvernement. Ce fut en vain que Noske, que le gouvernement avait nommé commandant en chef, essaya d'organiser une force armée pour les socialistes de la majorité. Aucun social-démocrate ne consentait à combattre les com-

munistes. La situation du gouvernement semblait désespérée quand, le 5 janvier 1919, les communistes et les socialistes indépendants commencèrent la lutte dans les rues de Berlin et acquirent le contrôle de la plus grande partie de la capitale ; mais dans ce danger extrême, une aide inattendue se manifesta.

Les marxistes racontent de cette façon les événements qui suivirent : les masses étaient unanimes à soutenir les chefs marxistes extrémistes et à désirer la réalisation du socialisme ; mais elles étaient malheureusement assez confiantes pour croire que le gouvernement, uniquement composé de chefs de la vieille social-démocratie, ne les entraverait pas dans leurs efforts. Cependant Ebert, Noske et Scheidemann les trahirent. Ces traîtres, désireux de sauver le capitalisme, complotèrent avec les débris de la vieille armée et des bandes aux gages des capitalistes, les corps francs. Les troupes de la réaction se précipitèrent sur les chefs communistes sans soupçons, les assassinèrent et dispersèrent les masses qui avaient perdu leurs chefs. Ainsi prit naissance une politique de réaction dont le point culminant fut la chute de la République de Weimar et l'avènement du nazisme.

Cet exposé des faits passe sous silence le changement radical qui, pendant les dernières semaines de 1918, se produisit dans la mentalité politique de la nation allemande. En octobre et au début de novembre 1918, la grande majorité de la nation était sincèrement prête à soutenir un gouvernement démocratique. Comme les sociaux-démocrates étaient considérés comme un parti démocratique, comme ils formaient le parti parlementaire le plus nombreux, une quasi-unanimité était prête à leur confier la direction du futur système de gouvernement populaire ; mais alors se produisit la secousse. Des hommes éminents du parti marxiste rejetèrent la démocratie et se déclarèrent en faveur de la dictature du prolétariat. Bref, tout ce qu'ils avaient professé depuis cinquante ans était mensonges. Tous ces discours n'avaient eu qu'un but, mettre Rosa Luxembourg, une étrangère, à la place des Hohenzollern. Les yeux des Allemands furent ouverts. Comment avaient-ils pu se laisser tromper par les slogans des démocrates ? La démocratie, apprirent-ils, est évidemment un terme inventé pour duper les imbéciles. En fait, comme les conservateurs l'avaient toujours affirmé, les partisans de la démocratie souhaitaient établir le règne de la populace et la dictature des démagogues.

Les communistes avaient grossièrement sous-estimé la capacité intellectuelle de la nation allemande. Ils ne se rendirent pas compte qu'il était impossible d'employer en Allemagne les mêmes méthodes qui avaient réussi en Russie. Quand ils se vantaient qu'en cinquante

ans d'agitation pro-démocratique, ils n'avaient jamais été sincères en prêchant pour les démocrates ; quand ils disaient aux Allemands : *Vous, les dupes, comme nous avons été habiles à vous bernez ! Maintenant nous vous avons bien attrapés !* c'en était trop pour le reste de la nation et même pour la majorité des anciens membres du parti social-démocrate. En quelques semaines, le marxisme et le socialisme marxiste — non le socialisme en tant que système économique — avaient perdu tout leur ancien prestige. L'idée de démocratie elle-même était irrémédiablement suspecte. Depuis lors, le terme démocratie fut pour beaucoup d'Allemands synonyme de fraude. Au début de 1919, les communistes étaient déjà beaucoup moins nombreux que leurs chefs le croyaient ; et la grande majorité du travail organisé leur était résolument hostile.

Les nationalistes furent rapides à comprendre ce changement de mentalité. Ils saisirent l'occasion. Peu de semaines auparavant ils étaient en proie au désespoir. Maintenant, ils savaient comment organiser un retour. La légende du *coup de poignard dans le dos* avait déjà rétabli leur confiance perdue et maintenant ils voyaient quelle devait être leur future politique. Ils devaient d'abord empêcher l'institution d'une dictature rouge et ne pas laisser les communistes exterminer tous ceux qui n'étaient pas prolétaires.

L'ancien parti conservateur et quelques groupes affiliés avaient en novembre transformé leur nom en Parti allemand nationaliste populaire (*Deutsch-nationale Volkspartei*). Dans leur premier manifeste publié le 24 novembre, ils demandaient *le passage de la dictature d'une seule classe au gouvernement parlementaire comme le seul système approprié à la suite des récents événements*. Ils demandaient de plus la liberté de l'individu et de la conscience, la liberté de parole et de l'enseignement et un droit de vote égal. Pour la deuxième fois dans l'histoire allemande un parti essentiellement antidémocratique présentait au corps électoral pour des raisons de pure tactique un programme libéral et démocratique. Les méthodes marxistes trouvaient des adeptes ; les nationalistes avaient profité de la lecture de Lénine et de Boukharine. Ils avaient élaboré un plan précis pour les opérations futures de la prise du pouvoir. Ils décidèrent de soutenir la cause du gouvernement parlementaire, de la liberté et de la démocratie dans l'avenir immédiat afin de pouvoir les reverser plus tard. Ils étaient prêts à collaborer pour l'exécution de la première partie de ce plan, non seulement avec les catholiques, mais aussi avec les socialistes de la majorité et leurs vieux chefs qui tremblaient dans les édifices gouvernementaux de la Wilhelmstrasse.

Afin d'écarter le bolchevisme et de sauver parlementarisme et liberté dans l'immédiat, il était nécessaire d'anéantir les forces

armées des communistes et socialistes indépendants. Les débris disponibles de l'ancienne armée, commandés par des chefs capables, étaient assez forts pour intervenir avec succès contre les communistes.

Mais on ne pouvait trouver de tels chefs parmi les généraux. Hindenburg était vieux ; son rôle dans la guerre avait simplement consisté à laisser carte blanche à Ludendorff ; maintenant, sans Ludendorff, il était impuissant. Les autres généraux attendaient les ordres d'Hindenburg ; ils manquaient d'initiative. Mais la désintégration de la discipline de l'armée était suffisamment avancée pour que cette apathie des généraux ne puisse plus gêner l'action de l'armée. Des officiers plus jeunes, quelquefois même des lieutenants, comblèrent cette lacune. Avec des soldats démobilisés qui n'étaient pas pressés de reprendre un travail honnête et qui préféraient la vie aventureuse du soldat au travail régulier, quelques-uns de ces officiers formèrent des corps francs, à la tête desquels ils combattirent pour leur propre compte. Quelques officiers mirent de côté les officiers les plus scrupuleux de l'état-major général et quelquefois, sans le respect traditionnel, forcèrent les généraux à prendre part à la guerre civile.

Les mandataires du peuple avaient déjà perdu tout espoir de salut quand l'aide arriva soudain. Des troupes envahirent Berlin et écrasèrent la révolte communiste. Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg furent emprisonnés, puis assassinés. Cette victoire ne mit pas fin à la guerre civile. Elle continua pendant des mois dans les provinces et de temps à autre, éclata de nouveau à Berlin. Cependant la victoire remportée par les troupes en janvier 1919 à Berlin assura les élections à l'Assemblée Constituante, la session de ce parlement et la promulgation de la Constitution de Weimar. Guillaume II avait coutume de dire : *Là où mes gardes mettent les pieds, il n'est plus question de démocratie*. La démocratie de Weimar était d'un genre particulier. Les cavaliers de la garde impériale avaient combattu pour elle et l'avaient gagnée. La Constitution de Weimar ne put être discutée et votée que parce que les adversaires nationalistes de la démocratie la préféraient à la dictature des communistes. La nation allemande reçut un gouvernement parlementaire comme un cadeau des ennemis mortels de la liberté, lesquels n'attendaient qu'une occasion pour reprendre leur présent.

Ce fut en vain que les socialistes de la majorité et leurs affiliés, le parti démocrate, inventèrent une légende de plus, afin de masquer ces faits regrettables. Dans les premiers mois qui ont suivi la révolution de novembre, prétendent-ils, les marxistes ont discuté dans leurs réunions de parti la forme de gouvernement qui servirait le mieux les

intérêts des travailleurs allemands. Les discussions furent quelquefois très violentes, parce que quelques extrémistes essayèrent d'y jeter le trouble. Mais finalement, après mûre délibération, les travailleurs estimèrent que la démocratie parlementaire serait la forme la plus convenable du gouvernement. Cette renonciation magnanime à la dictature fut le résultat d'une décision volontaire et donna une nouvelle preuve de la maturité politique des travailleurs allemands.

Cette interprétation des événements évitait soigneusement de traiter le problème principal. Au début de janvier 1919, il n'y avait qu'un problème politique en Allemagne : le choix entre le totalitarisme bolcheviste sous la dictature conjuguée de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht d'une part et le parlementarisme d'autre part. Cette lutte ne pouvait se décider d'après les méthodes pacifiques de la démocratie. Les communistes n'étaient pas prêts à céder à la majorité. Ils formaient une troupe en armes ; ils avaient acquis le contrôle de la plus grande partie de la capitale et de beaucoup d'autres villes ; mais sans les bandes et troupes nationalistes et les débris de la vieille armée, ils se seraient emparés du pouvoir dans tout le Reich et auraient institué le bolchevisme en Allemagne. Il n'y avait qu'un facteur qui puisse arrêter leur assaut et qui l'a arrêté en fait : les forces armées de la droite.

Les marxistes modérés sont dans le vrai en disant que non seulement la bourgeoisie et les agriculteurs, mais aussi la plus grande partie des travailleurs organisés étaient opposés à la dictature et préféraient un gouvernement parlementaire ; mais à cette époque il n'était plus question de savoir si un homme était prêt à donner son bulletin de vote à un parti, mais bien de savoir s'il était prêt à risquer sa vie pour sa conviction. Les communistes n'étaient qu'une petite minorité, mais il ne restait plus qu'un moyen de les combattre : des armes qui tuent. Quiconque voulait la démocratie — soit du point de vue de sa philosophie, soit comme un moindre mal — devait attaquer les forteresses du communisme, mettre en déroute ses bandes armées et placer la capitale et le reste du pays sous le contrôle du gouvernement. Chacun savait que telle était la situation. Tous les membres de la majorité socialiste avaient pleinement conscience que ne pas combattre les communistes par la force des armées équivalait à s'abandonner au communisme ; mais seulement quelques fonctionnaires firent une faible tentative pour organiser la résistance et leurs efforts échouèrent parce que leurs amis politiques leur refusèrent leur collaboration.

Il est très important de comprendre les idées qui, dans ces jours décisifs, déterminèrent l'attitude des socialistes de la majorité, car ces idées ont jailli de la véritable essence de la pensée marxiste.

Elles réapparaissent partout et à chaque fois que, dans le monde, des individus imbus de doctrines marxistes sont en présence de situations analogues. Nous y trouvons une des raisons principales pour lesquelles le marxisme — en laissant de côté son échec économique — même dans le domaine de l'action politique était et est l'échec le plus remarquable de l'histoire.

Les marxistes allemands — non pas les communistes, mais ceux rejetant sincèrement la dictature — raisonnent de cette façon : il est indispensable d'écraser les communistes afin de préparer le terrain pour un socialisme démocratique. (En ces jours de décembre 1918 et janvier 1919, les marxistes allemands non communistes étaient toujours prisonniers de l'illusion que la majorité du peuple soutenait *leur* programme socialiste.) Il est nécessaire de défaire la révolte communiste par une résistance armée ; mais cela n'est pas notre affaire. Personne ne peut attendre de nous, marxistes et prolétaires que nous sommes, que nous levions les armes contre notre classe et nos camarades. Un vilain travail doit être fait, mais ce n'est pas notre devoir de le faire. Nos principes sont contraires à une telle politique. Nous devons nous en tenir au principe de classe et à la solidarité de parti. De plus, cela nuirait à notre popularité et mettrait en péril notre succès aux élections imminentes. Nous sommes en vérité dans une situation très fâcheuse, car les communistes ne se sentent pas tenus par la même idée. Ils peuvent nous combattre parce qu'ils ont l'énorme avantage de nous dénoncer comme traîtres et réactionnaires. Nous ne pouvons leur rendre la monnaie de leur pièce. Ils sont révolutionnaires en nous combattant, mais nous semblerions réactionnaires en les combattant. Dans le domaine de la pensée marxiste le plus radical a toujours raison quand il méprise et attaque les membres les plus prudents du parti. Personne ne nous croirait si nous les appelions traîtres et renégats. Comme marxistes, dans cette situation nous ne pouvons faire autrement que d'adopter une attitude de non-résistance.

Ces marxistes sophistes à l'excès ne voyaient pas ce que le peuple allemand — dont des millions d'anciens membres du parti — voyait très bien : que cette politique signifiait l'abdication du marxisme allemand. Si un parti gouvernant doit admettre que ceci doit être fait, c'est la nécessité de l'heure ; mais qu'il ne peut pas le faire parce que cela n'est pas conforme à sa croyance, et que quelqu'un d'autre doit combler la lacune, — il renonce une fois pour toutes à ses prétentions de direction politique.

Les marxistes non communistes blâmèrent sévèrement Ebert, Noske et leurs autres chefs de leur collaboration avec les nationalistes vainqueurs des forces communistes ; mais cette collaboration

ne consista en rien de plus que quelques consultations. Il est vraisemblable que dans ces conversations avec les chefs nationalistes, les mandataires du peuple et les personnes de leur entourage, effrayés, ne cachèrent pas leur crainte, leur impuissance et leur joie d'être sauvés ; mais aux yeux des partisans intraitables de la solidarité de classe, cela signifie déjà trahison.

Le fait marquant de tout ceci est que le communisme allemand a été battu par la droite seule, tandis que les marxistes non communistes aspiraient à rester neutres. Sans l'intervention armée des nationalistes, l'Allemagne aurait tourné au bolchevisme en 1919. Le résultat des événements de janvier 1919 fut un énorme accroissement du prestige des nationalistes ; à eux revenait la gloire d'avoir sauvé la nation, tandis que les sociaux-démocrates devenaient méprisables. Chaque nouvelle révolte communiste renouvela la même expérience. Les nationalistes combattirent seuls les communistes tandis que les sociaux-démocrates hésitaient à s'opposer à leurs *amarades communistes*. Les sociaux-démocrates gouvernaient la Prusse, l'État suprême et quelques petit États du Reich ; mais ils gouvernaient seulement grâce au soutien qu'ils recevaient des nationalistes de la Reichswehr et des corps francs. Dès cette époque, les sociaux-démocrates étaient à la merci de la droite.

Nationalistes et communistes ne considéraient la République de Weimar que comme un champ de bataille pour leur lutte pour la dictature. Les deux partis s'armaient pour la guerre civile ; tous les deux essayèrent plusieurs fois de déclencher l'attaque et durent être repoussés par la force ; mais les nationalistes devenaient chaque jour plus puissants, tandis que les communistes se paralysaient graduellement. Ce n'était pas une question de votes et du nombre de membres au Parlement. Les centres de gravité de ces partis étaient en dehors du domaine parlementaire. Les nationalistes pouvaient agir en toute liberté. Ils étaient soutenus par la majorité des intellectuels, les employés salariés, les entrepreneurs, les agriculteurs, et par une partie des travailleurs qualifiés. Ils connaissaient les problèmes de la vie allemande, ils pouvaient adapter leur action aux conditions politiques et économiques changeantes de la nation et de chacune de ses provinces. Les communistes, d'autre part, devaient obéir aux ordres de chefs russes ignorants qui ne connaissaient pas l'Allemagne et ils devaient changer de politique du matin au soir, chaque fois que le comité central de Moscou leur en donnait l'ordre. Aucun homme intelligent et honnête ne pouvait supporter pareil esclavage. La qualité intellectuelle et morale des chefs communistes allemands était très supérieure au niveau moyen des hommes politiques allemands, ils ne pouvaient être comparés aux nationalistes. Dans la

politique allemande les communistes jouaient le rôle de saboteurs et de conspirateurs. Après janvier 1919, ils n'avaient plus aucune chance de succès. Évidemment, les dix ans de mauvais gouvernement nazi ont fait revivre le communisme allemand : le jour de l'effondrement nazi il sera le parti le plus fort d'Allemagne.

Les Allemands se seraient décidés en 1918 en faveur de la démocratie, s'ils avaient eu le choix ; mais en fait, ils n'eurent le choix qu'entre deux dictatures, celle des communistes ou celle des nationalistes. Entre ces deux partis dictatoriaux, il n'existait pas de troisième groupe prêt à soutenir le capitalisme et son corollaire politique, la démocratie. Ni les socialistes de la majorité et leurs affiliés, le parti démocratique, ni le parti du centre catholique n'étaient disposés à adopter la démocratie *ploutocratique* et le républicanisme *bourgeois*. Leur passé et leurs idéologies s'opposaient à une telle attitude. Les Hohenzollern perdirent leur trône parce qu'ils rejetèrent le parlementarisme britannique. La République de Weimar a échoué parce qu'elle a rejeté le républicanisme français tel qu'il a été réalisé de 1875 à 1930 par la Troisième République. La République de Weimar n'avait pas de programme, si ce n'est de louver au milieu des deux groupes aspirant à la dictature. Pour les partisans du gouvernement, le parlementarisme n'était pas le meilleur système de gouvernement. Ce n'était qu'une mesure d'urgence, un expédient. Les socialistes de la majorité voulaient être des marxistes modérés et des nationalistes modérés, des marxistes nationalistes et des nationalistes marxistes. Les catholiques voulaient combiner nationalisme et socialisme avec le catholicisme et préserver quand même la démocratie. Un tel éclectisme est condamné, il ne fait pas appel à la jeunesse. Il succombe dans tout conflit contre des adversaires résolus.

Une seule alternative était laissée au nationalisme : l'adoption d'un libre échange absolu. Personne en Allemagne n'était partisan d'un tel renversement. Il aurait exigé un abandon de toutes les mesures de Sozialpolitik, contrôle gouvernemental, et pression syndicale. Ces partis qui croyaient combattre le nationalisme radical — sociaux-démocrates et leurs satellites, puis les communistes, le centre et quelques groupes d'agriculteurs — étaient au contraire fanatiquement partisans de l'étatisme et de l'hyperprotectionnisme. Mais ils étaient trop bornés pour voir que ces politiques posaient à l'Allemagne le redoutable problème de l'autarcie. Ils fermaient simplement les yeux. Nous ne devons pas surestimer les capacités intellectuelles des masses allemandes ; mais elles n'étaient pas assez obtuses pour ne pas voir que l'autarcie était le problème central de l'Allemagne et que seuls les partis nationalistes avaient une idée

(quoique fausse) sur la manière de le résoudre. Tandis que les autres partis évitaient de discuter ses dangers, les nationalistes offraient un projet de solution. Comme ce plan de conquête mondiale était le seul qui fût présenté aux Allemands, ils l'adoptèrent. Personne ne leur dit qu'il y avait une autre façon d'en sortir. Les marxistes et les catholiques n'étaient pas assez perspicaces pour faire remarquer que le plan nazi de domination mondiale était condamné à un échec militaire ; ils étaient très désireux de ne pas heurter la vanité du peuple, fermement convaincu de son invincibilité ; mais même si les adversaires d'une agression avaient convenablement exposé les dangers et les risques d'une nouvelle guerre, le citoyen ordinaire aurait quand même donné la préférence aux nazis. Car les nazis plus prudents et plus subtils disaient : Nous avons un plan précis pour sauver l'Allemagne ; c'est un plan très risqué et nous ne pouvons garantir le succès. Mais en tout cas il nous donne une chance, tandis que personne d'autre n'a une idée sur la façon de remédier à notre situation qui est sérieuse. Si vous vous laissez aller, votre destin est couru ; si vous nous suivez, vous avez au moins une chance de succès.

La conduite de la gauche allemande n'était pas moins une politique d'autruche que celle de la gauche en Grande-Bretagne et en France. D'une part, la gauche défendait la toute-puissance de l'État et en conséquence l'hyperprotectionnisme ; d'autre part, elle ne pensa pas au fait que dans un monde autarcique l'Allemagne était condamnée à la famine. Les réfugiés marxistes allemands se vantaient que leur parti faisait quelques efforts — bien faibles et timides vraiment — pour empêcher le réarmement allemand ; mais ce n'était qu'une preuve de leur incompetence et de leur incapacité à voir qu'une preuve de leur inconséquence et de leur incapacité à voir la réalité telle qu'elle était. Quiconque voulait maintenir la paix devait combattre l'étatisme. Cependant la gauche n'était pas moins fanatique que la droite dans son appui de l'étatisme. Toute la nation allemande était en faveur d'une politique d'intervention étatique dans l'activité économique qui devait aboutir à la *Zwangswirtschaft* ; mais seuls les nazis comprirent que tandis que la Russie pouvait vivre en autarcie, l'Allemagne ne le pouvait pas. C'est pourquoi les nazis réussirent ; en effet, ils ne rencontrèrent aucun parti défendant le laissez-faire, c'est-à-dire une économie de marché.

2. L'échec de la socialisation

Les sociaux-démocrates ont placé à la tête du programme de leur parti l'exigence de la socialisation (*Vergesellschaftung*) des moyens de

production. Cela eût été clair et sans ambiguïté si on avait été prêt à l'interpréter comme une expropriation forcée des moyens de production par l'État et en conséquence, comme une direction gouvernementale de toutes les branches d'activité économique ; mais les sociaux-démocrates affirmèrent catégoriquement que tel n'était pas du tout le sens de leur revendication fondamentale. Nationalisation (*Verstaatlichung*) et socialisation, insistaient-ils, étaient deux choses entièrement différentes. Les mesures de nationalisation et de municipalisation (*Verstädtlichung*) des diverses usines et entreprises, que le Reich et ses États membres avaient considérées depuis 1880 comme une partie essentielle de leur politique sociale et économique, n'étaient, prétendaient-ils, ni la socialisation, ni les premières mesures qui y conduisent. C'était au contraire le résultat d'une politique capitaliste extrêmement nuisible pour les intérêts des travailleurs. L'expérience défavorable de ces affaires nationalisées ou municipalisées était donc sans portée pour le programme socialiste de socialisation. Cependant, les marxistes n'expliquaient pas ce que signifie réellement le terme socialisation et en quoi elle diffère de la nationalisation. Ils firent quelques essais maladroits, mais très vite ils cessèrent de discuter ce problème embarrassant. Le sujet était tabou. Aucun Allemand convenable ne fut assez téméraire pour outrepasser cette interdiction en posant la question.

La première guerre mondiale provoqua une tendance vers le socialisme. Les branches d'activité furent l'une après l'autre centralisées, c'est-à-dire placées de force sous la direction d'un comité dont les membres — les entrepreneurs de la branche considérée — n'étaient rien d'autre qu'un conseil consultatif du commissaire du gouvernement. Le gouvernement acquit aussi le contrôle complet de toutes les branches vitales d'activité. Le programme d'Hindenburg prônait une application généralisée de ce système pour toutes les branches du commerce et de la production allemande. Son exécution aurait transformé l'Allemagne en une communauté purement socialiste du modèle *Zwangswirtschaft* ; mais le programme Hindenburg n'était pas encore réalisé quand l'empire allemand s'effondra.

Le socialisme de guerre était extrêmement impopulaire en Allemagne. On lui reprochait même ce dont il n'était pas responsable. La famine allemande n'était pas exclusivement sa faute. Le blocus, l'absence de millions de travailleurs servant dans les forces armées et le fait qu'une bonne partie de l'effort productif devait être dirigée vers la production des armements et des munitions ont contribué à la détresse plus encore que le caractère inadéquat des méthodes socialistes de production. Les sociaux-démocrates auraient

pu le faire remarquer ; mais ils ne voulaient pas manquer une occasion qui pouvait être exploitée pour une défiguration démagogique des faits. Ils attaquaient la Zwangswirtschaft comme telle. La Zwangswirtschaft était la pire espèce d'exploitation et d'abus capitalistes, prétendaient-ils, et elle avait démontré le besoin urgent de substituer le socialisme au capitalisme.

La fin de la guerre apporta la défaite militaire, révolution, guerre civile, famine et désolation. Des millions de soldats démobilisés, dont beaucoup avaient conservé leurs armes, affluèrent chez eux. Ils pillaient les magasins militaires, ils arrêtaient les trains pour y chercher de la nourriture. En compagnie de travailleurs, renvoyés des usines forcées d'arrêter brusquement la production de munitions, ils battaient la campagne à la recherche de pain et de pommes de terre. Les villageois organisèrent la résistance armée. Les conditions étaient chaotiques. Les socialistes inexpérimentés et ignorants, qui s'étaient emparés du pouvoir, étaient impuissants. Ils n'avaient aucune idée sur la façon de parer à la situation. Leurs ordres et contre-ordres désintégraient l'appareil administratif. Les masses affamées réclamaient de la nourriture et on les nourrissait de discours emphatiques.

Dans cette atmosphère de crise, le capitalisme fit preuve de ses capacités d'adaptation et de son efficacité. Les entrepreneurs, se méfiant en fin de compte des innombrables lois et décrets de la Zwangswirtschaft, essayaient de remettre en marche leurs usines. Le besoin le plus urgent était de reprendre la production pour l'exportation afin d'acheter denrées alimentaires et matières premières dans les pays neutres et dans les Balkans. Sans ces importations, l'Allemagne aurait sombré. Les entrepreneurs réussirent dans leur effort et l'Allemagne fut ainsi sauvée. Le peuple les qualifiait de profiteurs, mais se disputait les biens apportés sur le marché et était heureux d'acquérir ces produits indispensables, qui faisaient cruellement défaut. Les chômeurs retrouvèrent des emplois. L'Allemagne commença à retourner à une vie normale.

Les socialistes ne se préoccupèrent pas beaucoup du relâchement de la Zwangswirtschaft. Selon eux, ce système, loin d'être socialiste, était un fléau capitaliste, qui devait être aboli aussi vite que possible. Maintenant la véritable socialisation devait commencer.

Mais que signifiait le terme socialisation ? D'après les marxistes, ce n'était ni ce qui était représenté par la nationalisation des chemins de fer d'État, des mines d'État et ainsi de suite, ni le socialisme de guerre de la Zwangswirtschaft ; mais quoi d'autre cela pouvait-il être ? Les marxistes de tous les groupes devaient admettre qu'ils ne le savaient pas. Depuis plus de cinquante ans, ils avaient présenté la

socialisation comme le point central du programme de leur parti. Maintenant qu'ils avaient pris le pouvoir, ils devaient se mettre à exécuter leur programme, maintenant ils devaient socialiser ; mais il apparaissait tout à coup qu'ils ne savaient pas ce que signifiait la socialisation. En réalité, c'était assez fâcheux.

Heureusement les chefs socialistes se souvinrent qu'il y avait une classe d'hommes dont le métier était de tout savoir, les professeurs omniscients. Le gouvernement nomma un comité de socialisation. La majorité de ses membres étaient sociaux-démocrates ; cependant ce n'était pas d'eux, mais des professeurs que l'on pouvait attendre la solution de l'énigme. Les professeurs, que le gouvernement nommait, n'étaient pas sociaux-démocrates. Ils étaient les défenseurs de cette Sozialpolitik, qui avait jadis favorisé la nationalisation et la municipalisation d'entreprises variées et avait soutenu récemment l'économie planifiée, la Zwangswirtschaft. Ils avaient toujours défendu le réformisme que les marxistes orthodoxes dénonçaient précisément comme une supercherie capitaliste, nuisible aux intérêts des prolétaires.

Le comité de socialisation délibéra plusieurs années, coupa les cheveux en quatre, distilla des définitions très compliquées, tira des plans bâtarde et fit de la très mauvaise économie. Ses minutes et rapports, réunis en d'épais volumes, demeurent dans les bibliothèques pour l'édification des générations futures. Ils sont un témoignage de la décadence intellectuelle provoquée par le marxisme et l'étatisme ; mais ils ne réussirent pas à répondre à la question de savoir si la socialisation était quelque chose de différent de la nationalisation (*Verstaatlichung*) ou de la planification (*Zwangswirtschaft*).

Il n'existe que deux méthodes de socialisation ; elles ont toutes les deux été appliquées par le gouvernement impérial allemand. Il y a, d'une part, la nationalisation complète, actuellement la méthode de la Russie soviétique, et d'autre part, le planisme central, la Zwangswirtschaft du programme Hindenburg et la méthode des nazis. Les marxistes allemands s'étaient barré les deux voies par leur démagogie hypocrite. Les marxistes de la République de Weimar non seulement ne favorisaient pas la tendance à la socialisation ; mais ils toléraient l'abandon virtuel des mesures de socialisation les plus efficaces inaugurées par le gouvernement impérial. Leurs adversaires, au premier rang desquels se trouvait le chancelier catholique Brüning, reprirent ultérieurement la politique planiste et les nazis perfectionnèrent, en instituant un planisme généralisé, le socialisme allemand du type Zwangswirtschaft.

Les travailleurs allemands, sociaux-démocrates et communistes ne prenaient pas grand intérêt à la socialisation. Pour eux, comme

Kautsky le remarquait, la révolution signifiait uniquement l'occasion d'élever les salaires. Des salaires majorés, des indemnités de chômage plus élevées, des heures de travail moins nombreuses auraient pour eux plus de signification que la socialisation.

Cette situation ne résultait pas d'une trahison des chefs socialistes amis des contradictions inhérentes à la doctrine sociale démocrate. Les marxistes défendaient un programme dont la réalisation était liée à l'omnipotence et au totalitarisme de l'État ; mais ils parlaient infatigablement aussi de détruire *cet État complètement délabré, d'écraser l'État*. Ils prônaient la socialisation de tout en rejetant les deux seules méthodes disponibles pour sa réalisation. Ils parlaient de la tromperie du syndicalisme comme moyen d'améliorer la situation des travailleurs ; mais ils faisaient de la politique syndicaliste le point central de leur action politique. Ils enseignaient que le socialisme ne pouvait être atteint avant que le capitalisme n'ait atteint sa pleine maturité et dénigraient comme petit bourgeois toutes les mesures destinées à arrêter ou à ralentir l'évolution du capitalisme ; mais eux-mêmes réclamaient de pareilles mesures avec véhémence et fanatisme. Ce sont ces contradictions et ces inconsistances et non les machinations des capitalistes et des entrepreneurs qui causèrent la chute du marxisme allemand.

À vrai dire, les chefs sociaux-démocrates étaient incompetents, quelques uns étaient corrompus et hypocrites ; mais cela n'était pas un accident. Aucun homme intelligent ne pouvait manquer de voir les insuffisances essentielles de la doctrine marxiste. La corruption est un mal inhérent à tout gouvernement non contrôlé par une opinion publique vigilante. Ceux qui étaient prêts à prendre au sérieux la demande de socialisation désertèrent les rangs du marxisme pour ceux du nazisme. Car les nazis, quoique encore plus corrompus moralement, aspiraient sans ambiguïté à la réalisation du planisme central.

3. Les partis armés

La révolution de novembre provoqua une résurgence d'un phénomène qui avait depuis longtemps disparu de l'histoire allemande. Des aventuriers militaires formèrent des bandes armées ou *corps francs* et agirent pour leur propre compte. Les révolutionnaires communistes avaient inauguré cette méthode, mais bientôt les nationalistes l'adoptèrent et la perfectionnèrent. Des officiers congédiés de la vieille armée réunirent des soldats démobilisés et des garçons déséquilibrés, et offrirent leur protection aux paysans menacés par des raids de citadins affamés, à la population des frontières orien-

tales souffrant des invasions de guérillas polonaises et lithuaniennes. En échange de leurs services, les propriétaires et les fermiers leur fournirent nourriture et logement. Quand la situation, qui avait rendu cette intervention inutile, changea, ces bandes commencèrent à faire du chantage et à extorquer de l'argent à des propriétaires, des hommes d'affaires et autres personnes riches. Ils devinrent une calamité publique.

Le gouvernement n'osait pas les dissoudre. Quelques-unes de ces bandes avaient combattu bravement contre les communistes. D'autres avaient défendu avec succès les provinces orientales contre les Polonais et les Lithuaniens. Ils se vantaient de ces faits et la jeunesse nationaliste ne leur cachait pas sa sympathie. Les vieux chefs du parti nationaliste étaient profondément hostiles à ces chefs de bandes ingouvernables, qui bravaient leurs avis et dont les actions imprudentes allaient à l'encontre de leurs plans réfléchis. Les extorsions des corps francs étaient un lourd fardeau pour les propriétaires terriens et les paysans. Ces bandes n'étaient plus nécessaires pour réprimer les soulèvements communistes, la Reichswehr, la nouvelle armée réorganisée selon les dispositions du traité de Versailles, étant maintenant assez forte pour cette tâche. Les champions nationalistes avaient bien raison de suspecter les jeunes hommes qui formaient ces corps de désirer les remplacer dans la direction du mouvement nationaliste. Ils projetèrent un plan habile pour les supprimer. La Reichswehr devait les incorporer et les rendre ainsi inoffensifs. Comme il devenait chaque jour plus difficile pour les chefs des corps francs de se procurer les fonds nécessaires à l'entretien de leurs hommes, ils étaient prêts à accepter cette offre et à obéir aux officiers de l'armée.

Cependant cette solution était une violation du traité de Versailles qui avait limité les effectifs de la Reichswehr à cent mille hommes. Des conflits surgirent donc avec les représentants français et anglais. Les puissances alliées demandèrent le licenciement total de ce que l'on appelait la Reichswehr noire. Quand le gouvernement décida en conséquence de dissoudre la troupe la plus importante, la brigade des marins de Ehrhardt, il hâta l'éclosion de l'insurrection de Kapp.

La guerre, la guerre civile et la mentalité révolutionnaire des marxistes et des nationalistes avaient créé un tel esprit de brutalité que les partis politiques donnaient à leurs organisations un caractère militaire. La droite nationaliste et la gauche marxiste avaient leurs forces armées. Évidemment, ces troupes de parti étaient entièrement différentes des corps francs formés par les excités nationalistes et les communistes radicaux. Leurs membres étaient des individus qui

avaient leur travail régulier et étaient occupés du lundi au samedi midi. Aux fins de semaines, ils revêtaient leurs uniformes et défilaient avec leurs cuivres, leurs drapeaux et souvent leurs armes à feu. Ils étaient fiers d'appartenir à ces organisations mais ne brûlaient pas du désir de combattre ; ils n'étaient pas animés de l'esprit d'agression. Leur existence, leurs défilés, leurs fanfaronnades et les discours menaçants de leurs chefs étaient une gêne, mais non une menace sérieuse pour la paix intérieure.

Après l'échec des tentatives révolutionnaires de Kapp en mars 1920, de celles d'Hitler et de Ludendorff en novembre 1923 et diverses révoltes communistes dont la plus importante fut celle de Holz en mars 1921, l'Allemagne était en voie de retourner à une situation normale. Les corps francs et les bandes communistes commencèrent à disparaître lentement de la scène politique. Ils tentèrent quelques guérillas entre eux et contre la police ; mais ces combats dégénéraient de plus en plus en banditisme et en manières de voyou. De telles émeutes et les complots de quelques aventuriers ne pouvaient plus mettre en danger la stabilité de l'ordre social.

Mais parti et presse sociaux-démocrates commirent la faute de dénoncer à maintes reprises les quelques corps francs nationalistes opérant encore et d'insister avec véhémence pour leur dissolution. Cette attitude était un défi aux partis nationalistes, qui ne détestaient pas moins ces aventuriers que les sociaux-démocrates, mais qui n'osaient pas les abandonner ouvertement. Ils ripostèrent en demandant la dissolution des formations communistes ; mais les sociaux-démocrates étaient dans une situation analogue vis-à-vis des bandes communistes. Ils les détestaient et les craignaient sans oser les combattre ouvertement.

Comme le Reich de Bismarck, de même sous la République de Weimar, les principaux pouvoirs d'administration civile étaient attribués non au gouvernement du Reich, mais aux gouvernements des États membres. La Prusse était l'État le plus grand et le plus riche, sa population était la plus nombreuse ; c'était le centre de gravité du Reich ou à proprement parler le Reich. Le fait que le parti conservateur avait dominé la Prusse avait donné aux conservateurs l'hégémonie dans l'Allemagne impériale. Le fait que les sociaux-démocrates gouvernaient la Prusse sous la République de Weimar les rendait tout-puissants dans le Reich républicain. Quand, le 20 juillet 1932, le coup d'État du chancelier Papen renversa le régime socialiste en Prusse, la lutte pour le Reich était virtuellement gagnée.

Le gouvernement bavarois répugnait à licencier les bandes nationalistes sur son territoire. Ce n'était pas sympathie pour les nationalistes mais son particularisme provincial qui déterminait cette

attitude. Désobéir au pouvoir central était pour lui une question de principe. Le gouvernement du Reich était impuissant, parce qu'il n'avait qu'un moyen d'imposer sa volonté à un État désobéissant, à savoir la guerre civile. Dans cette situation, le gouvernement social-démocrate de Prusse eut recours à une mesure décisive. Le 22 février 1924 il fonda à Magdebourg le *Reichsbanner Schwartz-Rot-Gold*. Ce n'était pas une troupe privée comme les autres forces armées de parti. C'était une armée du parti régnant en Prusse et qui avait le plein appui du gouvernement prussien. Un fonctionnaire prussien marquant, le gouvernement de la province de Saxe, en fut nommé le chef. Le Reichsbanner n'était pas une association non partisane de tous les hommes fidèles au système républicain de gouvernement et à la Constitution de Weimar. Cependant c'était virtuellement une institution sociale-démocrate. Ses chefs insistèrent sur le fait que des membres d'autres partis loyaux seraient bien accueillis dans ses rangs. Mais l'immense majorité des membres des diverses forces armées locales et provinciales du parti social-démocrate. Ainsi la fondation du Reichsbanner n'augmentait pas les forces militaires des sociaux-démocrates ; elle ne leur donnait qu'une organisation nouvelle, plus centralisée, et la sanction de l'État prussien. Les membres du parti du centre catholique ne furent jamais très nombreux dans le Reichsbanner et disparurent vite et complètement de ses rangs. Le troisième parti loyal, les démocrates, était seulement un affilié peu important des sociaux-démocrates.

Les sociaux-démocrates ont essayé de justifier la fondation du Reichsbanner en faisant appel à la tendance nationaliste de la Reichswehr, les cent mille soldats de l'armée du Reich ; mais la révolte de Kapp avait démontré que les socialistes disposaient dans la grève générale d'une arme très efficace pour défaire les nationalistes. La seule menace sérieuse pour la République de Weimar était les sympathies que les nationalistes comptaient dans les rangs des travailleurs organisés. Les chefs sociaux-démocrates étaient incapables de lutter avec succès contre ces tendances ; beaucoup sympathisaient secrètement avec elles.

L'aspect inquiétant de la fondation du Reichsbanner était qu'il fournissait à Hitler un bon tremplin. Son putsch de Munich, en novembre 1923, avait complètement échoué. Quand il quitta la prison en décembre 1924, ses perspectives politiques étaient sombres. La fondation du Reichsbanner était précisément ce dont il avait besoin. Tous les non-marxistes, c'est-à-dire la majorité de la population, étaient terrifiés par les discours menaçants de ses chefs et le fait qu'à la fin de la première année de son existence, il groupait trois millions de membres, plus que les effectifs de tous les *Wehrverbände* de la

droite réunis¹. Comme les sociaux-démocrates, ils surestimaient la force du Reichsbanner et sa volonté de combattre. Aussi beaucoup de personnes étaient prêtes à aider les troupes d'assaut nazies.

Mais ces troupes d'assaut étaient très différentes des autres forces armées des partis de gauche et de droite. Leurs membres n'étaient pas des hommes mûrs qui avaient fait la guerre et qui aspiraient maintenant à avoir un emploi pour faire vivre leur famille. Les membres des troupes d'assaut étaient, comme les corps francs, des garçons sans travail qui vivaient de leur combat. Ils étaient disponibles à toute heure et chaque jour et pas seulement pendant les fins de semaine et les fêtes. Il était douteux que les forces des partis — de gauche ou de droite — fussent prêtes à combattre si elles étaient sérieusement attaquées. Il était certain qu'elles n'auraient jamais entrepris une campagne d'agression ; mais les troupes hitlériennes étaient combatives, c'étaient des bagarreurs professionnels. Elles auraient combattu pour leur Führer dans une sanglante guerre civile si les adversaires du nazisme ne leur avaient pas cédé sans résistance en 1933.

Dans la première période de sa carrière, Hitler reçut des subsides des grandes affaires. Il en extorqua beaucoup plus dans la seconde période de sa lutte pour le pouvoir. Thyssen et les autres lui versèrent de l'argent comme un roi prend les tributs de ses sujets. S'ils avaient refusé de lui donner ce qu'il demandait, il aurait saboté leurs usines et les aurait peut-être tués. Des mesures aussi énergiques n'étaient pas nécessaires. Les entrepreneurs préféraient être réduits par le nazisme au statut de directeurs d'entreprise plutôt que d'être liquidés par le communisme à la manière russe. Avec la situation existant en Allemagne, il n'y avait pas pour eux de troisième solution.

Force et argent sont impuissants contre les idées. Les nazis ne durent pas leur conquête de l'Allemagne au fait d'avoir reçu quelques millions de Reichsmarks des grandes affaires, ni à leur qualité de combattants impitoyables. La grande majorité de la nation allemande avait été à la fois socialiste et nationaliste depuis de nombreuses années. Les membres des syndicats sociaux-démocrates sympathisaient autant avec le radicalisme nationaliste que le faisaient les paysans, les catholiques et les commerçants. Les communistes devaient une grande partie de leurs votes à l'idée que le communisme était le meilleur moyen d'établir l'hégémonie allemande en Europe et d'anéantir le capitalisme occidental. Les entrepreneurs et

¹ Stampfer, *Die vierzehn Jahre der ersten Deutschen Republik* (Karlsbad, 1936), p. 365.

hommes d'affaires allemands contribuèrent pour leur part au triomphe du nazisme, mais toutes les autres couches de la nation y contribuèrent aussi. Même les églises, catholique et protestantes, ne firent pas exception.

Les grands changements idéologiques sont difficiles à expliquer en disant que l'argent a été dépensé en leur faveur. La popularité du communisme dans l'Amérique actuelle, quels que soient les autres facteurs, ne résulte ni des larges subventions du gouvernement russe, ni du fait que quelques millionnaires subventionnent des journaux et des périodiques de gauche. Et pourtant il est vrai que quelques banquiers juifs, effrayés par l'antisémitisme nazi, contribuèrent aux fonds du parti socialiste et que la plus riche dotation jamais faite pour l'étude des sciences sociales en Allemagne fut faite par un commerçant de grains juif pour la fondation d'un institut marxiste à l'Université de Francfort ; néanmoins le marxisme allemand n'était pas, comme les nazis le prétendaient, un produit de spéculateurs juifs.

Le slogan *solidarité nationale* (*Volksgemeinschaft*) avait une telle emprise sur la mentalité allemande que personne n'osa résister aux nazis quand ils frappèrent le coup final. Les nazis déçurent les espoirs de beaucoup de groupes qui les avaient jadis soutenus. Grandes affaires, propriétaires et agriculteurs, artisans et commerçants, églises, tous furent désappointés. Mais le prestige des principaux thèmes de la croyance nazie — nationalisme et socialisme — était si puissant que ce mécontentement n'eut pas de conséquences importantes.

Une seule chose pouvait mettre fin au régime nazi : une défaite militaire. Le blocus et le bombardement des cités allemandes par les avions anglais et américains devaient convaincre finalement les Allemands que le nazisme n'est pas le meilleur moyen de rendre leur nation prospère.

4. *Le traité de Versailles*

Les quatre traités de paix de Versailles, Saint Germain, Trianon et Sévres forment tous ensemble le règlement diplomatique le plus maladroit qui ait été jamais réalisé. On s'en souviendra comme des exemples frappants d'échec politique. Leur but était d'établir une paix durable ; le résultat fut une série de guerres mineures et finalement une guerre mondiale, nouvelle et plus terrible. Leur intention était de sauvegarder l'indépendance des petits États ; le résultat fut la disparition de l'Autriche, de l'Abyssinie, de l'Albanie et de la Tchécoslovaquie. Leur dessein était de rendre le monde mûr pour la

démocratie ; le résultat fut Staline, Hitler, Mussolini, Franco, Horthy.

Cependant, un reproche généralement fait au traité de Versailles est absolument dénué de fondement. La propagande allemande a réussi à convaincre l'opinion publique des pays anglo-saxons que les dispositions du traité étaient extrêmement injustes pour l'Allemagne, que les souffrances infligées aux Allemands les ont poussés au désespoir et que le nazisme et la guerre actuelle sont la conséquence du mauvais traitement imposé à l'Allemagne. Cela est complètement faux. L'ordre politique donné à l'Europe par les quatre traités était très peu satisfaisant. Le règlement des problèmes de l'Europe orientale fut fait avec un tel mépris de la situation réelle que le chaos en résulta ; mais le traité de Versailles n'était pas injuste pour l'Allemagne et ne plongeait pas le peuple allemand dans la misère. Si les dispositions du traité avaient été appliquées, il aurait été impossible pour l'Allemagne de réarmer et d'attaquer de nouveau. Le tort ne fut pas que le traité fût mauvais en ce qui concerne l'Allemagne, mais que les puissances victorieuses permirent à l'Allemagne de braver quelques-unes de ses clauses les plus importantes.

Le traité obligeait l'Allemagne à céder des territoires non allemands que la Prusse avait conquis et dont la population, en majorité de langue non allemande, était résolument opposée au régime allemand. Le seul titre de l'Allemagne sur ces pays était une conquête antérieure. Le fait que le Reich fut forcé de rendre ce dont les Hohenzollern s'étaient emparés précédemment ne fut pas — comme les propagandistes allemands ont coutume de le dire — le vol le plus scandaleux qui ait été jamais conquis. Le sujet favori de la propagande allemande était le corridor polonais. Qu'auraient dit les Anglais et les Français, criaient les speakers nazis et leurs amis étrangers, si l'on avait découpé dans leur pays un morceau de territoire, qui en sépare les deux parties, afin de donner un passage à quelque autre pays ? De tels discours faisaient impression sur l'opinion publique mondiale. Les Polonais eux-mêmes jetaient peu de lumière sur ce sujet. Pendant cette période, ils furent gouvernés par une oligarchie incompétente et corrompue et cette clique n'avait pas les dons intellectuels nécessaires pour combattre la propagande allemande.

La vérité est la suivante. Au moyen âge, les chevaliers teutooniques conquièrent le pays aujourd'hui connu sous le nom de province prussienne de Prusse Orientale ; mais ils ne réussirent pas dans leurs essais pour conquérir le territoire qui, en 1914, était la province prussienne de Prusse occidentale. Ainsi, la Prusse orientale n'était pas contiguë à l'Empire allemand. Entre les frontières occidentales

de la Prusse Orientale et les limites orientales du Saint-Empire, il y avait une bande de terre gouvernée par les rois de Pologne, formant une partie de la Pologne et habitée par des Polonais. Cette bande de terre, à savoir la Prusse occidentale, fut annexée par la Prusse en 1772 lors du premier partage de la Pologne. Il est important de remarquer que la Prusse occidentale (ce qui est également vrai de la province prussienne de Posnanie) fut annexée par la Prusse et non par l'Empire d'Allemagne. Ces provinces n'appartinrent ni au Saint-Empire, qui se désagrégea en 1806, ni à la confédération germanique qui, de 1815 à 1866, fut l'organisation politique de la nation allemande. Elles étaient pour ainsi dire la *propriété privée* des rois de Prusse. Le fait que le roi de Prusse, en sa qualité d'électeur-marquis de Brandebourg et de duc de Poméranie était membre du Saint-Empire et de la confédération germanique n'avait pas d'un point de vue légal et constitutionnel plus d'importance pour ces provinces orientales que n'en avait jadis pour la Grande-Bretagne le fait que le roi d'Angleterre était en sa qualité d'électeur (et plus tard de roi) du Hanovre un prince du Saint-Empire et plus tard un membre de la confédération germanique. Jusqu'en 1866, les rapports de ces provinces avec l'Allemagne étaient analogues aux rapports de la Virginie et du Massachusetts avec l'Allemagne entre 1714 et 1776 et de l'Écosse entre 1714 et 1837. C'étaient des pays étrangers gouvernés par un prince qui se trouvait en même temps régner sur un pays allemand.

Ce ne fut qu'en 1866 que le roi de Prusse incorpora ces provinces par sa décision souveraine dans l'union de l'Allemagne du Nord et en 1871 dans le Reich allemand. On ne demanda pas aux habitants s'ils étaient d'accord ou pas ; en fait ils n'étaient pas consentants. Ils envoyaient des membres polonais au Reichstag allemand, et étaient soucieux de conserver leur idiome polonais et leur attachement aux traditions polonaises. Pendant cinquante ans, ils résistèrent à tous les essais du gouvernement prussien pour les germaniser.

Quand le traité de Versailles rétablit l'indépendance polonaise et restitua à la Pologne les provinces de Posen et de Prusse occidentale, il ne donna pas un *corridor* à la Pologne. Il annula simplement les effets des conquêtes prussiennes antérieures (en non allemandes). Ce n'était pas la faute des rédacteurs du traité, ni celle des Polonais, si les chevaliers teutoniques avaient conquis un pays qui n'était pas contigu au Reich.

Le traité de Versailles rendit l'Alsace-Lorraine à la France et le nord du Schleswig au Danemark. Là non plus il ne vola pas l'Allemagne. La population de ces pays s'opposait violemment au régime allemand et aspirait à être libérée de son joug. L'Allemagne

n'avait qu'un titre pour opprimer ces peuples : la conquête. La conséquence logique de la défaite était la cessation du pillage résultant des conquêtes antérieures.

La seconde disposition du traité, qui a été souvent l'objet de critiques sévères, concernait les réparations. Les Allemands avaient dévasté une grande partie de la Belgique et le nord-est de la France. Qui devait payer la reconstruction de ces régions ? La France et la Belgique, les pays attaqués, ou l'Allemagne, l'agresseur ? Le vainqueur ou le vaincu ? Le traité décida que l'Allemagne devait payer.

Nous n'avons pas besoin d'entrer dans une discussion détaillée du problème des réparations. Il nous suffit de déterminer si les réparations signifient réellement pour l'Allemagne misère et famine. Voyons quels étaient de 1925 à 1940 le revenu de l'Allemagne et les paiements au titre des réparations.

Année	Revenu par tête en RM	Paie- ments de répara- tions par tête en RM	Paie- ments de répara- tions en pourcentage du revenu
1925	961	16,25	1,69
1926	997	18,30	1,84
1927	1118	24,37	2,18
1928	1185	30,75	2,60
1929	1187	38,47	3,24
1930	1052	26,10 ¹	2,39

Affirmer que ces paiements appauvrissaient l'Allemagne et condamnaient les Allemands à la famine est une déformation absurde des faits. Ils n'auraient pas sérieusement affecté le niveau de vie allemand même si les Allemands avaient payé ces sommes de leur poche et non, comme ils l'ont fait effectivement, avec de l'argent emprunté à l'étranger.

Pour les années 1925-1929 on dispose des chiffres concernant l'accroissement du capital allemand. Cet accroissement est, en millions de Reichsmarks², de :

¹ Revenu par tête : *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*. Réparations par tête : chiffres obtenus en divisant les paiements de réparation par 65 000 000. Comme la population allemande a été en légère croissance durant cette période, la proportion réelle doit être légèrement inférieure à celle donnée ci-dessus.

² *Zuwachs an bereitgestelltem Geldkapital, Vierteljahrshefte für Konjunkturforschung*, Special number 22 (Berlin, 1931), p. 29.

1925	5 770
1926	10 123
1927	7 125
1928	7 469
1929	6 815

De septembre 1924 jusqu'à juillet 1931, l'Allemagne paya comme réparations, au titre des plans Dawes et Young, 10 821 millions de Reichsmarks. Puis les paiements s'arrêtèrent complètement. En contrepartie de cette sortie, l'endettement allemand privé et public à l'étranger, dont la plus grande partie remonte à la même période, dépassait 20 500 millions de Reichsmarks. À ceci peuvent être ajoutés approximativement 5 000 millions de Reichsmarks d'investissements étrangers directs en Allemagne. Il est évident que l'Allemagne ne souffrit pas du manque de capital. S'il était besoin de quelque autre preuve, elle peut être trouvée dans le fait que l'Allemagne, pendant la même période, investit approximativement 10 000 millions de Reichsmarks à l'étranger¹.

Les réparations n'étaient pas responsables de la détresse économique de l'Allemagne ; mais si les alliés avaient sérieusement insisté pour leur paiement, ils auraient sérieusement freiné le réarmement du Reich.

La campagne contre les réparations aboutit à un fiasco complet pour les alliés et à un plein succès du refus allemand de payer. Ce que les Allemands ont payé, ils l'ont payé à l'aide d'emprunts étrangers qu'ils refusèrent ultérieurement de reconnaître. Ainsi toute la charge tomba en fait sur des étrangers.

Pour les réparations futures, il est extrêmement important de connaître les causes fondamentales de l'échec antérieur. Depuis le début des négociations, les alliés étaient handicapés par leur adhésion aux fausses doctrines monétaires de l'économie étatiste actuelle. Ils étaient convaincus que les paiements représentaient un danger pour le maintien de la stabilisation monétaire en Allemagne et que l'Allemagne ne pouvait payer à moins que sa balance commerciale fût *favorable*. Ils étaient arrêtés par un faux problème de *transfert*. Ils étaient disposés à accepter la thèse allemande, selon laquelle des paiements *politiques* ont des effets radicalement différents des paiements ayant pour origine des transactions commerciales. Le fait de s'être laissé prendre à ce mercantilisme fallacieux les conduisit à ne pas fixer le montant total de la dette dans le traité de paix lui-même,

¹ Stolper, *German Economy, 1870-1940* (New-York, 1940), p. 179.

mais à remettre la décision à des négociations ultérieures. En outre, cela les conduisit à stipuler des livraisons en nature, à insérer la clause de la *protection de transfert* et à accepter finalement le moratoire Hoover de juillet 1931 et l'annulation de tous les paiements de réparation.

La vérité est que le maintien de la stabilité monétaire et d'une monnaie saine n'a absolument rien à voir avec la balance des paiements ou du commerce. Il n'y a qu'une chose qui mette en danger la stabilité monétaire, l'inflation. Si un pays n'émet pas de quantités supplémentaires de papier-monnaie, ni ne développe le crédit, il n'aura aucun trouble monétaire. Un excès d'exportations n'est pas une condition préalable du paiement de réparations. La causalité est plutôt inverse. Le fait qu'une nation fait de tels paiements a tendance à créer un tel excédent d'exportations. Le problème des *transferts* n'existe pas. Si le gouvernement allemand collecte le montant nécessaire pour les paiements (en Reichsmarks) en taxant ses citoyens, chaque contribuable allemand doit réduire de façon correspondante sa consommation ou de produits allemands ou de produits importés. Dans le second cas, le montant du change étranger, qui autrement aurait été utilisé à l'achat de ces produits importés, devient disponible. Dans le premier cas, les prix des produits nationaux baissent et cela tend à accroître les exportations et par là la quantité de devises étrangères disponible. Ainsi la collecte intérieure des Reichsmarks requis pour les paiements fournit automatiquement la quantité de devises nécessaire au transfert. Évidemment il importe peu que les paiements soient *politiques* ou commerciaux.

Le paiement des réparations aurait, il est vrai, causé un dommage au contribuable allemand. Cela l'aurait forcé à réduire sa consommation. En tout cas, quelqu'un devait payer les dommages infligés. Ce que les agresseurs ne payaient pas devait être payé par les victimes de l'agression ; mais personne n'eut pitié des victimes tandis que, de par le monde, des centaines d'écrivains et d'hommes politiques versèrent sur les Allemands à la fois des larmes de crocodile et des larmes véritables.

Peut-être aurait-il été politiquement plus sage de choisir une autre méthode pour fixer le montant qui devait être payé chaque année par l'Allemagne. Par exemple, le versement annuel aurait pu être fixé dans un rapport fixe avec les sommes dépensées à l'avenir pour les forces armées allemandes. Pour chaque Reichsmark dépensé pour l'armée allemande un multiple aurait pu être imposé à titre d'acompte ; mais tous les plans se seraient révélés inefficaces aussi longtemps que les alliés étaient sous le charme d'un mercantilisme trompeur.

L'afflux des paiements allemands rendait nécessairement *défavorable* la balance commerciale des pays bénéficiaires. Leurs importations excédaient leurs exportations parce qu'ils touchaient les réparations. Du fallacieux point de vue mercantiliste cet effet semblait alarmant. Les alliés étaient à la fois désireux de faire payer l'Allemagne et de ne pas recevoir de paiements. En réalité, ils ne savaient pas ce qu'ils voulaient ; mais les Allemands savaient très bien ce qu'ils voulaient. Ils ne voulaient pas payer.

L'Allemagne se plaignit que les barrières commerciales des autres nations rendissent ses paiements plus onéreux. Ce grief était fondé. Les Allemands auraient eu raison s'ils avaient réellement essayé de se procurer les moyens nécessaires aux paiements comptant grâce à un accroissement de leurs exportations ; mais ce qu'ils payaient comptant leur était fourni par des prêts étrangers.

Les alliés se trompèrent dans la mesure où ils accusèrent les Allemands de l'échec des clauses de réparation du traité. Ils auraient mieux fait de s'en prendre à leurs préjugés mercantilistes. Ces clauses n'auraient pas été vouées à l'échec s'il y avait eu dans les pays alliés un nombre suffisant de porte-parole influents qui sachent réfuter les objections soulevées par les nationalistes allemands.

Les observateurs étrangers se sont complètement trompés sur le rôle joué par le traité de Versailles dans l'agitation des nazis. Le fond de leur propagande n'était pas l'injustice du traité, c'était la légende du *coup de poignard dans le dos*. Nous sommes, avaient-ils coutume de dire, la nation la plus puissante d'Europe et même du monde. La guerre a de nouveau montré notre invincibilité. Nous pouvons, si nous le voulons, mettre en déroute toutes les autres nations ; mais les juifs nous ont poignardés dans le dos. Les nazis ne mentionnent le traité qu'afin de démontrer toute la scélératesse des juifs.

« Nous, la nation victorieuse, disaient-ils, avons été forcés de nous rendre par suite du crime de novembre. Notre gouvernement paie des réparations, quoique personne ne soit assez fort pour nous forcer à les payer. Nos gouvernants juifs et marxistes s'en tiennent aux clauses de désarmement du traité, parce qu'ils veulent nous faire payer cet argent à la juiverie mondiale. »

Hitler ne combattait pas le traité. Il combattait les Allemands qui avaient voté sa ratification au Parlement et qui s'opposaient à sa violation unilatérale. Car les nationalistes considéraient la légende du *coup de poignard dans le dos* comme une preuve déjà suffisante que l'Allemagne était assez puissante pour abroger le traité.

Beaucoup de critiques alliés et neutres du traité de Versailles avaient coutume d'affirmer que c'était une erreur de laisser à l'Allemagne des motifs de plainte. Cette vue était erronée. Même si le

traité avait laissé intact le territoire européen de l'Allemagne, même s'il n'avait pas imposé des paiements de réparation ni des limitations d'armements, une nouvelle guerre n'aurait pu être évitée. Les nationalistes allemands étaient déterminés à conquérir davantage d'espace vital. Ils aspiraient à réaliser l'autarcie. Ils étaient convaincus que leurs perspectives de victoire militaire étaient excellentes. Leur nationalisme agressif n'était pas une conséquence du traité de Versailles. Les motifs de plainte nazis avaient peu de rapport avec le traité. Ils concernaient l'espace vital.

On a fait de fréquentes comparaisons entre le traité de Versailles et les règlements de 1814 et de 1815. Le système de Vienne réussit à maintenir la paix européenne pendant de nombreuses années. Son traitement généreux de la France vaincue a, paraît-il, empêché la France de préparer des guerres de revanche. Si les alliés avaient traité l'Allemagne d'une façon analogue, prétend-on, ils auraient obtenu de meilleurs résultats.

Il y a un siècle et demi, la France était la puissance souveraine en Europe occidentale. Sa population, sa richesse, sa civilisation et sa puissance militaire éclipsaient celles des autres nations. Si les Français de cette époque avaient été nationalistes, au sens moderne du mot, ils auraient eu l'occasion d'imposer et de maintenir pendant quelque temps leur hégémonie sur le continent ; mais le nationalisme était étranger aux Français de la période révolutionnaire. Ils étaient, il est vrai, chauvins. Ils se considéraient (peut-être avec de meilleures raisons que certains autres peuples) comme la fleur de l'humanité. Ils étaient fiers de leur liberté récemment acquise. Ils croyaient qu'il était de leur devoir d'aider les autres nations dans leur lutte contre la tyrannie. Ils étaient chauvins, patriotes et révolutionnaires ; mais ils n'étaient pas nationalistes. Ils n'étaient pas avides de conquêtes. Ils ne se lancèrent pas dans la guerre, des monarques étrangers les attaquèrent. Ils défirent les envahisseurs. Ce fut alors que des généraux ambitieux, au premier rand desquels Napoléon, les poussèrent vers l'expansion territoriale. Au début, les Français étaient certainement consentants ; mais ils devinrent de plus en plus récalcitrants quand ils commencèrent à se rendre compte qu'ils se sacrifiaient dans l'intérêt de la famille Bonaparte. Après Waterloo, ils furent soulagés. Ils n'avaient plus besoin de se tourmenter du sort de leurs fils. Quelques Français se lamentèrent de la perte de la Rhénanie, des Pays-Bas, de l'Italie. Aucun Français ne pleura parce que Joseph n'était plus roi d'Espagne et Jérôme, plus roi de Westphalie. Austerlitz et Iéna devinrent des souvenirs historiques ; la vanité du citoyen tira un enseignement de la poésie célé-

brant le défunt empereur et ses batailles, mais aucun n'aspirait alors à conquérir l'Europe.

Plus tard, les événements de juin 1848 attirèrent de nouveau l'attention sur le neveu de l'empereur. Beaucoup attendirent de lui qu'il maîtrise les nouvelles difficultés intérieures de la même façon que son oncle avait traité la première révolution. Il n'y a pas de doute que Napoléon III devait uniquement sa popularité à la gloire de son oncle. Personne ne le connaissait en France et il ne connaissait personne ; il n'avait vu le pays qu'à travers des barreaux de prison et il parlait français avec un accent allemand. Il n'était que le neveu, l'héritier d'un grand nom, rien de plus. Les Français ne le choisirent certainement pas parce qu'ils aspiraient à de nouvelles guerres. Il les mit de son côté en les persuadant que son règne préserverait la paix. L'empire c'est la paix, était le slogan de sa propagande. Sébastopol et Solferino n'augmentèrent pas sa popularité, ils lui nuisirent plutôt. Victor Hugo, le champion littéraire de la gloire de Napoléon I^{er}, attaqua obstinément son successeur.

L'œuvre du Congrès de Vienne avait pu durer parce que l'Europe aimait la paix et considérait la guerre comme un mal. L'œuvre de Versailles était condamné à l'échec en cet âge de nationalisme agressif.

Ce que le traité de Versailles a vraiment essayé de réaliser était contenu dans ses clauses militaires. La restriction des armements allemands et la démilitarisation de la Rhénanie ne causaient aucun tort à l'Allemagne, parce qu'aucune nation n'osait l'attaquer ; mais elles auraient permis à la France et à la Grande-Bretagne d'empêcher une nouvelle agression allemande si ces deux pays avaient été sérieusement résolus à l'empêcher. Ce n'est pas la faute du traité si les nations victorieuses n'ont pas essayé de faire exécuter ses dispositions.

5. La crise économique

La grande inflation allemande fut la conséquence des doctrines monétaires des socialistes universitaires. Elle a peu de rapport avec le cours des événements politiques et militaires. L'auteur de ce livre l'avait prévue en 1912. L'économiste américain B. M. Anderson a confirmé cette prévision en 1917. Mais la plupart des hommes qui, entre 1914 et 1923, eurent des situations leur permettant d'influencer la politique monétaire et bancaire, de même que tous les journalistes, écrivains et hommes politiques qui traitèrent ces problèmes, ont travaillé avec l'illusion qu'une augmentation de la quantité des billets n'affectait pas les prix des marchandises ni le niveau des

changes. Ils accusèrent le blocus ou les profiteurs de la hausse des prix et la balance défavorable des paiements de la hausse des changes étrangers. Ils ne firent rien pour arrêter l'inflation. Comme tous les partis favorables à l'inflation, ils ne voulaient combattre que les conséquences indésirables, mais inévitables, de l'inflation, c'est-à-dire la hausse des prix. Leur ignorance des problèmes économiques les poussa vers le contrôle des prix et les restrictions de change. Ils ne purent jamais comprendre pourquoi ces tentatives étaient vouées à l'échec. L'inflation n'était ni une manifestation divine, ni une conséquence du traité de Versailles. C'était l'application pratique des mêmes idées étatistes qui avaient engendré le nationalisme. Tous les partis politiques allemands partagèrent la responsabilité de l'inflation. Ils s'en tenaient tous à l'erreur que ce n'était pas l'accroissement des crédits bancaires mais la balance défavorable des paiements qui entraînait la dévaluation de la monnaie.

L'inflation avait appauvri les classes moyennes. Les victimes suivirent Hitler, mais si elles agirent ainsi, ce n'était pas parce qu'elles avaient souffert mais parce qu'elles croyaient que le nazisme les assisterait. Le fait qu'un homme ait de mauvaises digestions n'explique pas qu'il consulte un charlatan. Il consulte le charlatan parce qu'il pense que cet homme le guérira ; s'il avait eu une autre opinion, il aurait consulté un docteur. La détresse économique de l'Allemagne ne compte pour rien dans le succès du nazisme. Les autres partis, c'est-à-dire sociaux-démocrates et communistes, recommandèrent leurs remèdes.

L'Allemagne fut frappée par la grande dépression de 1929, mais pas davantage que les autres nations, au contraire. Pendant la durée de la crise, les prix des denrées alimentaires et des matières premières que l'Allemagne importe baissa plus que le prix des produits manufacturés qu'elle exportait.

La dépression aurait dû provoquer une baisse des salaires ; mais comme les syndicats ne laissèrent pas diminuer les salaires, le chômage augmenta. Sociaux-démocrates et communistes comptaient sur l'accroissement du chômage pour renforcer leur puissance ; mais le chômage travailla pour le nazisme.

La grande dépression fut internationale. Cependant ce ne fut qu'en Allemagne qu'elle aboutit à la victoire d'un parti, qui prônait comme panacée les armements et la guerre.

6. Le nazisme et la main-d'œuvre allemande

Presque tous les auteurs traitant des problèmes du nazisme ont embrouillé l'énigme suivante : il y avait, en Allemagne, des millions

d'individus organisés dans les partis social-démocrate, communiste et du centre catholique ; il y avait les membres des syndicats affiliés à ces partis. Comment les nazis ont-ils pu réussir à vaincre ces masses d'adversaires résolus et à établir leur système totalitaire ? Ces millions d'individus changèrent-ils d'opinion en une nuit ? Ou étaient-ils des lâches cédant à la terreur des troupes d'assaut et attendant le jour de la délivrance ? Les travailleurs allemands sont-ils toujours marxistes ? ou sont-ils des partisans sincères du système nazi ?

Poser le problème de cette façon est une erreur fondamentale. On tient pour assuré que les membres des divers partis et syndicats étaient des sociaux-démocrates, des communistes ou des catholiques convaincus et qu'ils donnaient pleinement leur adhésion aux croyances et aux programmes de leurs chefs. On ne se rend généralement pas compte que l'appartenance à un parti et un syndicat était virtuellement obligatoire. Quoique le système de l'entreprise fermée ne fût pas dans l'Allemagne de Weimar poussé aussi loin que dans l'actuelle Allemagne nazie et dans quelques branches de l'industrie étrangère, son application était assez générale. Dans la plus grande partie de l'Allemagne et dans la plupart des branches de production, il était pratiquement impossible pour un travailleur de rester en dehors des grands groupes syndicaux. S'il voulait un emploi, ou s'il ne voulait pas être congédié, ou s'il voulait l'indemnité de chômage, il devait adhérer à l'un de ces syndicats qui exerçaient une pression économique et politique à qui tout individu devait céder. Adhérer au syndicat devint pratiquement pour l'ouvrier une question de routine. Il le faisait parce que tout le monde le faisait et qu'il était trop risqué de ne pas le faire. Il ne cherchait pas à s'informer de la philosophie de son syndicat. Et les bureaucrates du syndicat ne s'inquiétaient pas des principes ou des sentiments de leurs membres. Leur premier but était de réunir autant d'ouvriers que possible dans les rangs de leurs syndicats.

Ces millions de travailleurs organisés étaient forcés de rendre hommage aux croyances de leurs partis, de voter pour leurs candidats aux élections pour le Parlement et l'administration du syndicat, de s'abonner aux journaux du parti et d'éviter de critiquer ouvertement la politique du parti ; mais l'expérience quotidienne leur fournissait néanmoins la preuve que quelque chose n'allait pas dans leurs partis. Chaque jour, ils apprenaient que de nouvelles barrières commerciales avaient été établies par des nations étrangères contre les produits allemands, c'est-à-dire contre les produits de leur peine et de leur travail. Comme les syndicats, à quelques exceptions près, n'étaient pas prêts à consentir des réductions de salaires, chaque nouvelle barrière douanière provoquait immédiatement un accrois-

sement du chômage. Les travailleurs perdaient confiance dans les marxistes et dans le centre. Ils se rendaient compte que ces hommes ne savaient pas comment résoudre ces problèmes et que tout ce qu'ils faisaient était d'accuser le capitalisme. Les travailleurs allemands étaient radicalement hostiles au capitalisme, mais ils estimaient que la dénonciation du capitalisme était insuffisante en la matière. Les travailleurs ne pouvaient espérer que la production se maintienne si les ventes à l'exportation diminuaient. C'est pourquoi ils s'intéressèrent aux arguments nazis. De tels événements, disaient les nazis, sont les inconvénients de notre malheureuse dépendance des marchés extérieurs et des caprices des gouvernements étrangers. L'Allemagne est condamnée si elle ne réussit pas à conquérir davantage d'espace et à réaliser l'autarcie. Tous les efforts pour améliorer les conditions du travail sont vains aussi longtemps que nous sommes obligés de servir d'esclaves aux capitalistes étrangers. De telles paroles firent impression sur les ouvriers. Ils n'abandonnèrent ni les syndicats ni les partis parce que cela aurait pu avoir pour eux des conséquences sérieuses. Ils votèrent toujours social-démocrate, communiste ou catholique par peur ou par inertie ; mais ils devinrent indifférents au socialisme et marxiste et catholique et commencèrent à avoir de la sympathie pour le national-socialisme. Bien avant 1933, les rangs des syndicats allemands étaient garnis d'individus qui sympathisaient secrètement avec le nazisme. Aussi la main-d'œuvre allemande ne fut-elle pas beaucoup troublée quand finalement les nazis incorporèrent de force tous les membres des syndicats dans leur Front du Travail. Ils se tournèrent vers le nazisme parce que les nazis avaient un programme pour traiter le problème le plus urgent pour eux, les barrières commerciales étrangères. Les autres partis n'avaient pas un tel programme.

Le renvoi de tous les bureaucrates syndicaux impopulaires ne plaisait pas moins aux ouvriers que les humiliations infligées par les nazis aux entrepreneurs et aux directeurs. Les patrons étaient réduits au rang de directeurs, ils devaient plier devant les chefs tout-puissants du parti. Les ouvriers exultaient des infortunes de leurs employeurs. C'étaient leur triomphe quand leur patron, écumant de rage, fût contraint de défiler dans leurs rangs lors des parades des jours de fêtes. C'était un baume pour leurs cœurs.

Alors arriva le boom du réarmement, il n'y eut plus de chômage ; très rapidement, il y eut pénurie de main-d'œuvre. Les nazis réussirent à résoudre un problème dont les sociaux-démocrates n'avaient pu se rendre maîtres. La classe ouvrière s'enthousiasma.

Il est extrêmement probable que les travailleurs sont maintenant pleinement conscients des côtés sombres du tableau. Ils sont déçus¹. Les nazis ne les ont pas conduits dans un pays de lait et de miel. Dans le désert des cartes de rationnement, les semences du communisme croissent. Le jour de la défaite, le Front du Travail s'effondra comme les syndicats marxistes et catholiques en 1933.

7. Les critiques étrangères du nazisme

Hitler et sa clique ont conquis l'Allemagne par la violence, le meurtre et le crime ; mais les doctrines nazies se sont emparées bien avant de l'esprit allemand. La persuasion, et non la violence, avait converti l'immense majorité de la nation aux principes du nationalisme militant. Si Hitler n'avait pas réussi à gagner sa course à la dictature, quelqu'un d'autre l'aurait gagnée. Il y avait nombre de candidats qu'Hitler dût évincer : Kapp, le général Ludendorff, le capitaine Ehrhardt, le major Papst, le conseiller Escherich, Strasser et bien d'autres. Hitler n'ayant aucun principe pour le retenir, il battit ses concurrents plus instruits ou plus scrupuleux.

Le nazisme conquiert l'Allemagne parce qu'il ne rencontra aucune résistance intellectuelle efficace. Il aurait conquis le monde entier si, après l'effondrement de la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ne s'étaient pas mis à le combattre sérieusement.

La critique contemporaine du programme nazi ne réussit pas à atteindre son but. On s'est seulement occupé des accessoires de la doctrine nazie. On ne s'est jamais lancé dans une discussion complète de l'essence des enseignements nationaux-socialistes. La raison en est évidente. *Les principes fondamentaux de l'idéologie nazie ne diffèrent pas des idéologies sociales et économiques généralement acceptées.* La différence concerne seulement l'application de ces idéologies aux problèmes spéciaux de l'Allemagne.

Il y a des dogmes de l'orthodoxie *non orthodoxe* actuelle :

1° Le capitalisme est un système injuste d'exploitation. Il lèse l'immense majorité au profit d'une petite minorité. La propriété privée des moyens de production empêche la pleine utilisation des ressources naturelles et du progrès technique. Profits et intérêts sont les tributs que les masses sont forcées de payer à une classe de

¹ Cependant le *Times* de Londres du 6 octobre 1942 rapporte de Moscou que l'interrogatoire des prisonniers de guerre allemands par les autorités russes montre qu'une majorité de travailleurs qualifiés étaient encore chauds partisans des nazis, surtout les hommes de 25 à 35 ans et ceux de la Ruhr et d'autres anciens centres industriels.

parasites oisifs. Le capitalisme est la cause de la pauvreté et conduit nécessairement à la guerre.

2° C'est pourquoi il est du premier devoir d'un gouvernement populaire de substituer le contrôle de l'État sur la vie économique à la direction des capitalistes et des entrepreneurs.

3° Des prix maxima et des salaires minima, soit directement appliqués par l'administration, soit indirectement en laissant toute liberté aux syndicats, sont des moyens adéquats d'améliorer le sort des consommateurs et d'élever durablement le niveau de vie des salariés. Il y a des étapes sur la voie de l'émancipation complète des masses (par l'établissement final du socialisme) du joug du capital. (On peut noter incidemment que Marx, dans les dernières années de sa vie était violemment hostile à ces propositions. Le marxisme actuel les a cependant complètement adoptées.)

4° Une politique d'argent facile, c'est-à-dire d'expansion de crédit, est une méthode utile pour alléger les charges que le capital impose aux masses et pour rendre un pays plus prospère. Elle n'a rien à voir avec le retour périodique de la crise économique. Les crises sont un mal inhérent à un capitalisme sans frein.

5° Tous ceux qui refusent les déclarations précédentes et affirment que le capitalisme sert mieux les masses et que la seule méthode efficace pour améliorer durablement la situation économique de toutes les couches de la société est l'accumulation progressive du capital nouveau sont les apologistes mal intentionnés et bornés des intérêts égoïstes de la classe des exploités. Un retour au laissez-faire, au libre-échange, à l'étalon-or et à la liberté économique est hors de question. Heureusement, l'humanité ne retournera jamais aux idées et aux politiques du XIX^e siècle et de l'ère victorienne. (Notons incidemment que marxisme et syndicalisme ont tous deux les titres les plus légitimes aux épithètes *XIX^e siècle et victorien*.)

6° L'avantage tiré du commerce extérieur réside exclusivement dans l'exportation. Les importations sont un mal qui doit être évité le plus possible. La situation la plus heureuse dans laquelle une nation puisse se trouver est lorsque ses besoins ne dépendent d'aucune importation extérieure. (Les progressistes, il est vrai, ne sont pas enthousiastes de ce dogme et le rejettent même quelquefois en tant qu'erreur nationaliste ; cependant, leur action politique est complètement dictée par lui.)

En ce qui concerne ces dogmes, il n'y a pas de différence entre les libéraux britanniques actuels et le parti travailliste anglais d'une part et les nazis d'autre part. Il importe peu que les Britanniques appellent ces principes une excroissance du libéralisme et de la démocratie économique tandis que les Allemands, avec de meilleures

raisons, les appellent antilibéraux et antidémocratiques. Il n'est pas beaucoup plus important qu'en Allemagne personne ne soit libre d'émettre des opinions contraires tandis qu'en Angleterre un contradicteur est seulement tourné en ridicule et dédaigné.

Nous n'avons pas besoin de traiter ici de la réfutation du caractère fallacieux de ces six dogmes. C'est la tâche des traités exposant les problèmes fondamentaux de la théorie économique, tâche qui a déjà été accomplie. Il n'est besoin que de souligner que quiconque n'a pas le courage ou la perspicacité d'attaquer ces prémisses, n'est pas en mesure de trouver à redire aux conclusions que les nazis en ont tirées. Les nazis aspirent aussi au contrôle de l'État sur l'activité économique. Ils cherchent aussi à établir l'autarcie de leur nation. La marque distinctive de leur politique est qu'ils refusent d'accepter les inconvénients que leur imposerait l'acceptation du même système par d'autres nations. Ils ne sont pas prêts à être toujours *emprisonnés*, comme ils disent, dans un pays relativement surpeuplé où la productivité du travail est inférieure à celle d'autres pays.

Adversaires allemands et étrangers du nazisme furent tous les deux battus sur le terrain intellectuel parce qu'ils étaient pris au filet du même dogmatisme intransigeant et intolérant. La gauche anglaise et les progressistes américains veulent pour leur pays un contrôle général de l'activité économique. Ils admirent les méthodes soviétiques d'organisation économique. En rejetant le totalitarisme allemand, ils se contredisent eux-mêmes. Les intellectuels allemands voient, dans l'abandon par la Grande-Bretagne du libre-échange et de l'étalon-or, une preuve de la supériorité des doctrines et des méthodes allemandes. Maintenant ils voient les Anglo-saxons imiter sous presque tous les rapports leur propre système d'organisation économique. Ils entendent d'éminents citoyens de ces pays déclarer que leurs nations se tiendront à cette politique dans la période d'après-guerre. En face de tout cela, comment les nazis ne croiraient-ils pas être les pionniers d'un ordre économique et social nouveau et meilleur ?

Les chefs du parti nazi et leurs troupes d'assaut sont des gangsters sadiques ; mais les intellectuels et travailleurs allemands supportèrent leur règne parce qu'ils étaient d'accord avec les doctrines sociales, économiques et politiques fondamentales du nazisme. Quiconque, avant le déclenchement de cette guerre, voulait combattre le nazisme comme tel afin de le détruire (et pas seulement pour enlever la lie qui se trouvait au pouvoir dans l'Allemagne de ce moment) aurait dû changer les cerveaux du peuple allemand. Cela dépassait le pouvoir des partisans de l'étalon-or.

Il est vain de rechercher les contradictions et les inconsistances des doctrines nazies ; en vérité, elles se contredisent elles-mêmes et sont inconsistantes ; mais leurs défauts de base sont ceux qui sont communs à toutes les variétés actuelles d'étatisme.

Une des objections les plus communes adressée aux nazis est leur prétendu illogisme concernant leur politique démographique. Il est contradictoire, a-t-on coutume de dire, de se plaindre d'une part de la surpopulation de l'Allemagne et de demander davantage d'espace vital et d'autre part d'essayer d'accroître le taux de natalité. Pourtant ces attitudes n'étaient pas illogiques aux yeux des nazis. Le seul remède qu'ils connaissaient au mal de la surpopulation était fourni par le fait que les Allemands étaient assez nombreux pour tenter une guerre de conquête, tandis que les petites nations travaillant avec le même inconvénient de surpopulation relative étaient trop faibles pour se sauver. Plus l'Allemagne pourrait lever de soldats, plus il serait facile d'affranchir la nation de la plaie de la surpopulation. La doctrine sous-jacente était fausse ; mais quiconque n'attaquait pas la doctrine entière ne pouvait convaincre que tous les efforts faits pour accumuler autant de moyens que possible étaient mauvais.

Une des raisons pour lesquelles les objections adressées au despotisme des nazis et aux atrocités qu'ils commettaient eurent si peu d'effet, est que beaucoup de ces critiques étaient elles-mêmes disposées à excuser les méthodes des Soviets. Aussi les nationalistes allemands pouvaient-ils prétendre que leurs adversaires — allemands et étrangers — avaient été injustes en les dénonçant pour des pratiques qu'ils jugeaient plus modérément chez les Russes. Et ils appelaient cela de l'affectation et de l'hypocrisie quand les Anglo-saxons attaquaient leurs doctrines raciales. Britanniques et Américains, rétorquaient-ils, observent-ils eux-mêmes le principe de l'égalité de toutes les races ?

Les critiques étrangers condamnent le système nazi comme capitaliste. Dans cette époque d'anticapitalisme fanatique et de soutien enthousiaste du socialisme, aucun reproche ne semble discréditer plus complètement un gouvernement aux yeux de l'opinion à la mode que la qualification de procapitaliste ; mais c'est une charge contre les nazis qui n'est pas fondée. Nous avons vu, dans un chapitre antérieur, que la *Zwangswirtschaft* est un système socialiste de contrôle complet de l'État sur la vie économique.

Il est exact qu'il y avait encore des profits en Allemagne nazie. Quelques entreprises firent même des profits plus élevés que dans les dernières années du régime de Weimar ; mais l'importance de ce fait est tout à fait différente de ce que croient les critiques. Il existait un

contrôle strict des dépenses privées. Aucun capitaliste ou entrepreneur allemand ou qui que ce soit n'était libre de dépenser pour sa consommation plus que le gouvernement ne l'estimait convenable pour son rang et les services qu'il rendait à la nation. Le surplus devait être déposé dans les banques ou investi en titres d'État ou en actions de sociétés allemandes entièrement contrôlées par le gouvernement. La thésaurisation était strictement interdite et punie comme haute trahison. Même avant la guerre, il n'y avait plus d'importations de produits de luxe et leur production a été longtemps suspendue. Personne n'était libre d'acheter plus de nourriture ou de vêtement que la ration autorisée. Les rentes étaient gelées ; l'ameublement et tous les autres biens inaccessibles. Les voyages à l'étranger n'étaient permis qu'aux missions officielles. Jusqu'à une date récente, une quantité limitée de devises était accordée aux touristes qui voulaient passer des vacances en Suisse ou en Italie. Le gouvernement nazi était désireux de ne pas attirer la colère de ses amis italiens d'alors en empêchant ses citoyens de visiter l'Italie. Le cas de la Suisse est différent. Le gouvernement suisse, cédant aux demandes à l'une des branches les plus importantes de son système économique, insista pour qu'une partie du paiement des exportations allemandes vers la Suisse soit balancée par les dépenses des touristes allemands. Comme le montant total des exportations allemandes vers la Suisse et des exportations suisses vers l'Allemagne était fixé par un accord bilatéral d'échange, il était sans intérêt pour l'Allemagne de savoir comment la Suisse distribuait le surplus. Les sommes accordées aux touristes allemands voyageant en Suisse étaient déduites de celles destinées au remboursement des dettes allemandes aux banques suisses. Ainsi les actionnaires des banques suisses payaient les dépenses faites par les touristes allemands.

Les sociétés allemandes n'étaient pas libres de distribuer leurs profits à leurs actionnaires. Le montant des dividendes était strictement limité suivant une technique légale extrêmement compliquée. On a affirmé que cela ne constituait pas un inconvénient sérieux, parce que les sociétés sont libres de mouiller le capital. C'est une erreur. Elles n'étaient libres d'augmenter le capital nominal qu'à l'aide des profits faits, déclarés et taxés comme tels les années antérieures mais non distribués à leurs actionnaires.

Lorsque toute consommation privée est strictement limitée et contrôlée par le gouvernement et comme tout revenu non consommé doit être investi, ce qui virtuellement signifie prêté au gouvernement, des profits élevés ne sont rien de plus qu'une méthode subtile de taxation. Le consommateur doit payer cher et les affaires sont nominalement profitables ; mais plus les profits sont gros et plus les

fonds publics augmentent. L'État reçoit l'argent comme impôts ou comme prêts. Et chacun doit avoir conscience que ces prêts seront un jour annulés. Pendant de nombreuses années, l'industrie allemande n'a pas été en mesure de remplacer son équipement. À la fin de la guerre, l'actif des sociétés et des entreprises privées consiste surtout en un outillage usé et diverses créances douteuses sur l'État. L'Allemagne en guerre a vécu sur son capital, c'est-à-dire sur le capital nominale et apparemment possédé par ses capitalistes.

Les nazis interprétaient l'attitude des autres nations en ce qui concerne le problème des matières premières comme une reconnaissance de la justesse de leurs propres revendications. La Société des Nations a établi que l'État actuel n'est pas satisfaisant et lèse les intérêts des nations qui se nomment elles-mêmes *have-nots*. Le quatrième point de la Charte de l'Atlantique du 14 août 1941, dans laquelle le chef des gouvernements du Royaume-Uni et des États-Unis font connaître *certain principes communs aux politiques nationales de leurs pays respectifs*, sur lesquels ils fondent leur espoir d'un avenir meilleur pour le monde, est le suivant : *Ils s'efforceront, tout en tenant compte des obligations qu'ils ont déjà assumées, d'ouvrir également à tous les États, grands ou petits, vainqueurs ou vaincus, l'accès aux matières premières du monde et aux transactions commerciales qui sont nécessaires à leur prospérité économique.*

L'Église catholique romaine s'est tenue, dans la guerre mondiale, au-dessus des belligérants. Il y a des catholiques dans les deux camps. Le pape est à même de juger le conflit avec impartialité. C'est pourquoi il était aux yeux des nazis d'une grande importance que le pape découvrit les causes profondes de la guerre dans *cet égoïsme froid et calculateur qui tend à amasser les ressources économiques et les matières premières destinées à l'usage de tous à un point tel que les nations les moins favorisées par la nature ne peuvent y accéder* et déclarât de plus qu'il voyait *admise la nécessité d'une participation de tous aux richesses naturelles de la terre même de la part des nations qui dans l'application de ce principe appartiennent à la catégorie des DONATEURS et non à celle des BÉNÉFICIAIRES*¹. Bien, dirent les nazis, tout le monde admet que nos doléances sont raisonnables. Et, ajoutaient-ils, dans ce monde qui cherche l'autarcie des nations totalitaires, la seule façon de les satisfaire est de distribuer la souveraineté territoriale.

On a souvent prétendu que les dangers de l'autarcie que les nazis craignaient étaient déjà loin, que l'Allemagne pouvait encore développer son commerce d'exportation, et que son revenu par tête

¹ « Message de Noël », *New-York Times*, 25 décembre 1941.

continuait d'augmenter. De telles objections n'impressionnaient pas les Allemands. Ils voulaient réaliser l'égalité économique, c'est-à-dire faire en sorte que la productivité du travail allemand soit aussi élevée que celle de n'importe quelle autre nation. Les salariés des pays anglo-saxons, objectaient-ils, jouissent actuellement d'un niveau de vie beaucoup plus élevé que jadis. Néanmoins, les *progressistes* ne considèrent pas ce fait comme une justification du capitalisme, mais approuvent les revendications des travailleurs tendant à obtenir des salaires plus élevés et l'abolition du salariat. Il est injuste, disaient les nazis, de s'opposer aux revendications allemandes, quand personne ne s'oppose à celles des travailleurs anglo-saxons.

L'argument le plus faible opposé à la doctrine nazie était le slogan pacifiste : la guerre ne règle rien. En effet, on ne peut nier que l'état actuel de souveraineté territoriale et d'organisation politique soit le résultat des guerres livrées dans le passé. L'épée a libéré la France de l'empire des rois d'Angleterre et en fit une nation indépendante, transforma l'Amérique et l'Australie en pays de race blanche et assura l'autonomie des républiques américaines. Des batailles sanglantes établirent en France et en Belgique la prédominance catholique et en Allemagne du Nord et aux Pays-Bas la prédominance protestante. Des guerres civiles sauvagèrent l'unité des États-Unis et de la Suisse.

Deux objections sérieuses et irréfutables auraient bien pu être élevées contre les plans d'agression allemande. L'une est que les Allemands eux-mêmes avaient contribué autant qu'ils pouvaient à la situation qu'ils trouvaient si déplorable. L'autre est que la guerre est incompatible avec la division internationale du travail ; mais progressistes et nationalistes n'étaient pas placés pour combattre le nazisme sur ce terrain. Eux-mêmes ne s'intéressaient pas au maintien de la division internationale du travail ; ils prônaient le contrôle de l'État sur la vie économique, qui devait nécessairement conduire au protectionnisme et finalement à l'autarcie.

Les doctrines fallacieuses du nazisme ne peuvent résister à la critique de principes économiques sains, aujourd'hui dénigrés comme orthodoxes ; mais quiconque s'en tient aux dogmes du néo-mercantilisme populaire et prône le contrôle de l'État sur la vie économique est impuissant à les réfuter. La *non-orthodoxie* des Fabians et de Keynes aboutit à une acceptation confuse des principes du nazisme. Son application dans la politique pratique a fait échouer tous les efforts pour former un front commun de toutes les nations menacées par les aspirations du nazisme.

X. Le nazisme en tant que problème mondial

1. Le domaine et les limitations de l'histoire

C'est la fonction de la recherche historique de remonter des événements de l'histoire à leurs sources. L'historien doit montrer comment n'importe quelle situation historique découle des conditions existant précédemment — naturelles ou sociales — et comment les actions humaines et des circonstances échappant à tout contrôle humain ont transformé une situation antérieure en un état de choses ultérieur. On ne peut pratiquer indéfiniment cette rétrospection analytique. Tôt ou tard, l'histoire atteint un point où ses méthodes d'interprétation ne sont plus d'aucune utilité. Alors l'historien ne peut rien faire de plus que d'établir qu'un facteur a agi ou a entraîné ce qui a résulté. La façon habituelle d'exprimer cela est de parler d'individualité ou d'originalité.

Le même phénomène est essentiellement vrai dans les sciences naturelles. Tôt ou tard, elles atteignent aussi inévitablement un point qui doit simplement être pris comme une donnée de l'expérience, comme le *donné*. Leur but est d'interpréter (ou comme on préférerait dire autrefois d'expliquer) les changements qui surviennent comme le résultat des forces qui agissent dans l'univers. Elles font remonter un fait à des faits antérieurs ; elles nous montrent que *a*, *b*, *c* sont la conséquence de *x* ; mais il y a des *x* qui, du moins de nos jours, ne peuvent être attribués à d'autres sources. Les générations à venir peuvent réussir à reculer les limites de notre connaissance ; mais il ne peut y avoir aucun doute qu'il restera toujours quelques points que l'on ne pourra faire remonter à d'autres.

L'esprit humain n'est même pas capable de saisir de façon logique le sens d'un concept tel que la cause ultime de toutes choses. Les sciences naturelles n'iront jamais plus loin que d'établir quelques facteurs ultimes qui ne peuvent être analysés et rattachés à leurs sources, origines ou causes.

Le terme individualiste, tel qu'il est utilisé par les historiens, signifie que l'on se trouve en présence d'un facteur que l'on ne peut faire remonter à d'autres facteurs. Cela ne fournit ni une interprétation ni une explication, mais établit au contraire que nous avons affaire à une donnée inexplicable de l'expérience historique. Pourquoi César franchit-il le Rubicon ? Les historiens peuvent nous indiquer différents motifs qui peuvent avoir influencé la décision de César, mais ils ne peuvent nier qu'une autre décision aurait été possible. Peut-être Cicéron ou Brutus, placés devant la même situation,

auraient-ils agi différemment. La seule réponse correcte est : il a franchi le Rubicon parce qu'il était César.

Il est trompeur d'expliquer la conduite d'un homme ou d'un groupe en se référant à son caractère. Le concept de caractère est équivalent à celui d'individualité. Ce que nous appelons le caractère d'un homme ou d'un groupe est l'ensemble de notre connaissance sur sa conduite. S'ils s'étaient conduits autrement qu'ils ne se sont réellement conduits, nos notions sur leurs caractères seraient différentes. C'est une erreur d'expliquer le fait que Napoléon se soit fait empereur et ait essayé d'une façon assez ridicule de s'introduire dans le cercle des vieilles dynasties européennes, comme la conséquence de son caractère. S'il n'avait *pas* substitué l'empire à sa dignité de consul à vie et s'il n'avait *pas* épousé une archiduchesse, nous n'aurions pas de même à dire que cela était un trait particulier de son caractère. La référence au caractère n'explique rien de plus que la fameuse explication de la vertu dormitive de l'opium par sa *virtus dormitiva qui facit sensus assupire*.

C'est pourquoi il est vain d'attendre aucune aide de la psychologie qu'elle soit individuelle ou collective. La psychologie ne nous conduit pas au delà des limites fixées par le concept d'individualité. Elle ne nous *explique* pas pourquoi le fait d'être tourmenté par l'amour conduit certains individus vers la dipsomanie, d'autres au suicide, d'autres à écrire des vers maladroits, tandis qu'il inspire à Pétrarque et à Goethe des poèmes immortels et à Beethoven une musique divine. La classification des hommes en divers types de caractères n'est pas un expédient très utile. Les hommes sont classés suivant leur conduite et on croit alors avoir fourni une explication en déduisant leur conduite de leur classification. En outre, chaque individu ou groupe a des traits qui ne s'accordent pas avec le lit de Procuste de la classification.

La psychologie ne peut pas non plus résoudre le problème. La psychologie ne peut expliquer comment des faits et des circonstances extérieures provoquent certaines idées et actions dans la conscience humaine. Même si nous parvenions à connaître tout de l'action des cellules du cerveau et des nerfs, nous serions bien en peine d'expliquer — autrement qu'en se référant à l'individualité — pourquoi un milieu identique provoque chez des individus différents, des idées et des actions différentes. La vue de la chute d'une pomme conduisit Newton aux lois de la gravitation ; pourquoi personne avant lui ? Pourquoi un homme trouve-t-il la solution correcte d'une équation tandis qu'un autre n'y arrive pas ? En quoi le processus physiologique aboutissant à la solution mathématiquement correcte d'un problème diffère de celui conduisant à une solution inexacte ?

Pourquoi les mêmes problèmes de locomotion dans les montagnes couvertes de neige amenèrent les Norvégiens à l'invention du ski, tandis que les habitants des Alpes n'ont pas eu la même idée ?

Aucune recherche historique ne peut éviter la référence au concept d'individualité. Ni la biographie, traitant de la vie d'une seule personne, ni l'histoire des peuples et des nations ne peuvent pousser leur analyse au delà d'un point où la dernière affirmation est : individualité.

2. *L'illusion du concept de « caractère national »*

Le principal défaut du concept de caractère utilisé en tant qu'explication est dans la permanence qui lui est attribuée. L'individu ou le groupe est conçu comme doté d'un caractère stable dont résultent toutes les idées et actions. Le criminel n'est pas un criminel parce qu'il a commis un crime ; il commet un crime parce qu'il est un criminel. C'est pourquoi le fait qu'un homme a une fois commis un crime est une preuve qu'il est un criminel et rend plausible la culpabilité de quelque autre crime qui lui est attribué. Cette doctrine a profondément influencé la procédure pénale en Europe continentale. L'État cherche à prouver que l'inculpé a déjà commis d'autres crimes auparavant ; de la même façon la défense cherche à blanchir l'accusé en démontrant que sa vie passée est exempte de faute¹.

Le concept de caractère d'une nation est une généralisation de traits découverts chez les divers individus. C'est principalement le résultat d'une induction précipitée et mal élaborée à partir d'un nombre insuffisant d'exemples mal choisis. Jadis les citoyens allemands de Bohême rencontraient peu de Tchèques qui ne soient pas cuisiniers ou domestiques. C'est pourquoi ils conclurent que les Tchèques étaient serviles, soumis et obséquieux. Quelqu'un qui a étudié l'histoire politique et religieuse tchèque peut les trouver plutôt rebelles et épris de liberté ; mais qu'est-ce qui nous autorise à rechercher les caractéristiques communes d'individus variés d'un agrégat comprenant d'une part Jean Huss et Zivka de Trocnov et d'autre part, des valets de pied et des femmes de chambre ? Le critérium appliqué pour former le concept de la classe *Tchèque* est l'usage de la langue tchèque. Affirmer que tous les membres d'un groupe linguistiques doivent avoir quelques autres traits communs est une *petitio principii*.

L'interprétation la plus populaire du succès du nazisme l'explique comme une conséquence du caractère national allemand. Les

¹ Cette description ne s'applique pas à la procédure pénale américaine.

tenants de cette théorie cherchent dans la littérature et l'histoire allemande des textes, des citations et des faits montrant l'agressivité, la rapacité et la soif de conquête. De ces parcelles de connaissance ils déduisent le caractère national allemand et du caractère ainsi établi, la montée du nazisme.

Il est à la vérité extrêmement facile de réunir beaucoup de faits de l'histoire allemande et beaucoup de citations d'auteurs allemands qui peuvent servir à démontrer une propension à l'agression inhérente à l'Allemagne ; mais il n'est pas moins facile de découvrir les mêmes caractéristiques dans l'histoire et la littérature d'autres groupes linguistiques, par exemple italien, français et anglais. L'Allemagne n'a jamais eu de panégyristes de l'héroïsme militaire plus excellents et plus éloquents que Carlyle et Ruskin, ni un poète et écrivain chauvin plus éminent que Kipling, ni des conquérants plus impitoyables et machiavéliques que Warren Hastings et lord Clive, ni un soldat plus brutal que Hodson.

Très souvent, les citations sont séparées du contexte et sont ainsi complètement défigurées. Pendant la première guerre mondiale, les propagandistes anglais avaient coutume de citer sans arrêt quelques lignes du Faust de Goethe ; mais ils omettaient de mentionner que le personnage dans la bouche duquel ces mots étaient placés, Euphorien, est le portrait de lord Byron, que Goethe admirait plus que tout autre poète contemporain (sauf Schiller), quoique le romantisme de Byron ne soit pas d'un attrait particulier pour son propre classicisme. Ces vers ne traduisent pas du tout les propres principes de Goethe. *Faust* conclut par une glorification de l'œuvre productive ; son idée directrice est que seule la satisfaction personnelle provenant de services utiles rendus à ses concitoyens peut rendre un homme heureux ; c'est au panégyrique de la paix, de la liberté et, — comme les nazis qualifient cela dédaigneusement de *bourgeoisie* — de la sécurité. Euphorien-Byron représente un idéal différent ; le désir inquiet de fins inaccessibles aux êtres humains, l'impatience de l'aventure, du combat et de la gloire qui aboutit à l'échec et à une mort prématurée. Il est absurde de citer comme preuve du militarisme inné de l'Allemagne les vers dans lesquels Euphorien répond à la louange de la paix que lui font ses parents par l'éloge passionné de la guerre et de la victoire.

Il y a eu en Allemagne, comme dans toutes les autres nations, des panégyristes de l'agression, de la guerre et de la conquête ; mais il y a eu aussi d'autres Allemands. Les plus grands ne se trouvent pas dans les rangs de ceux qui glorifient la tyrannie et l'hégémonie allemande mondiale. Heinrich von Kleist, Richard Wagner et Devtlev

von Liliencron sont-ils plus représentatifs du caractère national que Kant, Goethe, Schiller, Mozart et Beethoven ?

L'idée de caractère d'une nation est évidemment arbitraire. Elle découle d'un jugement qui omet tous les faits désagréables qui sont en contradiction avec le dogme préconçu.

On ne peut appliquer des procédés statistiques pour établir le caractère statistique d'une nation. La question n'est pas de découvrir comment les Allemands auraient voté dans le passé s'ils avaient dû décider par plébiscite du cours que devait suivre la politique de leur pays. Même si une telle investigation pouvait être entreprise avec succès, ses résultats ne nous fourniraient aucun renseignement utile dans notre cas. La situation politique de chaque période a sa forme unique, son individualité. Nous n'avons pas le droit de tirer des événements passés des conclusions applicables de nos jours. Cela ne résoudrait pas notre problème de savoir si la majorité des Goths a approuvé l'invasion de l'empire romain ou si la majorité des Allemands du XII^e siècle a approuvé le traitement que Barberousse a infligé aux Milanais. La situation présente a trop peu de rapport avec celle du passé.

La méthode généralement utilisée est de choisir quelques personnalités célèbres d'une nation passée et actuelle et de considérer leurs opinions et actions comme représentatives de toute la nation. Ce serait une méthode défectueuse, même si l'on était assez consciencieux pour confronter ces hommes arbitrairement choisis avec d'autres qui avaient des idées contraires et se sont conduits de façon différente. Il n'est pas admissible d'attacher la même importance représentative aux idées de Kant et à celles d'un obscur professeur de philosophie.

Il est contradictoire d'une part, de considérer seulement des hommes célèbres comme représentatifs en ignorant le reste et d'autre part, de traiter ces mêmes hommes, arbitrairement choisis comme célèbres, comme s'ils constituaient un groupe indifférencié d'égaux. Un homme de ce groupe peut aussi bien s'en détacher que tout le groupe se détache du reste de la nation. Des centaines de rimailleurs ne surpassent pas le seul Goethe.

Il est correct de parler de la mentalité d'une nation à une certaine époque historique si nous entendons par ce terme la mentalité de la majorité ; mais elle est sujette à changement. La mentalité allemande n'a pas été la même au temps de la féodalité médiévale, à l'époque de la Réforme, à celle des lumières, aux jours du libéralisme et de nos jours.

Il est probable qu'aujourd'hui environ 80% de tous les Européens de langue allemande sont nazis. Si nous laissons de côté les

juifs, les Autrichiens et les Suisses de langue allemande, nous pouvons dire que plus de 90% des Allemands soutenaient la lutte d'Hitler pour l'hégémonie mondiale ; mais cela ne peut être expliqué en se référant à la description des Allemands contemporains donnée par Tacite. Une telle explication ne vaut pas mieux que la prétendue barbarie des Anglo-Saxons actuels en citant l'exécution de Jeanne d'Arc, la complète extermination des aborigènes de Tasmanie par les colons britanniques et les cruautés décrites dans la *Case de l'oncle Tom*.

Il n'existe pas de caractère national stable. C'est un cercle vicieux que d'expliquer le nazisme en alléguant que les Allemands ont une tendance inhérente à adopter les principes du nazisme.

3. Le Rubicon de l'Allemagne

Ce livre a essayé d'éclairer la montée du nazisme ; de montrer comment, à partir des conditions de l'industrialisme moderne et des doctrines et politiques socio-économiques actuelles, une situation s'est développée dans laquelle l'immense majorité du peuple allemand n'a vu d'autres moyens d'éviter le désastre et d'améliorer son sort que ceux indiqués par le programme du parti nazi. D'une part, dans un âge évoluant rapidement vers l'autarcie économique, ils voyaient l'avenir en noir, pour une nation qui ne peut ni nourrir ni vêtir ses citoyens à l'aide de ressources naturelles nationales. D'autre part, ils croyaient être assez puissants pour éviter cette calamité en conquérant une quantité suffisante d'espace vital.

Cette explication du succès du nazisme va aussi loin qu'une investigation historique peut aller. Elle doit s'arrêter aux points qui limitent nos efforts pour étudier les événements historiques. Elle doit avoir recours aux concepts d'individualité et d'originalité qui ne se répètent pas.

Car le nazisme n'était pas le seul moyen concevable de traiter les problèmes qui intéressent l'Allemagne actuelle. Il existait et il existe une autre solution : le libre-échange. Évidemment, l'adoption des principes de libre-échange exigerait l'abandon de l'interventionnisme et du socialisme et l'établissement d'une économie libre de marché ; mais pourquoi cela devrait-il être mis hors de question ? Pourquoi les Allemands n'ont-ils pas réussi à se rendre compte de la futilité de l'interventionnisme et de l'impraticabilité du socialisme ?

Ce n'est ni une explication suffisante ni une excuse valable de dire que toutes les autres nations s'en tiennent également à l'étatisme et au nationalisme économique. L'Allemagne a été menacée plus tôt et plus sérieusement par les effets de la tendance à l'autarcie.

Le problème fut d'abord et pendant quelque temps un problème allemand, quoiqu'il intéressât plus tard les autres grandes nations. L'Allemagne fut forcée de trouver une solution. Pourquoi choisit-elle le nazisme et non le libéralisme, la guerre et non la paix ?

S'il y a quarante ou soixante ans, l'Allemagne avait adopté un libre-échange inconditionnel, le Grande-Bretagne, les colonies de la couronne, les Indes britanniques et quelques nations européennes plus petites n'auraient pas non plus abandonné le libre-échange. La cause du libre-échange en aurait reçu une impulsion puissante et le cours des affaires mondiales eût été différent. Le progrès ultérieur du protectionnisme, du particularisme monétaire et de la discrimination contre la main-d'œuvre et capital étrangers eût été enrayé. La marée montante eût été stoppée. Il n'est pas invraisemblable que d'autres pays aient imité l'exemple donné par l'Allemagne. En tout cas la prospérité allemande n'eût pas été menacée par les progrès d'autres nations vers l'autarcie.

Mais les Allemands n'examinèrent même pas cette alternative. La poignée d'hommes qui défendaient la liberté inconditionnelle des échanges extérieurs et intérieurs furent moqués comme des êtres stupides, méprisés comme réactionnaires, réduits au silence par les menaces. Vers 1890, l'Allemagne était déjà presque unanime à soutenir la politique dont le but était la préparation de la guerre imminente pour conquérir davantage d'espace, la guerre pour l'hégémonie mondiale.

Les nazis défirent tous les autres partis socialistes, nationalistes et interventionnistes en Allemagne parce qu'ils n'avaient pas peur de suivre leur programme jusqu'à sa conclusion ultime et logique. Le peuple avait confiance dans leur détermination. Ils offraient une solution radicale au problème du commerce extérieur et ils surpassaient par ce radicalisme tous les autres partis qui défendaient essentiellement la même solution mais avec modération, hésitation et timidité. Il en fut de même des autres problèmes. Il y avait, par exemple, les clauses territoriales du traité de Versailles. Tous les partis allemands sans exception déploraient ces dispositions comme les plus infâmes de celles imposées à l'Allemagne et une des causes principales de sa détresse économique. Les communistes ne mentionnaient pas spécialement ces clauses, mais leur mépris de tout le traité, ce honteux produit de l'impérialisme capitaliste comme ils disaient, s'étendait à ces clauses. Il n'en allait pas différemment des pacifistes ; mais seuls les nazis étaient assez sincères et logiques pour proclamer qu'il n'y avait pas d'autre espoir de recouvrer les provinces perdues qu'une guerre victorieuse. Ainsi eux seuls semblaient offrir un remède à un prétendu mal dont tout le monde se plaignait.

Mais il est impossible d'expliquer pourquoi, dans ces années critiques, les Allemands n'ont jamais sérieusement envisagé le terme de l'alternative autre que le nationalisme : libéralisme et libre-échange. La décision fatale contre le libre-échange et la paix en faveur du nationalisme et de la guerre n'est pas explicable. Dans une situation unique la nation allemande a choisi la guerre et rejeté la solution pacifique. Ce fut un événement historique individuel, qui ne peut être davantage analysé ou expliqué. Elle a franchi le Rubicon.

Nous pouvons dire qu'elle a agi ainsi parce que c'étaient des Allemands de l'âge nationaliste ; mais cela n'explique rien.

La guerre civile américaine eût été évitée si les Nordistes eussent accepté la sécession. La révolution américaine n'aurait pas eu lieu si les colons n'avaient pas été prêts à oser une guerre risquée pour leur indépendance. Les traits caractéristiques des Américains de 1776 et 1861 sont des faits ultimes, des cas individuels d'événements historiques.

Nous ne pouvons expliquer pourquoi, en face d'une certaine alternative, certains individus choisissent *a* et non *b*.

Évidemment la méthode choisie par l'Allemagne ne lésait pas seulement tout autre peuple, mais aussi bien les Allemands. Les Allemands n'atteindront pas les fins cherchées. Les guerres pour l'espace vital se révéleront désastreuses pour eux. Mais nous ne savons pas pourquoi les Américains, dans les deux cas précédemment cités, firent de leur choix un usage que les événements ultérieurs prouvèrent être bienfaisant pour eux et pour la civilisation occidentale, tandis que les Allemands choisirent la route qui mène à la catastrophe.

On peut dire la même chose de la conduite des nations menacées par les plans d'agression allemands. L'état actuel des affaires mondiales n'est pas seulement dû aux aspirations criminelles des nationalistes allemands mais aussi au fait que le reste du monde n'a pas réussi à les contrecarrer par des mesures appropriées. Si les victimes avaient substitué à leurs rivalités mutuelles une coopération politique et militaire étroite, l'Allemagne aurait été contrainte d'abandonner ses plans. Chacun savait qu'il n'y avait qu'un moyen d'arrêter les agresseurs et de prévenir la guerre : la sécurité collective. Pourquoi les pays menacés n'adoptèrent-ils pas ce plan ? Pourquoi ont-ils préféré rester fidèles à leurs politiques de nationalisme économique, qui rendaient vains tous les plans faits pour créer un front uni de toutes les nations pacifiques ? Pourquoi n'ont-ils pas abandonné l'étatisme afin de pouvoir abolir les barrières douanières ? Pourquoi, comme les Allemands, ne réussirent-ils pas à envisager un retour au laissez-faire ?

Non seulement l'étatisme créa une situation dont les nationalistes allemands ne virent d'autre moyen de sortir que la conquête, mais il rendit également futiles tous les essais pour arrêter l'Allemagne à temps. Tandis que les Allemands étaient occupés à se réarmer pour le jour, la préoccupation principale de la Grande-Bretagne était de porter préjudice à la France et à toutes les autres nations en interdisant leurs exportations vers la Grande-Bretagne. Chaque nation était avide d'user de sa souveraineté pour l'établissement d'un contrôle étatique de la vie économique. Cette attitude impliquait nécessairement une politique d'isolement et de nationalisme économique. Chaque nation faisait une guerre économique continue contre toutes les autres nations. Chaque citoyen était transporté quand le dernier rapport statistique montrait un accroissement des exportations et une baisse des importations. Les Belges jubilaient quand les importations des Pays-Bas diminuaient ; les Hollandais se réjouissaient quand ils réussissaient à réduire le nombre de touristes hollandais visitant la Belgique. Le gouvernement suisse subventionnait les touristes français voyageant en Suisse ; le gouvernement français subventionnait les touristes suisses voyageant en France. Le gouvernement polonais pénalisait ses citoyens qui visitaient les pays étrangers. Si un Polonais, un Tchèque, un Hongrois ou un Roumain voulait consulter un docteur viennois ou envoyer son fils dans une école suisse, il devait demander un permis spécial à l'administration du contrôle des changes.

Chacun était convaincu que cela était folie, à moins que ce ne soit un acte de son propre gouvernement. Chaque jour les journaux fournissaient des exemples de mesures spécialement paradoxales de nationalisme économique et les critiquaient sévèrement, mais aucun parti politique n'était prêt à démolir les barrières douanières de son propre pays. Chacun était favorable au libre-échange pour toutes les autres nations et à l'hyperprotectionnisme pour la sienne propre. Il ne semblait venir à l'esprit de personne que le libre-échange commence à l'intérieur de son pays ; en effet, presque tous les individus favorisent le contrôle de l'État sur la vie économique de leur pays.

De cette attitude également l'historien ne peut fournir de meilleure explication que le recours à la notion d'individualité ou d'événement unique. En face d'un problème sérieux, les nations choisirent la voie du désastre.

Quatrième partie

L'avenir de la civilisation occidentale

XI. Les illusions du planisme mondial

1. Le terme « planisme »

Il est évident que dans cet âge de division internationale du travail d'une part et d'intervention étatique dans la vie économique d'autre part, la souveraineté illimitée de chaque nation doit conduire au nationalisme économique et par lui au conflit. Personne ne peut nier que nationalisme économique et paix sont incompatibles. C'est pourquoi tous les projets pour l'institution d'un état des affaires mondiales plus satisfaisant contiennent des propositions pour substituer une sorte quelconque de coopération internationale aux antagonismes permanents du nationalisme économique. Les plus populaires de ces suggestions sont appelées planisme mondial ou planisme international. Le planisme est le remède officiel de notre époque, on est convaincu qu'il guérira tous les maux des affaires nationales et extérieures. Le prestige du slogan *planisme* est si grand que le seul fait de le mentionner est considéré comme une solution de tous les problèmes économiques.

Dans le domaine national, planisme est utilisé comme synonyme de socialisme. Quelquefois seul le type de socialisme allemand — *Zwangswirtschaft* — est appelé planisme, tandis que le terme propre, socialisme, est réservé pour le type russe. En tout cas, planisme signifie toujours plan conçu par les autorités composant le gouvernement et exécution de ce plan sous les ordres du gouvernement avec mise en vigueur par le pouvoir de police. Le planisme est l'antithèse de l'entreprise libre et de la propriété privée des moyens de production. Planisme et capitalisme sont absolument incompatibles. Dans un système planifié, la production est réalisée suivant les ordres du gouvernement et non suivant les plans d'entrepreneurs capitalistes avides de réaliser des profits en servant le mieux possible les besoins des consommateurs.

C'est une illusion de croire que planisme et entreprise libre puissent être réconciliés. Aucun compromis n'est possible entre les deux méthodes. Là où les différentes entreprises sont libres de décider ce qu'elles doivent produire et comment, il y a capitalisme. Là où par contre les autorités administratives exercent la direction, il y a

planisme socialiste. Alors les diverses entreprises ne sont plus des entreprises capitalistes : elles sont des organes subordonnés de l'État, forcés d'obéir aux ordres. L'ancien entrepreneur devient un directeur comme le Betriebsführer dans l'Allemagne nazie.

L'idée d'un planisme par les groupes organisés des diverses branches de la production est très populaire auprès de quelques hommes d'affaires. Elle équivaut à substituer des cartels obligatoires à l'entreprise libre et à la concurrence. Le capitalisme serait écarté et un syndicalisme d'entrepreneurs prendrait sa place, offrant en quelque sorte une réplique au système médiéval des guildes. Cela n'introduirait pas le socialisme, mais un monopole général avec toutes ses conséquences nuisibles. L'offre serait diminuée et mettrait de sérieux obstacles au progrès technique. L'entreprise libre ne serait pas conservée, mais une position privilégiée serait donnée à ceux qui possèdent et dirigent *actuellement* des usines, les protégeant contre la concurrence de nouveaux venus efficaces. Cela signifierait une abdication partielle de l'État au profit de petits groupes d'hommes riches.

Dans le domaine international le mot planisme signifie quelquefois socialisme mondial avec direction mondiale unitaire. Plus souvent, cependant, il signifie substitution d'un interventionnisme auquel coopéreraient tous les gouvernements ou un plus grand nombre d'entre eux à l'interventionnisme indépendant de chaque gouvernement national. Nous aurons à examiner ces deux conceptions.

Mais avant de commencer une étude économique des problèmes en cause, il est désirable de présenter quelques observations sur les causes psychologiques de la popularité de l'idée de planisme.

2. Le complexe de dictature

Par sa nature l'homme est un être asocial et antisocial. L'enfant nouveau-né est un sauvage. L'égoïsme est sa nature. Seule l'expérience de la vie et les enseignements de ses parents, frères, sœurs, camarades et plus tard des autres personnes le forcent à reconnaître les avantages de la coopération sociale et à y adapter sa conduite. Le sauvage se forme aussi à la civilisation et à la citoyenneté. Il apprend que sa volonté n'est pas toute-puissante, qu'il doit s'accommoder des autres et adapter ses actions au milieu social et que les buts et actions des autres individus sont des faits qu'il doit reconnaître.

Le névrosé manque de cette capacité à s'adapter à son milieu. Il est asocial ; il ne parvient jamais à s'adapter aux faits ; mais, qu'il l'aime ou non, la réalité va son chemin. Il est en dehors du pouvoir

du névrosé d'éliminer la volonté et les actions de ses concitoyens et de balayer toute chose devant lui ; aussi fuit-il dans les rêveries. Le faible, auquel fait défaut la force de s'accorder avec la vie et la réalité, s'abandonne aux rêveries sur la dictature et le pouvoir de soumettre le reste du monde. Le pays de ses rêves est le pays dans lequel sa volonté seule décide ; c'est le royaume dans lequel lui seul donne des ordres et tous les autres lui obéissent. Dans ce paradis il n'arrive que ce qu'il veut qu'il arrive. Tout est sain et raisonnable, c'est-à-dire que tout correspond exactement à ses idées et à ses désirs tout est conforme au point de vue de sa raison.

Dans le secret de ses rêves, le névrosé s'attribue le rôle de dictateur ; il est lui-même César. Quand il s'adresse à ses concitoyens il doit être plus modeste. Il décrit une dictature dirigée par quelqu'un d'autre ; mais ce dictateur n'est que son substitut et son factotum ; il n'agit que comme le névrosé veut qu'il agisse. Un rêveur qui s'abstient de cette réserve prudente et se propose pour le poste de dictateur, risquerait d'être considéré et traité comme un fou. Les psychiatres appelleraient sa folie mégalomanie.

Personne n'a jamais recommandé une dictature visant des fins autres que celles qu'il approuve lui-même. Celui qui défend la dictature, défend toujours le règne illimité de sa propre volonté, même mise en œuvre par un intermédiaire, un secrétaire. Il veut un dictateur à son image.

Nous pouvons maintenant saisir les causes de la popularité du planisme. Tout ce que les hommes font est planifié, tout est la réalisation de plans. En ce sens toute activité économique est planisme ; mais ceux qui dénigrent *une production anarchique* et défendent une économie planifiée sont avides d'éliminer les plans de toute autre personne. Un *seul* veut qu'il soit le seul à avoir le droit de vouloir, *un seul* plan doit être réalisé, à savoir le plan approuvé par le névrosé, le plan raisonnable, le seul. Tous les obstacles doivent être supprimés, la puissance de tous les autres individus dit être brisée, rien ne doit empêcher le misérable névrosé d'arranger le monde suivant ses désirs. Tout moyen est bon qui tend à élever sur le trône de la raison du rêveur.

L'approbation unanime du planisme par nos contemporains n'est qu'apparente. Les partisans du planisme sont en désaccord en ce qui concerne leurs plans. Ils ne sont d'accord que pour réfuter les plans proposés par autrui.

Beaucoup d'illusions populaires sur le socialisme sont dues à la croyance erronée que tous les amis du socialisme défendent le même système. Au contraire, chaque socialiste veut son socialisme et non celui des autres. Il conteste aux autres socialistes le droit à se

qualifier de socialistes. Aux yeux de Staline, les mencheviks et les trotskystes ne sont pas des socialistes mais des traîtres et *vice versa*. Les marxistes appellent les nazis suppôts du capitalisme ; les nazis traitent les marxistes de défenseurs du capital juif. Si un homme dit socialisme ou planisme il a toujours en vue sa propre sorte de socialisme, son propre plan. Ainsi le planisme ne signifie pas en fait préparation à coopérer pacifiquement. Il signifie conflit.

3. Un gouvernement mondial

L'institution d'un gouvernement mondial supranational est une vieille idée des pacifistes.

Cependant un tel gouvernement mondial n'est pas nécessaire pour maintenir la paix, si une démocratie et une économie libre de marché prévalent partout. Avec un capitalisme libre et avec le libre échange, aucune disposition spéciale ni institution internationale ne sont nécessaires pour sauver la paix. Là où il n'y a pas discrimination contre les étrangers, quand chacun est libre de vivre et de travailler là où il veut, il n'y a plus de causes de guerre.

Nous pouvons accorder aux socialistes qu'il en est de même d'un État mondial socialiste, pourvu que les gouvernements de cet État ne fassent pas de discrimination contre aucune race, groupe linguistique, ou religions ; mais si, au contraire, la discrimination est appliquée, rien ne peut empêcher le déclenchement de guerres si ceux qui sont lésés par elle croient qu'ils sont assez forts pour l'abolir.

Tous les discours sur l'institution d'une autorité mondiale destinée à prévenir les conflits armés à l'aide d'une force de police mondiale sont vains si les groupes ou nations favorisés ne sont pas prêts à renoncer à leurs privilèges spéciaux... Si ces privilèges doivent subsister, un État mondial ne peut être conçu que comme le règne despotique des nations privilégiées sur les nations défavorisées. Une communauté démocratique de nations libres est incompatible avec aucune discrimination contre de grands groupes.

Un parlement mondial élu au suffrage universel et égal de tous les adultes ne consentirait jamais des barrières aux migrations et aux échanges. Il est absurde d'affirmer que les peuples d'Asie seraient prêts à tolérer les lois sur l'immigration de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande ou que les nations d'Europe à prédominance industrielle accepteraient une politique de protectionnisme de la part des pays produisant des matières premières et des denrées alimentaires.

Il ne faut pas se laisser induire en erreur par le fait que dans des pays séparés, des groupes minoritaires ont réussi à obtenir des

privilèges avantageux pour eux-mêmes et nuisibles à la majorité de la nation. Nous avons suffisamment étudié ce phénomène. Nous pouvons supposer que la complexité du problème posé par les conséquences économiques du protectionnisme obscurcisse l'esprit des législateurs internationaux, de telle sorte que ceux qui sont lésés par les barrières douanières soient temporairement trompés et retirent leur opposition. Ce n'est pas très vraisemblable, mais cela pourrait arriver. Néanmoins, il est certain qu'un parlement mondial dans lequel les représentants des pays lésés par le jeu des barrières d'immigration formeraient une majorité compacte, ne consentirait jamais à leur maintien permanent. Tels sont les faits pénibles qui rendent illusoires les plans ambitieux d'un État démocratique mondial ou d'une fédération mondiale.

Nous avons déjà montré que le maintien des barrières de migration dirigées contre les nations totalitaires aspirant à la conquête du monde, est indispensable à la défense politique et militaire. Il serait incontestablement faux d'affirmer que dans les conditions actuelles, toute barrière de migration est la conséquence des intérêts de classe égoïste et mal compris des travailleurs. Cependant, à l'encontre de la doctrine marxiste de l'impérialisme presque généralement acceptée aujourd'hui, il est nécessaire de souligner que les capitalistes et entrepreneurs, en leur qualité d'employeurs, n'ont aucun intérêt à l'établissement de ces barrières d'immigration. Même si nous acceptons la doctrine fallacieuse selon laquelle profits et intérêt se forment uniquement parce qu'entrepreneurs et capitalistes retiennent au travailleur une fraction de sa juste part, il est évident que ni les intérêts à court terme ni les intérêts à long terme ne conduisent les capitalistes et les entrepreneurs vers des mesures qui font monter les taux des salaires nominaux. Le capital n'encourage pas l'établissement des barrières d'immigration, pas plus que la politique sociale, dont la conséquence inévitable est le protectionnisme. Si les intérêts égoïstes de classe des grandes entreprises étaient souverains dans le monde, comme les marxistes l'affirment, il n'y aurait aucune barrière douanière. Les propriétaires des usines qui ont le meilleur rendement — sous un régime de liberté économique intérieure — n'ont aucun intérêt à la protection. Ils ne demanderaient pas de droits d'importation si ce n'était pour compenser la hausse des coûts provoquée par la politique sociale.

Aussi longtemps qu'il existe des barrières aux migrations, le taux des salaires sur le marché intérieur de la main-d'œuvre demeurera plus élevé dans les pays où les conditions matérielles de production sont plus favorables — comme, par exemple, aux États-Unis — que dans les pays présentant des conditions moins favorables. Les

tendances vers une égalisation des taux de salaires font défaut quand la migration des ouvriers est empêchée. Avec le libre-échange combiné avec les barrières aux migrations, une tendance prévaudrait aux États-Unis à l'expansion des branches de production dans lesquelles les salaires forment une part relativement faible du coût de production. Les branches qui exigent comparativement plus de main-d'œuvre (par exemple, l'industrie du vêtement) se contracteraient. Les importations en résultant ne provoqueraient ni mauvaise situation économique, ni chômage. Elles seraient compensées par une augmentation des exportations des produits qui peuvent être produits au meilleur coût dans ce pays. Elles élèveraient le niveau de vie à la fois en Amérique et à l'étranger. Tandis que quelques entreprises sont menacées par le libre échange, les intérêts de la plus grande partie de l'industrie et de toute la nation ne le sont pas. Le principal argument avancé en faveur du protectionnisme américain, à savoir que la protection est nécessaire pour maintenir le niveau de vie élevé de la nation, est fallacieux. Les taux américains de salaires sont protégés par les lois sur l'immigration.

La législation sociale et la tactique syndicale aboutissent à faire monter les taux de salaires au-dessus du niveau assuré par les lois d'immigration. Les gains sociaux réalisés par de telles méthodes ne sont qu'apparents. S'il n'y a pas de tarif douanier, elles conduisent ou à une baisse des salaires ou au chômage, parce qu'elles affaiblissent la capacité de concurrence des industries nationales, dont les ventes diminuent concurremment. S'il existe un tarif protecteur, elles font monter les prix des marchandises qui, par suite de l'accroissement des coûts de la production nationale demandent une protection. Ainsi les ouvriers sont touchés en leur quantité de consommateurs.

Les investisseurs ne subiraient pas de dommage si la protection était refusée aux industries nationales. Ils sont libres d'investir dans le pays où les conditions semblent offrir les meilleures chances de profit. Seuls les intérêts du capital déjà investi dans quelques branches d'industrie sont favorisés par la protection.

La meilleure preuve que les grandes entreprises ne tirent aucun avantage de la protection, est fournie par le fait que les plus grandes firmes ont des usines dans divers pays¹. Il serait cependant plus

¹ Par exemple les fabricants américains d'automobiles ou les grandes affaires de pétrole, de margarine et de savon. Les fabricants américains d'automobiles ne défendent pas la protection. En Allemagne, l'Association des Industriels de la Mécanique était la seule organisation qui (jusqu'en 1933) avait le courage de combattre ouvertement le programme protectionniste des partis nationalistes.

profitable pour elles (et évidemment en même temps plus avantageux pour les consommateurs) de pouvoir concentrer toute leur production dans des usines situées là où les conditions sont les plus favorables.

La barrière réelle à un plein usage des forces productives n'est pas, comme disent les marxistes, le capital ou le capitalisme, mais les politiques destinées à réformer et à faire échec au capitalisme que Marx stigmatise comme petit bourgeois. En même temps ces politiques engendrent le nationalisme économique et substituent le conflit international à la coopération pacifique résultant de la division internationale du travail.

4. La production planifiée

Les suggestions les plus réalistes de planisme mondial n'impliquent pas la création d'un État mondial avec parlement mondial. Elles proposent des accords et des règlements internationaux concernant la production, le commerce extérieur, la monnaie et le crédit et finalement les prêts et les investissements étrangers.

Les planistes présentent quelquefois leurs propositions comme des mesures destinées à combattre la pauvreté et le besoin. Cette présentation est ambiguë. Toutes les politiques économiques ont conçues comme des remèdes contre la pauvreté. Le laissez-faire aussi est une méthode pour abolir la pauvreté. Histoire et théorie économique démontrent toutes les deux qu'il a été plus fructueux que n'importe quelle autre politique. Quand les Japonais essayaient de développer leurs exportations en vendant le meilleur marché possible, ils cherchaient aussi à améliorer le sort des masses japonaises. Si le nationalisme économique des autres pays n'avait pas paralysé leurs efforts, ils n'auraient pas seulement atteint ce but, mais ils auraient en même temps élevé le niveau de vie des pays importateurs en leur fournissant des marchandises meilleur marché.

Il est nécessaire de souligner que nous ne traitons pas ici de plans de charité internationale. Beaucoup de souffrances seraient soulagées si quelques nations étaient disposées à aider les masses affamées des pays pauvres en distribuant gratuitement nourriture et vêtement ; mais de telles actions ne sont pas du domaine de considérations strictement économiques. Ce sont des modes de consommation et non de production des biens.

Nous pouvons d'abord examiner les propositions de réglementer — par des accords internationaux des divers gouvernements ou par ordre d'une autorité internationale créée à cet effet — la production des différentes marchandises.

Dans un marché libre, les prix sont les guides et les régulateurs de la production. Des biens sont créés quand ils peuvent être produits avec un profit et ne sont pas créés quand la production implique une perte. Une industrie bénéficiaire tend à se développer et une industrie non bénéficiaire à se contracter. Une industrie n'est pas bénéficiaire quand les prix obtenus par le producteur ne paient pas le coût des matières premières et de la main-d'œuvre nécessaires à la production. C'est pourquoi les consommateurs déterminent en achetant ou en s'abstenant quelles quantités doivent être produites dans chaque branche d'industrie. La quantité de blé produite est déterminée par le prix que les consommateurs sont prêts à payer. Une expansion de la production au delà de ces limites signifierait que les facteurs de production (travail et capital), qui d'après les demandes des consommateurs sont nécessaires à la production d'autres biens, seraient détournés pour la satisfaction de besoins que les consommateurs considèrent comme moins urgents. Avec un capitalisme sans entraves, une tendance prévaut à fixer dans chaque domaine l'importance de la production à un niveau tel que le ou les producteurs marginaux, c'est-à-dire ceux travaillant dans les moins bonnes conditions, ne fassent un profit ou ne subissent une perte.

Telles étant les conditions, un règlement entraînant un développement de la production d'une marchandise serait inutile si le gouvernement ou l'autorité internationale ne subventionnait pas es producteurs submarginaux afin de les indemniser des pertes subies ; mais cela aboutirait à une déduction correspondante de la production d'autres biens. Des facteurs de production seraient retirés aux autres branches pour servir à développer l'industrie subventionnée. Les consommateurs, qui, en tant que contribuables, fourniraient les fonds nécessaires à la subvention, devraient réduire leur consommation. Ils reçoivent des quantités plus faibles de biens dont ils veulent recevoir davantage et ont l'occasion de recevoir davantage de biens pour lesquels leur demande est moins intense. L'intervention du gouvernement ne se conforme pas à leurs désirs individuels. Finalement, ils ne peuvent considérer ce résultat comme une amélioration de leur situation.

Les gouvernements n'ont pas le pouvoir d'accroître l'offre d'une marchandise sans provoquer une restriction correspondante de l'offre d'autres marchandises que les consommateurs demandent de façon plus urgente. L'autorité administrative ne peut réduire le prix d'un bien qu'en augmentant les prix des autres.

Il y a évidemment des centaines de millions de personnes qui seraient disposées à consommer davantage de blé, de sucre, de caoutchouc ou d'étain, si les prix étaient plus bas. Les ventes de

toute marchandise augmentent avec la baisse des prix ; mais aucune intervention étatique ne peut faire baisser le prix de ces marchandises, sans faire monter le prix des autres produits, par exemple viande, laine, ou pulpe. Un accroissement général de la production ne peut être obtenu que par l'amélioration des méthodes techniques, par l'accumulation de capital supplémentaire et par un usage plus efficace de tous les facteurs de production. Aucun planisme — qu'il soit national ou international — ne peut entraîner une baisse générale des prix réels et obéir aux plaintes de ceux pour qui les prix sont trop élevés.

Mais la plupart des partisans d'un planisme international n'ont pas la moindre intention de faire baisser les prix des matières premières et des denrées alimentaires, au contraire. Ce qu'ils projettent en réalité est la hausse des prix et la réduction de l'offre. Ils voient les meilleures promesses dans les politiques, par lesquelles les gouvernements — surtout dans les vingt dernières années — ont essayé d'appliquer des restrictions de production et des hausses de prix en faveur de groupes spéciaux de producteurs et au détriment des consommateurs. À la vérité, quelques-uns de ces plans n'agirent que peu de temps, puis s'effondrèrent, tandis que beaucoup n'agirent pas du tout. Mais, selon les planistes, cela était dû à ses erreurs d'exécution technique. L'essence de tous leurs projets de planisme économique d'après guerre est d'améliorer les méthodes appliquées pour les faire réussir à l'avenir.

Le fait dangereux est que, tandis que le gouvernement est paralysé dans ses efforts pour faire baisser le prix d'une marchandise, il a certainement le pouvoir de le faire monter. Les gouvernements peuvent créer des monopoles ; ils peuvent forcer les consommateurs à payer des prix des monopoles et ils usent de ce pouvoir immodérément.

Dans le domaine des relations économiques internationales rien de plus désastreux ne pourrait arriver que la réalisation de tels plans. Ils diviseraient le monde en deux groupes : exploiteur et exploité ; ceux restreignant la production et imposant des prix de monopole et ceux forcés de payer des prix de monopole. Ainsi naîtraient des conflits d'intérêts aboutissant inévitablement à des guerres nouvelles.

Les défenseurs de ces plans essaient de justifier leurs suggestions en faisant remarquer que les conditions sont très peu satisfaisantes pour les producteurs de matières premières et de denrées alimentaires. Dans ces domaines, insistent-ils, il y a surproduction et les prix sont si bas que les producteurs perdent de l'argent. Le but de leurs plans, disent-ils, est de rétablir le caractère rémunérateur de la production.

Il est exact qu'une grande partie de la production de ces marchandises ne paie pas. La tendance à l'autarcie rend plus difficile, pour les nations industrielles, la vente à l'étranger de leurs produits manufacturés ; en conséquence ils doivent réduire leurs achats de denrées alimentaires et de matières premières. Il est donc nécessaire de diminuer la production de denrées alimentaires et de matières premières ; les producteurs submarginaux doivent cesser leur activité. C'est très malheureux pour eux, mais ils ne peuvent blâmer que les hommes politiques de leur propre pays qui ont été responsables de la politique hyperprotectionniste. La seule façon d'accroître les ventes de café et de faire monter les prix sur un marché non monopolisé est d'acheter davantage de produits dans les pays où la consommation de café se développerait si leurs exportations augmentaient ; mais les regroupements de producteurs coalisés rejettent cette solution et cherchent à obtenir des prix de monopole. Ils veulent substituer des plans de monopole au jeu d'un marché libre. Sur un marché libre, la diminution de la production de matières premières et de denrées alimentaires, rendue inévitable par les politiques protectionnistes des pays producteurs, se produirait automatiquement par l'élimination des producteurs submarginaux, c'est-à-dire ceux dont la production ne paie pas au prix du marché ; mais le gouvernement veut réaliser une diminution beaucoup plus grande pour établir des prix de monopole.

On a souvent dit que le mécanisme du marché capitaliste ne fonctionnait plus dans les conditions actuelles. Les producteurs submarginaux, d'après ce raisonnement, ne cessent pas leur activité ; ils continuent à produire ; aussi les prix descendent-ils à un niveau auquel la production ne rémunère plus aucun producteur. C'est pourquoi l'intervention de l'État est nécessaire.

Le fait est exact ; mais son interprétation et les conclusions qui en sont tirées sont entièrement fausses. La raison pour laquelle les producteurs submarginaux n'arrêtent pas de produire est qu'ils font confiance à l'intervention étatique pour rendre de nouveau leur activité rémunératrice. Leur production continuée encombre le marché de telle sorte que les prix ne couvrent même plus les coûts des autres producteurs. Dans ce cas, comme dans de nombreux autres, les effets nuisibles d'une précédente intervention étatique sont mis en avant comme arguments en faveur d'une intervention ultérieure. Les ventes à l'exportation diminuent parce que les importations ont été empêchées ; aussi les prix des produits d'exportation baissent également ; et alors une demande de majoration des prix est présentée.

Considérons une fois encore les conditions de l'agriculture américaine. Depuis les premiers commencements coloniaux, il s'est

produit un continuel glissement des cultures des sols moins fertiles. Il y a toujours eu des exploitations submarginales dans lesquelles la production a dû être arrêtée parce que la concurrence des agriculteurs produisant meilleur marché les a rendues déficitaires ; mais avec le New Deal, les choses ont pris un nouvel aspect. L'État intervint dans l'intérêt des agriculteurs submarginaux. Tous les agriculteurs durent se soumettre à une réduction proportionnelle de la production. Le gouvernement s'engagea dans un vaste plan de diminution de la production, de hausse des prix, et de subventions aux agriculteurs. En intervenant pour le bénéfice particulier du fermier submarginal, il agit au détriment de tous les consommateurs de nourriture et de coton et à celui du contribuable, imposant le reste de la nation afin de payer des primes à quelques groupes. Ainsi la nation est séparée en deux classes en conflit : une classe de bénéficiaires de primes et une classe plus nombreuse de payeurs de primes. C'est la conséquence inévitable de l'interventionnisme. Le gouvernement ne peut donner à un groupe que ce qu'il prend à un autre.

Les conflits intérieurs engendrés par de telles politiques sont très graves ; mais dans le domaine des relations internationales ils sont incomparablement plus désastreux. Dans la mesure où des prix de monopole sont imposés pour les denrées alimentaires et les matières premières, les plaintes des *haves-nots* sont justifiées.

Telles sont les perspectives du planisme international ou mondial dans le domaine de la production des matières premières et des denrées alimentaires. Il serait difficile d'imaginer aucun programme dont la réalisation contribuerait davantage à engendrer pour l'avenir des conflits et des guerres.

5. Accords de libre échange

À l'époque du laissez-faire, les traités commerciaux étaient considérés comme un moyen d'abolir peu à peu des barrières commerciales et toutes les autres mesures de discrimination contre les étrangers. La clause de la nation la plus favorisée était alors la condition indispensable de ces traités.

Puis le vent tourna. Avec la montée de l'interventionnisme les importations semblaient désastreuses pour la prospérité économique d'une nation. La discrimination contre les étrangers en vint à être considérée comme un bon moyen de promouvoir le bien-être d'un pays. La signification des traités commerciaux changea radicalement. Les gouvernements devinrent avides de se duper dans les négociations. Un traité était apprécié dans la mesure où il gênait le

commerce d'exportation de l'autre nation et semblait encourager le sien. Le traitement de la nation la plus favorisée donnait lieu à une discrimination hostile.

À la longue, il ne peut pas y avoir de protectionnisme modéré. Si l'on considère les importations comme un mal, on ne s'arrêtera pas sur la voie de l'autarcie. Pourquoi tolérer un mal s'il semble exister un moyen de s'en débarrasser ? Le protectionnisme devait évoluer vers le système des licences et des contingentements et le contrôle des changes. Le but ultime de la politique commerciale de presque toutes les nations est d'empêcher toute importation. C'est l'autarcie.

Il est vain d'attendre quoi que ce soit de changements purement techniques dans les méthodes appliquées aux négociations internationales sur le commerce extérieur. Si Atlantis est résolue à interdire l'accès des vêtements fabriqués à l'étranger, il est sans importance que ses délégués négocient directement avec les délégués de Thulé ou que le sujet soit traité par un service international où d'autres nations sont représentées. Si Atlantis est prête à admettre une quantité limitée — un contingent — de vêtements de Thulé seulement parce qu'elle veut vendre un contingent correspondant de blé à Thulé, il y a peu de chances qu'elle cède à la suggestion d'allouer à d'autres nations une partie de ce contingent. Si la pression ou la violence sont employées pour forcer Atlantis à modifier ses règles d'importation pour que de plus grandes quantités de vêtements puissent être importées, elle recourra à d'autres méthodes d'interventionnisme. Sous un régime d'intervention étatique, un gouvernement dispose d'innombrables moyens pour pénaliser les importations. Ils peuvent être moins faciles à manier, mais ils peuvent être aussi efficaces que les tarifs, les contingents et la prohibition totale d'importations.

À l'heure actuelle, un organisme international de planification du commerce extérieur serait une assemblée de délégués de gouvernements attachés aux idées hyperprotectionnistes. C'est une illusion de supposer qu'une telle autorité serait en mesure de contribuer de façon authentique et durable au fonctionnement des échanges internationaux.

Quelques personnes croient encore que tandis qu'un libre échange universel et une division mondiale du travail sont tout à fait nuisibles, des pays voisins pourraient se réunir en une coopération économique plus étroite. Leurs économies pourraient être complémentaires, dit-on, s'ils étaient disposés à former des blocs économiques régionaux. Cette doctrine, développée d'abord par le nationalisme allemand, est fausse.

En général, des pays voisins présentent des conditions naturelles de production analogues, surtout en agriculture. Leurs systèmes économiques ont moins de chances de se compléter que de les rendre concurrents sur le marché mondial. Une union douanière entre l'Espagne et le Portugal, ou entre la Bulgarie et la Yougoslavie, ou entre l'Allemagne et la Belgique aurait peu d'intérêt. Les problèmes principaux du commerce extérieur ne sont pas régionaux. Les conditions d'exportation de vin d'Espagne ne pourraient pas être améliorées grâce au libre-échange avec le Portugal, ou *vice versa*. C'est également vrai de la production de machines en Allemagne et en Belgique, ou de la production agricole en Bulgarie et en Yougoslavie.

6. *Planisme monétaire*

L'étalon-or était un étalon international. Il assurait la stabilité des changes. C'était un corollaire du libre-échange et de la division internationale du travail. C'est pourquoi les partisans de l'étatisme et du protectionnisme radical le dénigraient et demandaient sa suppression. Leur campagne fut couronnée de succès.

Même au sommet du libéralisme, les gouvernements ne renoncèrent pas à essayer d'appliquer des plans d'argent facile. L'opinion publique n'est pas préparée à se rendre compte que l'intérêt est un phénomène de marché, qui ne peut être supprimé par intervention étatique. Chacun attribue une plus grande valeur à un pain disponible aujourd'hui qu'à un pain qui ne sera seulement disponible que dans dix ans ou cent ans. Tant que cela est vrai, toute activité économique doit en tenir compte. Même une direction socialiste serait forcée d'y apporter toute son attention.

Dans une économie de marché, le taux d'intérêt a tendance à correspondre à la différence d'évaluation entre les biens futurs et présents. À vrai dire, les gouvernements peuvent réduire le taux d'intérêt à court terme. Ils peuvent émettre du papier monnaie supplémentaire, ils peuvent ouvrir les voies à l'expansion de crédit par les banques. Ils peuvent créer ainsi un essor et l'apparence de la prospérité ; mais un tel essor est condamné tôt ou tard à s'effondrer et à provoquer une dépression.

L'étalon-or peut mettre un frein aux plans gouvernementaux d'argent facile. Il était impossible de se livrer à une expansion de crédit et rester fidèle à la parité or fixée de façon permanente de la loi. Les gouvernements devaient choisir entre l'étalon-or et leur politique — si désastreuse à la longue — d'expansion de crédit. L'étalon ne s'effondra pas. Les gouvernements l'ont détruit. Il était

aussi incompatible avec l'étatisme que l'était le libre échange. Les divers gouvernements se débarrassèrent de l'étalon-or parce qu'ils cherchaient à faire monter les prix et les salaires nationaux au-dessus du niveau mondial et parce qu'ils voulaient stimuler les exportations et paralyser les importations. La stabilité des changes était à leurs yeux un mal, non un bienfait¹.

Aucun accord ni planisme international n'est nécessaire si un gouvernement veut retourner à l'étalon-or. Toute nation riche ou pauvre, puissante ou faible, peut à tout moment adopter à nouveau l'étalon-or. La seule condition requise est l'abandon d'une politique d'argent facile et des efforts pour combattre les importations par la dévaluation.

La question débattue ici n'est pas de savoir si une nation doit retourner à la parité or jadis en vigueur et depuis longtemps abandonnée. Une telle politique ne signifierait évidemment pas déflation à l'heure actuelle. Mais tout gouvernement est libre de stabiliser le rapport existant entre sa monnaie nationale et l'or et de maintenir ce rapport stable. S'il n'y a pas de nouvelle expansion de crédit et pas de nouvelle inflation le mécanisme de l'étalon-or et de l'étalon de change-or fonctionnera de nouveau.

Tous les gouvernements sont, cependant, fermement résolus à ne pas abandonner inflation et expansion du crédit. Ils ont tous vendu leur âme au démon de l'argent facile. C'est une grande facilité pour toute administration que de pouvoir rendre ses administrés heureux en dépensant, car l'opinion publique attribuera alors l'essor consécutif aux gouvernants au pouvoir. L'effondrement inévitable se produira plus tard et pèsera sur leurs successeurs. C'est la politique typique d'*après nous le déluge*. Lord Keynes, le champion de cette politique, dit : *Plus tard nous serons tous morts*². Mais malheureusement nous survivons presque tous à ce court terme. Nous sommes voués à payer pendant des décades les conséquences de l'orgie d'argent facile de quelques années.

L'inflation est essentiellement antidémocratique. Le contrôle démocratique est un contrôle budgétaire. L'État n'a qu'une source de revenus, les impôts. Aucune imposition n'est légale sans consen-

¹ Telle est l'essence des théories monétaires de Lord Keynes. L'école de Keynes défend passionnément l'instabilité des changes.

² Lord Keynes n'a pas écrit cette phrase afin de recommander les politiques à courte échéance mais afin de critiquer quelques méthodes et affirmations inadéquates de théorie monétaire (Keynes, *Monetary Reform*, New-York, 1924, p. 88). Cependant cette phrase caractérise très bien la politique économique recommandée par Lord Keynes et son école.

tement du Parlement ; mais si le gouvernement a d'autres sources de revenus, il peut se libérer de ce contrôle.

Si une guerre devient inévitable, un gouvernement vraiment démocratique est forcé de dire la vérité au pays. Il doit dire : Nous sommes forcés de combattre pour notre indépendance. *Vous, citoyens, devez en porter le poids. Vous devez payer des impôts plus lourds, vous devez donc réduire votre consommation.* Mais si le parti au pouvoir ne veut pas mettre en péril sa popularité par une lourde fiscalité, il a recours à l'inflation.

L'époque est passée où la majorité des personnes en place considérait la stabilité des changes comme un avantage. La dévaluation monétaire est devenue maintenant pour un pays un moyen régulier de réduire ses importations et d'exproprier les capitaux étrangers. C'est l'une des méthodes du nationalisme économique. Peu de personnes souhaitent actuellement que les changes soient stables dans leur pays. Leur pays, on le voit bien, combat les barrières commerciales des autres nations et la dévaluation progressive des systèmes monétaires étrangers. Pourquoi oserait-on détruire ses propres barrières commerciales ?

Quelques-uns des défenseurs d'une nouvelle monnaie internationale croient que l'or ne convient plus pour cette fonction précisément parce qu'il met un frein à l'expansion de crédit. Leur idée est un papier monnaie universel émis par une autorité mondiale internationale ou une banque d'émission mondiale. Les nations individuelles seraient obligées de conserver leurs monnaies au pair de la monnaie mondiale. L'autorité mondiale seule aurait le droit d'émettre un supplément de papier monnaie ou d'autoriser l'expansion de crédit par la banque mondiale. Ainsi serait assurée la stabilité des changes entre les divers systèmes monétaires nationaux tandis que les prétendus bienfaits de l'inflation et de l'expansion de crédit seraient conservés.

Cependant, ces plans ne tiennent pas compte d'un point capital. Dans chaque cas d'inflation ou d'expansion de crédit, il y a deux groupes, celui des gagnants et celui des perdants. Les créanciers sont les perdants ; c'est leur perte qui constitue le profit des débiteurs, mais ce n'est pas tout. Les conséquences les plus néfastes de l'inflation proviennent de ce que la hausse des prix et des salaires se produit à des époques différentes et avec une intensité variable pour les diverses espèces de marchandises et de main-d'œuvre. Quelques catégories de prix et de salaires montent plus vite et à un niveau plus élevé que les autres. Pendant que l'inflation est en cours certaines personnes jouissent de l'avantage de prix élevés pour les biens et services qu'elles rendent, tandis que les prix des biens et services

qu'elles achètent n'ont pas monté ou n'ont pas monté dans la même proportion. Ces individus tirent un profit de leur situation privilégiée. Pour eux l'inflation est une bonne affaire. Leurs gains proviennent des pertes des autres parties de la population. Les perdants sont les individus se trouvant dans l'obligation malheureuse de vendre des services et des biens dont les prix n'ont pas monté ou n'ont pas monté proportionnellement aux prix des choses qu'ils achètent pour leur propre consommation. Deux des plus grands philosophes du monde, David Hume et John Stuart Mill, se sont efforcés de construire un plan de modifications inflationnistes dans lequel la hausse des prix et des salaires se produirait en même temps et de façon égale pour tous les biens et services. Ils ont tous les deux échoué dans leurs tentatives. La théorie monétaire moderne nous a fourni la démonstration irréfutable que cette disproportion et cette absence de simultanéité sont les caractères inévitables de tout changement de la quantité de monnaie et de crédit¹.

Dans un système d'inflation mondiale ou d'expansion mondiale de crédit, chaque nation chercherait à faire partie de la classe des gagnants et non de celle des perdants. Elle demanderait pour elle-même la plus grande quantité possible sur le supplément de papier monnaie ou de crédit. Comme aucune méthode ne pourrait éliminer les inégalités mentionnées ci-dessus et qu'aucun principe juste de distribution ne pourrait être trouvé, des antagonismes apparaîtraient, auxquels il n'y aurait aucune solution satisfaisante. Les nations pauvres et surpeuplées d'Asie, par exemple, réclameraient une allocation par tête, procédure qui aboutirait à faire monter les prix des matières premières qu'elles produisent, plus rapidement que les prix des produits manufacturés qu'elles achètent. Les nations riches demanderaient une distribution selon le revenu national ou selon le montant total du chiffre d'affaires ou autres critères analogues. Il n'y a pas d'espoir de parvenir à un accord.

7. Planisme international des mouvements de capitaux

Les suggestions les plus surprenantes de planisme international concernent les prêts et investissements étrangers. Elles visent à une distribution équitable du capital disponible.

Supposons que les capitalistes américains soient disposés à consentir un prêt au gouvernement du Venezuela ou à investir des capitaux dans une mine chilienne. Qu'est-ce qu'un organisme inter-

¹ Voir Mises, *Theory of money and Credit* (New-York, 1934) [Trad. fr. : *Théorie de la monnaie et du crédit*], p. 137-145, et *Nationalökonomie* (Genève, 1940), p. 375-378.

national peut faire dans ce cas ? Il n'aura certainement pas le pouvoir de contraindre les capitalistes américains à prêter de l'argent à la Chine plutôt qu'au Venezuela ou à faire des investissements dans les chemins de fer persans à la place des mines du Chili.

Le gouvernement américain peut vouloir pour diverses raisons subventionner la construction de routes au Mexique. L'autorité internationale lui donnerait-elle l'ordre de subventionner à la place les usines textiles grecques ?

Le marché international des capitaux a été désagrégé par le nationalisme économique, comme toutes les autres branches de la vie économiques internationale. Comme les investissements et les prêts sont du domaine des affaires et non celui de la charité, les capitalistes ont perdu le goût d'investir à l'étranger. Ce sera une tâche difficile et longue que de reconstruire les relations financières internationales et le marché des capitaux. L'intervention des autorités internationales ne favoriserait pas ces efforts, plus vraisemblablement elle les gênerait.

Il y a des chances pour que les syndicats soient hostiles aux exportations de capitaux parce qu'ils cherchent à élever le plus possible la productivité marginale de la main-d'œuvre nationale. Beaucoup de gouvernements mettent un embargo général à l'exportation de capital ; les investissements à l'étranger sont interdits sans une autorisation spéciale de l'État. Il est peu probable qu'un changement se produise immédiatement après la guerre.

Les pays les plus pauvres ont fait tout ce qu'ils ont pu pour désintégrer le marché international des capitaux. Après avoir infligé autant de dommages que possible aux capitalistes et entrepreneurs étrangers, ils sont maintenant avides de recevoir de nouveaux capitaux étrangers. Aujourd'hui ils ne rencontrent cependant que répugnance. Les capitalistes évitent les débiteurs douteux, et les travailleurs ne consentent pas à laisser partir les capitaux.

XII. Plans de paix

1. Contrôle des armements

Ce serait une illusion de supposer que toutes les nations sont actuellement prêtes à abandonner le protectionnisme. Comme les partis au pouvoir défendent l'intervention de l'État dans la vie économique et le planisme mondial, ils ne peuvent détruire les barrières douanières dressées contre leur propre pays. Aussi les stimulants de guerre et de conquête ne disparaîtront pas. Chaque nation doit être prête à repousser une agression. La préparation de la guerre sera le seul moyen d'éviter la guerre. Le vieux dicton *Si vis pacem para bellum* sera de nouveau vrai.

Mais même la suppression des barrières douanières ne sauvegarderait pas la paix si les barrières de migration n'étaient pas également supprimées. Les nations relativement surpeuplées accepteraient difficilement une situation qui provoquerait pour elles une baisse du niveau de vie. D'autre part, il est évident qu'aucune nation ne pourrait, sans risquer son indépendance, ouvrir ses frontières aux citoyens des États totalitaires aspirant à la conquête. Ainsi nous sommes forcés de reconnaître que dans les conditions actuelles, aucun plan ne peut éliminer les causes profondes de guerre. Les perspectives ne sont pas brillantes pour des relations internationales plus amicales dans la période d'après-guerre.

Il est même très douteux qu'il y ait quelque intérêt à conclure un traité de paix formel avec l'Allemagne après sa défaite. Les choses ont considérablement changé, dans ces trente dernières années. Les traités internationaux en général et surtout les traités de paix ne sont plus ce qu'ils étaient. La seule faute en est aux Allemands qui proclament que les traités ne sont que des chiffons de papier. Les alliés ne sont pas non plus exempts de toute responsabilité.

Une des pires erreurs commises par les puissances alliées en 1919 fut l'arrangement défectueux des négociations de paix. Pendant des siècles, la coutume avait été de mener les négociations de paix suivant les règles du gentilhomme. Les délégués des deux partis, vainqueur et vaincu, se rencontraient comme des gens civilisés pour négocier leurs affaires. Les vainqueurs n'humiliaient ni n'insultaient les vaincus ; ils les traitaient comme des gentilshommes et des égaux. Ils discutaient leurs problèmes mutuels en un langage calme et poli. Telles étaient les règles traditionnelles et les pratiques de la diplomatie.

Les puissances alliées rompirent avec cet usage. Elles prirent plaisir à traiter les délégués allemands avec mépris et insultes. Les délégués étaient confinés dans les maisons qui leur étaient attribuées ; des sentinelles étaient postées aux portes ; aucun délégué n'avait le droit de quitter la maison. Ils étaient conduits comme des prisonniers de la gare à leur domicile, de leur domicile aux salles de réunion, et retour de la même façon. Quand ils entraient dans la salle de réunion, les délégués des vainqueurs répondaient à leurs saluts par des manifestations de dédain. Aucune conversation n'était permise entre les délégués allemands et ceux des vainqueurs. Les Allemands recevaient un exemplaire du traité et on leur demandait une réponse écrite pour une date déterminée.

Cette conduite était inexcusable. Si les alliés ne voulaient pas se conformer à la règle traditionnelle de droit international exigeant une discussion orale entre les délégués, ils auraient dû en informer à l'avance le gouvernement allemand. Les Allemands auraient pu se passer de l'envoi d'une délégation d'hommes éminents. Pour la procédure adoptée par les alliés, un facteur eût été suffisant comme délégué allemand ; mais les successeurs de Talleyrand et de Disraeli voulaient pleinement profiter de leur victoire.

Même si les alliés s'étaient conduits d'une façon moins offensante, le traité de Versailles n'aurait pas été essentiellement différent. Quand une guerre ne finit pas par un *pat* mais par la victoire de l'un des partis, le traité de paix est toujours dicté. Les vaincus acceptent des conditions qu'ils n'auraient pas acceptées en d'autres circonstances. L'essence du traité de paix est la contrainte. Les vaincus cèdent parce que leur situation ne leur permet pas de continuer le combat. Un contrat entre citoyens peut être annulé par les tribunaux si l'une des parties peut prouver qu'elle a été forcée de signer sous la contrainte ; mais ces notions de droit civil ne s'appliquent pas aux traités entre nations souveraines. Ici la loi du plus fort prévaut toujours.

La propagande allemande a embrouillé ces questions évidentes. Les nationalistes allemands ont soutenu la thèse que le traité de Versailles était nul parce qu'il avait été dicté et non pas spontanément accepté par l'Allemagne. La cession de l'Alsace-Lorraine, des provinces polonaises et du nord du Schleswig est sans valeur légale, disaient-ils, parce que l'Allemagne s'est rendue de force ; mais ils étaient illogiques au point de ne pas appliquer le même principe aux traités par lesquels la Prusse a acquis depuis 1740 les provinces de Silésie, Prusse occidentale, Posenie, Saxe, pays rhénan, Westphalie et Schleswig- Holstein. Ils négligeaient de mentionner le fait que la Prusse avait conquis et annexé sans aucun traité le royaume de

Hanovre, l'électorat de Hesse, le duché de Nassau et la république de Francfort. Des douze provinces qui en 1914 formaient le royaume de Prusse, neuf étaient les dépouilles de guerres victorieuses livrées de 1740 à 1866. Les Français, en 1871, n'abandonnèrent pas non plus l'Alsace-Lorraine au Reich de leur plein gré.

Mais il est simplement impossible de raisonner avec des nationalistes. Les Allemands sont absolument convaincus que la contrainte appliquée par eux aux autres nations est équitable et juste, tandis que la contrainte appliquée à eux-mêmes est criminelle. Ils n'accepteront jamais un traité qui ne satisfasse pas leur appétit de conquête. Le fait qu'ils aient osé une nouvelle guerre d'agression ne dépend pas de ce qu'ils ont ou non signé régulièrement un traité de paix. Il est vain d'attendre que les nationalistes allemands se conforment aux clauses d'aucun traité si les perspectives d'un nouvel assaut semblent favorables.

Une nouvelle guerre est inévitable si les Nations Unies ne réussissent pas à établir un ordre mondial qui empêche les Allemands et leurs alliés de réarmer. Tant qu'il y aura du nationalisme économique, les Nations Unies devront veiller nuit et jour sur leurs remparts.

L'alliance des nations victorieuses doit être rendue durable. Allemagne, Italie et Japon doivent être totalement désarmés et privés du droit d'entretenir des armées, des marines et des aviations. Une petite force de police, armée seulement de fusils, peut leur être laissée. Aucune sorte de production d'armements ne doit être tolérée. Les fusils et les munitions nécessaires à leurs policiers doivent leur être donnés par les Nations Unies. Il ne faut pas leur permettre de voler, ni de construire aucun avion. L'aviation commerciale de ces pays doit être gérée par des compagnies étrangères utilisant des appareils et des pilotes étrangers ; mais le principal moyen d'empêcher leur réarmement doit être un contrôle strict des importations en provenance des Nations Unies. Aucune importation ne doit être accordée aux pays agresseurs s'ils consacrent aux armements une partie de leur production ou s'ils essaient d'accumuler des stocks de matières premières importées. Un tel contrôle peut être facilement institué. Si un pays, sous prétexte de neutralité, n'était pas prêt à coopérer inconditionnellement à ce plan, il serait nécessaire de lui appliquer les mêmes méthodes.

Aucune production d'ersatz ne pourrait déjouer l'efficacité de ce plan ; mais si une modification des possibilités techniques mettait en danger le fonctionnement du système de contrôle, il serait facile de forcer le pays intéressé à la reddition. L'interdiction d'importer aucune denrée alimentaire est une arme très efficace.

Ce n'est pas une solution très séduisante du problème, mais c'est la seule qui puisse agir de façon satisfaisante, pourvu que les nations victorieuses maintiennent leur bonne entente.

Il est inexact de considérer le désarmement unilatéral comme injuste vis-à-vis des vaincus. S'ils ne préparent pas de nouvelles agressions, ils n'ont pas besoin d'armes. S'ils rêvent de nouvelles guerres et qu'ils soient arrêtés par le manque d'armes, le désarmement unilatéral ne sera pas moins salulaire pour eux que pour les nations victorieuses. Même s'ils étaient privés des moyens d'attaquer les autres peuples, leur indépendance et leur droit de se gouverner eux-mêmes resteraient intacts.

Nous devons voir la situation telle qu'elle est réellement et non comme nous voudrions qu'elle soit. Si cette guerre ne finit pas par rendre pour toujours impossible aux Allemands de tenter une nouvelle guerre, ils essaieront tôt ou tard de déclencher un nouveau conflit. Comme les nations victorieuses ne leur accorderont pas ce qu'ils veulent, l'hégémonie mondiale, ils ne renonceront pas à leurs plans d'agression aussi longtemps que les deux avantages stratégiques d'une population nombreuse et des ligues intérieures resteront inchangés. Le nazisme ressusciterait sous une nouvelle forme et sous un nouveau nom.

Le règlement de la paix devra en outre contenir des dispositions spéciales pour le châtimement des nazis responsables de l'assassinat et de la torture de personnes innocentes. Il devra forcer la nation allemande à payer des indemnités pour le brigandage commis par leurs chefs et leurs bandes. Cela ne rendra pas la vie aux tués. Après l'écoulement des années, il sera impossible d'allouer une juste compensation à toutes les victimes ; mais il est de la plus grande importance de tenir les Allemands pour responsables de tous leurs actes. Il serait absurde de laisser toutes leurs atrocités sans châtimement. Les nazis considéreraient cela à la fois comme un succès et comme une justification de leur conduite. Ils penseraient :

« Après tout, nous avons au moins obtenu un succès partiel ; nous avons réduit la population et la richesse des races *inférieures*, le poids principal de cette guerre tombe sur eux et non sur nous. »

En vérité, il serait scandaleux que les Allemands souffrent moins que leurs victimes des conséquences de leur agression.

Le pacte Kellogg a mis la guerre hors la loi. Allemagne, Italie, Japon, Hongrie et Roumanie ont signé ce document. Si ce pacte avait une signification quelconque, c'était que les agresseurs se rendent coupables d'un acte illégal et qu'ils doivent en porter la responsabilité. Les citoyens de ces nations qui ne se sont pas ouvertement opposés aux dictateurs, ne peuvent plaider leur innocence

Tout effort pour faire une paix durable sera vain si les peuples n'abandonnent pas leur adoration illégitime pour les héros et ne cessent de prendre davantage en pitié les agresseurs vaincus que leurs victimes. Le culte de Napoléon Ier, presque universel dans l'Europe du XIX^e siècle, était une insulte au bon sens. Il n'avait à coup sûr aucune excuse pour envahir l'Espagne et la Russie ; ce ne fut pas un martyr ; il jouissait d'infiniment plus de confort dans son exil de Sainte-Hélène que les milliers d'individus qu'il a fait blesser et estropier. Ce fut un outrage que les responsables de la violation de la neutralité belge en 1941 échappent au châtement qui justifiait après coup leur description méprisante des traités comme des chiffons de papier. L'attitude de l'opinion publique — en dehors de la France et de la Belgique — vis-à-vis des réparations allemandes fut une sérieuse erreur. Elle encouragea le nationalisme allemand. Ces fautes doivent être évitées à l'avenir.

2. Critique de quelques plans proposés

Il est vain d'attendre que la défaite change la mentalité des vaincus et leur fasse aimer la paix. Ils ne respecteront la paix que si les conditions sont telles qu'ils ne puissent espérer conquérir. Tous les plans fondés sur l'hypothèse qu'immédiatement après la défaite un parti allemand renoncera à l'agression et s'engagera volontairement dans une politique de coopération sincère sont vains. Si une nouvelle agression a quelque chance de succès, un homme politique s'opposant à la guerre subira le sort d'Erzberger et de Rathenau.

Les Allemands recouvreront un jour la raison. Ils se souviendront que la civilisation moderne fut dans une certaine mesure leur œuvre. Ils retrouveront la voie de l'idéal de Schiller et de Goethe ; mais ce processus de reconstruction doit venir de l'intérieur. Il ne peut être imposé à l'Allemagne — pas plus qu'à l'Italie ou au Japon — par une armée victorieuse ou par une instruction obligatoire donnée par des professeurs étrangers. Les Allemands doivent apprendre que leur nationalisme agressif est un suicide et qu'il leur a déjà infligé des maux irréparables. Ils devront rejeter spontanément leurs principes actuels et adopter de nouveau toutes ces idées qu'ils écartent aujourd'hui comme chrétiennes, occidentales et juives. De leur peuple des hommes doivent surgir, qui leur adressent les mots jadis utilisés par saint Rémy au baptême du roi Clovis : *Adorez ce que vous avez brûlé et brûlez ce que vous avez adoré*.

Certains groupes ont conçu un plan de démembrement politique de l'Allemagne. Ils rappellent que l'Allemagne, à l'époque du *Deutscher Bund* (1815-1866), était divisée en quarante États souve-

rains et qu'à cette époque les Allemands n'ont pas tenté d'agression. La nation était alors prospère. Si tous les princes allemands avaient rempli l'obligation, imposée à eux par le règlement de Vienne, d'accorder à leurs citoyens des institutions parlementaires, les Allemands n'auraient eu aucune raison de modifier leur organisation politique. La Confédération germanique les a gardés de toute agression étrangère en les empêchant de tenter des guerres de conquête. Aussi le système s'est-il révélé bienfaisant, et pour l'Allemagne, et pour toute l'Europe.

Ces apologistes attardés du prince de Metternich ignorent les faits les plus importants de l'histoire allemande. Ils ne se rendent pas compte que les Allemands d'alors étaient libéraux et que leur idéal de grandeur nationale différait radicalement de celui du nationalisme moderne. Ils chérissaient les valeurs que Schiller avait célébrées : *L'empire allemand et la nation allemande*, disait Schiller dans le projet de son poème inachevé *Grandeur allemande*, sont deux choses différentes. *La gloire de l'Allemagne n'a jamais été personnifiée dans la personne de ses chefs. L'Allemand a créé ses propres valeurs tout à fait en dehors des valeurs politiques. Même si l'empire ne va pas dans le droit chemin, la dignité allemande demeure intacte. C'est une supériorité morale, placée dans la civilisation et le caractère de la nation et qui ne dépend pas des vicissitudes politiques*¹. Telles étaient les idées des Allemands du début du XIX^e siècle. Dans un monde en marche vers le vrai libéralisme, les Allemands aussi étaient libéraux avec enthousiasme. Ils auraient considéré le Deutscher Bund comme une solution satisfaisante du problème politique s'il n'avait pas été le royaume de princes despotiques. Aujourd'hui, à l'âge du nationalisme, les Allemands aussi sont nationalistes. Ils ont à faire face à un problème économique très sérieux et leurs préjugés étatiques les empêchent d'apercevoir aucune autre solution que la conquête d'un espace vital. Ils admirent la *force brutale* dont Schiller avait espéré l'élimination. Dans ces conditions le nationalisme ne pourrait être supprimé par la séparation du Reich en un ensemble d'États indépendants. Dans chacun de ces États la flamme des passions nationalistes jetteraient un vif éclat ; l'esprit belliqueux coordonnerait virtuellement et unifierait leurs activités politiques et militaires, même si l'indépendance de chaque partie était maintenue formellement jusqu'au jour de la nouvelle mobilisation.

L'histoire de l'Europe centrale aurait pu prendre un cours différent. Une partie des individus qui reçoivent aujourd'hui leur

¹ Cassirer, *Freiheit und Form, Studien zur deutschen Geistgeschichte* (Berlin, 1916), p. 475 et ss.

instruction en allemand classique, enseigné à l'école ou appris dans leur famille, et l'utilisent dans leur conversation avec les personnes à qui ils ne s'adressent pas dans leur dialecte local, auraient pu utiliser une autre des langues actuelles ou une langue à eux. Un groupe se servant du dialecte bas-allemand (*Platt*) a créé la langue hollandaise ; un autre groupe plus nombreux de bas-Allemands s'est joint à la communauté linguistique des hauts-Allemands. Le processus politique et économique qui a fait du peuple hollandais une nation dotée de sa langue propre aurait pu aboutir à une diminution plus importante du groupe linguistique allemand si la Contre-Réforme et la Société de Jésus n'avaient pas paralysé toute liberté spirituelle, intellectuelle et littéraire en Bavière et en Autriche ; l'idiome de la chancellerie saxonne, qui doit sa suprématie à la version de la Bible par Luther et aux écrits protestants des deux premiers siècles de la Réforme, aurait pu trouver un sérieux rival dans la langue littéraire dérivée du dialecte bavarois. On pourrait même s'abandonner à d'autres rêveries en ce qui concerne le dialecte souabe ou les idiomes slavon et balte du nord-est ; mais de tels rêves ne peuvent changer les faits historiques, ni la réalité politique ; les Allemands sont aujourd'hui le groupe linguistique le plus nombreux en Europe. L'âge de l'étatisme et du nationalisme doit reconnaître ce fait. La plus grande partie du groupe de langue allemande affirme le principe des nationalités ; ils veulent un État allemand unifié comprenant tous les hommes de langue allemande. France et Angleterre n'ont accordé aucun crédit au fait qu'Autrichiens et Suisses rejettent ces plans et aspirent ardemment à demeurer en dehors du Reich. Au contraire, dans leur folie de suicide, les Français et plus tard les Anglais ont fait beaucoup pour affaiblir l'Autriche et affermir les aspirations prussiennes. Les rois de Bourbon associèrent à leur lutte contre l'Autriche non seulement la Prusse, mais même les Turcs. L'Angleterre fut l'alliée de la Prusse pendant la guerre de Sept Ans. Qu'avait à faire Napoléon II en attaquant l'Autriche ? Il convient de noter que la présente constellation de l'Axe ne fut qu'une résurrection de la ligue de 1866, quand la Prusse et l'Italie attaquèrent l'Autriche, que les nationalistes hongrois préparaient une révolte avec l'aide de Bismarck et que le prince Hohenzollern de Roumanie essayait d'armer pour frapper le coup final. À cette époque, gouvernements et opinion publique à Paris et à Londres sympathisaient avec les agresseurs. Français et Anglais n'apprirent que plus tard qu'ils avaient travaillé *pour le roi de Prusse*.

Notre problème serait plus simple si tous les hommes parlaient la même langue ou si les divers groupes linguistiques étaient tout au moins de dimensions plus égales ; mais la présence dans le Reich

de soixante-dix millions d'Allemands est une donnée, un point de départ nécessaire des politiques actuelles. Ce facteur ne peut être écarté par le démembrement du Reich. Ce serait une erreur fatale que d'affirmer que le problème pourrait être résolu de cette façon. Sauvegarder l'indépendance de l'Autriche et de la Suisse doit, il est vrai, être le premier objectif de tous les plans futurs de reconstruction de l'Europe ; mais le démembrement du vieux Reich (*Altreich* comme disent les Allemands pour le distinguer du *Gross Deutschland* comprenant l'Autriche et le pays des Sudètes) serait une mesure inutile.

On a prêté à Clemenceau la phrase : il y a vingt millions d'Allemands de trop. Quelques fanatiques ont proposé comme panacée l'extermination complète de tous les nazis. Cela résoudrait le problème d'une façon qui, du point de vue nazi, serait la conséquence logique de la guerre totale. Le concept nazi de victoire totale comporte l'extermination radicale des Français, Tchèques, Polonais, juifs et autres groupes ; et ils avaient déjà commencé à exécuter ce plan. C'est pourquoi logiquement ils ne pourraient pas appeler injuste ou barbare que les Nations Unies profitent de leur victoire pour exterminer les citoyens *aryens* du Reich, pas plus que les Italiens, Japonais, magyars et Roumains ne pourraient protester ; mais les Nations Unies ne sont pas des brutes comme les nazis et les fascistes.

Quelques auteurs croient que le problème du mélange linguistique des populations pourrait être résolu par la transplantation forcée et l'échange des minorités. Ils se réfèrent aux résultats soi-disant favorables de la procédure appliquée au cas de la Turquie et de la Grèce. En vérité, cela semble être une méthode très évidente pour supprimer les conséquences fâcheuses de la promiscuité linguistique. Séparez les groupes en conflit, et vous préviendrez les conflits futurs.

Néanmoins ces plans sont insoutenables. Ils méconnaissent le problème fondamental des antagonismes actuels, l'inégalité des diverses parties de surface de la terre. La promiscuité linguistique est la conséquence de migrations de la part d'hommes désireux d'améliorer leur niveau de vie. Les ouvriers se déplacent des endroits où la productivité marginale du travail vers des endroits où elle est plus élevée, en d'autres mots des régions relativement surpeuplées vers les régions peu peuplées. Arrêter de telles migrations ou essayer de les annuler ne résout pas l'expulsion forcée et le rapatriement des immigrants ne résout pas le problème et ne fait qu'aggraver les conflits.

C'est également vrai pour les paysans. Des agriculteurs allemands sont par exemple installés dans le Banat, un des districts les

plus fertiles d'Europe. Ces hommes immigrèrent au XVIII^e siècle. À cette époque, la région était à un niveau très bas de civilisation, peu peuplée, dévastée par les exactions des Turcs et des guerres continuelles. Aujourd'hui le Banat est un sujet de contestation entre les Serbes, les Roumains et les Hongrois. La minorité allemande est une épine dans le pied de trois réclamants. Ils seraient tous heureux de se débarrasser des Allemands ; mais quel genre de compensation pourrait-on leur offrir en échange de leurs exploitations ? Dans les pays habités par des majorités allemandes, il n'y a pas de fermes appartenant à des Serbes ou à des Roumains et il n'y a pas de fermes équivalentes appartenant à des Hongrois aux frontières de l'Allemagne. L'expropriation et l'expulsion des paysans allemands ne seraient pas un progrès vers la pacification ; elles ne feraient que créer de nouveaux sujets de plaintes. Une situation analogue prévaut dans toutes l'Europe orientale.

Ceux qui s'imaginent que la ségrégation pourrait résoudre les problèmes internationaux de notre époque sont imperméables à la réalité. Le seul fait que les Australiens réussissent à maintenir leur homogénéité linguistique et raciale contribua à pousser les japonais à l'agression. La politique de la porte fermée est l'une des causes profondes de nos guerres.

En Grande-Bretagne et en Amérique, beaucoup sont effrayés par la perspective d'une Allemagne communiste. On craint la contagion ; mais cette anxiété n'est pas fondée. Le communisme n'est pas une maladie, il ne se propage pas par des microbes. Aucun pays ne contractera le communisme parce que celui-ci s'est rapproché de ses frontières. Quelles que soient les chances qu'ait un régime communiste de s'imposer en Amérique et en Angleterre, les mentalités de ces pays en sont responsables. Les sympathies pro-communistes à l'intérieur d'un pays n'ont aucun rapport avec le fait que ses voisins soient communistes ou non.

Si l'Allemagne se tourne vers le communisme, ce ne peut être la tâche des nations étrangères d'intervenir. Les nombreux amis du communisme dans les pays anglo-saxons s'opposent à ce qu'on empêche un pays d'adopter un système qu'eux-mêmes considèrent comme le seul bienfaisant et recommandable pour leur pays. Les adversaires intelligents du communisme, d'autre part, ne comprendront pas pourquoi leur nation essaierait d'empêcher les Allemands de se nuire à eux-mêmes. Les défauts du communisme paralysaient et désorganiseraient le potentiel industriel allemand et par là affaibliraient sa puissance militaire plus efficacement que ne pourrait le faire n'importe quelle intervention étrangère.

La force militaire de la Russie réside dans l'éloignement et l'étendue du pays. Elle est inexpugnable parce qu'elle est immense et infranchissable. Des envahisseurs ont défait les armées russes ; mais aucun n'a réussi à surmonter les obstacles géographiques. Charles XII, Napoléon, Hindenburg et Hitler ont profondément pénétré en Russie ; leur avance victorieuse dictait elle-même la condamnation de leurs armées. Anglais et Français dans la guerre de Crimée et les japonais, il y a quarante ans, ne firent qu'entourer la lisière de l'empire des tsars. La guerre actuelle a de nouveau prouvé la thèse de la vieille doctrine militaire prussienne qu'il est inutile de battre les forces russes. Après avoir facilement conquis des centaines de milliers de kilomètres carrés, les armées nazies furent brisées par l'immensité du pays. Le problème principal qui se pose en Russie à un général envahisseur est comment retirer ses troupes en sûreté. Ni Hitler ni Napoléon n'ont résolu le problème.

La direction économique communiste n'a pas affaibli la capacité de la Russie de repousser l'agresseur, elle n'est pas intervenue dans les facteurs géographiques. En Allemagne le communisme, c'est-à-dire la liquidation complète de la bourgeoisie et la substitution d'un socialisme bureaucratique de type russe à la *Zwangswirtschaft*, gênerait sérieusement ou même détruirait la capacité de l'Allemagne d'exporter des produits manufacturés. Ceux qui croient qu'une Allemagne communiste pourrait réarmer aussi facilement que la Russie n'ont pas reconnu la différence fondamentale qui existe entre les deux pays. Tandis que la Russie n'est pas forcée d'importer des matières premières étrangères, l'Allemagne y est obligée ; mais sans exporter des produits manufacturés, l'Allemagne ne serait pas en mesure d'importer toutes les matières premières nécessaires au réarmement. La raison pour laquelle les nazis ont préféré le système de la *Zwangswirtschaft* au système des Soviets est qu'ils ont pleinement reconnu le fait que des usines directement gérées par des fonctionnaires ne peuvent soutenir la concurrence du marché mondial. Ce fut le commerce allemand d'exportation qui fournit les matières nécessaires à la construction de la formidable machine du *Blitz*. Le bolchevisme n'a pas diminué le potentiel de défense russe, il annihilerait le potentiel d'agression allemand.

Le véritable danger du communisme en Allemagne est dans la probabilité que son échec économique inévitable puisse restaurer le prestige du nazisme perdu dans la défaite actuelle. De même que les résultats peu satisfaisants du régime nazi rendent maintenant le communisme populaire dans les masses allemandes, les conséquences néfastes du communisme pourraient peut-être contribuer à réhabiliter le nazisme. Le problème allemand est précisément que

l'Allemagne n'a pas de parti prêt à soutenir le libéralisme, la démocratie et le capitalisme et qu'il ne voit qu'une alternative : le nazisme, c'est-à-dire socialisme allemand de planisme total (Zwangswirtschaft) d'une part et bolchevisme, c'est-à-dire socialisme de type russe de direction immédiate par l'État, d'autre part. Aucun de ces deux systèmes ne pourrait résoudre le problème économique allemand. Les deux pousseront l'Allemagne vers une politique de conquête d'un plus grand Lebensraum.

3. *L'Union des Démocraties Occidentales*

La première nécessité est une coopération durable entre les nations hier unies dans leurs efforts pour vaincre l'agression totalitaire. Aucun plan ne peut agir si les nations intéressées ne transforment pas leur alliance actuelle en une union permanente et durable. Si elles reprennent leurs politiques d'avant-guerre, si elles retournent aux rivalités politiques et à la guerre économique, il en résultera une répétition des événements de 1929-1939. Il ne peut y avoir ni coopération politique efficace, ni solidarité, ni sécurité économique entre des nations en lutte dans le domaine économique.

Si les démocraties occidentales ne réussissent pas à établir une union permanente, les fruits de la victoire seront encore perdus. Leur désunion fournira aux agresseurs vaincus l'occasion d'entrer à nouveau sur la scène des intrigues et complots politiques, de réarmer et de former une coalition nouvelle et plus forte pour un nouvel assaut. À moins qu'elles ne choisissent la solidarité effective, les démocraties sont condamnées. Elles ne peuvent sauvegarder leur façon de vivre si elles cherchent à conserver ce que la terminologie diplomatique appelle la *souveraineté nationale*¹. Elles doivent choisir entre donner tout le pouvoir à une nouvelle autorité supranationale ou être réduite en esclavage par des nations qui ne sont pas prêtes à les traiter sur un pied d'égalité. L'alternative à l'incorporation dans un nouveau système démocratique supranational n'est pas une souveraineté limitée mais la soumission définitive aux puissances totalitaires.

Cela est évident dans le cas des petites nations comme la Hollande, le Danemark, la Norvège. Elles ne pouvaient vivre en paix que tant que le système très attaqué de la balance européenne des

¹ Évidemment, la conservation de la pleine souveraineté de chaque nation n'empêcherait pas la coopération pacifique si les nations étaient disposées à retourner à une libre économie de marché sans aucune barrière aux échanges ni aux migrations.

pouvoirs les protégeait. Leur indépendance était sauvegardée par la rivalité et la jalousie mutuelles des grandes puissances. Les pays de l'Amérique latine jouissaient de l'autonomie parce que la doctrine de Monroe et la marine britannique les protégeaient de toute tentative d'invasion. Ces jours sont passés. De nos jours ces petites nations doivent garder elles-mêmes leur indépendance. Elles devront renoncer à leur fier isolationnisme et à leurs prétentions intransigeantes en toute occasion. La seule question réelle est de savoir si elles deviendront esclaves dans un système totalitaire ou libres dans une démocratie supranationale.

De même pour l'Angleterre et la France, il ne peut y avoir aucun doute qu'elles dicteront leur condamnation si elles ne sont pas prêtes à abandonner leurs aspirations traditionnelles à une souveraineté illimitée. Cela peut être encore plus vrai pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Puis il y a les États-Unis et le Canada. Au cours du XIX^e siècle, ils étaient dans la situation heureuse d'îles. Plusieurs milliers de milles d'océan les séparaient des envahisseurs possibles. Ils étaient en sûreté, parce que les conditions techniques rendaient l'agression impossible ; mais en cet âge de puissance aérienne, ils sont devenus les proches voisins de dangereux ennemis. Il n'est pas impossible que dans dix ou vingt ans une invasion du continent nord-américain soit techniquement aussi facile pour l'Allemagne et le Japon que l'occupation des Pays-Bas en 1940 ou celle des Philippines en 1941 et 1942. Les citoyens des États-Unis et du Canada devront se rendre compte qu'il n'y a pour eux pas d'autre manière de vivre en paix que de coopérer avec tous les autres pays démocratiques.

C'est pourquoi il est évident que les démocraties occidentales doivent renoncer dans leurs relations mutuelles à toutes les mesures de guerre économique. Il est à vrai dire une solide conviction publique qu'il est absurde d'espérer un retour général du libre-échange dans le monde ; mais si les barrières commerciales ne sont pas supprimées entre les pays formant l'union démocratique proposée, il n'y aura pas d'union du tout. Sous ce rapport, tous les plans proposés pour un règlement d'après guerre concordent. Tous sont fondés sur l'attente que les démocraties arrêteront de se faire la guerre avec les méthodes du nationalisme économique ; mais ils ne se rendent pas compte de ce qu'exige une telle solution et quelles doivent en être les conséquences.

Il faut souligner sans se lasser que le nationalisme économique est le corollaire de l'étatisme, qu'il soit interventionniste ou socialiste. Seuls des pays fidèles à une politique de capitalisme libre, actuellement raillée comme réactionnaire, peuvent se passer de

barrières commerciales. Si un pays ne veut pas abandonner l'intervention étatique dans la vie économique et renonce néanmoins au protectionnisme dans ses relations avec les autres nations, membres de la nouvelle union à former, il doit confier tout le pouvoir à l'autorité dirigeant cette union et abandonner *complètement* sa propre souveraineté à l'autorité supranationale. Mais nos contemporains ne sont pas du tout disposés à accepter cela.

Le cœur de la question a été négligé parce que la croyance prévalait que la création d'une union fédérale résoudrait le problème. Quelques pouvoirs, affirme-t-on, devraient être donnés au gouvernement supranational de l'union, le reste devrait demeurer aux gouvernements des nations membres. Le gouvernement fédéral a très bien réussi dans beaucoup de pays, surtout aux États-Unis et en Suisse. Il n'y a pas de raison, dit-on, de supposer qu'il ne se révélerait pas très satisfaisant dans une grande union fédérale des démocraties occidentales suggérée par Clarence Streit¹.

Malheureusement, ni M. Streit ni les défenseurs des projets analogues ne tiennent compte des changements survenus dans la structure de ces deux gouvernements fédéraux (comme dans celle de toutes les autres fédérations) avec la propagation de l'interventionnisme économique et du socialisme. En Amérique et en Suisse, les systèmes fédératifs furent fondés à une époque où l'on ne considérait pas que la tâche du gouvernement était d'intervenir dans la vie économique des citoyens. Il y avait aux États-Unis des droits de douane fédéraux, un service postal fédéral et un système monétaire national, mais sous presque tous les autres rapports, le gouvernement civil ne s'occupait pas du contrôle de la vie économique. Les citoyens étaient libres de conduire leurs propres affaires. La seule tâche du gouvernement était de sauvegarder la paix intérieure et extérieure. Dans ces conditions, il était simple de partager les pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des divers États membres. Au gouvernement fédéral étaient réservées les questions qui dépassaient les frontières des États : affaires étrangères, défense nationale, maintien des échanges entre les États, direction du service postal et des douanes. De plus, le gouvernement fédéral n'intervenait pas dans les affaires locales des États et les États n'intervenaient pas dans ce qu'ils considéraient être les affaires privées du citoyen.

Cet équilibre dans la répartition des compétences fut entièrement bouleversé par la politique d'interventionnisme. De nouveaux

¹ *Union Now*, traduit sous le titre *Union ou Chaos ?* (Paris, Librairie de Médecis, 1939).

pouvoirs furent attribués, non aux États membres, mais au gouvernement fédéral. Toute mesure vers une plus grande intervention étatique et vers un planisme plus poussé signifie en même temps accroissement de la compétence du gouvernement central. Washington et Berne étaient jadis les sièges de gouvernements fédéraux ; aujourd'hui ce sont des capitales au vrai sens du mot et les États et les cantons sont virtuellement réduits au statut de province. C'est un fait très significatif que les adversaires de la tendance à un contrôle plus poussé du gouvernement présentent leur opposition comme une lutte contre Washington et contre Berne, c'est-à-dire contre la centralisation. Elle est conçue comme un conflit entre les droits des États et le pouvoir central.

Cette évolution n'est pas accidentelle. Elle est la conséquence inévitable des politiques d'intervention et de planisme. De telles mesures doivent être prises à l'échelle nationale quand il n'y a pas de barrières commerciales entre les États membres. Il ne peut être question de n'adopter ces mesures que pour un seul État. Il est impossible de faire monter les coûts de production à l'intérieur d'un territoire non protégé par des barrières commerciales. Dans un système interventionniste l'absence de barrières entre les États fait passer le centre de gravité politique au gouvernement fédéral. Du point de vue formel du droit constitutionnel, États-Unis et Confédération suisse peuvent certainement être encore classés comme des fédérations, mais dans la réalité, ils évoluent de plus en plus vers la centralisation.

C'est encore davantage le cas dans un système socialiste. Les diverses républiques qui forment nominalement l'Union Soviétique n'ont qu'une fausse existence. L'Union Soviétique est un gouvernement complètement centralisé¹. Il en est de même de l'Allemagne. Les nazis ont remplacé la constitution fédérale par un gouvernement unitaire.

Ce serait une erreur de croire que la résistance à une unification internationale du gouvernement viendrait uniquement de considé-

¹ Le décret du Soviet Suprême du 1^{er} février 1944 (voir *New-York Times*, 3 février 1944) n'intervient en aucune façon dans la centralisation parfaite de la direction économique soviétique et de l'administration intérieure. La conduite de toutes les affaires économiques et administratives de tout le territoire soumis aux Soviets reste entre les mains des services centraux de Moscou. Eux seuls ont le pouvoir et le droit de diriger toutes les activités économiques et politiques. Et maintenant comme auparavant, le comité central de Moscou nomme et révoque tous les fonctionnaires de toutes les soixante républiques nominalement indépendantes.

rations de fierté et de vanité nationales. De tels obstacles ne seraient pas insurmontables. La principale source d'opposition aurait des racines plus profondes. Le transfert de la souveraineté des autorités nationales à une autorité supranationale implique un changement total de la structure des forces politiques. Des groupes d'intérêts qui étaient très puissants dans le cadre national et étaient capables de tracer des politiques peuvent devenir impuissants dans le cadre international et réciproquement. Même si nous sommes disposés à laisser de côté la question épineuse des barrières aux migrations, le fait est évident. Les producteurs américains de coton recherchent des prix élevés pour le coton et quoiqu'ils ne forment qu'une minorité aux États-Unis, ils sont en mesure d'imposer à leur nation une politique de prix élevés du coton. Il est douteux que leur influence soit la même dans une union comprenant de nombreux pays importateurs de coton. D'autre part, les producteurs britanniques d'automobiles sont protégés contre la concurrence américaine par des mesures protectionnistes très efficaces. Ils n'aimaient pas perdre cet avantage. On pourrait multiplier les exemples à l'infini.

L'opposition la plus sérieuse et la plus dangereuse à l'unification supranationale du gouvernement viendrait du plus puissant de tous les groupes d'intérêts modernes, la main-d'œuvre. Les travailleurs des pays dans lesquels les taux de salaires sont plus élevés s'estimeraient lésés par la concurrence des pays à bas salaires. Ils trouveraient cette concurrence déloyale, et la dénonceraient comme un dumping ; mais ils n'accepteraient pas la seule mesure qui pourrait élever les taux de salaires dans les pays où les conditions de production sont moins favorables, la liberté de migration.

L'intervention moderne de l'État dans la vie économique est une politique consistant à protéger les groupes influents des effets de la libre concurrence qui règne dans une économie de marché libre. Les groupes intéressés ont admis comme un fait, plus ou moins difficile à changer, qu'en l'absence de barrières commerciales entre les diverses parties d'une nation, ils ne peuvent être protégés contre la concurrence à l'intérieur de leur propre pays. Le producteur de laitages de l'État de New-York ne demande pas la création de droits d'importation sur le fromage ou le beurre du Wisconsin et les ouvriers du Massachusetts ne demandent pas des lois sur l'immigration les protégeant contre l'invasion de la main-d'œuvre bon marché du Sud. Tous se soumettaient plus ou moins au fait qu'il n'y a ni barrières commerciales ni barrières aux migrations à l'intérieur des États-Unis. Les essais pour dresser des barrières commerciales entre États

n'ont que faiblement réussi ; l'opinion publique est opposée à de tels efforts¹.

D'autre part, les individus sont tellement sous l'influence des principes généralement acceptés du nationalisme économique qu'ils acceptent les inconvénients que leur inflige le protectionnisme. Le consommateur ne proteste que faiblement contre un droit d'importation qui le force à payer plus cher que le prix du marché mondial au profit des producteurs de quelque produit à l'intérieur de son pays. Mais il est très douteux qu'il se résignerait également à un droit d'importation perçu au bénéfice de producteurs d'autres parties de l'union supranationale. Le consommateur américain serait-il disposé à payer plus cher un produit afin de soutenir les intérêts de l'industrie anglaise ? Ne trouverait-il pas que la discrimination ainsi appliquée contre les produits meilleur marché d'Allemagne, d'Italie et du Japon serait préjudiciable à ses intérêts ? Nous pouvons nous demander si une politique supranationale de protectionnisme ne manquerait pas du fondement idéologique qui rend possible le protectionnisme national.

Le principal obstacle à la création d'une union douanière supranationale avec libre-échange intérieur entre les nations membres, est le fait qu'une telle union douanière exige une suprématie illimitée des autorités supranationales et une annihilation presque complète des gouvernements nationaux si l'étatisme doit être conservé. Dans les conditions présentes il importe peu que la constitution de l'union proposée des démocraties occidentales adopte le type légal du gouvernement unitaire ou du gouvernement fédéral. Il n'y a qu'une alternative : des barrières commerciales entre les États membres avec toutes leurs conséquences sinistres, nationalisme économique, rivalités et discords ; et libre-échange entre les États membres et (quel que soit le terme constitutionnel qui soit retenu) gouvernement strictement centralisé. Dans le premier cas, il y aurait non union, mais désunion. Dans le second cas, le Président des États-Unis et le Premier Ministre de Grande-Bretagne seraient virtuellement réduits au statut de gouverneurs de province et Congrès et parlement, à celui d'assemblées provinciales. Il est peu vraisemblable qu'Amérique ou Anglais acceptent facilement une telle solution du problème².

¹ Voir Buell, *Death by Tariff* (Chicago, 1938) ; Melder, *State Trade Walls* (New-York, 1939).

² Il est vain de demander au peuple s'il est favorable à une renonciation de la souveraineté de sa propre nation. La plupart des profanes ne comprennent pas le sens du terme *souveraineté*. La rédaction correcte de la question serait : Défendez-vous un système avec lequel votre nation pourrait être forcée de se soumettre à une mesure à laquelle la majorité de vos concitoyens serait opposée ? Êtes-vous

La politique d'intervention étatique dans la vie économique et de planisme économique engendre le nationalisme économique. L'abandon du nationalisme économique, condition indispensable pour l'institution d'une paix durable, ne peut être réalisé que par une unification du gouvernement, si l'on ne veut pas retourner au système de l'économie de marché libre. C'est le fond du problème.

La faiblesse du plan de M. Streit réside dans le fait qu'il n'est pas au courant de ce problème international. Il est impossible d'éviter cette difficulté par une solution de pur formalisme juridique. La précarité du projet d'union n'est pas de caractère constitutionnel ; elle tient à l'essence même des politiques interventionnistes et socialistes ; son origine est dans les doctrines sociales et économiques actuelles et on ne peut l'écarter par un plan constitutionnel spécial.

N'oublions pas qu'une telle union doit être instituée si un plan de paix doit être appliqué. Si une union des démocraties occidentales n'est pas instituée, nous retournerons à la situation inquiétante qui a régné de 1919 à 1939 et en conséquence, à de nouvelles guerres plus terribles encore.

4. La paix en Europe orientale

Les essais faits pour régler les problèmes politiques de l'Europe orientale par l'application du principe des nationalités ont complètement échoué. Dans cette partie du monde, il est impossible de tracer des frontières qui sépareraient clairement et nettement les divers groupes linguistiques. Une grande partie de ces territoires est linguistiquement mêlée, c'est-à-dire habitée par des individus de langues différentes. Les rivalités et haines mutuelles de ces nations en font une proie facile pour le *dynamisme* des trois grandes puissances voisines : l'Allemagne, la Russie et l'Italie. Abandonnée à elles-mêmes elles perdront tôt ou tard leur indépendance, à moins qu'elles ne cessent de se disputer.

Les deux guerres mondiales ont pris naissance dans cette région. Deux fois les démocraties occidentales ont tiré l'épée pour défendre l'indépendance menacée de ces nations. Pourtant l'Occident n'a aucun intérêt matériel réel à préserver l'intégrité de ces peuples. Si les démocraties occidentales réussissaient à établir un ordre qui les mette à l'abri de nouvelles agressions, il n'y aurait pour elles aucune différence à ce que Varsovie soit la capitale d'un État polonais indé-

prêts à voir les lois essentielles de votre pays (par exemple les lois sur l'immigration) modifiées par un Parlement de l'Union dans lequel les membres représentant votre pays ne seraient qu'une minorité ?

pendant ou une ville provinciale de Russie ou d'Allemagne, ou à ce qu'Athènes soit une ville grecque ou une ville italienne. Ni la puissance militaire, ni la puissance économique des démocraties occidentales ne seraient sérieusement menacées si Russie, Allemagne et Italie se partageaient ces pays entre elles. Peu importerait pour les démocraties qu'une langue et une littérature lithuaniennes demeurent ou disparaissent.

L'intérêt que les démocraties occidentales prennent aux affaires d'Europe orientale est altruiste et dépourvu d'égoïsme. C'est le résultat d'une sympathie désintéressée, d'un enthousiasme pour la liberté et d'un sens de la justice. Ces sentiments ont été grossièrement exploités par toutes ces nations orientales. Leurs amis occidentaux ne voulaient pas les aider à opprimer des minorités ni à envahir leurs voisins plus faibles. Quand les démocrates occidentaux acclamaient Kossuth, il ne leur venait pas à l'esprit qu'ils favorisaient une oppression impitoyable des Slovaques, des Croates, des Serbes, des Ukrainiens et des Roumains. Quand ils exprimaient leurs sympathies pour la Pologne, ils n'avaient pas l'intention d'approuver les méthodes appliquées par les Polonais contre les Ukrainiens, les Lithuaniens et les Allemands. Ils pensaient encourager le libéralisme et la démocratie et non une tyrannie nationaliste.

Il est probable que les chefs politiques des groupes linguistiques de l'Europe orientale n'ont pas encore conscience du changement en cours dans l'attitude des nations occidentales. Ils ont raison d'attendre que leurs nations soient rétablies dans leur indépendance politique après la fin victorieuse de la guerre ; mais ils commettent une erreur grave s'ils croient que les nations occidentales feront pour eux une troisième guerre mondiale. Ils devront eux-mêmes instituer un ordre politique qui leur permette de vivre en paix avec leurs voisins immédiats et de défendre leur indépendance contre une future agression de la part des grandes puissances : Russie, Allemagne et Italie.

Tous les plans proposés dans le passé, pour la formation d'une union douanière de l'Europe orientale ou danubienne ou d'une fédération, ou d'une simple restauration de l'empire austro-hongrois, étaient condamnés à l'échec parce qu'ils étaient basés sur de fausses suppositions. Leurs auteurs n'ont pas reconnu qu'une union douanière, en cet âge d'intervention étatique dans la vie économique, est incompatible avec le maintien de la souveraineté des nations membres. Ils n'ont pas saisi le fait que dans les conditions actuelles, une fédération signifie que tout le pouvoir est virtuellement confié au gouvernement fédéral supranational et que les gouvernements nationaux sont réduits au statut de provinces. La seule méthode pour

substituer la paix et la coopération à la désunion existant en Europe orientale ou dans toute autre partie du monde, est l'institution d'un gouvernement unitaire, à moins que les nations ne veuillent retourner au laissez-faire.

Un gouvernement unitaire est d'autant plus adapté et indispensable en Europe orientale qu'il fournit aussi la seule solution au problème particulier des frontières et des minorités linguistiques. Une fédération ne pourrait jamais réussir sous ce rapport. Dans un système fédératif, la constitution assigne quelques pouvoirs au gouvernement fédéral et d'autres aux gouvernements locaux des États membres. Tant que la constitution n'est pas modifiée, le gouvernement fédéral n'a pas le pouvoir d'intervenir dans les questions qui sont de la compétence des États membres. Un tel système ne peut fonctionner et n'a fonctionné que dans des peuples homogènes où il existe un sentiment fort d'unité nationale et où aucune différence linguistique, religieuse ou raciale ne divise la population.

Admettons que la constitution d'une fédération supposée de l'Est européen accorde à chaque groupe d'une minorité linguistique le droit de créer des écoles là où sa langue est enseignée. Il serait alors illégal de la part d'un État membre d'empêcher directement ou ouvertement la création de telles écoles ; mais si les lois sur la construction ou l'administration des services de santé publique ou de lutte contre l'incendie sont de la compétence exclusive des États membres, un gouvernement local pourrait user de ses pouvoirs pour fermer l'école, sous prétexte que l'immeuble ne se conforme pas aux exigences fixées par ces règlements. Les autorités fédérales seraient impuissantes. Elles n'auraient pas le droit d'intervenir, même si les motifs donnés se révélaient n'être qu'un subterfuge. Chaque catégorie de prérogative constitutionnelle accordée aux États membres pourrait être utilisée de façon abusive par un gouvernement local.

Si nous voulons supprimer toute discrimination contre des groupes minoritaires, si nous voulons donner à tous les citoyens une liberté et une égalité et non simplement formelles, nous devons confier tous les pouvoirs au seul gouvernement central, ce qui ne paralyserait pas les droits d'un seul gouvernement local loyal désireux d'user de ses pouvoirs d'une façon équitable, mais empêcherait le retour à des méthodes au moyen desquelles tout l'appareil administratif du gouvernement est utilisé pour brimer les minorités.

Une fédération d'Europe orientale ne pourrait jamais supprimer les complications politiques des frontières. Dans chaque État membre subsisterait le problème des minorités. Il y aurait une oppression des minorités, de la haine, de l'irréductibilité. Le gouvernement de chaque État membre continuerait à considérer ses voisins

comme des adversaires. Les agents diplomatiques et consulaires des trois grandes puissances voisines essaieraient de profiter de ces querelles et de ces rivalités et pourrait réussir à disloquer tout le système.

Les objectifs principaux du nouvel ordre politique qui doit être créé en Europe orientale doivent être : 1° Garantir à tous les citoyens libres pleine liberté de vivre et de travailler librement sans être molesté par aucun groupe linguistique à l'intérieur des frontières de l'Europe orientale. Personne ne doit être persécuté ou disqualifié du fait de sa langue maternelle ou de ses croyances. Chaque groupe linguistique doit avoir le droit d'utiliser sa propre langue. Aucune discrimination ne doit être tolérée contre des groupes minoritaires ou leurs membres. Chaque citoyen doit être traité de façon qu'il appelle le pays *mon pays* sans faire aucune réserve, et le gouvernement *notre gouvernement*.

2° Ne pas conduire un groupe linguistique à attendre une amélioration de son statut politique par une modification d'organisation territoriale. La différence entre un groupe linguistique dominant et les minorités linguistiques opprimées doit disparaître. Il ne doit y avoir aucun *irrédentisme*.

3° Mettre au point un système assez fort pour défendre son indépendance contre une agression de la part de ses voisins. Les forces armées doivent être capables de repousser, sans aide étrangère, un acte d'agression isolé de la part de l'Allemagne, de l'Italie ou de la Russie. Il ne doit compter sur l'aide des démocraties occidentales que dans le cas d'une agression commune d'au moins deux de ses voisins.

C'est pourquoi toute l'Europe orientale doit être organisée en unité politique, avec un gouvernement démocratique strictement unitaire. A l'intérieur de ce territoire, chaque individu doit avoir le droit de choisir où il veut vivre et travailler. Les lois et les administrations doivent traiter tous les natifs — c'est-à-dire tous les citoyens d'Europe orientale — de façon égale, sans privilège ni discrimination en faveur ou contre des individus ou des groupes.

Appelons cette nouvelle structure politique *Union des Démocraties Orientales*¹ (U.D.O.). À l'intérieur de sa structure, les anciennes unités politiques peuvent continuer à fonctionner. Une dislocation des entités qui se sont développées au cours de l'histoire n'est pas nécessaire. Une fois que le problème des frontières aura été dépouillé de ses désastreuses complications politiques, beaucoup des orga-

¹ En anglais *Eastern Democratic Union* (E.D.U.).

nismes nationaux existants peuvent demeurer intacts. Ayant perdu leur capacité de nuire à leurs voisins et à leurs minorités, ils peuvent se révéler très utiles au progrès de la civilisation et du bien-être humain. Évidemment, ces États auparavant indépendants dans la structure de l'U.D.O. ne seront rien de plus que des provinces. Tout en conservant leurs formes honorifiques, leurs rois ou présidents, leurs drapeaux, leurs hymnes, leurs fêtes officielles et leurs défilés, ils devront se conformer strictement aux lois et règlements administratifs de l'U.D.O. ; mais tant qu'ils n'essaieront pas de violer ces lois et ces règlements, ils seront libres. Le gouvernement loyal et respectueux des lois dans chaque État ne sera pas entravé, mais fortement soutenu par le gouvernement central.

Des commissaires spéciaux de l'U.D.O. devront contrôler le fonctionnement des gouvernements locaux. Contre tous les actes administratifs des autorités locales, les parties lésées auront le droit d'en appeler à ce commissaire et au gouvernement central, pourvu que de tels actes ne tombent sous la juridiction d'un tribunal. Tous les différends entre gouvernements locaux ou entre le commissaire et le gouvernement local seront en dernier ressort réglés par le gouvernement central, qui n'est responsable que devant le parlement central. La suprématie du gouvernement central ne doit être limitée par aucune prérogative constitutionnelle des autorités locales. Les différends doivent être réglés par le gouvernement central et par le parlement central, qui doit juger et décider de chaque problème à la lumière de toutes les données pour le fonctionnement harmonieux de l'ensemble du système. Si par exemple un conflit surgit à propos de la ville de Wilno — un des innombrables points névralgiques de l'Est européen — la solution sera cherchée non seulement entre les gouvernements locaux polonais et lithuaniens ou entre les membres polonais et lithuaniens du parlement central ; le gouvernement et le parlement centraux essaieront de trouver une solution qui puisse aussi être appliquée avec équité à des cas analogues surgissant à Budweis, Temeswar ou Salonique.

De cette façon, il peut être possible d'avoir un gouvernement unitaire avec un degré pratiquement satisfaisant de décentralisation administrative.

L'U.D.O. devrait inclure tous les territoires compris entre les frontières orientales de l'Allemagne, de la Suisse et de l'Italie et les frontières occidentales de la Russie, y compris tous les pays balkaniques. Elle devrait englober ce qui en 1933 formait les États souverains d'Albanie, Autriche, Bulgarie, Danzig, Estonie, Grèce, Hongrie, Lettonie, Lithuanie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie, et le territoire qui, en 1913, comprenait les provinces

prussiennes de Prusse Orientale, de Prusse occidentale, Posnanie et Silésie. Les trois premières de ces provinces n'appartenaient ni au Saint-Empire ni à la Confédération germanique. La Silésie ne formait qu'une partie du Saint-Empire que comme une adjonction du royaume de Bohême. Au XVI^e et XVII^e siècles, elle était gouvernée par des ducs appartenant à une branche des Piast, la vieille famille royale de Pologne. Quand, en 1740, Frédéric le Grand se lança dans la conquête de la Silésie, il essaya de justifier ses revendications en déclarant qu'il était l'héritier légitime de la famille Piast. Ces quatre provinces sont toutes habitées par une population linguistiquement mêlée.

L'Italie doit céder à l'U.D.O. tous les pays européens qu'elle a occupés depuis 1913, y compris les îles du Dodécanèse et en outre la partie orientale de la province de Venise, Frioul, région habitée par une population parlant un idiome rhéto-roman.

Ainsi, l'U.D.O. comprendra environ 1 800 000 km² avec une population de 120 000 000 d'habitants parlant 17 langues différentes. Un tel pays, s'il est unifié, sera assez fort pour défendre son indépendance contre l'un de ses trois puissants voisins : Russie, Allemagne et Italie.

Le problème le plus délicat de l'U.D.O. sera le problème linguistique.

Évidemment, les dix-sept langues doivent être traitées sur un pied d'égalité. Dans chaque district, comté ou communauté, les tribunaux, les administrateurs et les municipalités devraient utiliser toute langue qui dans ce district, comté ou communauté est parlée par plus de 20 % de la population.

L'anglais devrait être utilisé comme langue internationale subsidiaire pour les rapports entre les membres des différents groupes linguistiques. Toutes les lois devraient être publiées en anglais et dans les dix-sept langues. Ce système peut sembler étrange et compliqué ; mais nous devons nous souvenir qu'il a fonctionné de façon assez satisfaisante dans l'ancienne Autriche avec ses huit langues. Contrairement à une notion répandue et fausse, la langue allemande n'avait aucune prééminence constitutionnelle dans l'Autriche impériale.

Les gouvernements d'Europe orientale ont abusé du système de l'instruction obligatoire afin de forcer les minorités à abandonner leurs langues et à adopter la langue de la majorité. L'U.D.O. devrait être strictement neutre sous ce rapport. Il n'y aurait que des écoles libres. Tout citoyen ou groupe de citoyens devrait avoir le droit d'administrer un établissement d'enseignement. Si ces écoles se conformaient aux conditions fixées par le gouvernement central,

elles seraient subventionnées au moyen d'une somme globale par élève. Les gouvernements locaux auraient le droit de prendre en charge l'administration de quelques écoles, mais même dans ces cas, les budgets des écoles seraient maintenus indépendants du budget général du gouvernement local ; aucun fonds public, autre que ceux alloués comme subventions pour ces écoles par le gouvernement central, ne devrait être utilisé.

Les politiciens et hommes d'État des nations orientales ne sont actuellement d'accord que sur un seul point : le rejet d'une telle proposition. Ils ne voient pas que la seule alternative est pour eux une agitation permanente ou la guerre entre elles, accompagnée peut-être du partage de leurs territoires entre l'Allemagne, la Russie et l'Italie. Elles ne le voient pas parce qu'elles comptent sur l'invincibilité des forces anglaises et américaines. Elles ne peuvent imaginer qu'Américains et Anglais aient d'autre tâche en ce monde que de livrer une suite interminable de guerres à leur profit.

Ce serait simplement fuir devant la réalité, pour les représentants réfugiés de ces nations, que d'essayer de nous convaincre qu'à l'avenir ils ont l'intention de régler pacifiquement leurs revendications mutuelles. Il est exact que les réfugiés polonais et tchèques, avant l'invasion de la Russie par l'Allemagne, conclurent un accord concernant la délimitation de leurs frontières et leur coopération politique future ; mais ce plan ne réussira pas s'il est effectivement mis en pratique. Nous avons une vaste expérience que tous les accords de ce type échouent parce que les nationalistes extrémistes ne les acceptent jamais. Tous les essais pour une entente entre Allemands et Tchèques dans l'ancienne Autriche tournèrent en désastre parce que la jeunesse fanatique rejetait ce que les vieux chefs plus réalistes avaient proposé. Les réfugiés sont évidemment davantage disposés à un compromis que les hommes au pouvoir. Pendant la première guerre mondiale, Tchèques et Slovaques aussi bien que Serbes, Croates, Slovènes arrivèrent à une entente en exil. Les événements ultérieurs prouvèrent l'inutilité de ces accords.

De plus il faut se souvenir que le territoire revendiqué à la fois par les Tchèques et les Polonais est relativement petit et d'une importance secondaire pour les deux groupes. Il n'y a aucun espoir qu'un accord analogue puisse jamais être conclu entre les Polonais d'une part et les Allemands, Lithuaniens, Russes et Ukrainiens d'autre part ; ou entre les Tchèques d'une part et les Allemands ou Hongrois ou Slovaques de l'autre. Ce qui est nécessaire n'est pas une délimitation des frontières particulières entre deux groupes mais un système où le tracé des frontières ne crée plus mécontentement, troubles et irrédentisme entre les minorités. La démocratie ne peut

être établie dans l'Est que par un gouvernement impartial. Dans l'U.D.O. proposée aucun groupe linguistique ne serait à lui seul suffisamment nombreux pour dominer le reste. Les plus nombreux seraient les Polonais et ils représenteraient environ 20% de la population totale.

On pourrait objecter que le territoire attribué à l'U.D.O. est trop vaste et que les divers groupes linguistiques intéressés n'ont rien de commun. Il peut en vérité sembler étrange que les Lithuaniens doivent coopérer avec les Grecs, quoiqu'ils n'aient jamais eu auparavant d'autres relations que les relations diplomatiques. Mais nous devons nous rendre compte que la véritable fonction de l'U.D.O. serait d'assurer la paix dans une partie du monde déchirée par des luttes ancestrales entre les groupes linguistiques. Dans tout le territoire attribué à l'U.D.O., il est impossible de découvrir une seule frontière non contestée. Si l'U.D.O. doit inclure Lithuaniens et Polonais parce qu'il existe une vaste zone dans laquelle Lithuaniens et Polonais vivent inextricablement mêlés et sur lesquels les deux nations présentent de vigoureuses revendications, elle doit inclure aussi les Tchèques parce que règne entre les Polonais et les Tchèques une situation identique à celle qui existe entre Polonais et Lithuaniens. Les Hongrois doivent encore être inclus pour les mêmes raisons, de même que les Serbes et les autres nations qui réclament des portions du territoire connu sous le nom de Macédoine, c'est-à-dire Bulgares, Albanais et Grecs.

Pour le fonctionnement harmonieux de l'U.D.O. il n'est pas nécessaire que les Grecs considèrent les Lithuaniens comme des amis et des frères (quoiqu'il semble probable qu'ils éprouveraient des sentiments plus amicaux pour eux que pour leurs voisins immédiats). Ce qui est nécessaire n'est rien d'autre que chez les hommes politiques de tous ces peuples la conviction qu'il n'est plus possible d'opprimer des hommes parlant une autre langue. Ils n'ont pas à s'aimer les uns les autres. Ils doivent seulement arrêter de se nuire.

L'U.D.O. enfermerait plusieurs millions de citoyens de langue allemande et plus de cent mille citoyens parlant italien. On ne peut nier que la haine engendrée par les méthodes des nazis et des fascistes pendant la présente guerre ne disparaîtra pas immédiatement. Il sera difficile pour des Polonais et des Tchèques de collaborer avec des Allemands, et pour des Serbes et des Slovènes de coopérer avec des Italiens.

Mais aucune de ces objections ne peut être considérée comme valable, il n'y a pas d'autre solution au problème de l'Est européen. Il n'y a pas d'autre solution qui puisse donner à ces nations une vie de paix et d'indépendance politique.

5. Les problèmes de l'Asie

Quand l'âge du libéralisme commença à poindre, les nations occidentales eurent au début des scrupules au sujet de leurs entreprises coloniales. Elles se sentaient honteuses du traitement qu'elles appliquaient aux peuples arriérés. Elles prirent conscience du contraste entre les principes de leurs politiques nationales et les méthodes utilisées dans la conquête et l'administration coloniales. Que faisaient-elles, libérales et démocrates qu'elles étaient, à gouverner des nations étrangères sans le consentement des gouvernés ?

Mais elles eurent alors une inspiration. C'est la tâche de l'homme blanc d'apporter les bienfaits de la civilisation moderne aux peuples arriérés. Il serait injuste de dire que cette excuse était pure affectation et hypocrisie. La Grande-Bretagne a radicalement réformé son système colonial afin de l'ajuster aux plus grands progrès possibles du bien-être des indigènes. Dans les cinquante dernières années l'administration britannique des Indes et des affaires coloniales a été un gouvernement *pour* le peuple.

Cependant, ce n'était pas un gouvernement *par* le peuple. C'était au gouvernement par une race de maîtres étrangers. Leur justification est basée sur la supposition que les indigènes ne sont pas capables de se gouverner eux-mêmes et que livrés à eux-mêmes, ils deviendraient les victimes d'une oppression impitoyable par des conquérants moins civilisés et moins bienveillants que les Anglais. Elle implique en outre que la civilisation occidentale, avec laquelle les Anglais voulaient faire le bonheur de leurs sujets indigènes, fut bien accueillie par eux. Nous pouvons tenir pour assuré que cela était réellement le cas. La preuve en est que toutes les races de couleur étaient et sont encore avides non seulement d'adopter les méthodes techniques de la civilisation occidentale, mais aussi de s'inculquer les doctrines politiques et les idéologies occidentales. Ce fut précisément cette acceptation de la pensée occidentale qui les a conduites à protester contre le règne absolu des envahisseurs.

Les revendications de liberté et de libre disposition présentées par les peuples asiatiques résultent de leur occidentalisation. Les indigènes combattent les Européens avec des idéologies qu'ils leur ont empruntées. C'est la plus grande réalisation des politiques asiatiques de l'Europe du XIX^e siècle que les Arabes, les Hindous et les Chinois aient à la longue saisi le sens des doctrines politiques occidentales.

Les peuples d'Asie ne sont pas qualifiés pour blâmer les envahisseurs des atrocités commises dans les années antérieures. Aussi indéfendables que soient ces excès du point de vue des principes

libéraux, ils n'étaient en rien extraordinaires si on les mesure à l'aide des critères fournis par les coutumes et habitudes occidentales ; mais sans l'infiltration des idées occidentales, l'Orient aurait bien pu ne jamais mettre en doute la bienséance de l'assassinat et de la torture de ses adversaires. Leurs méthodes autochtones étaient beaucoup plus brutales et abominables. Il est paradoxal de mettre sur le tapis ces plaintes émises au moment précis où les nations asiatiques les plus nombreuses ne peuvent défendre leurs civilisations qu'avec l'aide militaire des Anglo-Saxons.

Une défaite des nations Unies aurait signifié la condamnation des Chinois, des Hindous, des Musulmans d'Asie occidentale et de toutes les petites nations d'Asie et d'Afrique. La victoire des Nations Unies leur apporte l'autonomie politique. Ils auront l'occasion de montrer s'ils ont absorbé de l'Occident autre chose que les méthodes modernes de la guerre totale et de la destruction totale.

Le problème des relations entre l'Orient et l'Occident est obscurci par les lacunes et les déficiences des méthodes courantes pour traiter les questions politiques. Les marxistes ignorent à dessein l'inégalité des conditions naturelles de production dans les diverses parties du monde. Ils éliminent ainsi de leur raisonnement le point essentiel. Ils se barrent la voie ou d'une interprétation satisfaisante du passé ou de la compréhension des tâches de l'avenir.

En présence de cette inégalité des ressources naturelles il n'existe pas actuellement d'affaires intérieures d'un pays qui n'intéressent pas le reste de l'humanité. C'est l'intérêt vital de chaque nation que sur toute la surface de la terre les méthodes de production les plus efficaces soient appliquées. Le bien-être de chacun est lésé si, par exemple, les pays qui bénéficient des conditions les plus favorables pour la production du caoutchouc ne font pas le meilleur usage de leurs ressources. Le caractère économiquement arriéré d'un pays peut nuire à tous les autres individus. L'autarcie dans un pays peut abaisser le niveau de vie dans tous les autres pays. Si une nation dit : *Laissez-nous seuls ; nous ne voulons pas intervenir dans vos affaires et nous ne vous permettrons pas de vous mêler de nos affaires*, cela peut causer un dommage à tous les autres peuples.

Ces considérations amenèrent les nations occidentales à contraindre Chine et Japon à abandonner leur isolement traditionnel et à ouvrir leurs ports au commerce extérieur. Les bienfaits de cette politique étaient réciproques. La baisse des chiffres de mortalité en Orient le prouve clairement. Orient et Occident souffriraient tous les deux si l'autonomie politique des nations asiatiques aboutissait à une baisse de leur production ou à leur retrait partiel ou total des échanges internationaux.

Nous pouvons nous demander si les champions de l'indépendance asiatique ont pleinement saisi l'importance de ce fait. Dans leur esprit les idées modernes sont curieusement mélangées d'idées ataviques. Ils sont fiers de leurs vieilles civilisations. Ils sont enclins à mépriser l'Occident. Ils prennent un intérêt beaucoup plus marqué pour les défauts de l'Europe et de l'Amérique, pour leur militarisme et leur nationalisme, que pour leurs grandes œuvres. Le totalitarisme marxiste exerce sur eux un attrait plus grand que les *préjugés bourgeois* de liberté, de capitalisme et de démocratie. Se rendent-ils compte qu'une seule voie est ouverte à la prospérité de leurs nations, à savoir l'adoption inconditionnelle de l'industrialisme occidental ?

La plupart des dirigeants des nations orientales sont convaincus que l'Occident se tournera vers le socialisme ; mais cela ne modifierait pas la question principale. Le retard de l'Orient poserait les mêmes problèmes à un Occident socialiste qu'à un Occident capitaliste.

L'ère de l'isolement national des pays individuels est passée avec les progrès de la division du travail. Aucune nation ne peut maintenant considérer avec indifférence les conditions intérieures des autres pays.

6. *Le rôle de la Société des Nations*

La Société des Nations que le pacte de 1919 institua à Genève n'était pas un gouvernement mondial international. C'était surtout une organisation de conférences périodiques des délégués des gouvernements nationaux disposés à y assister. Il n'y avait pas de services exécutifs internationaux. Ce n'était qu'un état-major dont la mission consistait principalement à écrire des rapports et à rassembler des renseignements statistiques. En outre, une grande partie du personnel ne se considérait pas comme les fonctionnaires d'un organe international, mais comme les représentants officiels des gouvernements de leurs propres nations. Ils étaient nommés sur présentation de leur gouvernement. Ils aspiraient à bien servir leur gouvernement afin d'accéder quelque jour à de meilleures situations dans l'administration de leur pays. Quelques-uns de ces fonctionnaires non seulement n'étaient pas animés de l'esprit international, mais étaient imbus d'esprit nationaliste. Parmi eux il y avait quelques figures étranges. Vidkun Quisling, par exemple, a servi quelque temps comme fonctionnaire de la S.D.N. Rost van Tunningen, durant bien des années à Vienne ; il quitta ce poste important au bout de quelques années pour devenir chef du parti nazi hollandais et a été une des figures marquantes de l'administration fantoche des

Pays-Bas. Il y avait aussi à la Société des Nations, il est vrai, quelques-uns de nos contemporains les plus brillants et à l'esprit élevé ; mais des conditions malheureuses paralysèrent leurs efforts et beaucoup d'entre eux partirent déçus.

Que la Société des Nations soit restaurée ou non présente peu d'intérêt. Elle a très peu contribué aux progrès de la paix et de la coopération internationale. Elle n'aura pas davantage de succès à l'avenir. Le nationalisme fera échouer son action comme il l'a fait dans les années qui ont précédé 1939.

Beaucoup d'Américains distingués ont imputé à leur pays l'échec de la Société. Si l'Amérique s'était jointe à la S.D.N., disent-ils, cela aurait conféré à cette institution le prestige nécessaire à l'accomplissement de ses tâches. C'est une erreur. Sans être formellement un membre de la S.D.N., les États-Unis ont apporté à ses efforts une aide précieuse. Il importait peu que l'Amérique ne contribue pas à ses revenus ou n'envoie pas de délégués officiels à ses réunions. Le monde savait très bien que la nation américaine appuyait les efforts déployés pour assurer la paix. La coopération officielle de l'Amérique à Genève n'aurait pas arrêté les nations de proie.

Comme toutes les nations s'abandonnent aujourd'hui au nationalisme, les gouvernements sont nécessairement partisans du nationalisme. Il ne faut pas attendre grand-chose des activités du gouvernement pour la cause de la paix. C'est un changement des doctrines et idéologies économiques qui est nécessaire et non des institutions, des services ou des conférences spéciales.

Le principal défaut de beaucoup de plans proposés en vue d'une paix durable est qu'ils ne reconnaissent pas ce fait. D'éminents champions de la Société des Nations, tels que le professeur J. B. Condliffe et le professeur J. E. Meade, ont confiance dans la sagesse des gouvernements pour extirper, grâce à leurs efforts communs et leurs accords mutuels, les excroissances les plus critiquables du nationalisme économique et pour apaiser les conflits en accordant quelques concessions aux plaignants¹. Ils recommandent la modération et la limitation dans l'usage de la souveraineté nationale ; mais ils prônent en même temps un contrôle étatique accru, sans se rendre compte que cela doit nécessairement conduire tous les gouvernements vers un nationalisme intransigeant. Il est vain d'espérer qu'un gouvernement engagé dans les principes de l'étatisme puisse renoncer à la lutte pour un isolement plus complet. Nous pouvons admettre qu'il existe dans tous les pays des hommes disposés à

¹ J.-E. Meade, *The Economic Basis of a Durable Peace* (New-York, 1940) ; J.-B. Condliffe, *Agenda for a Postwar World* (New-York, 1942).

adopter les propositions de MM. Condliffe et Meade ; mais il y a des minorités dont les opinions ne trouvent pas un vaste écho. Plus une nation va loin sur la voie du contrôle étatique de la vie économique, et plus il est forcé de se retirer de la division internationale du travail. Des exhortations bien intentionnées de la part d'économistes doués d'esprit international ne peuvent dissuader un gouvernement interventionniste de prendre des mesures de nationalisme économique.

La Société des Nations peut continuer à combattre les maladies contagieuses, le trafic des stupéfiants et la prostitution. Elle peut continuer à agir dans l'avenir comme bureau international des statistiques ; mais c'est une illusion d'espérer qu'elle puisse rendre plus que des services secondaires à la cause de la paix.

Conclusion

I

Les libéraux du XVIII^e siècle avaient pleine confiance dans la perfectibilité humaine. Tous les hommes sont, d'après eux, égaux et doués de la faculté de saisir le sens de déductions compliquées. C'est pourquoi ils comprendront les enseignements de la philosophie économique et sociale ; ils se rendront compte que c'est seulement dans une économie de marché libre que les intérêts bien compris (c'est-à-dire à longue échéance) de tous les individus et de tous les groupes d'individus peuvent être en harmonie complète. Ils réaliseront l'utopie libérale. L'humanité est à l'aube d'un âge de prospérité durable et de paix éternelle parce que la raison sera désormais suprême.

Cet optimisme était entièrement basé sur l'hypothèse que tous les individus de toutes les races, toutes les nations et tous les pays sont assez avisés pour comprendre les problèmes de la coopération sociale. Il n'est jamais arrivé aux anciens libéraux de douter de cette hypothèse. Ils étaient convaincus que rien ne pouvait empêcher les progrès des lumières et la diffusion de la pensée libérale. Cet optimisme était la cause de la confiance de Lincoln dans le principe que *vous ne dupez pas tout le monde tout le temps*.

Les théories économiques sur lesquelles est basée la doctrine libérale sont irréfutables. Pendant plus de cent cinquante ans, tous les efforts désespérés faits pour réfuter les enseignements de ce que l'un des plus grands précurseurs du totalitarisme et du nazisme, Carlyle, a décrit comme la *science sinistre*, ont échoué lamentablement. Tous ces soi-disant économistes ne purent ébranler la théorie ricardienne du commerce extérieur ou les enseignements concernant les effets de l'ingérence étatique dans une économie de marché. Personne n'a réussi dans les essais pour rejeter la démonstration selon laquelle aucun calcul économique n'est possible dans un système socialiste. La démonstration que dans une économie de marché il n'y a aucun conflit entre les intérêts bien compris n'a pu être réfutée.

Mais tous les hommes auront-ils une juste compréhension de leurs propres intérêts ? Qu'arrivera-t-il s'ils ne l'ont pas ? Là est le point faible du plaidoyer libéral pour un monde libre de coopération pacifique. La réalisation du plan libéral est impossible parce que — tout au moins à notre époque — les hommes n'ont pas la capacité intellectuelle de comprendre les principes d'une économie saine. La plupart des hommes sont trop bornés pour suivre des enchaîne-

ments logiques compliqués. Le libéralisme a échoué parce que les capacités intellectuelles de l'immense majorité sont insuffisantes pour ce travail de compréhension.

Il est vain d'attendre un changement dans le futur immédiat. Les hommes ne sont quelquefois même pas capables de voir les faits les plus simples et les plus évidents. Rien ne devrait être plus facile à comprendre que la victoire ou la défaite sur le champ de bataille ; et pourtant des millions d'Allemands sont fermement convaincus que ce ne furent pas les alliés mais l'Allemagne qui fut victorieuse dans la première guerre mondiale. Aucun nationaliste allemand n'a jamais admis que l'armée allemande a été battue sur la Marne en 1914 et en 1918. Si de telles choses sont possibles avec les Allemands, comment pouvons-nous espérer que les Hindous, adorateurs de la vache, comprennent les théories de Ricardo et de Bentham ?

Dans un monde démocratique, même la réalisation des plans socialistes dépendrait du fait que la majorité reconnaisse leur opportunité. Mettons pour l'instant de côté tous les doutes sur la viabilité économique du socialisme. Admettons, pour les besoins du raisonnement, que les socialistes aient raison d'approuver la planification socialiste. Marx, imbu de mysticisme hégélien du *Weltgeist*, était convaincu qu'il existe quelques facteurs dialectiques agissant dans l'évolution des affaires humaines, qui poussent les prolétaires — l'immense majorité — vers la réalisation du socialisme, évidemment sa propre conception du socialisme. Il admettait tacitement à la fois que le socialisme est ce qui convient le mieux aux intérêts du prolétariat et que les prolétaires le comprennent. Franz Oppenheimer, jadis professeur de l'Université à tendance marxiste de Francfort, prétendait : *Les individus se trompent souvent dans la poursuite de leurs intérêts ; une classe ne se trompe jamais à la longue*¹.

Les marxistes récents ont abandonné ces illusions métaphysiques. Ils doivent faire face à cette situation : quoique le socialisme soit dans de nombreux pays la croyance politique de la grande majorité, il n'y a aucune unanimité en ce qui concerne la catégorie de socialisme qui doit être adoptée. Ils ont appris qu'il existe beaucoup de catégories diverses de socialisme et que beaucoup de partis socialistes se combattent âprement. Ils n'espèrent plus qu'un type unique de socialisme puisse rencontrer l'approbation de la majorité et que leur propre idéal soit soutenu par le prolétariat entier. Ces marxistes sont maintenant convaincus que seule une élite a la possibilité intellectuelle de comprendre les bienfaits du socialisme véritable. Cette

¹ F. Oppenheimer, *System der Soziologie* (Jena, 1926), II, 559.

élite — qui se qualifie elle-même d'avant-garde du prolétariat et non de la masse — a le devoir sacré, conclurent-ils, de prendre le pouvoir par une action violente, d'exterminer tous ses adversaires et d'établir le millénaire socialiste. Sur cette question de procédure, il y a accord complet entre Lénine et Werner Sombart, entre Staline et Hitler. Ils ne diffèrent que sur la question de savoir où est l'élite.

Les libéraux ne peuvent accepter cette solution. Ils ne croient pas qu'une minorité, même si elle représentait la véritable élite de l'humanité, peut durablement réduire au silence la majorité. Ils ne croient pas que l'humanité peut être sauvée par la contrainte et l'oppression. Ils prévoient que les dictatures doivent aboutir à des conflits interminables, à des guerres, à des révolutions. Un gouvernement stable exige le libre consentement des gouvernés. La tyrannie, même la tyrannie de despotes bienveillants, ne peut apporter la paix durable et une prospérité.

On ne dispose d'aucun remède si les hommes sont incapables de discerner ce qui convient le mieux à leur bonheur. Le libéralisme est impraticable parce que la plupart des hommes sont encore trop peu éclairés pour comprendre son sens. Il y avait une erreur psychologique dans le raisonnement des vieux libéraux. Ils surestimaient à la fois la capacité intellectuelle de l'homme moyen et l'aptitude de l'élite à convertir ses concitoyens moins avertis à des idées saines.

II

Les questions essentielles des problèmes internationaux actuels peuvent être ainsi résumées :

1° Une paix durable n'est possible qu'avec un capitalisme parfait, jusqu'à maintenant et nulle part totalement tenté ou réalisé. Dans un monde à la Jefferson d'économie libre de marché, le domaine des activités gouvernementales est limité à la protection des vies, de la santé et de la propriété des individus contre l'agression violente ou frauduleuse. Les lois, l'administration et les tribunaux traitent de façon égale nationaux et étrangers. Aucun conflit international ne peut survivre : il n'y a aucune cause économique de guerre.

2° La libre majorité de la main-d'œuvre tend à une égalisation de la productivité du travail et par là à celle des taux de salaires à travers le monde entier. Si les travailleurs des régions relativement peu peuplées cherchent à conserver leur niveau de vie plus élevé par des barrières à l'immigration, ils ne peuvent éviter de nuire aux intérêts des travailleurs des régions relativement surpeuplées (à la longue, en outre, ils nuisent aussi à leurs propres intérêts).

3° L'intervention étatique dans la vie économique et les politiques syndicales font monter de pair les coûts nationaux de production et diminuent ainsi la puissance de concurrence des industries nationales. C'est pourquoi elles n'atteindraient pas leurs fins même à court terme si elles n'étaient pas complétées par des barrières de migration, la protection des industries nationales et — dans le cas des industries d'exportation — par le monopole. Comme toute dépendance du commerce extérieur limite nécessairement le pouvoir de l'État sur le contrôle de l'industrie nationale, l'interventionnisme aspire inéluctablement à l'autarcie.

4° Le socialisme, quand il n'est pas appliqué sur une échelle mondiale, est imparfait si le pays socialiste dépend d'importations venant de l'étranger et s'il doit donc encore produire des marchandises à vendre sur le marché. Il importe peu que les pays étrangers à qui se font les achats et les ventes soient socialistes ou non. Le socialisme aussi doit aspirer à l'autarcie.

5° Protectionnisme et autarcie signifient discrimination contre la main-d'œuvre et le capital étrangers. Ils ne diminuent pas seulement la productivité du travail humain et donc le niveau de vie de toutes les nations, mais ils créent des conflits internationaux.

6° Il y a des nations qui, par manque des ressources naturelles nécessaires, ne peuvent nourrir et habiller leurs membres à l'aide de leurs ressources nationales. Ces nations ne peuvent poursuivre l'autarcie qu'en s'engageant dans une politique de conquête. Pour elle, caractère belliqueux et soit d'agression sont la conséquence de leur adhésion aux principes de l'étatisme.

7° Si un gouvernement national fait obstacle à l'usage le plus productif des ressources de son pays, il nuit aux intérêts de toutes les autres nations. Le retard économique d'un pays possédant de grandes ressources naturelles lèse tous ceux dont la situation pourrait être améliorée par une exploitation plus efficace de cette richesse naturelle.

8° L'étatisme vise à l'égalité du revenu à l'intérieur du pays ; mais il conduit d'autre part à la prolongation des inégalités qui se sont développées au cours de l'histoire entre les nations pauvres et les nations plus riches. Les mêmes considérations qui, à l'intérieur d'un pays orientent les masses vers une politique d'égalité du revenu, poussent les peuples des pays relativement surpeuplés vers une politique d'agression dirigée contre les pays relativement peu peuplés. Ils ne sont pas disposés à supporter indéfiniment leur pauvreté relative simplement parce que leurs ancêtres n'ont pas été assez malins pour s'emparer des régions mieux dotées par la nature. Ce que les « progressistes » affirment en ce qui concerne les affaires intérieures

— que les idées traditionnelles de liberté ne sont qu'une duperie en ce qui concerne le pauvre et que la véritable liberté signifie l'égalité du revenu — les porte-parole des nations « have-nots » le déclarent au sujet des relations internationales. Aux yeux des nationalistes allemands, il n'y a qu'une liberté qui compte : *Nahrungsfreiheit* (liberté des denrées alimentaires), c'est-à-dire une situation où la nation pourrait produire à l'intérieur de ses frontières toute la nourriture et les matières premières dont elle a besoin afin de jouir du même niveau de vie que les nations les plus favorisées. C'est leur notion de liberté et d'égalité. Ils se peignent comme des révolutionnaires luttant pour leurs droits imprescriptibles contre les intérêts de la multitude des nations réactionnaires.

9° Un gouvernement socialiste mondial pourrait aussi supprimer les inégalités historiques entre les citoyens des régions relativement surpeuplées et ceux des régions peu peuplées. Cependant, les forces qui ont contrecarré les essais des anciens libéraux pour abattre toutes les barrières empêchant la libre mobilité de la main-d'œuvre, des marchandises et du capital feront une opposition violente à cette catégorie de direction socialiste. Il est peu vraisemblable que dans les pays faiblement peuplés, la main-d'œuvre abandonne les privilèges dont elle a hérité. Il y a peu de chances que les travailleurs acceptent une politique qui pendant une longue période de transition diminuerait leur niveau de vie et n'améliorerait la situation matérielle que des nations défavorisées. Les travailleurs de l'Occident attendent du socialisme une augmentation immédiate de leur bien-être. Ils rejetteraient énergiquement tout plan tendant à établir un système démocratique de gouvernement mondial dans lequel leurs votes seraient dépassés en nombre par ceux de l'immense majorité des peuples défavorisés.

10° Un gouvernement fédéral ne peut fonctionner que dans une économie de marché libre. L'étatisme exige un gouvernement strictement centralisé s'il n'y a pas de barrière douanière isolant les États membres les uns des autres. C'est pourquoi les plans actuels d'une fédération mondiale ou même seulement d'une fédération des démocraties occidentales, sont illusoires. Si on refuse d'abandonner l'étatisme, on ne peut éviter le fléau du nationalisme économique qu'en confiant tout le pouvoir à un gouvernement unitaire supranational du monde ou d'une union des nations démocratiques. Mais malheureusement les intérêts de groupes puissants s'opposent à une telle renonciation de la souveraineté nationale.

Il est inutile de se laisser aller aux rêveries. Le contrôle étatique de la vie économique engendre des conflits auxquels on ne peut apporter aucune solution pacifique. Il était facile d'empêcher des

hommes non armés et des marchandises de franchir les frontières ; il est beaucoup plus difficile d'empêcher des armées de le tenter. Les socialistes et autres étatistes purent dédaigner ou réduire au silence les cris d'avertissement des économistes. Ils ne purent dédaigner ou réduire au silence le grondement du canon ou la détonation des bombes.

Tout l'art oratoire des défenseurs de l'omnipotence étatique ne peut supprimer le fait qu'il n'y a qu'un seul système assurant une paix durable : une économie de marché libre. Le contrôle étatique conduit au nationalisme économique et aboutit ainsi au conflit.

III

Beaucoup de personnes se consolent en disant :

« Il y a toujours eu des guerres. Il y aura aussi des guerres et des révolutions à l'avenir. Les rêves du libéralisme sont illusoire ; mais il n'y a pas lieu de s'alarmer. L'humanité a très bien progressé dans le passé en dépit de luttes presque continues. La civilisation ne périra pas si des conflits continuent dans l'avenir. Elle peut prospérer dans des conditions moins parfaites que celles qui ont été décrites par les utopistes libéraux. Beaucoup furent heureux sous le règne de Néron ou de Robespierre, à l'époque des invasions barbares ou de la guerre de Trente ans. La vie continuera ; on se mariera et on aura des enfants, on travaillera et on célébrera des fêtes. De grands penseurs et poètes passent leur vie dans des conditions déplorables, mais cela ne les empêche pas de poursuivre leur œuvre. Les troubles politiques présents ou futurs n'empêcheront pas les générations à venir d'accomplir de grandes choses. »

Cependant une telle façon de pensée est fallacieuse. L'humanité n'est pas libre de retourner d'un niveau plus élevé de division de travail et de prospérité économique à un niveau plus bas. Conséquence de l'âge capitaliste, la population du globe est maintenant beaucoup plus importante qu'au début de l'ère capitaliste et les niveaux de vie sont beaucoup plus élevés. Notre civilisation est basée sur la division internationale du travail. Elle ne peut survivre avec l'autarcie. États-Unis et Canada souffriraient moins que d'autres pays mais même pour eux, l'isolement économique provoquerait une terrible baisse de prospérité. L'Europe, unifiée ou divisée, serait condamnée dans un monde où chaque pays serait indépendant au point de vue économique.

Nous devons en outre considérer la charge de la préparation continue de la guerre qu'un tel système économique exige. Par exemple, afin d'être en mesure de repousser des invasions venant

d'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande devraient être transformées en camps militaires. Leur population entière — moins de dix millions — serait une force à peine suffisante pour défendre leurs côtes jusqu'à l'arrivée de renforts des pays anglo-saxons. Elles devraient adopter un système copié sur la vieille *Militärgrenze* autrichienne ou sur la vieille frontière américaine, mais adapté aux conditions beaucoup plus complexes de l'industrialisme moderne ; mais ces courageux Croates et Serbes qui défendirent l'empire des Habsbourgs et donc l'Europe contre les Turcs étaient des paysans menant une vie autarcique sur leurs fermes héréditaires. C'était aussi le cas des frontaliers américains. C'était pour eux un moindre mal quand ils devaient veiller aux frontières au lieu de cultiver leur sol ; femmes et enfants prenaient soin de leurs fermes en leur absence. Une communauté industrielle ne peut fonctionner dans de telles conditions.

La situation sera légèrement meilleure dans d'autres régions ; mais pour toutes les nations la nécessité d'être prêtes à se défendre imposera une lourde charge. Non seulement les conditions économiques, mais aussi les conditions politiques et morales seront affectées. Le militarisme remplacera la démocratie ; les libertés civiles disparaîtront partout où la discipline militaire doit être souveraine.

La prospérité des derniers siècles était conditionnée par un développement continu et rapide de l'accumulation de capital. Beaucoup de pays d'Europe sont déjà sur la pente descendante de la consommation et de l'effritement du capital. D'autres pays suivront. Désintégration et appauvrissement en résulteront.

Depuis le déclin de l'empire romain l'Occident n'a pas fait l'expérience des conséquences d'une régression de la division du travail ou d'une diminution du capital disponible. Notre imagination est incapable de décrire l'avenir.

IV

Cette catastrophe affecte l'Europe en premier lieu. Si la division internationale du travail doit se désintégrer, l'Europe ne peut plus nourrir qu'une partie de sa population actuelle et encore avec un niveau de vie beaucoup plus bas. L'expérience quotidienne, bien comprise, apprendra aux Européens les conséquences de leur politique ; mais profiteront-ils de la leçon ?

TABLE DES MATIÈRES

Préface, par Leonardo de Vio	5
LE GOUVERNEMENT OMNIPOTENT	
Préface	9
Introduction	15
<i>Première partie. — L'effondrement du libéralisme allemand</i>	35
I. Le libéralisme allemand	35
1. L'ancien régime et le libéralisme	35
2. La faiblesse du libéralisme allemand	39
3. L'armée prussienne	41
4. Le conflit constitutionnel en Prusse	44
5. Le programme de la « Petite Allemagne »	46
6. L'épisode de Lassalle	49
II. Le triomphe du militarisme	51
1. L'arme prussienne et le nouvel empire allemand	51
2. Le militarisme allemand	53
3. Les libéraux et le militarisme	58
4. L'explication courante du succès du militarisme	60
<i>Deuxième partie. — Le nationalisme</i>	63
III. Étatisme	63
1. La nouvelle mentalité	63
2. L'État	65
3. Les doctrines politiques et sociales du libéralisme	67
4. Le socialisme	70
5. Le socialisme en Russie et en Allemagne	75
6. L'interventionnisme	78
7. Étatisme et protectionnisme	87

8. Nationalisme économique et prix nationaux de monopole	90
9. L'autarcie	94
10. Le protectionnisme allemand	96
IV. Étatisme et nationalisme	101
1. Le principe de nationalité	101
2. Le groupe linguistique	106
3. Le libéralisme et le principe des nationalités	112
4. Le nationalisme agressif	116
5. L'impérialisme colonial	120
6. Investissements et prêts étrangers	125
7. La guerre totale	128
8. Socialisme et guerre	132
V. Réfutation de quelques explications fallacieuses	137
1. Les insuffisances des explications courantes	137
2. Le prétendu caractère irrationnel du nationalisme	137
3. La doctrine aristocratique	141
4. Darwinisme mal interprété	146
5. Le rôle du chauvinisme	148
6. Le rôle des mythes	152
<i>Troisième partie. — Le nazisme allemand</i>	155
VI. Les caractéristiques particulières du nationalisme allemand	155
1. L'éveil	155
2. L'ascendant du pangermanisme	158
3. Le nationalisme allemand dans un monde étatiste	162
4. Critique du nationalisme allemand	165
5. Nazisme et philosophie allemande	167
6. Polylogisme	171
7. Pangermanisme et nazisme	175
VII. Les sociaux-démocrates dans l'Allemagne impériale	177
1. La légende	177
2. Marxisme et mouvement syndical	179
3. Les travailleurs allemands et l'État allemand	184

4. Les sociaux-démocrates à l'intérieur du système de caste allemand	191
5. Les sociaux-démocrates et la guerre	194
VIII. Antisémitisme et racisme	199
1. Le rôle du racisme	199
2. La lutte contre l'esprit juif	204
3. Interventionnisme et discrimination légale contre les juifs	212
4. Le coup de poignard dans le dos	217
5. L'antisémitisme comme facteur de politique internationale	219
IX. La République de Weimar et son effondrement	225
1. La Constitution de Weimar	225
2. L'échec de la socialisation	235
3. Les partis armés	239
4. Le traité de Versailles	244
5. La crise économique	252
6. Le nazisme et la main-d'œuvre allemande	253
7. Les critiques étrangères du nazisme	256
X. Le nazisme en tant que problème mondial	263
1. Le domaine et les limitations de l'histoire	263
2. L'illusion du concept de « caractère national »	265
3. Le Rubicon de l'Allemagne	268
<i>Quatrième partie. — L'avenir de la civilisation occidentale</i>	273
XI. Les illusions du planisme mondial	273
1. Le terme « planisme »	273
2. Le complexe de dictature	274
3. Un gouvernement mondial	276
4. La production planifiée	279
5. Accords de libre-échange	283
6. Planisme monétaire	285
7. Planisme international des mouvements de capitaux	288

XII. Plans de paix	290
1. Contrôle des armements	290
2. Critique de quelques plans proposés	294
3. L'Union des Démocraties Occidentales	300
4. La paix en Europe orientale	306
5. Les problèmes de l'Asie	314
6. Le rôle de la Société des Nations	316
Conclusion	319

